

**Cuba souhaite
de plus en plus
se « désengager »
de l'Angola**

LIRE PAGE 5

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Laurens

**Les dossiers
du « Monde »**

Page 12

**Le trafic
des drogues**

Le gouvernement Shamir menacé

Après cinq mois et demi d'existence, le gouvernement de M. Shamir s'appareille à livrer sa plus dure bataille. A moins d'une nouvelle volte-face — toujours possible — d'ici à jeudi, le petit parti Tami, « maillon faible » depuis toujours de la coalition au pouvoir, joindra ses trois précédentes voix à celles de l'opposition travailliste en faveur d'une dissolution de la Knesset. Des élections législatives anticipées suivront.

Les Israéliens ont donc de fortes chances de se rendre aux urnes en au moins avant l'échéance de novembre 1985. Le « lâchage » du Tami — au moment où on ne l'attendait plus — ne fait qu'accroître de manière spectaculaire la fragilité déjà ancienne du Likoud, aggravée plus récemment par une crise financière et sociale hors du commun. Ce n'est pas un hasard si le Tami, défenseur intransigent, et non sans démagogie parfois, des catégories de l'électorat les plus durement frappées par l'austérité, justifie son revirement par le besoin d'avoir un gouvernement fort, capable de redresser la barre.

M. Shamir et son grand argentier, M. Cohen Orgad, n'ont pas dédaigné qu'ils étaient les meilleurs artisans de la rigueur et du renouveau économique. L'étriquetage de leur majorité parlementaire et la lourdeur de l'héritage laissé par M. Begin rendaient, il est vrai, leur tâche particulièrement rude.

La crise ne cesse de s'aggraver, comme en témoignent les deux dernières hausses du coût de la vie : 15 % en janvier et 12 % en février. Le ministre des finances, négligeant la lutte contre l'inflation, a toujours privilégié le rétablissement de la balance des paiements. Mais, au-delà d'un certain seuil d'hyper-inflation, aucun gouvernement ne peut plus agir efficacement sur les rouages économiques. L'impossibilité de réduire sensiblement les dépenses publiques, contrairement aux engagements pris, est la meilleure preuve de cette impasse.

La décision de Jérusalem de maintenir son armée au Liban, en attendant que l'Etat hébreu ait trouvé les moyens d'assurer la sécurité de la Galilée, laisse entrevoir tous les risques d'un enlisement auquel répugnent aujourd'hui la majorité des Israéliens. Que M. Shamir le veuille ou non, la récente annulation de l'accord israélo-libanais du 17 mai 1983, texte dont Jérusalem avait tellement tiré gloire, est également un grave échec pour le pouvoir.

Le Parti travailliste est en bonne posture pour remporter les élections si celles-ci ont lieu dans les trois prochains mois. Le dernier sondage lui donne vingt points d'avance sur le Likoud. Même si cet écart peut paraître largement excessif, ses chances sont sérieuses d'assurer la relève après sept ans passés dans l'opposition.

Encore lui faudra-t-il avant l'épreuve surmonter ses querelles intestines. Le « combat des chefs », qui oppose M. Pères et son éternel rival, M. Rabin, demeure en effet la principale faiblesse des travaillistes. L'issue de cet affrontement dépendra pour une bonne part de l'attitude du troisième larron, M. Navon. Rien ne prouve pourtant que l'ancien président de l'Etat, aujourd'hui le personnage le plus populaire d'Israël, soit prêt à prendre la tête de son parti et à se lancer dans la mêlée électorale.

(Lire nos informations page 36.)

M. Reagan précise au « Monde » les objectifs de sa politique extérieure

- **Relations Est-Ouest : nous pressons les Soviétiques de négocier sur la réduction des armements**
- **Proche-Orient : notre plan de paix est le plus réaliste**
- **Amérique latine : un Nicaragua marxiste lié à l'URSS est inacceptable pour les Etats-Unis**

M. François Mitterrand quittera Paris, le mercredi 21 mars, après le conseil des ministres, pour une visite officielle d'une semaine aux Etats-Unis. Il sera accueilli, mercredi soir, à la base militaire d'Andrews, près de Washington, par le secrétaire d'Etat M. George Shultz, et sera officiellement reçu mardi à la Maison Blanche par le président Reagan, avec lequel il aura un entretien de deux heures.

A l'occasion de cette visite, M. Reagan a répondu par écrit aux questions de notre correspondant à Washington, Bernard Gauthier.

« M. Mitterrand est l'un des dirigeants occidentaux dont vous semblez apprécier le plus les positions sur les rapports Est-Ouest. Votre administration avait pourtant montré une claire appréhension lorsque les socialistes sont arrivés au pouvoir en 1981 et ont fait entrer des communistes dans le gouvernement. Ces craintes demeurent-elles ? »

« Laissez-moi dire d'abord que vous êtes dans le vrai : le président Mitterrand est bien l'un des dirigeants occidentaux dont j'apprécie le plus les positions concernant les rapports Est-Ouest. Il y a des différences entre nos philosophies politiques, mais les points que nous avons en commun sont plus nombreux. En particulier, nous trouvons un soutien mutuel dans nombre de principes que nous suivons en matière de sécurité nationale. Il y a une harmonie dans nos objectifs car nous sommes déterminés à parvenir à des réductions du niveau des armements et à avoir avec l'Union soviétique des négociations réelles afin de résoudre les problèmes Est-Ouest. Pour ce qui est de la composition du gouvernement français, c'est un problème intérieur français et je n'estime pas avoir à faire de commentaires. »

« Vous-même et les plus hautes personnalités de votre gouvernement avez souvent dénoncé les graves dangers qu'un retrait des « marines » de Beyrouth, sous la pression syrienne, ferait courir à la paix du monde, à l'influence et aux intérêts « vitaux » de l'Occident au Proche-Orient. Maintenant que vous avez replié les « marines » sur leurs navires, comment appréciez-vous la situation dans la région ? »

« L'effusion de sang au Liban et le maintien de l'impasse dans le pro-

cessus de paix israélo-arabe restent une menace pour la paix et la stabilité du Proche-Orient et du monde. Il est dans l'intérêt des nations arabes, d'Israël, des Etats-Unis, aussi bien que de l'Europe de poursuivre le processus de paix. Les Etats-Unis, la France et les autres nations, qui ont engagé des troupes dans la force de maintien de la paix au Liban, n'ont pas abandonné la partie bien que des haïnes de longue date nous aient empêchés d'atteindre notre but immédiat. »

« Les Etats-Unis ont trois objectifs au Proche-Orient. Premièrement, nous devons contribuer à promouvoir la paix entre Israël et ses voisins arabes. Deuxièmement, nous devons empêcher un étirement du conflit du golfe Persique. Troisièmement, nous devons décourager toute menace soviétique contre cette région vitale, d'importance stratégique. Les conflits y sont nombreux et profonds. Ils sont compliqués par des animosités historiques et le pouvoir meurtrier que détiennent main-

tenant les extrémistes et les terroristes. Et pourtant nous devons essayer de faire ce que nous pouvons. »

« Pour ce qui est du Liban, les Etats-Unis s'en tiennent à leurs objectifs à long terme : la restauration d'une nation souveraine, indépendante et unifiée, et la sécurité de la frontière nord d'Israël. La paix doit être rétablie sur cette terre troublée, et le Liban lui-même doit rester intact comme un pays uni. La partition ne résoudrait rien et conduirait à long terme à une instabilité plus grande encore. »

« Nos pays peuvent être fiers des efforts que nous faisons pour apporter la paix au Liban. Il s'agit d'une entreprise humanitaire tentée à grands risques. Le fait que nous assumions un risque et des sacrifices pour la population d'un lointain pays honore la force de caractère des peuples américains et français — aussi bien que des peuples italien et britannique. »

(Lire la suite page 4.)

LE PLAN DELORS UN AN APRÈS

La cassure

par ALAIN VERNHOLLES

En dix ans, l'accroissement est de 35 % par habitant. Un progrès stupéfiant si on veut bien le considérer avec quelque recul. Et pourtant, nous nous y étions habitués, nous l'avions complètement assimilé dans nos comportements et notre vision de l'évent.

La cassure est encore plus impressionnante quand on observe ce qui s'est passé avec la consommation des sélecteurs manufacturés : ameublement, électroménager, textile, automobile, radio, télévision, appareils photo... Le recul a été de 2,6 % par habitant l'année dernière, après, il est vrai, une progression très forte en 1982 (+ 4,7 %) due, à la relance de 1981.

(Suite de la page 34.)

Nous n'avions jamais connu cela depuis la fin de la seconde guerre mondiale, sauf en 1955 — année de rupture politique — qui vit la consommation progresser de 1 % seulement, alors que la tendance longue était de 5 % l'an. MM. Félix Gaillard et Pierre Pflimlin essayaient alors de réparer les dégâts d'une très forte poussée inflationniste née en 1956 d'un hiver rude, du rappel de nombreux soldats en Algérie et de mesures sociales coûteuses.

A chaque coup de chien, les Français refusaient l'austérité en tirant sur leur épargne pour compenser les rigueurs du temps. Cela leur a permis de maintenir une remarquable et très constante progression de leurs achats. Sur les dix années 1972-1982, qui pourtant englobent deux chocs pétroliers et une forte appréciation du dollar, la consommation progresse en volume de 3,2 % en moyenne chaque année.

Les chiffres sont là. Ils permettent aux acteurs de dresser un premier

Général Copel

A 48 ans, le général Copel, sous-chef de l'état-major de l'Armée de l'air, quitte ses fonctions pour alerter les Français sur les dangers et les faiblesses de leur défense nationale. Il publie :

VAINCRE LA GUERRE

Editions Lieu Commun

69 F.

L'accompagnement social des restructurations industrielles

● **Les entreprises paieront une partie de la formation des travailleurs mis en congé de conversion**

● **L'Etat, les firmes et l'UNEDIC financeront l'aide au retour des immigrés**

LIRE PAGE 32

Épreuve de force au sommet de Bruxelles

M. Mitterrand présente de nouvelles propositions pour tenter de venir à bout de l'intransigence de M^{me} Thatcher

De nos envoyés spéciaux

Bruxelles. — Le conseil européen a repris ses travaux mardi matin 20 mars, après que le président Mitterrand eut pris un petit déjeuner de travail avec le chancelier Kohl et est en un bref contact avec M^{me} Thatcher. La présidence française a remis aux autres délégations un projet de conclusion aménagé afin de tenir partiellement compte des demandes présentées par l'Irlande, l'Allemagne, mais aussi le Royaume-Uni. L'intention de M. Mitterrand et du chancelier Kohl était de vérifier, dès le début des travaux, si la volonté de parvenir à un accord admissible pour tous existait chez le premier ministre britannique ou n'existait pas.

M. Vauzelle, le porte-parole de l'Élysée, a indiqué que l'entretien entre le président de la République et le chancelier fédéral avait été excellent. « La bonne entente entre la France et l'Allemagne se manifeste chaque fois que c'est nécessaire », ajoutant qu'il y a un élément de solidarité qui est remarquable et réconfortant. « Bien que, selon lui, l'ambivalence reste au travail et à la recherche d'une solution », et que « tout soit ouvert », on laisse entendre du côté français, que si la voie ne peut être trouvée avec M^{me} Thatcher, ce sera la crise plutôt que de laisser traîner les choses jusqu'au conseil européen de juin.

Dès le début de la rencontre, lundi, les Neuf et les Britanniques étaient apparus profondément divisés sur le montant de la compensation à accorder à Londres pour alléger la contribution au budget européen. M^{me} Thatcher avait de nouveau soutenu, sans le changer d'un iota, la position qu'elle avait défendue lors du conseil européen d'Athènes. Après avoir critiqué le projet de conclusion présenté par la présidence française, selon elle insuffisamment clair et précis, elle affirmait que la contribution nette du Royaume-Uni ne devrait pas dépasser 500 millions d'ECU (3,4 milliards de francs) par an.

Comparé à une contribution nette qui en 1982 s'est élevée aux alentours de 2 milliards d'ECU (13,6 milliards de francs), cela signifiait que la compensation à prendre en charge par les pays participants devrait atteindre 1,5 milliard d'ECU (10,2 milliards de francs). Or, au stade actuel, l'offre de la présidence est de 750 millions d'ECU (5,10 milliards de francs), soit tout juste la moitié.

BERNARD BRIGOULEUX et PHILIPPE LEMAÎTRE

(Lire la suite page 3.)

AU JOUR LE JOUR

Blocages

Les viticulteurs français ont bloqué des camions espagnols et italiens pour les vider de leur contenu.

Les douaniers italiens ont bloqué les routiers français, puis les allemands et les autrichiens. La marine française a tiré sur des chalutiers espagnols. En guise de représailles, les pêcheurs d'Espagne brûlent chaque jour des camions étrangers, provoquant le blocage de la frontière par des routiers français.

Des agriculteurs interceptent en France des camions britanniques... L'Europe est une idée neuve en Europe.

BRUNO FRAPPAT.

Manifestations le 25 avril pour la défense de l'école publique

« Tout n'est pas définitivement perdu »
nous déclare le secrétaire général de la FEN

Le Comité national d'action laïque (CNAL) organisera, le 25 avril, des manifestations dans une centaine de villes de France. A Paris, un défilé sera prévu de la Bastille à la République. Trois thèmes ont été fixés à ces rassemblements : « L'école laïque est l'école de la liberté », « Le développement, la transformation et l'efficacité laïque » doivent être mis en œuvre ; les dispositions soumise au Parlement devront compenser les rigueurs du temps. Cela leur a permis de maintenir une remarquable et très constante progression de leurs achats. Sur les dix années 1972-1982, qui pourtant englobent deux chocs pétroliers et une forte appréciation du dollar, la consommation progresse en volume de 3,2 % en moyenne chaque année.

nement ne contente ni les uns ni les autres. Il me semble d'ailleurs tout à fait exorbitant que les responsables de l'enseignement catholique continuent à barler. Pour nous, nous sommes loin de considérer que le gouvernement a tenu ses engagements, mais tout n'est pas définitivement perdu. Nous n'avons pas baissé les bras.

— Sur quels points avez-vous satisfaction ?
— Sur les deux premiers points, il y a des dispositions positives. Je pense à la clarification sur l'utilisation des fonds publics : on saura à quoi ils servent. D'autre part, le projet éducatif fera l'objet d'un document écrit visé par le recteur ou l'inspecteur d'académie.

« Je pense aussi à la moralisation du système : il y a des privilèges qui tombent avec les crédits limitatifs et l'inscription des emplois au budget. Cela est positif, mais ne contribue pas à rapprocher les deux systèmes scolaires. »

Propos recueillis par CATHERINE ARDITTI.

(Lire la suite page 11.)

صكذرا من الارامل

Le darwinisme et ses avatars

par
CHRISTIAN DELACAMPAGNE

biologique, les idées scientifiques de Darwin ne sont neutres philosophiquement. Elles ne sont compatibles, en toute rigueur, qu'avec un certain matérialisme et un mécanisme réducteur, excluant définitivement toute « téléologie », c'est-à-dire toute idée de finalité. S'il y a une sélection naturelle et donc évolution des espèces, celle-ci n'est nullement orientée vers un but préétabli : elle n'est que le résultat d'une certaine combinaison de hasard et de nécessité.

Une idée révolutionnaire

Voilà une idée qui, vers 1850, était révolutionnaire. Darwin rompt avec une tradition de pensée finaliste qui courait de Platon et d'Aristote jusqu'au transformisme de Buffon et de Lamarck. Il allait, en ce sens, beaucoup plus loin que tous les penseurs qui, à des titres divers, l'avaient inspiré : Rousseau, Hume, Malthus ou Adam Smith. Rien d'étonnant, dès lors, si ses vues commencent par être rejetées — au nom de préjugés philosophiques — par les meilleurs esprits du temps, ni si elles méritent quelques dizaines d'années à s'imposer vraiment à la communauté scientifique internationale. Rien d'étonnant, non plus, si Marx fut peut-être l'un des premiers à s'enthousiasmer pour elles (encore que l'anecdote selon laquelle il aurait voulu dédier le *Capital* à Darwin ne soit, on le sait maintenant, qu'une légende sans fondement).

Si les positions philosophiques de Darwin étaient assez claires, celles de ses premiers disciples commenceraient à diverger. Le deuxième point sur lequel le colloque de Chantilly apporte d'utiles renseignements est, précisément, l'histoire de ces dérives idéologiques auxquelles le darwinisme commença à donner lieu avant même la mort de son inventeur. Toutes ces dérives ont d'ailleurs plus ou moins une origine commune : le désir d'appliquer la théorie de l'évolution aux phénomènes sociaux, et donc de rechercher les bases biologiques des comportements propres aux animaux en général et à l'homme en particulier.

Mais si cette recherche est pleinement légitime lorsqu'il s'agit des animaux, elle devient beaucoup plus délicate lorsqu'il s'agit de l'homme : non pas parce que celui-ci possède une « âme » sur laquelle il serait interdit de porter le scalpel mais tout simplement, parce que chez l'homme les comportements sociaux font aussi l'objet d'un apprentissage, parce qu'ils sont dépendants d'un processus de transmission culturelle

et que ce dernier fait lui-même partie d'un complexe univers de langage et d'écriture. Bref, si le statut de l'éthologie animale semble assez bien fondé, celui de l'« anthropobiologie » — et de la plus récente « sociobiologie » — l'est beaucoup moins.

De regrettables délires

C'est pourquoi des recherches parfaitement légitimes dans leur principe, et qui amèneront encore d'importantes découvertes, ont aussi suscité, malheureusement, de regrettables délires. Le propre cousin de Darwin, Galton, lance en 1869 le mot « eugénique » pour désigner une discipline destinée à rétablir, au sein de la société européenne, la sélection naturelle dont les bienfaits — élimination des éléments « faibles » ou « dégénérés » — auraient été, selon lui, entravés par les progrès d'une civilisation débauchée.

La croyance en l'infirmité de cette sélection, jointe à un héréditarisme systématique, amène nombre de médecins, en France et ailleurs, à se demander, vers la fin du dix-neuvième siècle, s'il ne serait pas souhaitable d'empêcher de se reproduire les fous, les criminels et les autres tarés. Les ethnologues, influencés par les raisonnements semblables des médecins coloniaux, mettent en garde, quant à eux, les Blancs contre la tentation du mépris. On voit comment, dans une telle ambiance, ont pu éclore les délires racistes d'un Vacher de Lapongue, dont l'influence ultérieure sur les idéologues du régime nazi est bien connue. N'oublions pas, enfin, que les plus grands savants allemands félicitèrent Hitler d'avoir mis la biologie à la base de la construction politique du Reich.

La sociobiologie moderne (Wilson, Dawkins) se situe évidemment sur un autre plan : le problème est que, là encore, résultats objectifs mais poncifs et généralisations brillantes mais invérifiables (comme, par exemple, la fameuse théorie du « gène égoïste ») sont difficiles à dissocier. Le mieux est donc de s'en tenir, en ce domaine, à un minimalisme rigoureux. Que le racisme d'Occident de l'épistémologie serve au moins à montrer l'infirmité de certaines idéologies sociobiologiques, sans pour autant paralyser la recherche. Telle est, en tout cas, la conclusion pratique à laquelle une étude critique de l'histoire du darwinisme, et de ses avatars, ne peut que conduire le chercheur raisonnable.

(1) *De Darwin au darwinisme : science et idéologie*, édition préparée par Yvette Conry, Vrin, 1983, 288 p.

Coup d'envoi au Collège international

par ELIE EL MALEH (*)

Le Collège international de philosophie a engagé la partie pour le premier semestre de l'année en cours. Les soixante et quelques séminaires, ateliers, conférences, consacrés à des activités, des pratiques diverses, dans des domaines aussi différents que la création littéraire et artistique, la recherche scientifique, la philosophie politique, se sont mis au travail. Le tout suggère une activité libre et féconde, et l'on se prend à regretter que les jeux de l'esprit ne soulèvent pas autant de passion que le football, le tennis ou les arts martiaux. Mais de quoi s'agit-il ? Quel est ce Collège, abrégé provisoirement sous le bicoque de l'X ? Si vous descendez de la montagne Sainte-Geneviève, vous n'avez que quelques pas à faire pour aller au Collège de France, l'illustre institution fondée par François I^{er}. De François I^{er} à François Mitterrand, ce hasard de proximité suggère une question quelque peu saugrenue. Ce nouveau Collège à vocation internationale n'aurait-il pas pour fonction de mobiliser les intellectuels sous la bannière de l'idéologie en place ?

On peut déjà répondre que non. L'indépendance pleine et entière à l'égard du pouvoir, tel est le trait caractéristique qui marque l'esprit et la forme du Collège international de philosophie. Jacques Derrida, François Châtelet, qui ont été parmi les premiers à concevoir ce projet et qui œuvrent inlassablement à sa réalisation, se rejoignent sur ce point. Jacques Derrida, dont on sait les efforts pour défendre l'enseignement de la philosophie, si gravement menacé sous les précédents gouvernements, nous a reçu dans son bureau de l'Ecole normale supérieure. « Ce n'est pas par hasard que ce nom de « collège » a été retenu », dit-il. La collégialité marque le souci d'indépendance à l'égard de l'Etat comme à l'égard de tout pouvoir. Cela permet, à l'intérieur du collège, dans son mode de fonctionnement, d'éviter la hiérarchie stabilisante, le maréchalisme, ces maux qui paralysent en général l'institution universitaire.

Aucun titre universitaire n'est requis pour enseigner, animer un atelier ou un séminaire. Il n'y a pas de programme arrêté, déterminé au sommet ; le mouvement part de la base ; une chance est ainsi donnée à tous ces chercheurs qui ne trouvent pas de lieu d'accueil pour exposer et poursuivre leurs travaux. Bien entendu, on n'accepte pas le n'importe quoi, le clin d'œil à l'actualité tapageuse. Le critère retenu, c'est l'inté-

rit du programme de recherches proposé. Sont appelés à en décider le Collège provisoire, chargé de l'élaboration des premières activités (Jacques Derrida en est le directeur) et le Haut Conseil de réflexion.

Lieu essentiellement ouvert à la recherche, le Collège a aussi une vocation internationale : il entend collaborer avec des universités étrangères ; tout en prenant soin de sauvegarder son indépendance.

L'hégémonie est mortelle.

De son côté, François Châtelet insiste sur le thème du réveil de l'intérêt pour la philosophie, ce besoin d'une réflexion qui s'impose depuis quelques années face aux rationalités industrielles, imprégnant tout le tissu social. La création du Collège répond à une nécessité de pensée et non à un calcul de circonstance.

S'agit-il alors de restaurer, par quelque biais, l'hégémonie de la philosophie sur la totalité du savoir ? L'hégémonie est mortelle, répond Jacques Derrida. Il faut redécouvrir la philosophie pour ambition de transformer l'espace philosophique, de proposer, en somme, un autre modèle universitaire. Lieu de passage, selon la remarque de François Châtelet, la philosophie doit entretenir un rapport latéral, transversal avec tout le champ des connaissances. Le questionnement qu'elle devrait susciter se situe, au-delà du philosophique pour en interroger la finalité.

Le Collège ne pêchera pas par électionisme, comme on pourrait le craindre en mesurant la diversité des sensibilités qui s'y expriment. Le pluralisme ne conduit pas à une réconciliation molle et sans principe. Il est, bien au contraire, la condition d'une confrontation rigoureuse qui laisse venir au jour la différence sans rien laisser dans l'ombre.

Tel est le nouvel esprit philosophique qui anime le Collège. Parmi les différentes perspectives d'avenir, il en est une qui figure comme un désir profond : c'est l'idée de cette communauté philosophique que Jacques Derrida et François Châtelet voudraient voir se réaliser. Mais sous quelle forme ? On ne peut rien dire encore, sinon qu'il ne s'agit pas de fonder une école ou une association sur le modèle de ce qui existait. L'avenir reste entièrement ouvert.

(*) Docteur en lettres.

Philosophie

La philosophie revit. A preuve le succès du collège international du même nom, dont parle Elie El Maleh, ou la force corrosive de la « grammaire » de Vincent Descombes, dont rend compte Roger-Pol Droit. Christian Delacampagne commente la récente publication des actes du colloque sur Darwin tenu à Chantilly il y a deux ans ; il montre entre autres comment l'idée scientifique de l'évolution a été déviée à des fins idéologiques ou racistes. Enfin Raoul Bertrand nous invite à une relecture de Montaigne, qui serait bien opportune en ces temps d'intolérance et de violence.

« GRAMMAIRE D'OBJETS EN TOUS GENRES », de Vincent Descombes

Un nettoyage des écuries philosophiques

On l'a dit et redit : la pensée contemporaine a pour centre la réhabilitation de l'individu par un nom qui le désigne. Au premier abord, je pourrais donc accepter que le sujet « X... » soit remplacé de façon significative par « Juliette » ou « Justine », ou encore par « cette machine à coudre » ou « ce parapluie ». Je devrais écrire, en revanche, les cas où cet « objet » n'est plus un nom mais une proposition décrivant une action : « à partir pour les Bahamas » ou « entrer dans les ordres » (à supposer que je le désire) ne sont pas des objets à proprement parler.

Nous ne sommes pas encore au bout de nos peines. Il nous faut, en effet, remarquer que le verbe « désirer » ne se construit pas, du point de vue de la grammaire philosophique, avec un complément d'objet, mais forcément avec une proposition complétive. Ce n'est pas « Juliette » que je désire, ni « ce parapluie », mais plutôt « que Juliette m'aime » ou « que Juliette s'apprête de moi » (ou les deux), ou encore « avoir ce parapluie ». Or ce ne sont pas là des objets — pour une bonne raison : « que Juliette m'aime » n'est pas un nom. Il nous faut bien conclure que l'expression « l'objet de mon désir », indéterminée, ne dit finalement rien.

Pour être voit-on mieux, sur cette analyse bien fruste, comment opère la grammaire philosophique : elle désencombre la pensée des effets de langage qui y crée de faux problèmes. Bien des affirmations de Descombes peuvent prêter à discussion. Mais tout praticien du discours philosophique se doit de méditer ce livre, souvent ardu, mais dont la précision est la grande qualité. Enfin un livre de philosophie qui abandonne l'incantation, l'à-peu-près ou l'invective pour tenter de savoir, à l'aide d'arguments serrés, qui a tort ou raison ! Comme, en outre, sa rigueur ne manque pas d'humour, on reparlera de Vincent Descombes.

ROGER-POL DROIT.
★ *Grammaire d'objets en tous genres*. Collection « Critique », Editions de Minuit, 296 pages, 85 F.

Actualité de Montaigne : rester soi-même

par RAOUL BERTRAND (*)

EN 1584, voici quatre siècles, Henri de Navarre fit visite à Michel Eyquem de Montaigne, en son château, avait compris la nécessité d'un accord avec Henri III pour éviter une nouvelle guerre civile, et décida de s'adresser comme médiateur à un homme jusque-là estimé inutilisable parce que, à une époque où il fallait choisir son camp, il ne s'était attaché à aucun parti. Dans ces temps de fanatisme développé jusqu'à l'absurde, Montaigne avait constaté que les vérités trouvées une année n'en étaient plus l'année suivante, que, pourtant, il fallait « ne rien affirmer avec excès, rien nier à la légère », que ce qui avait été pensé dans la liberté ne devait jamais entraver la liberté d'autrui, bref, que la tolérance devait être le fondement de la société.

Dans toute l'œuvre de Montaigne, on ne trouve qu'une seule certitude. Chacun devrait apprendre à « rester

soi-même » pour éviter d'enfermer la diversité du monde dans des doctrines et des systèmes. Ainsi deviendrait-il possible de rendre inopérant le délire furieux des dictateurs religieux ou politiques pour qui le mort de millions d'hommes n'est rien, comparé au triomphe de leur « foi ». Refusant de plonger au milieu des possédés, il crée son propre monde intérieur, sa cité. Son ami La Boétie regarde vers « les terres vastes et libres de l'autre côté de l'océan ». « Lorsque au seuil de notre siècle, lui écrit-il, est apparu un nouveau monde sorti des ondes, c'est que les dieux le destinaient à être le refuge où les hommes pourraient librement cultiver leurs champs sous un ciel meilleur, tandis que l'épée cruelle et les indignes fléaux condamneraient l'Europe au déclin. »

C'est un curieux trait de l'être humain que de comprendre trop tard les valeurs essentielles de son existence : la jeunesse lorsqu'elle disparaît, la santé quand s'installe le malade, la liberté à l'instant où elle est perdue. Au début du vingtième siècle, comme au début du seizième, commence à s'étendre une même peur d'esprit : celle de la tolérance et du savoir. La Renaissance et la Réforme avaient apporté à l'Europe le don d'une beauté supérieure et d'une liberté religieuse. L'imprimerie avait supprimé les frontières entre les esprits, et la boussole, l'obstacle de l'océan. L'intelligence s'éclaircissait en même temps que l'espace. Plus près de nous, l'avion, la radio, le téléphone, le cinéma ont ouvert l'infiniment grand à notre entendement, tandis que la chimie, la physique, la biologie arrachent ses secrets à la nature.

Pourtant, au lieu de l'humanisme, ce fut le sectarisme, la barbarie religieuse, la guerre civile dans l'ancien monde. Dans le Nouveau, le cruauté des conquérants. Pourtant encore, le Chantier ardent ne fut rien comparé aux fureurs criminelles imaginées par l'une des nations les plus évoluées. Une randonnée hors du bouillonnement n'était pas moins dangereuse qu'une expédition chez les cannibales. Aujourd'hui dans la grande ville, c'est pire.

Ceux qui ne veulent plus entendre la « langue de bois » des politiciens auraient intérêt à lire les *Essais* : « Qui suit un autre ne suit rien. Il ne trouve rien, voire il ne cherche rien. » Quel analyse de ce que l'on appelle aujourd'hui les médias ne souscrit-il à sa plainte : « On ne cesse de critiquer à nos oreilles ce que l'on voudrait dans un antonim, et notre charge, ce n'est que de dire ce qu'on ne veut pas dire ? » Et qui pourrait mieux condamner la « surinformation » où l'on nous noie : « Que nous sert-il d'avoir la pensée pleine de viande, si elle ne se digère ? Si elle ne se transforme en nous ? Si elle ne nous aggrave et fortifie ? »

Quant à l'actuelle frénésie d'évasion d'un peuple étouffant dans son Hexagone de plus en plus étroit, au milieu de difficultés sans cesse accrues, Montaigne l'a déjà expliquée : « L'homme est un animal qui aime à se débarrasser de sa nature. »

(*) Ancien diplomate.

Le Monde

5, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09
C.C.P. 4207-23 PARIS — Tél. MONDIPAR 450572 F
Tél. : 246-72-23

PRIX DE VENTE A L'ÉTRANGER		ABONNEMENTS			
		3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
Algerie, 3 DA ; Maroc, 4,20 dr. ; Tunisie, 300 m. ; Aden, 1,70 dh. ; Arabie, 17 sh. ; Belgique, 28 fr. ; Canada, 1,10 \$; Côte d'Ivoire, 300 F CFA ; Danemark, 7,50 kr. ; Espagne, 110 pes. ; E.-U., 96 \$; G.-B., 35 p. ; Grèce, 85 dr. ; Irlande, 85 p. ; Italie, 1.000 L. ; Liban, 370 P. ; Libye, 4.350 DL ; Luxembourg, 28 L. ; Norvège, 9,00 kr. ; Pays-Bas, 1,75 fl. ; Portugal, 85 esc. ; Sénégal, 300 F CFA ; Suède, 7,75 kr. ; Suisse, 1,50 S. ; Yougoslavie, 142 ml.		FRANCE 341 F 605 F 859 F 1080 F TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE 461 F 1.245 F 1.819 F 2.360 F ÉTRANGER (par aérogramme) L - BELGIQUE-LUXEMBOURG 381 F 685 F 979 F 1.240 F IL - SUISSE, TUNISIE 454 F 830 F 1.197 F 1.530 F			

Édité par la S.A.R.L. Le Monde
Gérant : André Lefèvre, directeur de la publication
Anciens directeurs : Hubert Bonnier-Méry (1944-1969) ; Jacques Fauvet (1969-1982)
Imprimé : Le Monde, 5, rue des Italiens, 75427 Paris
Reproduction interdite de tous articles sans accord avec l'administration
Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437
ISSN : 0395-2037

De Montaigne à la présidence...
Copenhague...
Plusieurs dirigeants occidentaux se réuniront prochainement...
Le Danemark de M. Christop...
Copenhague...
Plusieurs dirigeants occidentaux se réuniront prochainement...
Le Danemark de M. Christop...
Copenhague...
Plusieurs dirigeants occidentaux se réuniront prochainement...
Le Danemark de M. Christop...

LE CONSEIL EUROPÉEN DE BRUXELLES

Epreuve de force

(Suite de la première page.)

L'écart demeure donc considérable, et la première vue infranchissable. « Je croyais que nous étions tous venus pour faire un effort », a alors lancé M. François Mitterrand au premier ministre britannique. Le porte-parole allemand, dépité, parlait tout à lui de l'« intransigeance » de l'« inflexibilité » de M. Thatcher. Celle-ci, nullement émue, campa sur ses positions pendant le dîner de travail. « Il n'y a pas eu d'ombrage de rapprochement », reconnaît M. Pierre Werner, le premier ministre luxembourgeois, vers 1 heure du matin ce mardi.

Les Français se faisaient particulièrement discrets. M. Michel Vasselle, le porte-parole de l'Ellysée, parti après le dîner à la pêche aux nouvelles, ne revenait pas. A 2 heures, une des assistantes indiquait que le président, ses ministres (MM. Claude Cheysson et Roland Dumas) et ses collaborateurs, travaillaient à la rédaction

d'un nouveau texte que la présidence française a remis à ses partenaires en début de matinée mardi. Les points retouchés vont dans le sens des requêtes présentées par l'Irlande (pour lui permettre de maintenir sa production laitière), par l'Allemagne (les aides accordées aux agriculteurs pour atténuer les effets sur leur revenu de l'élimination des montants compensatoires seraient prises en charge partiellement par la Communauté) et par le Royaume-Uni.

En ce qui concerne ce dernier, le nouveau texte modifie dans le sens voulu par Londres le mécanisme selon lequel serait calculée la compensation budgétaire, mais il ne comporte aucune indication sur le montant de la compensation. Le porte-parole britannique a estimé qu'il s'agissait là d'une amélioration, mais qu'il y avait encore beaucoup à travailler. Il a ajouté que la délégation britannique négocierait avec l'intention de parvenir à un accord, sans préciser si est vrai,

s'il souhaitait cet accord dès cette session ou plutôt à celle du conseil européen de juin.

Dès lundi soir, l'ambiance était celle d'une veille d'armes déjà plus que celle d'une négociation. « Si c'est une position tactique, on pourra s'en sortir, sinon ce sera difficile », avait noté avant le dîner M. Mitterrand à propos de l'attitude de M. Thatcher. Le porte-parole britannique, très décontracté, expliquait que tout cela était parfaitement normal, qu'un « énorme travail restait à accomplir ». On pouvait en retirer l'impression que Londres ne souhaitait pas conclure, mais préférer voir les décisions différées jusqu'au conseil européen de juin... c'est-à-dire à un moment où la contrainte budgétaire commencerait à se faire sentir de manière très pressante sur la fonctionnement du Marché commun, limitant d'autant la liberté de manœuvres des partenaires du Royaume-Uni.

avait assuré, dans l'après-midi, avec suffisamment de fermeté, la direction de la réunion, ajoutant que M. Thatcher refuserait de composer tant que ne lui serait pas signifié le plus clairement du monde la détermination des Neuf. Celle-ci, pourtant, semble effective. « Nous sommes sur la même ligne », constatait par exemple le premier ministre Werner.

Même la coopération politique, dont on avait annoncé du côté français qu'elle ne serait pas négligée à Bruxelles, quelles que fussent les difficultés budgétaires, a semblé pâtir lundi de certaines discordances. Il est vrai que le clivage n'était ici plus le même : c'est surtout la Grèce qui s'est trouvée opposée dans la discussion (limitée dans sa première phase aux directeurs des affaires politiques respectifs) à ses neuf partenaires. Cette opposition a été fort nette à propos des relations Est-Ouest, où le représentant d'Athènes trouvait trop dur à l'égard du camp socialiste le texte sur lequel les autres membres de la Communauté étaient tombés d'accord, en dépit de l'appel au dialogue qu'il contenait.

« Un climat de non-accord »

La déception était d'autant plus vive que la réunion avait commencé dans l'euphorie. Félicitations des uns et des autres pour la tâche accomplie par M. Mitterrand. Satisfaction devant les résultats des travaux du conseil agricole, malgré quelques nuances sur la manière dont la présidence traitait dans son document du problème de la maîtrise des dépenses agricoles et des agriculteurs. Le problème, hier encore épineux, de l'assurance à donner aux Allemands contre une éventuelle augmentation spectaculaire de leur contribution au budget européen, semblait réglé, après les ultimes entretiens de M. Dumas à Bonn.

Puis la marche à l'étoile fut stoppée net. Tout se mit alors à basculer. « Un climat de non-accord s'est créé, les chefs de gouvernement ont même commencé à défaire le compromis agricole », commentait un haut fonctionnaire grec ; son collègue danois se désolait si le président Mitterrand

sons pas à nous mettre d'accord maintenant. Il ne sert à rien de trouver des expédients pour étayer une Communauté qui ne tient pas debout. Ils ne feraient qu'empêcher encore les choses. L'Europe, comme la Grande-Bretagne, mérite mieux. »

DAILY TELEGRAPH (conservateur) : « Ce n'est qu'à des amis qu'on peut parler sur ce ton. »

« Loin de mettre en péril la CEE, le gouvernement britannique se situe, au contraire, en première ligne du courant qui s'efforce de lui dégrader un avenir. De fait, cela ne tient pas debout de reprocher au gouvernement de s'adresser à ses partenaires dans un langage qui conviendrait mieux à ses adversaires : ce n'est précisément qu'à des amis qu'on peut parler sur ce ton. La manière compte pourtant. (...) L'échec est que M. Thatcher perdrait l'avenir de l'Europe comme de celui de la Grande-Bretagne. Il n'y a aucune raison que les choses tournent mal. »

Dans la presse britannique

THE TIMES : « Excitement l'attitude de la France. »

« La menace de déstabilisation de la Communauté ne fait pas partie des manœuvres que M. Thatcher a emportées à Bruxelles. Elle considère même qu'envisager l'éclatement de la Communauté est une menace grave, et c'est bien sa force ultime. C'est précisément sa détermination qu'elle ne laissera pas à la fois de rester dans la Communauté, qu'elle n'a pas de mécanisme d'expulsion, et de sauvegarder les intérêts essentiels de son pays, qui a convaincu le président français de ce que les Britanniques ne pouvaient pas simplement être considérés comme des partenaires stériles cherchant à se dissocier. L'attitude de M. Thatcher est exactement celle que la France a toujours adoptée. (...) La Grande-Bretagne ne doit pas se laisser impressionner quand on l'accuse de menacer le chemin de cartes. Pour réformer la Communauté, nous devons être prêts à risquer les éventuels désagréments susceptibles de survenir car c'est à nous de réussir. »

POUR SUCCEDER A M. THORN EN 1985

Le Danemark présentera la candidature de M. Christophersen, ministre libéral des finances à la présidence de la Commission de la CEE

De notre correspondante

Copenhague. — Le gouvernement de coalition de centre droit danois a fait savoir, à la fin de la semaine dernière, qu'il présenterait la candidature de son ministre des finances, M. Christophersen, à la présidence de la Commission européenne, pour succéder à M. Thorn, qui doit se retirer le 1^{er} janvier 1985. Cette succession risquerait d'être évincée dès le conseil européen qui s'ouvrira lundi à Bruxelles, le cabinet Schiller devant faire son choix très rapidement. Il semble que cette décision ait été difficile à arrêter. M. Christophersen, à qui revient en grande partie le mérite du redressement actuel de l'économie danoise, ne souhaite guère, a priori, quitter son poste à mi-chemin de la tâche d'assainissement qu'il a entreprise, et, par conséquent, il a dû se laisser convaincre par le premier ministre et son entourage.

Copenhague estime qu'en principe ce devrait être au tour du Danemark d'occuper la présidence de la Commission, qu'il n'a jamais eue jusqu'ici. Mais son cas est, finalement, cette présidence lui échappait, M. Christophersen se

contenterait-il d'être un simple membre de la Commission ?

Actuellement, le représentant du Danemark à la Commission européenne est M. Poul Dalsager, ancien ministre social-démocrate de l'Agriculture, qui est chargé des affaires agricoles ; on dernier a déjà annoncé qu'il ne désirait pas voir prolonger ses fonctions à Bruxelles au-delà de 1984.

Né en 1939, M. Christophersen est économiste de formation. Il a été élu député en 1971 et a été porté à la tête du Parti libéral en 1978, lorsque le président de cette formation, l'ancien premier ministre Poul Harting, a été désigné comme haut-commissaire des Nations unies aux réfugiés. D'août 1978 à octobre 1979, il a été ministre des affaires étrangères de la brève coalition bipartite formée par les sociaux-démocrates et les libéraux (ex-agriculteurs). Il est ministre des finances du gouvernement Schiller depuis septembre 1982.

CAMILLE OLSEN.

Deux députés français rendent visite à des familles de dissidents. — Deux députés, MM. François Létard (PR) et Michel Noir (RPR) ont pu rendre visite, à l'occasion d'un bref séjour « touristique » à Moscou, à plusieurs familles de dissidents ou de candidats à l'émigration. Les députés étaient accompagnés de plusieurs membres du Comité des 15, une association française se consacrant au « parrainage » de quinze candidats à l'émigration qui se heurtent à un refus des autorités soviétiques. Les deux députés ont notamment pu rendre visite à l'épouse de M. Iouri Fedorov, en prison depuis 1970 pour une tentative manquée de fuite en avion. Le groupe a aussi pu rencontrer M^{me} Elena Bomer, épouse de l'académicien Andreï Saikharov, après avoir réussi à franchir, au prix d'une bousculade, le barrage opposé par les policiers qui surveillent l'appareil. Les députés et leurs accompagnateurs ont regagné Paris lundi 19 mars.

PLUSIEURS DIRIGEANTS OCCIDENTAUX SE RENDRONT PROCHAINEMENT A MOSCOU

Plusieurs dirigeants occidentaux envisagent de se rendre à Moscou dans les prochaines semaines. C'est le cas notamment de M. Andreotti, ministre italien des affaires étrangères, qui devrait être reçu dans le courant du mois d'avril par son collègue soviétique, M. Gromyko, tandis que M. Craxi, chef du gouvernement de Rome, fera à la même période un voyage en Hongrie.

Ce sera ensuite le tour de M. Genscher, ministre allemand des affaires étrangères, à avoir des entretiens au Kremlin dans le courant du mois de mai. Il sera suivi les 2 et 3 juillet par Sir Geoffrey Howe, le chef de la diplomatie britannique.

Les agriculteurs français multiplient les manifestations

Début de semaine agité pour les agriculteurs français. Conscients que leur sort dépend du sommet européen de Bruxelles, ils ont manifesté, lundi 19 mars, un peu partout en France, à la veille du congrès de la FNSEA (Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles) qui se tient à Versailles les 20, 21 et 22 mars.

A Pontivy, dans le Morbihan, dix mille agriculteurs ont tenu meeting avant d'envoyer un télégramme commun aux chefs d'Etat et de gouvernement à Bruxelles pour « refuser la mise en place d'une politique agricole qui condamne l'agriculture bretonne ».

A Mende, en Lozère, plus d'un millier de producteurs de lait (chiffre élevé pour ce département) ont manifesté dans le calme pour demander notamment une dispense des quotas laitiers pour les zones de montagne.

Dans le Bas-Rhin, trois cents tracteurs environ ont bloqué les principaux axes de Savonnes et de Haguenau, en signe d'« aversissement » aux participants du sommet européen.

A Lille, près de quatre mille agriculteurs (mille cinq cents selon la police) ont manifesté pendant trois heures pour « l'avenir de la profession » et « la défense du revenu agricole ».

Au Havre, la Fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles (FDSEA) a fait don au Sénat d'une tonne de lait en posture, dont plusieurs sacs ont été remis symboliquement à l'agent consulaire de ce pays.

A Béziers, enfin, dans l'Hérault, huit mille viculteurs du Languedoc et du Roussillon ont exprimé leur mécontentement devant une situation qu'ils qualifient de « dramatique » et leur opposition catégorique à l'entrée de l'Espagne dans la Communauté européenne.

AU MANS

10 000 paysans déterminés

De notre correspondant

Le Mans. — Une force tranquille mais déterminée. Ils étaient bien dix mille au Mans, le 19 mars. Si la Sarthe avait fourni le gros du bataillon avec trois mille manifestants, la Vendée avait bien réussi à mobiliser deux mille paysans, la Mayenne mille cinq cents, la Manche et le Maine-et-Loire un bon millier chacun. La Loire-Atlantique et le Calvados un peu moins.

Cortège tranquille, mais les canons à mélinite venaient rythmer le passage des manifestants, à chaque point stratégique de la ville paralysée. Le soleil, le printemps, incitaient plutôt à la fêlerie qu'à la violence. Quant aux engins agricoles, ils permettaient d'escorter en grande pompe la prise du jour : un camion de viande anglaise interceptée, du côté de La Ferté-Bernard, et ramené à Paris par un train de CRS malmenés sur le chemin du Mans.

Les sept discours, face à la préfecture, allaient supplanter de la même façon l'accord inéluctable en préparation à Bruxelles, sacrifiant des pans entiers de l'économie agricole pour sauver la face dans les élections européennes. Réduire la production de lait, c'est déstabiliser l'emploi et accélérer la désertification du Grand Ouest.

L'heure de la délocation pouvait sonner. Le représentant FDSEA de l'Orne n'avait pas esquivé les manifestants : « Pour être les plus forts, nous devons gagner sans casser. » C'était compter sans les bouillottes jeunes Vendéens. C'est après les jets de boulets et de pierres vers la préfecture qu'ils ont commencé à s'attaquer aux grilles. Et c'est aussi lorsque celles-ci se sont abîmées sur une dizaine de mètres que les grenades lacrymogènes ont commencé à pleuvoir... La place s'est trouvée désertée en une minute. — A. M.

URSS

Anatole Efros remplace Iouri Lioubimov à la direction du théâtre de la Taganka

Moscou (AFP). — Le metteur en scène Anatole Efros a indiqué, lundi 19 mars, qu'il avait été nommé au théâtre de la Taganka, en remplacement de Iouri Lioubimov, limogé il y a trois semaines.

Iouri Lioubimov a été exclu du Parti communiste, vendredi, au cours d'une réunion de la cellule du théâtre, et-on apprit de source soviétique. Son limogement n'a, jusqu'à présent, pas été annoncé officiellement. Seul signe visible de sa disgrâce : la soudaine disparition de son nom des programmes et affiches à la Taganka.

Anatole Efros, qui est âgé d'une cinquantaine d'années, a commencé sa carrière dramaturgique au théâtre pour enfants de la capitale. Il

avait ensuite dirigé la troupe du Komsomol (Jeunesse communiste) où il avait notamment monté, dans les années 60, un *Molière* de Boulogne. En mars 1967, A. Efros était limogé à la suite d'un différend avec le chef du Parti de Moscou, mais rapidement nommé à la direction du théâtre dramatique de la capitale (Malaya Bronnaya). Il devait, toutefois, s'attirer rapidement les foudres des autorités avec sa mise en scène des *Trois Sœurs*, de Tchekhov. Une réplique applaudie tous les soirs. « Dans cinquante ans, lorsque les gens verront comment nous vivions, ils seront effarés... », a conduit à l'interdiction du spectacle.

Pologne

Deux correspondants occidentaux ont été interrogés au ministère de l'intérieur

Le correspondant de la BBC à Varsovie, M. Kevin Ryan, et celui du *New York Times*, M. John Kifner, ont été convoqués lundi 19 mars au ministère de l'intérieur, où ils ont été interrogés à propos d'une lettre adressée au général Jaruzelski par M. Siles-Nowicki, un avocat engagé dans la défense des prisonniers politiques. Les deux journalistes ont refusé d'indiquer comment ils avaient eu connaissance de cette lettre, par laquelle l'avocat accuse la police de l'avoir entravé la marche de la justice dans l'affaire Przemyski (un lycéen battu à mort après son arrestation) et d'avoir monté une provocation qui a abouti à l'arrestation en janvier dernier de l'avocat de la famille de la victime, M. Maciej Bodarkiewicz. A la suite de cette lettre, M. Siles-Nowicki a été inculpé pour « calomnies contre l'Etat ».

Le correspondant du *New York Times* a été averti qu'il risquait une peine de cinq ans de prison s'il refusait de répondre aux questions, mais, après qu'il eût réitéré son refus, les policiers n'ont pas insisté.

Cette convocation inhabituelle (les journalistes étrangers ont, en principe, affaire aux fonctionnaires du service de presse des affaires étrangères) constitue une nouvelle pression exercée sur les correspondants pour les dissuader de maintenir des contacts avec l'opposition. Déjà, en juillet 1983, le porte-parole du gouvernement avait déclaré que les journalistes pouvaient encourir jusqu'à cinq ans de prison s'ils répandaient une information « fautive » portant préjudice aux intérêts de la Pologne socialiste.

Ces pressions et menaces s'exercent également d'une manière détournée : de nombreux employés polonais des organes de la presse occidentale à Varsovie n'ont toujours pas obtenu le renouvellement de leur permis de travail pour 1984. — (AFP.)

CORRESPONDANCE

UNE LETTRE DE L'AMBASSADEUR DE GRÈCE Pas d'imbroglio juridique en mer Egée

A la suite de notre article sur l'incident gréco-turc en mer Egée (le Monde du 10 mars), nous avons reçu de l'ambassadeur de Grèce en France une lettre dont nous publions quelques extraits :

Il me paraît inconcevable que la répartition géographique seule des îles de l'archipel égéen puisse être présentée comme une anomalie majeure, constituant par elle seule la base d'un conflit juridique insoluble, c'est-à-dire d'un imbroglio juridique. L'éloignement d'une île des côtes du pays auquel elle appartient ou sa proximité d'un autre Etat ne semblent être des facteurs juridiques absolument indifférents, ne pouvant se prêter à la moindre contestation ou controverse. L'affirmation contraire laisse penser que la Turquie, en violation des règles les plus élémentaires du droit international, ne tolère pas la présence près de ses frontières maritimes des îles dont la géographie, l'histoire et les habitants fondent l'appartenance à la Grèce.

(...) A moins que la proximité de certaines de nos îles ne devienne anormale par l'extension qu'on nous prête d'élargir nos eaux territoriales de 6 à 12 milles. Cette extension nous étant pleinement accordée par le droit international — comme à

tous les autres pays sur terre, y compris la Turquie, qui en a déjà usé pour sa propre zone côtière — ne peut ni créer ni aggraver une confusion juridique quelconque. (...)

Comme une base supplémentaire du prétendu imbroglio juridique est présentée la revendication par la Grèce, et pour chacune de ses îles, des portions du plateau continental — prolongement naturel de la presqu'île anatolienne... Là encore, il n'y a aucune difficulté juridique. Non seulement la convention de Genève de 1958, mais la convention internationale toute récente sur le droit de la mer conclue sous les auspices des Nations unies et signée par la quasi-totalité des pays (y compris la France), ainsi que la pratique unanime sur tous les points du globe, reconnaissent expressément que les îles, au même titre que les régions continentales, ont des droits sur le plateau continental qui prolonge leurs côtes. Pourquoi et comment les îles de la mer Egée seraient-elles privées de ce dont jouissent les autres îles sur tous les points du globe ? Et comment le fait de ne pas renoncer à des droits incontestablement reconnus peut-il être qualifié de revendication donnant naissance à un imbroglio juridique ? (...)

La solution est peut-être l'Europe, mais quelle Europe ?



PIERRE GERBET explique l'histoire, les péripéties, l'urgence, l'utilité de l'Europe sur le plan de l'économie, de la politique étrangère, de la défense.

504 pages, 151 illustrations
Format : 17 x 24 cm
Broché : 190 F — Relié : 215 F

SALON DU LIVRE
STAND EO
Signature le 24
Vente en librairie

LA CONSTRUCTION DE L'EUROPE

IMPRIMERIE NATIONALE
27, RUE DE LA CONVENTION, 75015 PARIS

Magasins de vente : 2, rue Paul-Hervieu, 75015 Paris
20, rue La Boétie, 75008 Paris — 182, rue Saint-Honoré, 75001 Paris

ASIE

Inde

La grève « illimitée » des dockers a donné lieu à de graves affrontements Six morts, des centaines de blessés

De notre correspondant

New-Delhi. — Six personnes, dont cinq policiers, ont été tués, lundi 19 mars, dans le port de Paradip, situé dans l'Etat de l'Orissa, sur la côte est, au cours d'affrontements violents entre forces de l'ordre et dockers grévistes. Les échauffourées, qui ont fait plusieurs centaines de blessés et provoqué l'arrestation d'environ cent vingt personnes, auraient initialement éclaté entre grévistes et non-grévistes.

Plus d'un millier de dockers en grève se seraient ensuite retournés contre la police, appelée en renfort sur les lieux. Le secrétaire général de l'une des quatre grandes fédérations syndicales portuaires du pays, M. K. Pandey, a demandé l'ouverture immédiate d'une enquête judiciaire. Selon lui, les incidents ont éclaté quand la direction du port de Paradip a cherché à briser la grève en appelant à la rescousse plusieurs centaines de dockers contractuels, étrangers au mouvement national de revendication.

Le port de Paradip, dans la baie du Bengale, est le plus petit des dix grands ports indiens paralyés par la grève. Les dockers déclarent vouloir 16 mars et suivie par environ trois cent mille dockers dans l'ensemble du pays. Déclaré illégal par le gouvernement de M. Gandhi, pour qui toutes les possibilités de négociation prévues par la loi n'ont pas été épuisées, l'arrêt général du travail commencé à partir du 15 mars, a entraîné la mise en grève de la vie économique du pays.

Les grévistes, qui revendiquent l'alignement de leurs salaires sur

ceux des ouvriers sidérurgistes du secteur public (soit une hausse de 32 %, alors que le gouvernement leur offre 15 % d'augmentation globale), ont cependant mis en place, dès le début du conflit, un « service minimal » pour le déchargement des denrées périssables, des matériels de la défense et des produits pétroliers. Le service aux passagers maritimes est également assuré.

A l'appel du chef du gouvernement du Tamil Nadu, les dockers ont également facilité, lundi, le déchargement d'un cargo de 23 000 tonnes de charbon nécessaire à l'alimentation de la centrale thermique de Tuticorin, à la pointe sud de l'Inde. En revanche, quatre des treize unités nationales du complexe chimique (fertilisateurs) de Cochin, dans le Kerala, ont dû cesser leurs activités faute de sulfate. Le bateau chargé de son approvisionnement a été renvoyé en large avec un chargement de 16 000 tonnes.

Dans la plupart des grands ports, comme Bombay, Calcutta, Cochin, Madras, Mangalore, Kandla et Visakhapatnam, la marine nationale a été mise en état d'alerte et se tient prête à intervenir au cas où un accord, pour l'heure improbable, ne pourrait être signé rapidement entre les fédérations syndicales et les pouvoirs publics. Ces derniers jugent « déraisonnables et irréalistes » les revendications des dockers. Ils font valoir, notamment, que l'accroissement du trafic portuaire sur lequel s'appuie les demandes syndicales (100 millions de tonnes traitées en 1983 contre 70 millions de tonnes en 1978) est essentiellement lié à une mécanisation accrue, et coûteuse, du travail, et non à une amélioration de la productivité des dockers. Ceux-ci demandent une meilleure répartition des bénéfices, une augmentation générale des tarifs applicables aux usagers (les prix indiens seraient comparativement très bas), la reprise de l'embauche sur les docks et l'intégration de plusieurs milliers de contractuels.

PATRICE CLAUDE.

Afghanistan

Selon la « Pravda »

L'ARMÉE RÉGULIÈRE AURAIT EMPÊCHÉ LA CRÉATION D'UN GOUVERNEMENT PROVISOIRE

Moscou (Reuters). — L'armée régulière afghane a mis en déroute une force de trois mille « rebelles » afghans qui tentaient de constituer un gouvernement provisoire soutenu par les États-Unis dans une « zone libre », à proximité de la frontière pakistanaise, a rapporté la Pravda, le lundi 19 mars.

L'organe du Parti communiste soviétique précise que six cents « rebelles » ont été tués au cours des combats pour le contrôle de la ville de Garmsir d'Urgun, à la fin de l'été dernier, et attribue cette victoire aux seules forces régulières afghanes.

Environ 105 000 soldats soviétiques se trouvent en Afghanistan et appuient l'armée régulière, sévèrement affaiblie par les pertes au combat et les désertions.

Cet article, le dernier en date d'une série de récits sur la guerre en Afghanistan, paraît destiné à montrer que l'armée afghane est capable de elle seule de se mesurer aux rebelles, estimés des diplomates occidentaux à Moscou.

La Pravda précise que la CIA avait fait pression sur les « chefs de bande » de la contre-révolution afghane retranchés au Pakistan pour qu'ils forment un gouvernement provisoire dans une « zone libre » autour d'Urgun. On leur avait promis la reconnaissance immédiate de ce gouvernement provisoire, ainsi que l'aide rapide des États-Unis et de leurs alliés, pour le journal soviétique.

Plus de trois mille « bandits » s'étaient infiltrés par la frontière pakistanaise dans la province de Farkha et avaient tenté à deux reprises de prendre Urgan. Toujours selon la Pravda, l'armée afghane a pénétré dans la vallée d'Urgan en franchissant des cols enneigés et, en dépit des embuscades tendues par les « contre-révolutionnaires », elle a subi des canons anti-aériens et d'autres armes, dont certaines fabriquées en Grande-Bretagne, aux États-Unis et en Chine. « Les soldats afghans ont démontré qu'ils pouvaient s'atteler à des tâches complexes requérant une grande habileté militaire et du courage », poursuit le journal.



CAPEL. Finie l'austérité pour les hommes forts.

CAPEL prêt-à-porter hommes grands hommes forts
• 74, boulevard de Sébastopol Paris 3
• 26, boulevard Malesherbes Paris 8
• Centre Com. Montparnasse Paris 15

Le Monde DES PHILATÉLISTES

NUMÉRO SPÉCIAL - MARS 1984

BANDE DESSINÉE : « Les nouveaux philatélistes », quatrième dossier de cette série ; le matériel nécessaire.

LES VARIÉTÉS DE FRANCE : DES GOUTS ET DES COULEURS

L'ART ET LA PHILATHÉLIE

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX ET AU MONDE - 15 F

Le Monde

5, RUE DES ITALIENS, 75247 PARIS CEDEX 09

Tunisie

Des mesures sont adoptées en faveur de l'emploi et de la jeunesse

De notre correspondant

Tunis. — La Chambre des députés a voté, samedi 17 mars, la loi de finances complémentaire qui a entraîné l'annulation des augmentations du prix du pain et des produits céréaliers, qui figuraient initialement dans le budget.

Les mesures arrêtées pour compenser les 106 millions de dinars (1) qu'a coûté cette décision (le Monde du 9 mars) évitent de frapper les produits de première nécessité, et leur impact sur l'indice des prix se limiterait, selon le gouvernement, à un taux de 2,36 %. Si les cochons les plus déshérités de la population ne devraient pas en souffrir exagérément, elles seront probablement dures à supporter pour nombre de Tunisiens pas vraiment fortunés, mais dont le niveau de vie n'a cessé de s'améliorer ces dernières années, et aux besoins de plus en plus exigeants.

Cette mobilisation de recettes supplémentaires porte, entre autres, sur l'augmentation de la contribution spéciale de solidarité (20 % d'imposition en plus pour la patente, 5 % pour les salaires notamment), sur un relèvement des tarifs douaniers pour les produits de luxe (certains atteindront désormais 400 %), sur l'instauration d'une taxe de 30 % sur les voyages à l'étranger et sur le rajustement des prix de certains produits, dont les vins et spiritueux qu'il faudra payer jusqu'à 118 % plus cher, ce qui satisfait sans doute les partisans d'une application plus stricte des principes du Coran, mais n'aidera pas le tourisme. Les carburants et les tabacs avaient déjà été augmentés en février. En outre, les dépenses de l'Etat subissent diverses compressions.

D'autre part, le gouvernement a fait adopter toute une série de dispositions en faveur de l'emploi et de la jeunesse, dont une grande partie — souvent sans travail — était précisément descendue dans la rue lors des émeutes de décembre et janvier. Cinquante mille emplois devront être créés cette année, contre quarante-trois mille en 1983. Un accroissement de 19 millions de dinars du budget initial a été prévu pour le financement de programmes de développement rural et l'ouverture de nouveaux

Le cas de M. Guiga

Avant de se prononcer sur les nouvelles dispositions budgétaires, la Chambre des députés avait désigné parmi ses membres les quatre juges et leurs trois suppléants qui seront appelés à siéger à la Haute Cour de justice pour se prononcer sur le cas de l'ancien ministre de l'intérieur, M. Dries Guiga — toujours à l'étranger — et de certains de ses collaborateurs (le Monde du 15 mars). Expliquant, dans un message adressé aux députés, les raisons qui l'ont conduit à défer M. Guiga devant cette juridiction sous l'accusation de haute trahison, le président Bourguiba affirme que celui-ci l'a « délibérément induit en erreur ».

« En faisant prévaloir ses intérêts personnels sur les intérêts supérieurs du pays, déclare-t-il, il a sciemment porté préjudice à ce dernier et au prestige de l'Etat ». Dans ce document, qui relate longuement le déroulement des « émeutes du pain » (dont le bilan officiel et définitif s'établit à 84 morts et 938 blessés, dont 590 civils et 348 membres des forces de l'ordre), il affirme notamment que « le commandement

Algérie

La visite de M. Sekou Touré Le dossier du Sahara occidental reste prioritaire avant le sommet de l'OUA

De notre correspondant

Alger. — Venant de Fès, où il était l'hôte du roi Hassan II, M. Sekou Touré est arrivé à Alger, le dimanche 18 mars, pour « une visite de travail et d'amitié » de deux jours. Longtemps glaciales, les relations algéro-guinéennes s'étaient un peu dégelées il y a quelques mois, à l'occasion de visites de parlementaires. En venant s'entretenir avec le président Chadli, le chef de l'Etat guinéen commence ses grandes manœuvres pour la tenue du sommet de

l'Organisation de l'unité africaine (OUA) prévu en mai à Conakry.

Jusqu'à présent, M. Sekou Touré a soutenu les vues marocaines à propos du Sahara occidental. La réussite des sommets de l'OUA étant toujours une affaire d'honneur et de prestige pour les présidents des pays hôtes, il est naturel qu'une concentration s'amorce avec l'Algérie, dont l'absence à la rencontre de Conakry constituerait dès le départ un sérieux handicap.

Dans une courte déclaration à son arrivée, M. Sekou Touré a dit qu'il venait s'entretenir des problèmes africains et « de la consolidation des bases de l'unité africaine » sans évoquer explicitement le conflit saharan. Tout l'art consiste à trouver suffisamment de « points de convergence » pour que le sommet puisse au moins s'ouvrir sans que se pose de nouveau la question du quorum.

L'Algérie compte sur l'évolution de pays tels que le Sénégal et la Tunisie pour l'élaboration d'un « compromis » conforme à ses vœux.

La visite de M. Sekou Touré coïncide, d'autre part, avec l'ouverture, ce mardi 20 mars, de la septième conférence de l'Union des parlements africains. Vingt-sept pays africains ayant au moins une Assemblée nationale, à défaut de plusieurs partis pour s'y exprimer, adhèrent à cette union. L'Algérie a demandé l'inscription d'un point supplémentaire à l'ordre du jour. Il s'agit du « rôle des Parlements africains dans la concrétisation des décisions et recommandations de l'OUA ».

Enfin, selon des sources diplomatiques, le Polisario a reçu des propositions de livraison de matériel militaire par l'Iran. A l'issue d'une visite à Alger, la semaine dernière, le ministre iranien des affaires étrangères, M. Ali Akbar Velayati, a déclaré qu'il avait parlé avec ses hôtes algériens des moyens de donner un prolongement économique à des relations politiques déjà excellentes. Il n'est pas impossible qu'il ait été accueilli par le chef de l'Etat de l'Iran au Polisario.

JEAN DE LA GUÉRIÈRE.

AFRIQUE

secteurs. Les dirigeants de la centrale, contestés de plus en plus ouvertement par de jeunes syndicalistes, ont en effet décidé qu'aucun secteur syndical ne pourrait désormais déclencher de grève sans l'accord du bureau exécutif, seul habilité à juger de leur opportunité.

MICHEL DEURÉ.

(1) Un dinar vaut 11,40 F.

(2) Ces conclusions sont tirées par M. Bourguiba du rapport de la commission d'enquête constituée après les émeutes.

● Saisies de journaux. — Deux nouvelles publications ont été saisies par les autorités tunisiennes. L'hebdomadaire indépendant *Réalités* et l'organe du Mouvement de l'unité populaire-IL, *Al Wihda*. Cette mesure, comme celle qui avait frappé voici deux semaines le journal des démocrates socialistes, *Al Mustaqbal*, aurait été prise principalement pour la publication d'un communiqué d'un mouvement politique non reconnu (en l'occurrence, celui de la tendance islamique, MTI). Selon les membres du comité d'information du MTI, le communiqué en cause protestait contre les arrestations, à la suite des événements de janvier, de militants sympathisants islamiques, qui seraient au nombre d'une cinquantaine. Il était aussi affirmé dans le texte que le mouvement était attaché « à la légalité et à la voie démocratique ». — (Corresp.)

Angola

La volonté de Cuba de se « désengager » apparaît de plus en plus nettement

Le président angolais, M. José Eduardo Dos Santos, devait regagner Luanda, mardi 20 mars, à l'issue d'un séjour de quatre jours à Cuba, au cours duquel il s'est entretenu avec M. Fidel Castro des raisons et des implications de l'accord passé en février dernier, à Lusaka, par l'Angola avec la République Sud-Africaine, ainsi que d'un éventuel retrait des troupes cubaines d'Angola (le Monde du 17 mars). Sur ce dernier point, les deux chefs d'Etat ont rendu public, lundi soir, à La Havane, un communiqué commun énonçant trois conditions pour ce retrait : 1) « Retrait de toutes les troupes sud-africaines qui se trouvent sur le territoire angolais » ; 2) Stricte application de la résolution 435 du Conseil de sécurité des Nations unies sur l'accession de la Namibie à l'indépendance ; 3) Arrêt de toute agression et de toute menace d'agression contre l'Angola de la part de l'Afrique du Sud, des

Etats-Unis et de leurs alliés, et cessation de toute aide de ces derniers pays à l'organisation UNITA, qui lutte contre le régime angolais.

Les deux parties soulignent que l'acceptation de ces exigences « signifierait le respect des normes du droit international et de la chartre des Nations unies, ainsi que l'acceptation des nombreuses résolutions du Conseil de sécurité et de l'Assemblée générale de l'ONU, du Mouvement des non-alignés et de l'Organisation de l'unité africaine (OUA) ». Le gouvernement de Luanda, d'autre part, exprimé à Cuba « sa gratitude éternelle pour l'aide internationale accordée depuis deux décennies par le peuple cubain » (à l'Angola). Enfin, la déclaration conjointe indique que les deux pays estiment que leur initiative servira de « base à la paix en Afrique australe ». — (AFP, Reuters, AP, UPI.)

trois conditions posées par MM. Fidel Castro et Dos Santos n'apportent rien de nouveau, dans la mesure où Pretoria exige toujours comme condition de l'application de la résolution 435 le retrait des troupes cubaines, alors que Luanda et La Havane exigent la mise en application du processus d'indépendance de la Namibie et le départ de toutes les troupes sud-africaines (qui a commencé) comme condition du retrait cubain d'Angola. Bref, pour le moment, c'est un dialogue de sourds, chacun attendant de l'autre qu'il fasse le premier pas.

L'initiative anglo-cubaine confirme néanmoins la volonté de La Havane de se « désengager » à terme du front angolais. Le rappel des trois conditions « historiques » est là pour « habiller » en quelque sorte l'évolution de la diplomatie cubaine. Certes, La Havane retire de substantiels bénéfices financiers de son soutien armé à Luanda. Mais, outre qu'elle a le sentiment de ne pas être très soutenue dans son « devoir internationaliste » par l'Union soviétique en Afrique, elle doit faire face, sur le plan intérieur, à une réticence de plus en plus grande de la jeunesse cubaine à aller se faire tuer pour soutenir des régimes africains en place. A elle seule, cette donnée nouvelle peut peser sensiblement dans la poursuite des négociations entre Pretoria et le gouvernement angolais, au sein duquel certaines tendances estiment qu'il est réaliste de penser que Luanda sera amené, un jour ou l'autre, à négocier avec l'UNITA. — L. Z.

● Luanda refusera « toujours » tout dialogue avec l'UNITA. — Les autorités angolaises se refuseront toujours à composer avec les opposants armés de l'UNITA, a-t-on indiqué, dimanche 18 mars, à Luanda, de sources autorisées. Luanda se déclare, en revanche, prêt à « accueillir » les membres du Mouvement de M. Jonas Savimbi « désireux de se rallier ». —



CAPEL prêt-à-porter hommes grands hommes forts
• 74, boulevard de Sébastopol Paris 3
• 26, boulevard Malesherbes Paris 8
• Centre Com. Montparnasse Paris 15

AMÉRIQUES

Brésil

PARTISAN DE L'ÉLECTION DIRECTE DU PRÉSIDENT Le ministre de la marine donne sa démission

Le ministre de la marine du Brésil, l'amiral Maximiano de Fonseca, a donné sa démission le lundi 19 mars. Il est le premier ministre militaire du gouvernement Figueiredo à quitter ses fonctions. Officiellement, il a pris sa décision pour des « raisons personnelles ». Mais, sur place, on pense qu'il s'agit de la première crise ouverte au sein du pouvoir par le problème de la succession. C'est ce que rapporte l'AFP de Brasilia.

L'amiral de Fonseca, soixante-cinq ans, était un ami personnel du président de la République, le général Figueiredo. Il avait appuyé sa politique d'ouverture. Logique avec cette position, il s'était prononcé en faveur de l'élection au suffrage direct du prochain président, qui prendra ses fonctions dans un an. Or le chef de l'Etat est partisan, lui, du système établi par le régime militaire : l'élection au suffrage indirect, par un collège électoral restreint, où le gouvernement détient la majorité. Il l'a répété récemment dans une interview à plusieurs chaînes de télévision et de radio : « C'est la norme constitutionnelle », a-t-il expliqué.

Ainsi, le changement que tant de personnes souhaitent se fera dans la tranquillité.

Mais la Constitution peut être amendée. Un député de l'opposition, M. Dante de Oliveira, a déposé une proposition dans ce sens. Le Congrès doit se prononcer le 25 avril. L'opposi-

sition a lancé dans la rue des millions de manifestants pour influencer son vote. Il faut deux tiers des voix pour que l'amendement soit adopté. Comme l'opposition ne dispose que d'une très courte majorité à la Chambre des députés, et qu'elle est minoritaire au Sénat, elle compte sur des défections dans les rangs du parti officiel. Il semble qu'il y en aura. La campagne a déjà produit son effet.

Le vice-président lui-même, M. Aureliano Chaves, s'est déclaré pour l'élection directe. Il est vrai qu'il pourrait en être le bénéficiaire. Candidat à la présidence, il rallie sur son nom une partie de l'establishment militaire, de l'opposition, des milieux d'affaires, ainsi que des gouverneurs du parti gouvernemental. Mais les éléments les plus fermes du système - notamment, dit-on, le chef des services secrets, le général Medeiros - s'en tiennent à la procédure actuelle, qui leur permet de contrôler la succession de pouvoirs. C'est ce qui a provoqué, sans doute, la démission du ministre de la marine, qui sera remplacé à son poste par l'amiral Alfredo Karam, jusqu'à présent commandant du district naval de Rio-de-Janeiro.

Les partisans de l'élection directe viennent de recevoir un renfort de poids avec Pelé, le célèbre joueur de football, qui a adhéré à la campagne de l'opposition.

Uruguay

Ancien candidat de la gauche aux élections

LE GÉNÉRAL SEREGNI A ÉTÉ LIBÉRÉ APRÈS HUIT ANNÉES DE DÉTENTION

C'est l'un des plus célèbres prisonniers politiques d'Amérique latine qui a été libéré le lundi 19 mars en Uruguay. Après avoir passé huit ans dans les geôles de Montevideo, le général Liber Seregni, candidat de la gauche aux dernières élections démocratiques qui ont eu lieu dans son pays, celles de 1971, a retrouvé enfin la liberté. Aussitôt que la nouvelle a été annoncée à la radio, des milliers de personnes se sont rassemblées devant son domicile, dans la banlieue de la capitale. Le général, qui est âgé de soixante-sept ans, est apparu plusieurs fois au balcon pour répondre aux acclamations de la foule. Celle-ci a vite transformé sa joie en manifestation antigouvernementale. Elle a crié des slogans hostiles aux militaires qui dirigent le pays.

Le général a pris la parole pour inviter ses partisans à « rentrer tranquillement à la maison » et souhaiter une « amnistie élargie ainsi que la levée des interdictions qui pèsent sur les partis et les hommes ». L'un de ses avocats, M. Hector Clavijo, a déclaré que l'ancien prisonnier pourrait se déplacer librement mais qu'il lui serait interdit de voter ou d'occuper un poste officiel pendant deux ans. Or des élections sont prévues en novembre prochain : elles doivent normalement préparer le retour de l'Uruguay à la démocratie.

Trajet étonnant que celui de cet homme qui a été d'abord un militant du parti Colorado, la formation officielle, et qui, général à quarante-sept ans, a occupé les plus hautes responsabilités militaires, jusqu'à commander la région de Montevideo.

La crise qui se produit à la fin des années 60 dans ce qui fut autrefois la « Suisse » d'Amérique latine favorise son évolution. Un mouvement de gauche, celui des Tupamaros, se lance dans l'action directe contre le pouvoir. Il multiplie les enlèvements de personnalités et les attaques de banques. L'armée est chargée de la répression. En 1968, le général demande à être mis à la retraite pour protester contre le rôle qu'on lui fait jouer à ses côtés d'armes. Trois ans plus tard, il préside une coalition formée par les communistes, les socialistes et les démocrates-chrétiens, le Frente amplio (Front élargi). Candidat du Front à la présidence de la République lors des élections du 28 novembre 1971, il présente un programme nationaliste et dirigiste qui lui semble une solution de rechange aux revendications révolutionnaires, mais confuses, des Tupamaros.

Estimation des banques privées et des entreprises d'exportation, amnistie aux prisonniers politiques (dont aux guérilleros emprisonnés), reprise des relations avec Cuba : telles sont certaines des propositions du Frente amplio, qui ne suscite pas la passion de l'électorat : il n'obtient que 18 % des voix.

Le vainqueur du scrutin est un homme du parti Colorado, M. Juan María Bordaberry, qui, deux ans plus tard, sous la pression des militaires, dissout le Parlement. Le général Seregni participe à une manifestation contre ce coup de force. Il est arrêté, emprisonné pendant huit mois, privé de tout contact avec l'extérieur. En novembre 1974, après avoir passé seize mois en prison, il est mis en liberté provisoire, et assigné à résidence. Il préfère à l'exil, et malgré les menaces contre sa vie, la résistance sur place. En 1976, il est de nouveau incarcéré. Il est jugé deux ans plus tard par un tribunal militaire dont les membres lui ont toujours été hostiles. Ceux-ci le condamnent à quatorze ans de prison pour « atteinte à la Constitution » et « assistance à une organisation subversive » - des charges dont des juristes du monde entier ont reconnu l'iniquité.

Il a subi depuis lors le traitement réservé à bien des détenus de la dictature uruguayenne : services, vexations morales, privation de sommeil, etc. De nombreuses personnalités sont intervenues en sa faveur. En 1980, M. Bernard Stasi, vice-président de l'Assemblée nationale, était allé à Montevideo à la tête d'une mission d'information qui n'avait pas été autorisée à voir le prisonnier. Récemment, M. Mitterrand avait reçu à l'Élysée la fille du général.

A TRAVERS LE MONDE

Chine

● **ACCORD SINO-SOVIÉTIQUE SUR LES FLEUVES FRONTALIERS.** - La Chine et l'Union soviétique sont parvenues, pour la septième fois consécutive, à un accord au cours de leurs négociations annuelles à propos de la navigation sur leurs fleuves frontaliers, rapporte l'agence Chine nouvelle. La négociation s'est tenue du 10 février au 15 mars dans la ville chinoise de Heihe, frontalière de l'Union soviétique. Les pourparlers sur la navigation fluviale, distincts des discussions sur la normalisation des relations entre Pékin et Moscou, qui ont repris en octobre 1982 et se tiennent actuellement dans la capitale soviétique, ont un caractère purement technique. - (AFP.)

Gabon

● **LIVRAISON DE CHARS BRÉSILIENS.** - Le président gabonais, M. Omar Bongo, a présidé, samedi 17 mars, à Libreville, la cérémonie de réception par les forces de sécurité gabonaises de chars amphibies Urutu, de fabrication brésilienne, dont disposera la garde présidentielle. Le président gabonais, à cette occasion, a appelé ses compatriotes à la vigilance pour décourager « les projets de sédition » visant à déstabiliser son régime. Les forces armées, ont récemment reçu des armes de Staline, dont le président Bongo s'est fait expliquer le manquement. - (AFP.)

Groenland

● **ÉLECTIONS ANTICIPÉES.** - Des élections anticipées auront lieu le 6 juin prochain pour renouveler l'assemblée locale du Groenland, le Landsing. Bien que la majorité et l'opposition aient fini par accepter les accords passés entre le Groenland et le Danemark d'une part, la CEE d'autre part, pour régler le sort de ce territoire autonome après sa sortie du Marché commun, le 1^{er} janvier 1985, une motion de

censure a été votée contre le gouvernement du pasteur Motzfeldt qui appartient au parti gauchisant Siumut. - (Corresp.)

Irlande du Nord

● **INCULPATIONS APRÈS L'ATTENTAT CONTRE M. GERRY ADAMS.** - Trois hommes ont été inculpés, lundi 19 mars, à Belfast, de tentative d'assassinat contre M. Gerry Adams, député républicain de Belfast et président du Sinn Féin, la branche politique de l'IRA (Armée républicaine irlandaise). L'un d'eux est également inculpé d'appartenance à une organisation illégale : le groupe protestant des Combattants pour la liberté de l'Ulster (UFF, Ulster Freedom Fighters). L'UFF avait revendiqué l'attentat perpétré mercredi dernier à Belfast au cours duquel M. Adams et deux de ses compagnons avaient été blessés. (Le Monde du 16 mars). M. Adams est sorti de l'hôpital lundi. - (AFP.)

Kenya

● **CONDAMNATION A MORT D'UN « PUTSCHISTE ».** - L'instigateur présumé du coup d'Etat avorté du 1^{er} août 1982, le soldat de première classe Hezekiah Ochuka, de l'armée de l'air kenyan, qui est âgé de trente ans, a été condamné à mort - par pendaison - lundi 19 mars, à Nairobi, par une cour martiale. A l'issue d'un procès qui a duré douze jours, M. Ochuka, qui a nié avoir pris la tête de cette tentative de coup d'Etat, a été reconnu coupable de trahison. Ce verdict doit être confirmé par la cour d'appel. Cette condamnation à mort est la deuxième concernant des membres de l'aviation impliqués dans les événements d'août 1982. Le soulèvement de l'armée de l'air kenyan, écarté en quelques heures par les forces loyales au président Arap Moi, avait fait cent cinquante morts. - (AFP, Reuter.)

Nigéria

● **LE BILAN DES ÉMEUTES DE YOLA.** - Les dégâts matériels occasionnés par les émeutes religieuses qui ont eu lieu à Yola (État du Gongola, nord-est du Nigéria), du 27 février au 5 mars, ont été estimés à 10 millions de naira (environ 13 millions de dollars), lundi 19 mars, par le gouverneur militaire du Gongola, le général Mohammedu Jega. Environ trente mille personnes, soit près de la moitié de la population de la région, sont sans abri : près de deux mille immeubles ont été rasés et environ mille cinq cents autres ont été détruits au cours des affrontements. - (AFP.)

Suisse

● **LA SUISSE ET L'ONU.** - Le Conseil national suisse (Chambre basse) a approuvé, le jeudi 15 mars, par 112 voix contre 78, le principe de l'adhésion de la Confédération aux Nations unies. La proposition du gouvernement en ce sens a été approuvée par la plupart des députés de gauche, tandis que les radicaux et les démocrates-chrétiens se sont divisés et que la droite l'a rejetée. Il appartiendra ensuite au Conseil des États (Chambre haute) de se prononcer à son tour, mais la décision finale reviendra au corps électoral, qui sera consulté par référendum dans un délai de un ou deux ans. - (Corresp.)

URSS

● **NOUVEAU MINISTRE DE LA CONSTRUCTION INDUSTRIELLE.** - M. Youri Soloviev, cinquante-neuf ans, a été nommé ministre de la construction industrielle de l'URSS en remplacement de M. Alexandre Tokarev, a annoncé, samedi 17 mars, l'agence Tass. Ingénieur de formation, M. Soloviev, membre du comité central du PCUS et député du Soviet suprême, était en 1978, premier secrétaire du PC de la ville de Leningrad après avoir été auparavant deuxième secrétaire de la région. - (AFP.)

OFFICIERS MINISTÉRIELS VENTES PAR ADJUDICATION

Rubrique O.S.P. - 84, rue La Boétie, 563.12.66

Vente sur saisie immobilière au Palais de justice de Paris
le JEUDI 29 MARS 1984 à 14 h
En un seul lot
UN APPARTEMENT
Lot n° 8 de cop., sis au 3^e ét. à gauche sur cour, comp. d'entrée, 2 p. cuis. cab. de toilette, déb., w.c. au sous-sol, compartiment de cave n° 6.
Rue Fontaine-au-Pari 7-7, occupé à PARIS (9^e)
Mise à prix : 30.000 F
S'adr. à M^{rs} LYONNET DU MOUTIER, av. à Paris (1^{er}), 182, rue de Rivoli. Tél. 260-20-49. Au greffe des criées du TGI de Paris où le cahier des charges est déposé. S. lieux par visiter.

Vente sur saisie immobilière au Palais de justice de Créteil (94)
le JEUDI 29 MARS 1984 à 9 h 30
UN PAVILLON
en cours de construction sur un terrain sis 21, rue de Grand-Champ
SUCY-EN-BRIE
(Val-de-Marne)
Mise à prix : 50.000 F
Consign. préalable indisp. par chèque Rens. M^{rs} TRUXILLO et AKOUN, avocats associés à Paris et à Evry (91). Tél. 079-39-45

Vente s/ saisie. Palais de Justice de Pontoise (95), le 29 mars 1984 à 14 heures
APPART. 3 P. p. CAVÉ
FRANCONVILLE-LA-GARENNE (95)
123, rue Gal-Lectère - MISE A PRIX : 45.000 F - Consign. pour ench. 25.000 F (ch. cert. loqeur). Renseignements : M^{rs} BUISSON, avocat, T. 032-31-62 à Pontoise (95), 29, r. P.-Budin

Vente au Palais de Justice à Paris, LUNDI 26 MARS 1984, à 14 h.
EN UN SEUL LOT
La jouissance exclusive et particulière d'une
PARCELLE DE TERRAIN à PARIS (10^e)
46, QUAI de JEMMAPES
MISE A PRIX : 1.200.000 FRANCS
S'adr. pr. r. : M^{rs} BLIAN Gabriel, avocat, demeurant à Paris (1^{er}) 43, rue de Richelieu - Tél. : 296-29-32 - 296-03-74.

Vente sur saisie au Palais de Justice à Paris, le JEUDI 29 MARS 1984 à 14 heures
EN UN SEUL LOT
UN APPARTEMENT
au 4^e étage face droite, comprenant : entrée, double-living, cuisine, salle de bains, 2 chambres, cabinet de toilette, bureau - une CAVÉ au sous-sol - UNE CHAMBRE avec coin cuisine et douche au 4^e étage gauche dans un groupe de deux immeubles sis à
PARIS (17^e) - 74 et 76, av. de la Grande-Armée
MISE A PRIX : 750.000 F
S'adresser à M^{rs} CERVES, avocat à la cour d'appel de Paris, 166, bd Haussmann, 75008 Paris. Tél. 5632-19-94.

Vente au Tribunal de Grande Instance de NANTERRE (Hts-de-Seine) le mercredi 28 mars 1984 à 14 heures
BOUTIQUE à BOULOGNE-BILLANCOURT
(Hauts-de-Seine)
au rez-de-chaussée de la bât. sur l'avenue, av. arrière-boutique et W.C. RÉSERVE à laquelle on accède par escalier particulier. - BOX n° 1 au rez-de-chaussée du bâtiment sur cour.
le TOUT LIBRE DE LOCATION et d'OCCUPATION
46-48, rue du Vieux-Pont-de-Strens et 35 bis, et 39, avenue E.-Vaillant
MISE A PRIX : 350.000 F
S'adr. à la SCP d'avocats J. DELEAU, Y. NEVEU, Ph. DELEAU, G. JOHANET, R. HATTON, P. SUDAKA, F. DEYSINE, Ch. DUMESNIL ROSSI, J.-M. SEEVAGEN, à PARIS (8^e), 43, av. Hoche. Tél. : 766-03-40. M^{rs} CALMELS, syndic, 130, rue du 6-Mai-1945 à NANTERRE.

VENTE sur folle enchère, au Palais de Justice, à PARIS le JEUDI 29 MARS 1984, à 14 heures
UN IMMEUBLE A PARIS (13^e)
23, RUE DOMREMY
Angle 96, rue du Dessous-des-Berges.
Élevé s/caves, rez-de-ch. et 5 étages. CONT.TOT. au sol de 339 m²
MISE A PRIX : 3.000.000 de francs
S'adr. à M^{rs} Jean-Serge LORACH, avocat à PARIS (8^e) 2, avenue Marceau. Tél. : 720-75-75. - M^{rs} Jean-Charles LÉGER, avocat, 83, avenue du Général-Leclerc, PARIS (14^e). - Tl. avocats près Trib. de Grande Instance Paris, Bobigny, Nanterre, Créteil. - Sur les lieux par visiter.

CULTURA LATINA, 65, BOULEVARD DES INVALIDES, 75007 PARIS - TÉL. 734-94-29 - 734-86-83

HOMMAGE DE CULTURA LATINA A SON PREMIER PRÉSIDENT D'HONNEUR JULIO CORTÁZAR

le mardi 20 mars 1984, chez Drouant,

à l'occasion de la remise du Grand Prix de Traduction Cultura Latina.

Poème de Julio Cortázar pour dix sérigraphies de Luis Tomasello, traduit de l'espagnol par Françoise Campo-Timal, édité par Maxmilien Guioi, Paris, janvier 1984.

NEGRO EL DIEZ

Empiezas por no ser. Por ser no. El caso es negro.
Como es negra la nada.
Nace la claridad, el gallo triza el cielo;
Se esparcen los colores variadicos.
Pero el negro se afianza primigenio. Toda luz
en el carbon se abisma, en el besaño.
Les físicos apellidan cuerpo negro a los que
absorben integralmente las radiaciones repues.
Enciclopedia Universalis.

Para mejor lanzarlos al asalto
del día (Goya pudo decirlo).
Socavón en la sangre, en la memoria,
lo negro sube a la palabra, es la tormenta
rabiada de los odios y los celos :
Ocho el Blackboard, el muro negro
siempre, para el Ruido Yago.
Padre profundo, pez abisal de los orígenes,
retorno a qué comienzo,
Estigia contra el sol y sus espejos,
término de los cambios,
última estela de las mutaciones,
palabra del silencio.
Su palacio nocturno : el sueño, el péripato
sedoso guilforda del diurno pavonal
para que solo las similitudes
desplieguen sus tapices de morado, de púrpura y de
dóidos.

harem del negro, esperma de los sueños.
Se dice que la gasta que lo aplenan, lo
espartulan, lo tienden en lisa superficie, como se
baca soki. Se
dice que ama ser el trampolín desde donde
saltan los
colores, su callado sostén. Todo es mas contra el
negro ; todo es menos cuando falta.
Cede a esas metamorfosis que una
mano enmormada cumple
en ti, te llenas de rítmos, hendeduras, te vuelves
tablero,
reloj de luna, muralla de aspilleras abiertas a lo que
asacha siempre del otro lado, maquina
de contar cifras
fuera de las cifras, astrolabio y portulano
para tierras
nauca aboradas, mar petrificado en el
que resalta el
pez de la mirada.
Cabello negro de las pescadillas, hacha, del
sacrificio,
tinta de la palabra escrita, pulmon del que dice,
serigrafía de la noche, negro al diez : rúlete de la
muerte, que se juega viviendo.
Tu sombra espera tras de toda luz.

DIX ET NOIR

Il commente par n'être pas. Par être le non. Car noir
est la chose.
Noir aussi le néant.
La clarté apparaît, son cog fait éclater le ciel,
les couleurs véritables de renouveau.
Mais la noir se resserre premier né. La lumière toute
dans la charbon d'abîme, dans le besaño.
Les physiques appellent corps noirs tous ceux qui
absorbent integralmente les radiations repues.
Enciclopedia Universalis.

Afin de les mieux lancer à l'assaut
du jour (Goya aurait pu le dire).
Galeries dans le sang, dans la mémoire,
le noir escalade le mot, il est la tempête
naufrage des haines et jalousies :
Othello le Blackboard, le mur noir
à jamais, pour Yago le livide.
Père profond, poisson abyssal des origines,
retour à quel commencement,
Styx contre le soleil et ses miroirs,
frontière des changements,
sable derrière des mutations,
parole du silence.
Son nocturne-palais : le songe, la paupière
soyeuse guilforda du peon du jour
ain que les similitudes seules
éclatent leurs tentures de mauves, de pourpres
et de rouilles.

harem du noir, sperme des rêves.
Il se plaie d'ailleurs à ce qu'on l'aplanisse,
l'étale en surfaces lisses, comme on le fait ici.
Il aime
dire-on à être le trampolín d'où les couleurs
s'élancent.
leur silencieux support. Contre le noir tout est plus ;
lorsqu'il n'est pas tout est moins.
Tu cides à ces métamorphoses d'une main
amoureuse accomplie
en toi, tu t'empies de rythmes, d'interstices,
tu te fais damier,
horloge de luna, muraille aux meurtrières ouvertes
sur ce qui
guste sans cesse de l'autre côté,
machine à calculer des chiffres
hors des chiffres, astrolabe et portulano pour
des terres
encore inabordées, océan profond sur lequel glisse le
poisson du regard.
Cheval noir des couchonniers, hache du sacrifice,
encore de la parole écrite, pulmon de celui
qui dessine,
serigrafía de la nuit, dix et noir :
rúlete de la mort
que l'on joue en vivant.
Ton ombre attend derrière toute lumière.

JULIO CORTÁZAR

(novembre 1983)

(Ce poème paraîtra avec d'autres inédits et inédits de Julio Cortázar dans
« América Latina » n° 17, avril 1984, 35, rue des Écoles, 75002 Paris.)

A partir du 25 m
Swissair et sur to
aurez le choix en
et l'Economy Cla
En optant pour
services exclusifs
d'enregistrement
ports, salons par
quétude, fauteuil
DC-10 et B-747.
avez le choix en
accompagnés bien
par un personnel
seconde nature.
Autre hypoth
respecte, vous pré
efficacité avant
vous pourrez, dès

Swissair: First Class, Business Class, Economy Class

dans tous ses avions.

Et sur son réseau mondial.

A partir du 25 mars 1984, sur l'ensemble du réseau Swissair et sur tous les avions de la compagnie, vous aurez le choix entre la First Class, la Business Class et l'Economy Class.

En optant pour la First Class, vous bénéficiez de services exclusifs. Au sol comme en vol. Guichets d'enregistrement spéciaux dans la plupart des aéroports, salons particuliers pour vous relaxer en toute quiétude, fauteuils de luxe "slumberettes" sur les DC-10 et B-747. Et sur tous les long-courriers, vous avez le choix entre trois menus gastronomiques, accompagnés bien entendu de vins réputés et servis par un personnel de bord dont la courtoisie est une seconde nature.

Autre hypothèse: en homme d'affaires qui se respecte, vous préférez la Business Class. Confort et efficacité avant tout. Sur les vols long-courriers vous pourrez, dès la réservation, choisir votre place:

côté hublot ou côté couloir; zone fumeurs ou non-fumeurs. Et vous dirigerez ensuite directement vers les comptoirs d'enregistrement séparés où l'on vous remettra votre carte d'embarquement bleue. Il ne reste plus qu'à vous installer. Confortablement. Les nouveaux sièges sont profonds, larges et suffisamment espacés. Vous pourrez à loisir étaler vos documents ou déplier votre journal en tous sens sans risque de gêner le voisin. Ou encore écouter votre programme musical préféré en essayant le casque électro-dynamique désormais à votre disposition sur nos DC-10 et B-747. A moins que ce ne soit l'heure du repas. Prenez votre temps. Sur tous les long-courriers, chaque mets - de l'entrée au dessert - est servi séparément.

Grand voyageur qui choisissez l'Economy Class, vous avez raison. Les tarifs très avantageux de Swissair ne nuisent en rien à la qualité du service.

Excepté sur les vols de courte durée, votre repas sera servi, selon notre tradition, dans une vaisselle en porcelaine, assortie de couverts et verres à vin dignes de ce nom.

Voilà pourquoi Swissair propose 3 classes à bord de tous ses avions, dans le monde entier.

La First Class pour les passagers qui apprécient le grand luxe d'un vol Swissair.

La Business Class pour les passagers qui apprécient le grand confort d'un vol Swissair.

Et l'Economy Class pour les passagers qui apprécient de voyager dans d'excellentes conditions à tarif réduit.

swissair 

Le Monde

politique

LE PRÉSIDENT DU RPR A FRANCE-INTER

M. Chirac roule pour lui

M. Jacques Chirac est, sans aucun doute possible, en campagne électorale. A-t-il, d'ailleurs, jamais cessé de l'être depuis son entrée en politique, ou tout au moins depuis l'année 1974, où il a commencé d'exercer des responsabilités nationales en devenant premier ministre ?

L'approche des élections européennes est une occasion pour lui d'intensifier son action. A peine revenu de Cannes et de Nice, samedi 17 mars, le maire de Paris est allé dimanche à Courbevoie devant les clubs Avenir et Liberté puis, lundi, participer à l'émission « Face au public » de France-Inter, avant de se rendre jeudi 22 mars à Rosny et à Gagny et de présider samedi 24 mars à Nogent-sur-Marne le congrès de la section « banques » du RPR. Enfin, le mardi 27 mars, il sera l'invité de l'émission « Politiques » de TF 1.

Toutes ces occasions, saisies ou recherchées, sont pour M. Chirac le moyen de conduire une campagne différente de celle que M. Simone Veil entreprendra pour le scrutin du 17 juin. L'ancien premier ministre roule, pourrait-on dire, pour lui-même, et, lorsqu'il évoque l'opposition, il ne se réfre expressément ni au RPR, ni à l'UDF, ni à un autre mouvement. Sa référence réelle est plus vaste et moins formelle : il s'agit de tous ceux qui ne se reconnaissent pas, ou plus, dans la coalition socialiste-communiste, c'est-à-dire « tous les autres », que Georges Pompidou distinguait naguère du seul Parti communiste.

Son ambition est plus réaliste que celle de M. Giscard d'Estaing : il se contenterait de rassembler, le moment venu, une majorité de Français sans prétendre à « deux sur trois », et espère évidemment que, pour les européennes, M. Veil obtienne plus de voix que celles, additionnées, des socialistes et des communistes.

En outre, M. Chirac occupe le champ laissé libre par la méditation littéraire de M. Giscard d'Estaing et par l'alignement pris par M. Barre. Pic de la Mirandole du débat politique, le président du RPR a répondu à tout et régit sur chaque sujet, quitte parfois à devoir reculer sur un. C'est ainsi qu'après avoir, au micro de RMC, dénoncé « la mainmise du pouvoir socialiste et communiste sur le cerveau de nos enfants », il emboîte, tardivement, le pas à la gauche et demande un collectif budgétaire en faveur de l'enseignement public.

Mais le président du RPR s'efforce désormais de doser ses réactions et de maîtriser sa spontanéité, pour ne pas courir le risque de paraître « agité ». M. Chirac se tient aujourd'hui au premier rang des adversaires de la majorité. Cette place lui est d'ailleurs accordée par les leaders de la majorité elle-même. A l'accusation lancée contre lui par M. Marchais, puis par M. Mauroy, d'incarner le « droit autoritaire », M. Chirac a répondu en dénonçant les menaces que la gauche ferait courir aux libertés. Il en a fait son thème favori pour contester presque tous les aspects de la politique du pouvoir.

M. Chirac en est maintenant à inverser à son profit la distinction que la gauche a toujours utilisée contre la droite, en opposant les libertés formelles aux libertés réelles. Le thème, dans la situation actuelle, lui paraît favorable.

ANDRÉ PASSERON.

Critiques tous azimuts

Invité de l'émission de France-Inter, « Face au public », le lundi 19 mars, M. Jacques Chirac a démenté avoir jamais parlé de l'« école publique socialiste-communiste ». A propos de l'enseignement catholique, il a fait remarquer que l'enseignement catholique n'était pas le seul en cause et estimé que les dernières propositions de M. Savary « ne constituent pas une chance historique mais un compromis, que l'on peut passer ou non selon qu'il apparaît acceptable aux parents d'élèves », ajoutant : « Je me méfie des compromis qui ne rappellent un peu la méthode qu'utilisait Khrouchtchev lorsqu'il disait, paraît-il, à Kennedy : « Ce qui est à moi est à moi, ce qui est à toi est négociable ». Les pouvoirs publics ont reculé par rapport à leurs positions initiales qui étaient absurdes, mais cela n'est pas encore suffisant. »

M. Chirac a ajouté : « Parallèlement à la liberté pour l'enseignement privé, je suis pour le développement de l'école publique. Ce qui fait du mal à l'enseignement public, c'est l'abus de réglementation qu'impose l'Etat et certaines organisations syndicales. Le gouvernement est en train de massacrer l'enseignement public. Il y a urgence à renforcer les moyens de cet enseignement et je vais demander pour cela un collectif budgétaire. Le gouvernement a créé des emplois de fonctionnaires qui ne servent à rien, mais pas assez dans les secteurs prioritaires que sont la police, l'enseignement et la santé. »

M. Chirac a alors insisté sur la « situation dramatique » de la police parisienne face à l'augmentation de la délinquance. Il a rappelé que depuis plusieurs années il existait à trois mille le nombre des poli-

ciers supplémentaires nécessaires dans la capitale.

Parlant des problèmes européens, il a estimé que « si la Grande-Bretagne n'acceptait pas les règles communautaires, elle devrait se mettre en congé de la communauté agricole pour quelque temps. Elle n'appartient pas au système monétaire européen et celui-ci fonctionne cependant. Il faut lui donner le temps de s'habituer à l'Europe. »

Pour ce qui est de la production laitière, il a affirmé : « Ce n'est pas un acte courageux de porter un coup rude à une des rares ressources de la France et de limiter la production dans un monde où la pénurie existe. »

Interrogé sur le comportement du président de la République à l'égard de l'école, de la reconstruction industrielle, M. Chirac a répondu : « Il est contraint par la réalité, après avoir fait un certain nombre de bêtises, à reculer les pots cassés. Mais je ne crois pas à un réel changement de politique. A propos du rôle de la France au Liban et au Tchad, il a jugé : « Une fois de plus, M. Mitterrand s'est fourvoyé dans une impasse dont la France ne peut sortir qu'à reculons. »

Enfin M. Chirac a reconnu que l'opposition n'avait pas de programme commun car « on voit ce qu'ils donnent », ajoutant : « Aujourd'hui, elle possède quelques objectifs communs et elle tient prêt un plan de redressement immédiat dans le cadre d'une stratégie à long terme. Je suis en désaccord avec le gouvernement sur deux points : sa gestion étatique, bureaucratique et incompétente et le danger de remise en cause de nos libertés. »

M. GISCARD D'ESTAING : trois idées simples pour l'Europe

Lundi soir 19 mars, l'UDF a choisi d'offrir son temps de parole sur TF 1 - dans le cadre des émissions réservées aux partis politiques - à M. Giscard d'Estaing. Interrogé par trois jeunes militants du PR, du CDS et du Parti radical, l'ancien président de la République a consacré son propos à l'Europe. « Il faut proposer aux Européens des choses concrètes, des choses qui touchent la vie et pas simplement des textes ou des institutions », a-t-il notamment déclaré, avant d'exposer trois idées déjà présentes dans son livre 2 Français sur 3 : l'élection du président du conseil européen au suffrage universel ; « Si les Européens avaient à élire le président du conseil européen, ils voteraient tous ensemble sur les mêmes noms, alors que, pour les députés, chacun va élire séparément des députés nationaux », a-t-il expliqué. Il a jugé que « le conseil européen pourrait avoir progressivement un pouvoir de législation », car, selon lui, « beaucoup de sujets économiques et sociaux sont traités en fait à l'échelon européen ».

Deuxième idée de M. Giscard d'Estaing, la monnaie. « Pourquoi n'utiliserait-on pas en Europe les monnaies nationales et l'ECU ? Je propose une chose très simple : que l'on décide l'année prochaine de faire un concours pour la fabrication de l'ECU, qu'on ait un billet européen (...) ».

Troisième idée : la suppression des frontières douanières. C'est, selon M. Giscard d'Estaing, « une question de volonté ».

L'ancien président de la République a, d'autre part, remarqué que « la politique agricole commune fait partie de la construction européenne. On ne peut pas freiner la production agricole générale de l'Europe, on peut exporter davantage. Il faut trouver des procédures qui soient bien adaptées à l'écoulement des productions ».

« L'HUMANITÉ » : les communistes ont, eux aussi, des problèmes de conscience

M. Claude Cabanes, nouveau rédacteur en chef de l'Humanité, revient, mardi 20 mars, dans le quotidien du PCF, sur les propos tenus dimanche par M. Jean Poperey, le numéro deux du PS, rappelé-t-il, avait estimé que la conclusion des négociations entre le gouvernement et les responsables de l'enseignement privé pose un « problème de conscience » aux socialistes (Le Monde du 20 mars).

« Nous le partageons et nous le comprenons », écrit M. Claude Cabanes. Aussi nous paraît-il peu cohérent d'entendre, dans le même mouvement, Jean Poperey s'inquiéter des « dérives de langage » des dirigeants communistes et les inviter à « être pleinement solidaires », quand leur conscience est heurtée par les fermetures d'écoles, la stagnation du pouvoir d'achat ou les menaces angoissantes pour les petits exploitants agricoles. »

Le rédacteur en chef de l'Humanité ajoute : « De quel droit s'agit-il quand il s'agit de la République communiste et des motivations transcendant nos frontières ? Un ambassadeur s'est déjà risqué à des analyses politiques, qui lui avaient valu des remontrances officielles du premier ministre. Devrait-il convoquer aussi Jean Poperey ? »

Selon M. Claude Cabanes, pour battre l'opposition aux élections européennes, « il ne suffit pas d'appeler aux valeurs, aux idéaux ou au passé. Pour reconstruire l'élan populaire victorieux, un seul moyen : s'attaquer aux grands problèmes qu'affronte le pays, entreprendre de les résoudre, comme la gauche s'y était engagée en 1981. »

EN BREF

reux, souhaite lui substituer « une proportionnelle départementale » avec un seuil d'éligibilité plus élevé.

● M. Courrière et les harkis de Saint-Etienne. — M. Raymond Courrière, secrétaire d'Etat aux rapatriés, a reçu, lundi 19 mars, à Carcassonne (Aude), une délégation des six Français musulmans de Saint-Etienne qui avaient observé, du 9 au 16 mars, une grève de la faim (Le Monde daté 17 mars et 18-19 mars). Au terme de l'entrevue, M. Courrière a indiqué qu'un « dispositif arrêté en commun

accord sera mis en place prochainement » pour faire face aux difficultés rencontrées par les harkis et leurs familles dans la Loire et à Saint-Etienne.

● LE FRONT NATIONAL : IMMIGRATION ET PCF. — Décidé à continuer sa « campagne pour inverser le courant d'immigration », le Front national (extrême droite) a demandé, mardi 19 mars, l'organisation d'un référendum sur la politique du gouvernement en matière d'immigration. D'autre part, la formation que préside M. Jean-Marie Le Pen, publie un Petit Guide des communistes bien placés et influents et de leurs amis.

Le groupe AGIRS (rocardien) veut « rénover » la gauche

Les socialistes rocardiens « dissidents », membres du groupe AGIRS, ont rendu public, jeudi 15 mars, une brochure intitulée *Nous au travail* sous le pseudonyme collectif « les Graques », par lequel ils avaient signé le premier ouvrage présentant leurs thèses (Le Monde du 15 août 1983), entendant présenter dans cette brochure « quelques idées fortes (...) pour gagner en 1986 ».

Les né-rocardiens, dont M. Lionel Jospin, premier secrétaire du PS et M. Jean Poperey, numéro deux du parti, avaient critiqué la démarche, lors du comité directeur des 10 et 11 mars (Le Monde du 13 mars), ont réaffirmé, en présentant leur brochure, que, selon la formule de M. Alain Richard, député du Val-d'Oise, « le centre de gravité de l'idéologie » de la gauche doit « se déplacer », mais ils ont aussi, affirmé par la voix de M. Mario-Noël Lionemann, membre du bureau exécutif du PS, candidate sur la liste du parti pour les élections européennes : « Nous voulons que vive l'affrontement droite-gauche, nous ne succomber ni à la tentation du repli sur la vieille gauche ni à la tentation de faciliter la remonte d'un pseudo-centre. (...) Il y a des raisons sociales et politiques aux diverses manœuvres pour constituer ce centre intouchable. (...) Parce qu'entre le discours dominant de la gauche politique et les préoccupations quotidiennes (...) le fossé se creuse, et il est bien connu que la nature a horreur du vide. (...) L'autre impasse (...) serait la persistance d'un discours visant à conforter la rassurer la « base naturelle » de la gauche... Mais de qui parle-t-on ? »

De celle de 1971 ou de celle de 1981 ? (...) pendant que certains se délectent autour des thèmes : laïcité, avions renifleurs, projet de loi sur la presse, la plupart des citoyens qui avaient voté pour « changer la vie » ne se reconnaissent plus dans la gauche au pouvoir (...) il y aurait gros à craindre que la situation n'aboutisse à un certain partage des rôles. Le Parti socialiste, campé sur ses textes et ses dogmes, déserterait définitivement le terrain de la réalité sociale. Une autre gauche, un centre, à moins que ce ne soit un centre-gauche, s'emparerait de l'espace politique qui est à prendre, se porterait sur le terrain du réalisme. A eux le réalisme. A nous l'idéologie. »

Les Graques affirment ensuite que « l'Union de la gauche (...) est (...) bien le socle irremplaçable de tout rassemblement des forces sociales impliquées dans le changement, même si ces forces peuvent et doivent encore être élargies (...) ». L'idée que la transformation sociale pourrait se poursuivre avec des alliances de renouveau gravement les réalités politiques et sociales françaises. »

Pour les auteurs du texte, c'est « la radicalisation à contretemps [qui] ouvre la porte au centre ». Les partis de gauche, estiment-ils, n'ont pas su s'adapter à leur nouvelle situation majoritaire. (...) Un parti d'opposition peut se permettre le luxe de parler d'abord à ses militants (...) Les contraintes d'un parti de la majorité sont d'un tout autre ordre (...) Les partis de la majorité doivent (...) se montrer prioritairement soucieux de rassembler les Français avant de rassembler leurs propres militants. »

Le maire de Mende (UDF) mis en cause par les élus de la majorité dans une affaire d'adjudication

De notre correspondant

Mende. — Un maire a-t-il le droit de passer un marché public avec une société dans laquelle il détient des parts ? S'agit-il d'un délit d'ingérence tombant sous le coup de l'article 175 du code pénal (1) ? Ce sont les questions que posent les élus du PS et du PC qui exigent au conseil municipal de Mende, présidé par le Dr Jean-Jacques Delmas (UDF), vice-président du conseil général de la Lozère et suppléant du député Adrien Durand (CDS).

M. Delmas a participé, en avril 1982, à la création de la SARL Bât-Gévaudan, dont il détient 24 % du capital social (48 parts sur un total de 200). Le 3 octobre 1983, le maire de Mende, qui participait aux travaux du bureau des adjudications, assista à l'ouverture des plis et signa le procès-verbal d'appel d'offres. L'entreprise Bât-Gévaudan, la moins disante, obtint un marché de 204 000 F.

« Pour quelle raison les résultats de cet appel d'offres n'ont-ils pas été communiqués au conseil municipal ? Pourquoi ne pas avoir indiqué les noms des entreprises sur ce chantier ? », demandent M. Raymond Fabre (PS), qui conduisait à Mende la liste de la majorité aux dernières élections municipales. M. Fabre déplore que « les élus de la gauche aient été écartés du bureau des adjudications, alors qu'ils y étaient admis sous la précédente municipalité UDF ».

Après avoir qualifié de « mesquine » l'attitude de ses opposants, le docteur Delmas a déclaré devant le conseil municipal : « J'ai demandé à M. Lacaze, le gérant de Bât-Gévaudan, de ne pas faire partie de cette société lorsque j'ai été élu maire. C'est vrai que les parts étaient un peu. Je cède mes parts au beau-père de M. Lacaze. »

Le docteur Delmas a précisé, lundi 19 mars : « Cet argent, je l'ai offert en tant que dirigeant du club de rugby pour sortir du chômage technique M. Lacaze, notre entraîneur-captaine. Ces modestes capitaux (4900 F) ne m'ont jamais rapporté un centime et ne m'en rapporteront jamais. »

Les sept conseillers municipaux de la gauche ont alerté le commissaire de la République de la Lozère et s'apprêtent à effectuer la même démarche auprès du procureur de la République à Mende. A la préfecture de la Lozère, on précise lundi 19 mars que « sur le plan de la stricte légalité, la procédure d'appel d'offres et les dispositions du Code des marchés publics ont été respectées. Aucune observation n'a été faite au maire de Mende. En effet, l'administration ne pouvait pas connaître la situation du docteur Delmas vis-à-vis de la société Bât-Gévaudan. »

JEAN-MARC GILLY.

M. JOSPIN ET LE SOSIE DE M. PIERRE-BLOCH

M. Lionel Jospin, député du dix-huitième arrondissement de Paris, premier secrétaire du PS, a été condamné, le 19 mars, à 1 000 F d'amende et à 1 F de dommages-intérêts par la 17^e chambre correctionnelle de Paris pour diffamation envers M. Jean-Pierre Pierre-Bloch, maire adjoint dans le même arrondissement. Il devra aussi faire insérer à ses frais des extraits du jugement dans trois journaux au choix de la partie civile.

Dans une lettre adressée en juin 1983 aux habitants du quartier de la Goutte-d'Or, M. Jospin avait accusé M. Pierre-Bloch d'avoir incité les policiers, manifestant le 3 juin contre le gouvernement, à franchir les barrières établies par leurs collègues à proximité de l'Élysée. Or si l'antenne 2 avait diffusé un reportage montrant effectivement un individu agissant de la sorte au cours de cette manifestation, il ne s'agissait que d'un sosie de M. Pierre-Bloch.

La préparation des élections européennes

M. VITEZ SOUTIEN M. FISZBIN

M. Antoine Vitez, directeur du Théâtre national de Chaillot, qui avait quitté le PCF en janvier 1980, a décidé de soutenir la liste des « communistes démocrates et unitaires », conduite par M. Henri Fiszbin aux élections européennes du 17 juin prochain.

« Quel que soit le succès de la campagne — dont le résultat électoral donnera la mesure chiffrée, — je ressens la nécessité de prendre position publiquement, au regard de ce qui fut (et reste) ma famille politique, et de la situation en général dans le pays », écrit M. Vitez dans une lettre publiée par *Rencontres communistes hebdo* (daté 15 mars).

« Je pense que le témoignage est indispensable : le silence serait coupable, ajoute-t-il. Il s'agit pour moi d'affirmer ma confiance en un courant d'idées à la fois révolutionnaire et démocrate — ces deux termes ne doivent pas être antagonistes. Au-delà du témoignage, cependant, je ne puis m'empêcher de penser aux conséquences considérables que pourrait avoir le succès ; je ne puis m'abstenir d'en grossir les chances. »

● Le PSU et M. Fiszbin. — Une déléguée du PSU, conduite par M. Serge Depaquit, secrétaire national, et une déléguée de *Rencontres communistes*, conduite par son président, M. Henri Fiszbin, ont décidé, dimanche 18 mars, d'engager ensemble les recherches nécessaires, afin de déterminer s'il est possible d'ajouter les forces des deux listes, dans la clarté politique et en conservant à chacune d'entre elles sa spécificité, pour être sûr d'avoir, des deux PSU, d'une part, et communistes démocrates et unitaires, d'autre part, au Parlement européen. »

CANDIDATE, M^{me} FONTAINE QUITTE LE SECRÉTARIAT GÉNÉRAL DE L'ENSEIGNEMENT CATHOLIQUE

M^{me} Nicole Fontaine, candidate au titre du CDS sur la liste d'union de l'opposition pour les élections européennes, a démissionné, vendredi 16 mars, de son poste de déléguée au secrétariat général de l'enseignement catholique. M^{me} Fontaine explique notamment, dans un communiqué, que sa « candidature (...) garde un caractère personnel et ne saurait engager l'enseignement catholique ». M^{me} Fontaine déclare avoir renoncé à son mandat « afin que la distinction des engagements soit affirmée et reconnue et que ma candidature ne puisse pas être exploitée par ceux qui nous sont hostiles ». M^{me} Fontaine conclut : « Le renouvellement du Parlement européen doit permettre de souligner la dimension européenne de la liberté d'enseignement. » M^{me} Fontaine nous a déclaré que sa candidature au Parlement européen lui permettrait de « prolonger [son] combat pour la liberté ».

Le chanoine Paul Guibert, secrétaire général de l'enseignement catholique, a « pris acte », le même jour, de la candidature de M^{me} Fontaine et accepté sa démission.

M^{me} Nicole Fontaine avait déjà été candidate sur la liste de M^{me} Simone Veil aux élections européennes de 1979. Cette proposition lui avait été faite par M. Giscard d'Estaing, « pour que la liberté d'enseignement soit représentée sur cette liste parmi les courants de pensée importants de la vie nationale ». M^{me} Fontaine, qui était alors secrétaire générale adjointe de l'enseignement catholique, figurait en trente et unième position sur la liste et n'avait pas été élue. Sa candidature avait provoqué des remous au sein de l'enseignement catholique.

● La France et les Caraïbes. — M. Gilbert Bochet, nommé au début du mois ambassadeur à Sainte-Lucie (Le Monde du 8 mars), représentera également la France dans la République caribéenne voisine, Saint-Vincent-et-Grenadine, annonce le Journal officiel du 20 mars.

Lisez LE MONDE diplomatique

COLLECTION DU GRAL (CNRS)

Derniers titres parus :

— Annuaire des Collectivités locales — Edition 1983

— Le développement décentralisé

27, place Dauphine, 75001 PARIS - 26, rue Soufflot, 75005 PARIS

CCP PARIS 6509 F

Toutes commandes doit être accompagnées de son montant



OISE
OXFORD INTENSIVE
SCHOOL OF ENGLISH
agréée par le British Council
21, rue Théophraste Renaudier
75005 PARIS (14^e) 533.12.02
du 9h 30 à 19h 30 - 102 à 1102

L'ANGLAIS EN ANGLETERRE

Collégiens - Lycéens :
• matin : 15 H de cours par semaine - groupes de 8 élèves maximum - professeurs britanniques
• après-midi : tennis, équitation, golf, natation, voile, planche à voile.

مكتبة الأمل

LES MUTATIONS A LA PRÉFECTURE DE POLICE DE PARIS

Le cas Genthial

Des policiers dénoncent la « mutation-sanction » du patron de la brigade criminelle

« Limogeage », « mutation-sanction », « climat malsain »... Les policiers comprennent pas la mutation brutale et sans préavis de M. Jacques Genthial, chef de la brigade criminelle de la police judiciaire parisienne. Aucune justification, affirment les organisations syndicales, ne leur a été donnée de ce qui apparaît bien comme une condamnation de l'action du « patron », depuis 1982, de la plus prestigieuse des brigades du Quai des Orfèvres. En effet, les deux autres députés de la PJ parisienne, ceux de MM. André Solères, directeur adjoint, et Serge Devos, chef de la brigade de répression du banditisme (BRB), sont accompagnés de promotions — respectivement comme inspecteur général et comme contrôleur général — et font partie d'un mouvement d'ensemble. Quatre autres hauts fonctionnaires, qui restent à leur poste sans renseignements généraux ou à la direction de la surveillance du territoire, bénéficient en même temps de promotions de grades (1). Rien de tel dans le cas de M. Genthial.

Pour la première fois dans son histoire, c'est à l'unanimité que les personnels de la brigade criminelle, commissaires, inspecteurs et enquêteurs mêlés, ont adopté, lundi 19 mars, une motion de solidarité avec leur « patron ». M. Genthial, affirmant-il, « a obtenu des résultats excellents aussi bien dans le domaine du terrorisme que dans celui du droit commun ; il est parvenu à gagner la confiance des magistrats pour le service, il a l'estime de son personnel, de ses collaborateurs et de tous les services avec lesquels il travaille chaque jour ; il est discret et réservé dans le déroulement des enquêtes qu'il dirige ; aucun des dossiers dont il a la charge ne peut être critiqué dans sa rigueur et son objectivité ». Estimant « injuste », en « limogeage », les personnels de la brigade criminelle demandent « à connaître les raisons de ce départ. Ne pas les révéler, déclarent-ils, nous ôterait toute confiance en notre hiérarchie ».

Le Syndicat des commissaires de police parle, pour sa part, de « véritables mutations-sanctions », dont il affirme ignorer « les véritables motifs » et s'étonne que l'on jette « trouble et suspicion » à l'encontre de la brigade criminelle. Même réaction au Syndicat national autonome des personnels en civil (SNAPC), qui estime qu'« en gardant le silence sur cette mutation incompréhensible nos dirigeants entretiennent un climat malsain au sein du fonctionnement du service public ».

Les magistrats aussi s'interrogent. Ainsi que l'illustre le vote signé par des juges d'instruction parisiens, ayant en charge la plupart des dossiers difficiles en matière de terrorisme ou de banditisme (lire d'autre part), la mutation de M. Genthial aura permis d'assister à une « première » : la justice prenant la défense d'un « grand flic ».

En tant que ministre de l'Intérieur, on se refuse toujours à commenter cette décision. Un certain embarras y est sensible. Il semble bien que le départ de M. Genthial a été provoqué à la demande de M. Guy Fougier, préfet de police de Paris, et de M. Gilles Ménage, directeur adjoint du cabinet de M. François Mitterrand, plus spécifiquement chargé des problèmes de police.

L'EXPLOSION DE BIARRITZ

L'enquête policière s'oriente vers le GAL

L'homme qui se trouvait au volant de la R-18 piégée, stationnée rue Victor-Hugo, en plein centre de Biarritz, a été décapité par l'explosion de ce véhicule lundi 19 mars à 13 h 55 (nos dernières éditions). Il sera très difficile à identifier. Le permis de conduire retrouvé sur les lieux appartenait en fait à un fonctionnaire espagnol vivant à Madrid, et la voiture, qui portait une fausse plaque d'immatriculation, avait été volée il y a un mois près de Bordeaux.

Les enquêteurs pensent toutefois que la victime serait le possesseur d'un système de mise à feu par télécommande a été découvert dans les débris de la R-18, et l'explosion se serait produite durant sa manipulation.

L'attentat était, de toute évidence, dirigé contre les réfugiés basques espagnols, qui sont nombreux dans ce quartier de Biarritz, et qui ont l'habitude, nous signale notre correspondant Philippe Excheverry, de fréquenter les cafés de la rue Victor-Hugo à cette heure de la journée. Aussi les recherches policières s'orientent-elles principalement vers les milieux clandestins du

Ce mouvement de fonctionnaires, prévu depuis une quinzaine de jours, a néanmoins été réalisé dans la précipitation : les noms des successeurs de MM. Devos, à la BRB, et Marcel Morin, à la brigade des stupéfiants et du proxénétisme (BSP), n'étaient toujours pas arrêtés mardi matin. Les candidats du directeur de la police judiciaire parisienne seraient M. Raymond Mertz, actuel chef de la deuxième division de police judiciaire parisienne, pour la BRB, et M. Olivier Foll, actuel chef du service départemental de police judiciaire de Seine-Saint-Denis, pour la BSP. Le ministère de l'Intérieur n'aurait pas encore donné son accord.

(1) MM. Jean Baklouti (DST), Pierre Bergeret (RG), Pierre Clerc (RG) et René Paury (IGPN).

« Une décision injuste »

Huit juges d'instruction du tribunal de Paris, spécialistes des affaires criminelles, ont rendu publique, le 20 mars, la déclaration suivante.

Avec brutalité sans appel et raison avouée, le commissaire divisionnaire Jacques Genthial a été muté. Pourquoi ?

Nous ne comprenons pas cette décision et nous sommes choqués par sa soudaineté.

De par nos fonctions, nous sommes appelés quotidiennement à travailler avec les fonctionnaires de la brigade criminelle. Ainsi, depuis dix-huit mois, nous avons pu apprécier les qualités professionnelles du commissaire Genthial. Il avait su rassem-

bler autour de lui une équipe homogène, dynamique, qui avait restauré entre la police judiciaire et les magistrats instructeurs des relations de travail confiantes et fructueuses. Pourquoi, dans ces conditions, muter une telle équipe ? La police judiciaire doit demeurer à l'avant-garde des recherches et des recherches personnelles. La lutte contre la criminalité et le terrorisme suppose sérieux et continuité. Nous déplorons cette décision injuste.

Jean-Louis Bruguère, Yves Corniloup, Jean-Louis Dabry, Claude Grallier, Bruno Laroche, Claudine Le Chanu, Alain Verlaque, Jean Zamponi.

LE RAPPORT DE M. FOUQUIER SUR L'INSUFFISANCE DES EFFECTIFS

M. Chirac applaudit, M. Sarre est sceptique

« Rigoureux et lucide... » Tels sont les qualificatifs dont M. Jacques Chirac a gratifié le constat dressé par le préfet de police de Paris, M. Guy Fougier, à propos de l'insuffisance des effectifs policiers dans la capitale. « Je forme le vœu qu'il soit entendu », a ajouté le maire de Paris en soulignant qu'il demandait lui-même depuis longtemps une augmentation des effectifs de trois mille hommes. Cela lui paraît d'autant plus nécessaire que les commissions de sécurité, qui sont en cours de création dans les arrondissements, établissent, selon lui, « des bilans particulièrement dramatiques et se font l'écho des Parisiens que la montée de la petite et moyenne délinquance inquiète ».

« Rapport de routine », estime M. Georges Sarre, président du groupe socialistes au conseil municipal. « Depuis 1981, indique le député de Paris, nous avons augmenté les effectifs de la police parisienne de deux cent cinquante unités. Il est sans doute nécessaire de continuer dans cette voie, mais même si on engageait trois mille hommes de plus, la sécurité n'en serait guère améliorée. Pour traiter le problème au fond, il faut faire de la prévention plutôt que de la répression. C'est-à-dire créer des zones, construire du logement social, réduire le chô-

mage, renforcer l'éclairage urbain. Il faut aussi édifier des logements pour les policiers parisiens. Voilà ce que devrait faire M. Chirac au lieu d'entretenir des polémiques partiales ».

« Rapport de routine », estime M. Georges Sarre, président du groupe socialistes au conseil municipal. « Depuis 1981, indique le député de Paris, nous avons augmenté les effectifs de la police parisienne de deux cent cinquante unités. Il est sans doute nécessaire de continuer dans cette voie, mais même si on engageait trois mille hommes de plus, la sécurité n'en serait guère améliorée. Pour traiter le problème au fond, il faut faire de la prévention plutôt que de la répression. C'est-à-dire créer des zones, construire du logement social, réduire le chô-

Cet attentat a provoqué émotion et colère chez les riverains : le souffle de l'explosion a brisé toutes les vitres dans un rayon de 100 mètres, un passant a été légèrement brûlé, et la façade de la maison devant laquelle était garée la R-18 a été partiellement détruite.

« L'explosion d'une voiture à Paris — Paul Hanzler, vingt-six ans, l'homme gravement blessé lundi 19 mars, rue François-Miron à Paris, dans l'explosion d'une voiture, tentait d'y installer un engin explosif. Les policiers estiment que le propriétaire de la voiture, M. Charles Exelb, connu de la justice pour diverses affaires de vol et de proxénétisme, était sans doute visé dans le cadre d'un règlement de comptes.

Le poids des archaïsmes

travail accompli par ceux qui existent : à Paris, en tout cas, la haute administration ne varie guère dans ses façons de penser la transformation d'une police en quête d'identité.

Il est traditionnel qu'un préfet de police critique le « toujours plus » des syndicats, comme le fait M. Fougier qui les juge « plus soucieux des intérêts de leurs adhérents que de la bonne marche du service public ». Mais la cohérence voudrait que l'administration policière abandonne ces autres « toujours plus » qu'elle affectionne : toujours plus de discipline et d'esprit de corps, à l'encontre notamment d'une justice pourtant censée contrôler la police judiciaire ; toujours plus d'effectifs enfin, tandis que, de rapports en inspections, l'on s'accorde à dire que les personnels sont mal employés.

En ces différentes rubriques, le préfet de police de Paris est conforme aux habitudes. La modernité supposerait des réponses plus imaginatives. Comment, en ces temps d'austérité, accroître la rentabilité des effectifs policiers existants ? Comment rapprocher et faire mieux se connaître justice et police, deux institutions condamnées à travailler ensemble ? Comment définir une politique d'information, les médias étant d'inévitables acteurs de la sécurité ?

De ces trois questions, celle de l'utilisation des effectifs est la plus technique. Car les chiffres bruts créent ici des perspectives en trompe-l'œil. Le rapport adressé le 15 février au ministre de l'Intérieur par le préfet de police de Paris est d'un genre classique : chaque année, à quelques mois des sorties des promotions des écoles de gardiens de la paix, Paris fait pression pour n'être pas lésé lors de la répartition avec la province, la police de l'air et des frontières et les CRS. M. Fougier peut raisonnablement souligner l'hémorragie — évaluée à 1 100 policiers en 1984 — provoquée par le désir de ceux-ci, majoritairement d'origine provinciale, de « vivre et travailler aux pays ».

En juillet 1983, il nous livrait d'autres chiffres prouvant que les effectifs de la capitale n'avaient guère bougé en dix ans : 13 350 en mai 1972, 13 450 en juin 1983. L'horaire hebdomadaire ayant, durant la même période, chuté selon lui d'une dizaine d'heures, il évaluait le déficit à 135 000 heures fonction-

naires par semaine et à 6 millions d'heures/fonctionnaires par an !

A l'époque, soulignant le contexte de rigueur budgétaire (un policier coûte de 100 000 à 140 000 francs par an), le préfet de police estimait qu'il fallait d'abord « améliorer les techniques d'emploi », rechercher « la meilleure efficacité, rentabilité du policier ». Aujourd'hui, sa perspective semble différente puisqu'il ramène l'efficacité à un problème de nombre et n'exclut pas un conflit social avec les personnels en bloquant toutes les demandes de mutation.

Si l'argument plaide au maire de Paris qui réclame 6 000 policiers supplémentaires, il est cependant peu imaginaire : plus de policiers pour faire quoi ? Car il n'est pas certain que les missions actuelles et les structures de la police parisienne répondent aux exigences du moment.

« Le vrai problème qui reste à régler, est bien celui de l'adaptation des structures et des effectifs de la sécurité publique aux missions chaque jour plus complexes et plus diversifiées qu'elle doit assumer dans une ville comme Paris ». Cette conclusion est celle d'un rapport de l'inspection générale de l'administration (IGA) de septembre 1983 sur l'utilisation des personnels en tenue à des « tâches indues ». On y apprend que, chaque jour, 66 gardiens sont immobilisés par les escortes de détenus et 253 par leur garde dans les hôpitaux, qu'au moins 662 sont employées quotidiennement à des gardes statiques et que 418 sorties d'écoles sont à leur charge.

Autant de tâches qui pourraient être logiquement assurées par d'autres administrations — pénitentiaire, gendarmerie mobile, municipalité. De plus, constatait l'IGA,

« Trois nouveaux associés à l'Académie des sciences... Trois associés étrangers ont été élus, lundi 19 mars, dans les disciplines des sciences pour l'Université à l'Académie des sciences : M. Paul Ledoux, astrophysicien, ancien professeur à l'université de Liège et à l'université libre de Bruxelles (Belgique), connu pour ses travaux sur la structure interne et l'évolution des

318 gardiens — dont 10 au cabinet du préfet de police — devraient pouvoir être détachés des tâches administratives qu'ils occupent indûment et remis sur la voie publique.

A ces contraintes, s'ajoute une spécialisation excessive au détriment du « service général » et de la polyvalence policière qu'attend la population : une partie du personnel parisien (54 %), est versée dans des unités spécialisées, avec ce que cela entraîne comme « course au chiffre », au nombre d'affaires réalisées — ou provoquées — plutôt qu'au contact avec la population.

L'équipement informatique des commissariats, comme dans une vingtaine de villes de province, pourrait éviter l'encombrement « papérasier » et obliger les personnels à rester sur la voie publique sans avoir à revenir dans leurs locaux pour dresser procès-verbal. De même, l'utilisation de la vidéo pourrait réduire les gardes statiques. Enfin, le recrutement prioritaire de policiers parisiens pour Paris pourrait combattre la fuite vers la province et la sous-qualification des « flics » de la capitale.

Autant de questions plus complexes que les simples revendications quantitatives. Complexe comme l'est la police judiciaire, qui ne saurait se commander au doigt et à l'œil, tels les renseignements généraux, complexe comme l'information, qui suppose d'accepter les risques d'une certaine transparence. Les mutations arbitraires et les cris d'alarme sont-ils la bonne solution quand, comme l'actuel préfet de police de Paris, on a été nommé, après les manifestations du 3 juin 1983, pour calmer le jeu ?

EDWY PLENEL

« Trois nouveaux associés à l'Académie des sciences... Trois associés étrangers ont été élus, lundi 19 mars, dans les disciplines des sciences pour l'Université à l'Académie des sciences : M. Paul Ledoux, astrophysicien, ancien professeur à l'université de Liège et à l'université libre de Bruxelles (Belgique), connu pour ses travaux sur la structure interne et l'évolution des



University Studies in America Inc.

Une importante organisation universitaire américaine vous offre la possibilité de faire un an d'études dans une grande université US (celle que vous voulez) avant votre année de licence (ou de maîtrise) ou de doctorat ou d'engager un cycle complet de préparation au « Bachelor » ou « Master » ou au « Ph. D. » CALIFORNIE, FLORIDE, MIDDLE WEST, NORTH EAST. USA-French-Office, 57, rue Charles-Lafitte, 92200 Neuilly. 722.94.94.

LE MÉTRO VOUS FAIT DES VACANCES.

Les régions françaises sont à Auber, Nation et Miromesnil.

A AUBER, C'EST LE FOLKLORE ! Les échassiers landais, les alsaciens, les auvergnats et leurs conteurs, les francs-comtois, les rockers picards, les provençaux, les confréries vineuses, la gastronomie de Loir-et-Cher et les périgourdins de Paris ; tous sont là.

À NATION, ON TRAVAILLE DANS LA JOIE. Sculpteur de marionnettes, artisan du cuir, conteurs et ménestriers s'exécutent devant vous. Les marionnettes picardes font les 400 coups. Vive le Pas-de-Calais, vive la Picardie, vive le Poitou-Charentes !

À MIROMESNIL, venez vous lécher les babines avec le boudin, les pâtés et tartes de Loir-et-Cher (le 21 à 15 h). Admirez les santons de Provence, la fresque des beaux-arts de Dijon (Bourgogne), la cabine de bain de Cabourg et le musée de Caen (Normandie). Les cigognes d'Alsace.

Du 20 au 24 mars de 15 h à 19 h, le métro vous met au vert. Profitez-en.



F. M. L.

COMITÉS RÉGIONAUX DE TOURISME

RATP

SOCIÉTÉ

Faits divers

Coup de stick

De notre correspondant

Strasbourg. — Un coup de baguette sur les mains d'un élève constitue-t-il un traitement dégradant ? La question va être examinée par la Commission européenne des droits de l'homme de Strasbourg. Le 13 mars, elle a déclaré recevable une requête qui d'autant plus symbolique qu'elle est britannique met en cause les châtiments corporels encore pratiqués dans les établissements scolaires du Royaume-Uni.

C'est en 1980 qu'une adolescente de seize ans, dont l'anonymat est préservé par la Commission, a été sanctionnée par le directeur de son école anglaise : un coup de baguette sur les poignets des mains. Plusieurs valseuses sanguines ont éclaté, et la collégienne s'est plainte de deux larges cloques sur les mains.

Une action en dommages et intérêts devant le tribunal du comté n'a pas abouti : le châtiment n'était ni disproportionné, ni inapproprié, ni disproportionné au regard du droit britannique. La jeune fille et sa mère n'en sont pas restées là.

Devant la Commission européenne des droits de l'homme, chacune a choisi son argumentation. La mère invoque l'article 2 du premier protocole à la Convention européenne des droits de l'homme, jugeant que les autorités britanniques ont re-

fusé de respecter ses convictions philosophiques en soumettant sa fille à un châtiment corporel. La fille estime que « ce traitement dégradant » est contraire à l'article 3 de la Convention elle-même. L'une et l'autre se plaignent de n'avoir pas trouvé de réponse auprès de la justice britannique.

Les représentants du gouvernement britannique, entendus à Strasbourg, contestent ces deux démarches : rien de « dégradant » dans cette sanction, disent-ils. D'autre part, les autorités ont formulé des propositions de réforme du droit interne pour mieux respecter les « convictions philosophiques » des parents sur les sanctions en milieu scolaire.

La saisine de la Commission européenne ouvre une nouvelle étape dans la procédure. Elle va d'abord rechercher un accord amiable entre les parties. En cas de succès, un rapport sera adressé au comité des ministres du Conseil de l'Europe. En cas de désaccord, la Commission rédigera un rapport motivé, jugeant s'il y a eu infraction ou non à la Convention européenne des droits de l'homme. Le comité des ministres tranchera alors, à moins que la Commission ou les parties ne saisissent la Cour européenne des droits de l'homme.

JACQUES FORTIER.

Aviation

VICTOIRE FRANÇAISE DANS LA PREMIÈRE TRANSATLANTIQUE

Les Français Pescarolo et Fourtich ont gagné dimanche 18 mars la première Transatlantique Paris-Libreville, réservée aux avions de tourisme à hélices, à bord d'un Piper Malibu Jeebe. C'est sur cet appareil d'un tout nouveau modèle (monomoteur de 310 ch volant à plus de 400 km/h.) que Pescarolo et Fourtich avaient récemment battu le record de la traversée de l'Atlantique New-York-Paris pour avions légers.

● Leconte qualifié au tournoi de Milan. — Le tennisman français Henri Leconte s'est qualifié, lundi 19 mars, pour le deuxième tour du tournoi de Milan, doté de 400 000 dollars, en battant l'Anglais Colin Dowdeswell (6-4, 6-3). Par contre, Guy Forget et Christophe Roger-Vasselin ont été éliminés respectivement par le Suédois Anders Jarryd (3-6, 6-3, 6-2) et par le Sud-Africain Johan Kriek (6-4, 6-1).

● Katarina Witt en tête aux championnats du monde de patinage artistique. — L'Allemande de l'Est Katarina Witt a gagné l'épreuve des figures imposées aux championnats du monde de patinage qui ont débuté le lundi 19 mars, à Ottawa. Elle devance la Soviétique Kira Ivanova et l'Allemande de l'Ouest Manuela Ruben.

EN BREF

Mourte au nunchaku

Un homme armé d'un fléau japonais (nunchaku) a tué, dans la nuit de samedi 17 à dimanche 18 mars, un administrateur de société, M. Bertch Mavian, soixante-trois ans. Ce dernier a été réveillé dans son appartement 2, rue des Dardanelles à Paris (17^e), et, selon les témoignages de sa femme et de sa fille, après une vive altercation avec un homme recouvert d'une cagoule qui s'était introduit sans effraction, il a été violemment frappé à la tête. M. Mavian est mort quelques heures plus tard des suites d'un traumatisme crânien à l'hôpital Bichat.

Grève de la faim dans les prisons corse

Bastia. — Afin de protester contre le transfert de prévenus dans des prisons du continent, plus d'une centaine de détenus des maisons d'arrêt d'Ajaccio et de Bastia ont commencé, lundi 19 mars, une grève de la faim illimitée. Au cours de ces derniers mois, en raison du manque de place dans les prisons insulaires mais, surtout, à cause de plusieurs évènements, cinquante-deux détenus incriminés dans des affaires de droit commun ou pour leur appartenance à l'ex-Front de libération nationale de la Corse ont été transférés à la prison des Baumettes à Marseille. Dix-huit d'entre eux, dont l'in-

struction est en cours, avaient annoncé la semaine dernière leur intention de commencer une grève de la faim pour protester contre ces « transferts injustifiés qui nous privent, disent-ils, de nos droits de défense ainsi que du droit de visite ».

La commémoration du 19 mars 1962

La cérémonie d'hommage aux morts de la guerre d'Algérie, organisée lundi 19 mars, à l'Arc-de-Triomphe par la Fédération nationale des anciens combattants en Algérie s'est finalement déroulée sans incident sérieux, malgré la présence d'une centaine de contre-manifestants contenus — et pour certains interpellés — par un important contingent de CRS.

Pour cette célébration, le président de la République — tout en estimant que « le choix de la date reste laissé à l'appréciation de chaque organisation » et « qu'aucune n'a un caractère officiel » — vient de décider que désormais « les pouvoirs publics seront représentés ».

Le sort de deux opposants marocains

Angers. — MM. Salmani et Ziad, de nationalité marocaine, qui devaient sortir, le 19 mars, de la mai-

son d'arrêt d'Angers pour être expulsés en direction du Maroc, ont finalement obtenu les délais dont ils avaient besoin. Ces militants du Mouvement de la jeunesse islamique, d'obédience sunnite, condamnés pour falsification et usage de passeports falsifiés, ont été admis au centre hospitalier après avoir absorbé des éclats de verre et s'être tailladé le corps dans leur cellule. Dans le cas contraire, ces deux opposants marocains auraient été reconduits à la frontière de leur pays.

Le préfet de Maine-et-Loire, M. Louis Morel, a usé des possibilités que lui donne l'article 35 bis de la loi du 29 octobre 1981, et a placé les jeunes Marocains en détention pour vingt-quatre heures, cette mesure pouvant être ensuite prolongée durant six jours par période de vingt-quatre heures, sur accord du président du tribunal correctionnel.

● Alerte à la bombe dans un avion de la compagnie UTA. — Le DC-10 Abidjan-Paris de la compagnie française UTA a dû se poser d'urgence, lundi 19 mars, à Alger, à la suite d'une alerte à la bombe, communiquée par téléphone au siège de la compagnie à Paris. La fouille de l'appareil n'a abouti à la découverte d'aucun explosif à bord et l'alerte n'a pas été revendiquée.

.ET ZIIP BERLITZ.



Pour apprendre une langue.
Et ZIIP. Les vacances commencent bien chez BERLITZ. Pour apprendre une langue étrangère, des cours semi-particuliers de 2 à 4 semaines au rythme de 3 heures par jour. Des cours dont les prix vous font aimer les langues étrangères.

3 et 4 élèves 1425 F TTC*

Alors, n'attendez pas pour faire ZIIP, dans une de nos écoles.

* Par élève et par semaine. (Matériel en supplément)

BOULOGNE: 60.15.10 CHAMPS-ÉLYSÉES: 720.41.80 LA DÉFENSE: 773.68.16 NANTON: 371.11.34 OPÉRA: 742.13.39 PANTHÉON: 331.98.77 SAINT-LAZARE: 522.22.23 SAINT-GERMAIN-EN-LAYE: 973.75.00 VERSAILLES: 950.08.70

PME ET PME

CHACQUE PME EST DIFFÉRENTE
ET IL LUI FAUT UN FINANCEMENT À SA MESURE.

10 ou 600 salariés, quelle que soit sa taille le Crédit d'équipement des PME finance votre PME.

Industrie, BTP, Commerce, Services, Tourisme, quel que soit son secteur d'activité le Crédit d'équipement des PME finance votre PME.

Agrandissement, équipement, modernisation, quel que soit l'investissement de votre

entreprise les concours du Crédit d'équipement des PME sont adaptés: • Prêts long terme à taux privilégiés • Crédits à moyen terme • Prêts participatifs • Crédit bail immobilier • Prêts spéciaux pour la transmission d'entreprise.

Ajaccio. Amiens. Annecy. Besançon. Bordeaux. Clermont-Ferrand. Dijon. Grenoble. Lille. Limoges. Lyon. Marseille. Metz. Montpellier. Nancy. Nantes. Nice. Noisy-le-

Grand. Orléans. Paris. Pau. Perpignan. Poitiers. Puteaux. Quimper. Reims. Rennes. Rouen. Strasbourg. Toulon. Toulouse. Quel que soit le lieu de votre investissement, l'une des 31 implantations régionales du Crédit d'équipement des PME peut vous proposer, en liaison avec les banques et les sociétés de caution mutuelle, le financement le mieux adapté à votre PME.



Crédit d'équipement des PME

UN FINANCEMENT
À LA MESURE DE CHACQUE PME

Délégation Régionale de l'Alsace - Finance

Un entre

Le PCF ré

qu'il adopte

L'Anglais

aux coule

de la vie

FS&L

LES ASSISTANTS

EST INADMIS

EST CONTRAD

EST PARADOX

EST INCONSE

EST ILLUSOIRE

Pour nou

ce projet es

CONTACTS

JOINT

4 place

مكتبة الامير

ÉDUCATION

LA QUERELLE SCOLAIRE

Un entretien avec le secrétaire général de la FEN

(Suite de la première page.)

« Quelles dispositions vous semblent inacceptables ? »
 « Pour la première fois, un texte officiel va plus loin que la loi Debré et Guéhenne, puisqu'il pose, en se référant à la Constitution, que la liberté d'enseignement s'assortit de la participation financière de l'État. »
 « Ensuite, le problème de la titularisation ne se règle pas de façon positive. Nous savons qu'il ne faut pas tout casser, qu'il faut prendre du temps, passer par des phases intermédiaires. Donc le fait de reporter la possibilité de titularisation à six ans, c'est bien. Mais pendant ces six ans, il aurait fallu poser une équivalence, par exemple, en offrant chaque année autant de possibilités de titularisation qu'il y a de recrutements nouveaux. Enfin, les modalités de gestion spécifique

« qui sont choquantes lorsqu'on se réfère au statut de la fonction publique — pouvaient être acceptées comme dispositions transitoires. Mais le transitoire nous semble devoir se prolonger indéfiniment. »
 « Quelles modifications faudrait-il pour que ces dispositions deviennent acceptables ? »
 « On n'a pas encore d'idée précise de ce qui sera législatif et réglementaire. Par exemple, est-ce que la loi votée par le Parlement fera apparaître la perspective de titularisation ? On peut imaginer que ce ne soit pas le cas. Ce serait inacceptable. Il faudrait, en effet, attendre la loi de finances votée en 1990 pour 1991 pour que le problème soit soulevé pour la première fois à travers la création d'emplois de titulaires dans le privé. Nous devons donc exiger un minimum au niveau de la loi. C'est

un sujet de débat et non de conflit. »
 « Nous comprenons les raisons pour lesquelles le gouvernement ne souhaite pas un texte très global. Il faut qu'il admette de comprendre nos raisons. Le gouvernement ne peut pas s'en tirer par une pirouette en faisant voter un texte très limité. S'il pose la question de confiance seulement après un certain nombre d'heures de débats, il sera possible de faire passer un certain nombre d'amendements. »

Une mystification

« Si vous n'aboutissez pas à un infléchissement des décisions ministérielles, jusqu'où pouvez-vous aller dans la mobilisation et le refus, sans mettre en péril le gouvernement ? »

« Nous allons organiser le même jour, dans tous les départements, des manifestations avec toutes les organisations de gauche qui voudront bien nous soutenir. Ces manifestations, destinées à sensibiliser l'opinion publique et les élus, auront lieu entre le moment où le texte sera déposé à l'Assemblée nationale et le débat. »

« Lorsque vous posez le problème de la mise en difficulté du gouvernement, je n'accepte pas de me situer dans une alternative aussi schématisée. Je n'ai pas, en tant que syndicaliste, à mettre la clé sous la porte pendant que ce gouvernement est au pouvoir. Nous faisons partie des forces vives de la nation et, lorsque nous ne sommes pas d'accord avec le gouvernement, nous le lui disons. Cela a des conséquences politiques : le pouvoir doit se rendre compte que les choses ne sont pas prêtes à accepter. L'important, c'est de ne pas se laisser entraîner par le débat sur la possibilité pour le gouvernement de subsister — la FEN ne va d'ailleurs pas s'amuser à brandir la menace du bulletin de vote, — mais il ne faut pas laisser à une grande rupture avec les laïques. »

« Les manifestations ne sont pas un geste de désespoir. Elles sont destinées à faire avancer les choses dans notre sens. De toute façon, le dossier ne sera pas bouclé après le vote du Parlement. »

« La marge de manœuvre du gouvernement était étroite entre le risque de malentendu sur la base électorale et celui de provoquer une explosion dans le pays. Avait-il un autre choix que de tenter un compromis historique ? »

« Je maintiens qu'il aurait été préférable de traiter très rapidement ce dossier fondamental et en même temps de s'engager dans un processus de rénovation de tout le système éducatif. Or ce processus s'est engagé trop lentement, trop prudemment, même si les déclarations d'intentions étaient bonnes. Plus on a perdu de temps, plus les adversaires de l'école laïque ont pu s'organiser dans une campagne d'exploitation politique du dossier. »

« Ce qui est annoncé, aujourd'hui, n'est pas un compromis historique. Il peut y avoir un compromis sur des modalités, mais il est utopique d'imaginer que l'on puisse aboutir à un consensus idéologique. La liberté des familles à inculquer une idéologie à l'enfant n'est pas notre conception. Je ne pense pas que cette liberté soit compatible avec la liberté de conscience de l'enfant. »

« Est-ce que la guerre des deux écoles restera pour vous un thème de revendication, lors des prochaines campagnes électorales ? »

« Pour nous, la guerre ne sera jamais un thème revendicatif. Mais la paix scolaire, donc l'unification, oui. Ni la FEN ni la CNAV n'abandonneront jamais l'idée d'un service public, unifié et laïque de l'éducation nationale. Je ne pense pas que les responsables du pays ont renoncé à y parvenir, ils ne se sont pas donné les moyens à temps. »

« Il n'est pas imaginable qu'on puisse abandonner ce thème de paix. Nous souhaitons participer à ce qu'il soit mieux posé, dans ces vrais termes, et non à travers une fausse querelle sur la liberté de l'enseignement. C'est la plus belle mystification à laquelle on ait assisté. »

Propos recueillis par CATHERINE ARDITTI.

Lisez

Le Monde des PHILATELISTES
 L'OFFICIEL DE LA PHILATÉLIE

UNE MANIFESTATION DU SNE-SUP A PARIS

Les universitaires se mobilisent contre la réforme de leurs statuts

Le Syndicat national de l'enseignement supérieur (SNE-Sup) appelle les universitaires à manifester, mercredi 21 mars à Paris, à l'occasion de la réunion du Comité technique paritaire (CTP) qui doit examiner un nouveau projet sur les carrières universitaires. Le SNE-Sup estime ce texte inacceptable, mais il n'est pas le seul à s'opposer à la politique du ministre de l'Éducation nationale dans le domaine des carrières.

Depuis novembre 1982, grèves et manifestations des syndicats proches de la majorité ont ponctué les discussions destinées à établir un nouveau statut des personnels universitaires. Ces derniers commencent à s'interroger sur le bien-fondé d'une telle réforme.

A l'origine du débat, la volonté de nombreux enseignants d'obtenir du gouvernement une simplification de la répartition des emplois dans l'enseignement supérieur. Au fil des années, et surtout depuis les grands moments d'explosion des effectifs étudiants (les années 1965-1970), les corps et les statuts différents se sont multipliés dans les universités.

Un maquis de situations diverses s'est développé. A côté des professeurs (ils sont environ 11 000), exerçant des fonctions variées (16 000), des assistants (12 600), mais aussi des enseignants du second degré, des lecteurs, des vacataires... Divisés en classes, ces corps regroupent des enseignants aux horaires et aux fonctions variés.

Les enseignants les plus jeunes, souvent situés au bas de la hiérarchie, attendaient d'un gouvernement de gauche une plus juste définition des tâches, une meilleure prise en compte de leurs services, et surtout des possibilités de promotion dans une profession où l'arrêt des recrutements avait provoqué « un blocage des carrières ». Le souhait d'une véritable égalité dans le travail, voire d'un corps unique des enseignants « sans avancement automatique, mais sans contingentement entre les catégories et sans barrage de classes », était manifeste.

Le gouvernement n'a pas donné suite à cette revendication. Après de longues hésitations, le ministre de l'Éducation nationale a opté pour la création de deux grands corps : professeurs et maîtres de conférences (correspondant à l'ancien corps des maîtres-assistants). Ce faisant, le ministre méconnaissait les universitaires accablés au rang le plus bas, leur laissant peu d'espoir de promotion interne.

Mais les projets successifs du directeur général des enseignements supérieurs, M. Jean-Jacques Payan, n'entraînaient pas plus l'adhésion des enseignants de rang magistral. En redéfinissant les services, en augmentant à la rentrée de 1983 les horaires des professeurs, M. Payan bouleversait des situations acquises de longue date et provoquait la colère des intéressés. En quelques mois, le directeur général s'attirait les critiques des universitaires de tous bords. Les maîtres-assistants et

les assistants dénonçaient le « défendeur des privilèges » ; les professeurs, eux, craignaient le nivellement et l'uniformisation.

En proposant début mars un nouveau projet de statut, M. Payan a encore une fois suscité le même tollé. Les soixante-trois articles de son texte ne semblent satisfaire aucun universitaire. L'alourdissement des horaires (cent-vingt-huit heures de cours, cent quatre-vingt-deux heures de travaux dirigés, ou deux cent quatre-vingt-huit heures de travaux pratiques) engendre le mécontentement de tous. Leur modulation possible entre 0,5 et 1,5 fois le service de référence inquiète. La répartition de ces services par les instances où dominent les professeurs irrite les autres catégories. Le maintien des concours sur postes, l'obligation de mobilité géographique, la limitation du nombre de candidatures pour chaque type de recrutement, laissent peu d'espoir de promotion aux plus jeunes. Enfin, la répartition dans le dernier projet d'un nouveau corps d'assistants (ar-

ticles 61 et 67) étonne nombre d'enseignants, qui croient le ministère favorable à une réduction du nombre des catégories universitaires. L'expression d'un responsable de la CFDT : « un corps ça va, trois corps bonjour les dégâts » résume l'amertume d'enseignants surpris par l'« aggravation successive des projets ».

Les enseignants, affrontés aux tâches nouvelles que demande la professionnalisation des universités et une meilleure prise en compte des étudiants, ont l'impression d'être « maltraités ». Le risque est grand de les voir refuser de participer activement à la réforme des premiers cycles. Les universitaires, qui se sentent abandonnés par le gouvernement, peuvent se replier sur leur laboratoire ou leurs recherches. Mais de ces mécontentements divers peut aussi naître un mouvement plus général qui, au-delà des différences catégorielles, soulèverait la communauté enseignante.

SERGE SOLIDICH.

APRÈS DE NOUVELLES DESTRUCTION DE POIDS LOURDS

Des routiers français bloquent la frontière à Hendaye

Le gouvernement français a annoncé, dans la soirée du lundi 19 mars, qu'il avait « demandé au gouvernement espagnol de prendre toutes les dispositions afin que la liberté de circulation entre les deux pays puisse être assurée en toute sécurité ». Le ministre des relations extérieures a précisé que le gouvernement espagnol avait, en réponse, « fait savoir qu'il avait décidé de faire accompagner les convois de transporteurs internationaux par la garde civile espagnole ».

Ces déclarations faisaient suite à un soudain regain de tension dans le conflit déclenché par les marins-pêcheurs espagnols. Les destructions de camions français ont repris, lundi matin, au Pays basque espagnol. Au cours de cette journée, six poids lourds français ont encore été incendiés.

L'attaque s'est faite au col d'Echegarate, à la limite méridionale de la province basque, à l'endroit précis où la police autonome régionale cesse d'escorter les convois de camions français qu'elle prend en charge dans la traversée du Pays basque.

Selon notre correspondant à Madrid, Thierry Mailhiak, un cocktail Molotov a été lancé sur le camion qui circulait en tête, obligeant l'ensemble du convoi, soit une quinzaine de poids lourds, à s'arrêter. Aussitôt, quelque deux cents personnes armées de bâtons, et jusque-là cachées dans les bois environnants, ont bloqué la route et forcé les chauffeurs des poids lourds à descendre de leurs véhicules. La police basque tenta d'intervenir, mais se vit rapidement débordée devant le nombre des assaillants, et dut appeler à la rescousse la garde civile. Lorsque celle-ci réussit enfin à rétablir l'ordre, quatre camions, dont trois de nation-

nalité française, avaient été incendiés à coups de cocktails Molotov. Aucun d'entre eux ne transportait de poison.

Cette nouvelle attaque déclencha la colère des routiers français qui, peu après midi, commençaient à bloquer les points de passage de la frontière franco-espagnole de la région d'Hendaye. Du poste autoroutier de Biniatou, le mouvement s'étendait rapidement aux autres points sur la Bidassoa, à Béthobie et à Hendaye. Les routiers ne laissent passer que les voitures françaises rentrant d'Espagne.

D'autre part, notre correspondant dans les Pyrénées-Atlantiques, Philippe Etcheverry, nous signale qu'une voiture de tourisme espagnole a été incendiée au cours de la nuit de lundi à mardi à l'entrée de Biarritz. Pour les enquêteurs, l'hypothèse d'un acte de représailles semble le plus plausible.

Une déclaration de M. Fiterman

Commentant, ce mardi 20 mars, les événements de la veille en Espagne, M. Charles Fiterman, ministre des transports, a déclaré : « Je considère ces agressions comme absolument injustifiables, et comprends l'émotion qu'elles suscitent chez les transporteurs et les chauffeurs routiers français. Les transporteurs routiers français respectent les règles en vigueur en Espagne, et leur activité est bénéfique aux deux pays. » Il a, par ailleurs, annoncé que « les autorités françaises prennent sur place les mesures possibles pour faire face à la situation. En liaison avec les autres ministres concernés, je suis leur application avec attention », a-t-il conclu.

Le PCF réserve la position qu'il adoptera au Parlement

M. Guy Hermier, membre du bureau politique du PCF, a rendu public, lundi 19 mars, une déclaration dans laquelle il apprécie « une mesure de simple justice » l'application, aux établissements privés, des mêmes règles qui régissent l'enseignement public en matière d'inscription des crédits au budget de l'État ou d'ouvertures ou fermetures de classes.

« Pour ce qui est de la création d'établissements d'intérêt public, destinés à gérer les fonds affectés au privé, ou privé, des ambiguïtés demeurent sur leur rôle exact », estime M. Hermier. Il ajoute : « Nous ne sommes pas, par ailleurs, favorables à ce que l'obligation soit faite aux collectivités territoriales de financer les dépenses de fonctionnement des établissements privés. La concertation, que nous avons toujours prônée et appliquée sans problèmes dans les communes à direction communale, nous paraît, en effet, préférable. Quant à la titularisation des maîtres du privé, qui en

feraient, à terme, la demande, si nous apprécions que la perspective en soit ouverte, nous ne saurions, par contre, accepter que le processus envisagé conduise, en fin de compte, à la création d'un corps parallèle dans la fonction publique. »

S'interrogeant sur la « finalité » des mesures annoncées M. Hermier se demande : « si le dispositif prévu s'inscrit bien dans (...) un processus de mise en œuvre de l'engagement présidentiel, s'appuyant sur le développement de l'école publique. Si à l'inverse, comme trop de déclarations le laissent penser, il devait en marquer le terme, il faudrait craindre qu'on consacre ainsi, le système de division et de concurrence scolaires instauré par la droite, au lieu de commencer à le dépasser (...). C'est en fonction des réponses qui seront apportées à cette question majeure, comme à nos remarques particulières, que le Parti communiste français se prononcera sur les dispositions législatives, qui doivent être soumises au Parlement. »

L'Anglais aux couleurs de la vie F&L

USA / ANGLETERRE
☐ 12/18 ANS séjours en famille, université, cours, séjours.
☐ ADULTES : stages université, université, famille, circuits, tous l'année.

12, rue de Grenelle 75007 Paris (1) 544 86 20 Informations, brochures.

LES ASSISTANTS CONDAMNÉS À VIE

(Suite)

Dans l'Université française, plus des trois quarts des heures d'enseignement sont assurées conjointement par les Assistants et les Maîtres-Assistants. Ils ont la même compétence professionnelle, les mêmes responsabilités et les mêmes activités de recherche. Cependant, leurs carrières et leurs statuts sont différents. Au lieu de supprimer cette discrimination déjà ancienne, l'actuel projet de carrières l'aggrave.

A propos du projet de décret de M. le Ministre de l'Éducation Nationale sur la réforme des carrières des enseignants-chercheurs :

IL EST INADMISSIBLE que ce projet de décret exclue des statuts les huit mille Assistants de la communauté universitaire (article 2) ;

IL EST CONTRADICTOIRE de reconnaître la qualification et le travail des Assistants tout en refusant leur intégration dans le corps des actuels Maîtres-Assistants (intégration demandée à l'unanimité par le Conseil d'Université de Paris-VII) ;

IL EST PARADOXAL, pour un gouvernement qui veut réduire les inégalités, de s'attaquer à la catégorie des Assistants, hiérarchiquement la plus basse (indices de traitement nouveaux nets majorés variant de 357 à 455 ou 520) ;

IL EST INCONSEQUENT de reconnaître, pour un « enseignant du Supérieur », la complémentarité entre l'enseignement et la recherche, et d'alourdir, en même temps, les charges d'enseignement au point de compromettre la recherche ;

IL EST ILLUSOIRE de demander un effort particulier aux Assistants pour la mise en place de la réforme de l'enseignement supérieur tout en aggravant le blocage de leurs « carrières ».

Pour nous, Assistants ce projet est inacceptable.

Les Assistants des universités de Paris-VI et Paris-VII soutenus par leurs collègues Maîtres-Assistants et Professeurs.

CONTACTS. — (1) 336-25-25 : DOURNON (36-90), JOLLIOT (59-14), SILBER (54-98), BORY (50-96) 4, place Jussieu, 75006 Paris.

L'ANGLETERRE EST NOTRE SALLE DE CLASSE...

... l'Anglais s'apprend sur le terrain. En prise directe. Sur le vif. En Angleterre.

3 FORMULES

- FORMATION PROFESSIONNELLE
- UNIVERSITAIRE
- ELEVE

30 CENTRES DE SÉJOUR

Londres, Oxford, Poole, Brighton, Portsmouth, Weston, Garsport, Dublin (Irlande), etc.

PRIX

Séjour de 2 semaines à partir de 2150 F tout compris

BRITISH EUROPEAN CENTRE

5, rue Richemont 75008 PARIS

Tél. : 260.35.57

BON POUR UNE DOCUMENTATION B.C.C. GRATUITE

M. Adresse

Ville

Code

Format. Profes.

Élève

Le point sur...

Le trafic des drogues dans le monde

Faut-il penser que le mal s'étend ou qu'on est simplement en train d'en découvrir l'ampleur ? La drogue, qui se confond avec l'histoire de l'humanité, est devenue l'une des préoccupations essentielles de notre époque. Ce qui, autrefois, passait pour une habitude de civilisation se trouve aujourd'hui interdit et pourchassé. La drogue a pris dans la société une place inimaginable en d'autres temps et les drogues ont un visage plus effrayant que jamais. Une certaine morale des vainqueurs se réserve le tabac et l'alcool et s'autorise à réprimer le cannabis, la coca ou l'opium qui sont, ou ont été, pour d'autres peuples des moyens d'évasion.

C'est que l'apparition des drogues « dures » — dérivés de l'opium (morphine et héroïne), LSD, cocaïne, — en modifiant le degré de l'intoxication, en aggravant ses conséquences, en provoquant ce qu'on appelle une pharmacodépendance, a fortement dégradé une situation jusque-là supportable. Aux usagers récréatifs, selon l'expression du docteur Claude Olivenstein, sont venues s'ajouter les victimes des drogues « dures », malades à en mourir, accrochées à leur produit et capables des pires désordres pour se le procurer. Cette toxicomanie touche la jeunesse. Elle est considérée, à juste titre, comme un fléau.

Depuis plus de dix ans, les États mettent en œuvre des moyens considérables pour essayer d'enrayer la progression de la

drogue. Partout, les lois interdisent la possession des stupéfiants et répriment sévèrement le trafic. Des organismes internationaux tentent de coordonner la lutte contre les trafiquants et financent des projets pour des cultures de substitution. Les États mobilisent leurs polices. Les institutions de soins se multiplient, du moins dans les pays industrialisés.

Dans ces mêmes pays, certains jeunes, de plus en plus nombreux, trop souvent désemparés et désespérés, continuent à exercer leur pression sur le marché illégal. En satisfaisant leur demande, les trafiquants tirent d'énormes bénéfices. L'enjeu financier considérable de la drogue incite la pègre à s'intéresser au trafic et à l'organiser. Elle encourage, en Asie, la culture de l'opium, en Amérique latine, celle de l'arbre à coca, dans toutes les zones chaudes et tempérées, celle du Cannabis sativa. S'entourant de complicités, elle contrôle les laboratoires et les filières de distribution.

Malgré les efforts de la prévention, les résultats de la répression, le dévouement des thérapeutes, le nombre des jeunes « accrochés » augmente d'année en année. Faut-il en conclure qu'on ne fait pas encore assez, que les gouvernements se satisfont de déclarations d'intention, que si les discours sur la drogue sont toujours très fermes, l'argent manque trop souvent et les décisions se font attendre ? Les chefs d'État se fâchent et le mal court.

CHRISTIAN COLOMBANI

L'héroïne

Le marché de l'héroïne dans le monde s'organise à partir de deux régions de production : le Triangle d'or, dans le Sud-Est asiatique, et le Croissant d'or, au Moyen-Orient. Ces deux régions produisent, selon les estimations d'Interpol, environ 1 500 tonnes d'héroïne par an. Les pays européens sont approvisionnés soit par l'Asie du Sud-Est, soit par le Proche-Orient, en fonction des liens historiques qui les lient à ces pays. Ainsi la Grande-Bretagne est-elle fournie à 80 % en héroïne pakistanaise, alors que c'est l'héroïne du Sud-Est asiatique qui occupe la majeure partie du marché français. L'héroïne pénètre en France soit directement en provenance de Bangkok, soit par Amsterdam, où une importante communauté chinoise tient en main la distribution de la poudre vers les pays européens. On trouve aussi de l'héroïne pakistanaise et de la drogue en provenance du Liban.

On assiste actuellement à une reprise en main du trafic de l'héroïne par le « milieu ». Après le démantèlement de la French Connection, dont la dernière affaire remonte à 1974 avec l'arrestation du trafiquant Urbain Glaume, le « milieu », durement frappé, avait apparemment abandonné le trafic de la drogue. Depuis, l'héroïne était introduite en France par des usagers trafiquants, des « fourmis », qui faisaient le voyage de Bangkok. Ce trafic existe toujours, mais les trafiquants « professionnels », dont plusieurs ont purgé leur peine et ont été libérés, ont réorganisé le marché illégal.

Il existe à Paris plusieurs revendeurs qui ventilent l'héroïne au moyen d'intermédiaires et en petites quantités en divers points de la capitale : les quartiers de la gare de Lyon, du boulevard Saint-Michel, de Belleville et de la place de la République. C'est en ces points de distribution que viennent s'approvisionner la plupart des petits consommateurs ou petits revendeurs de pro-

vince. On trouve actuellement, en France, de l'héroïne n° 4 fabriquée dans des laboratoires du Sud-Est asiatique récemment ouverts.

Les prix sont relativement stables, ce qui indique que le marché de l'offre et de la demande n'est pas perturbé dans des proportions inquiétantes pour les malheureux par l'action de la police et le nombre des saisies.

Tendances des prix sur le marché illégal

- 100 F le gramme d'opium,
- 700 F le gramme de morphine,
- 500 F le gramme d'héroïne n° 3,
- 1 000 F le gramme d'héroïne n° 4,
- 600 F le gramme de cocaïne,
- 40 F le gramme de cannabis liquide,
- 25 F le gramme de résine de cannabis,
- 10 F le gramme d'herbe de cannabis,
- 60 F la dose de LSD.

(Source : direction des douanes.)

Toutefois, le trafic est sensiblement perturbé par la mise en place d'une répression plus efficace. La collaboration internationale des services de police est aujourd'hui plus étroite que par le passé. Les différents services chargés de la répression du trafic et de l'usage des drogues, mieux organisés, utilisent avec plus d'efficacité les renseignements d'Interpol. En France, la volonté politique de réprimer sévèrement le trafic s'est traduite par une augmentation des effectifs de l'Office central de répression du trafic illicite des stupéfiants, qui dirige le commissaire Jacques Franquet, et de la Brigade des stupéfiants et proxénétisme de la Préfecture de police de Paris.

Le contrôle de l'ONU

Le contrôle des stupéfiants est assuré, au sein de l'ONU, par trois organismes : la commission des stupéfiants des Nations unies, l'Organe international de contrôle des stupéfiants (OICS), le Fonds des Nations unies pour la lutte contre l'abus des drogues (FNUAD).

Le contrôle est régi par deux textes fondamentaux : la convention unique sur les stupéfiants de 1953, modifiée en 1972, et la convention sur les psychotropes de 1971.

La commission des stupéfiants réunit une fois par an, en session ordinaire ou extraordinaire, les trente pays membres, qui présentent leur politique en matière de drogue et définissent une action commune de lutte contre les stupéfiants.

L'Organe international de contrôle des stupéfiants se réunit deux fois par an sur des questions techniques. Treize membres, élus en fonction de leurs compétences, sont chargés de rédiger le rapport annuel

de l'OICS sur la situation mondiale. Ce rapport, assorti de commentaires et comparé aux buts fixés par les conventions, est ensuite adressé au Conseil économique et social qui dépend directement de l'Assemblée générale des Nations unies. La tâche essentielle de l'OICS est d'adapter l'offre à la demande des drogues produites pour les besoins légitimes. Il contrôle par ce moyen le trafic des stupéfiants.

Le Fonds des Nations unies pour la lutte contre les abus de drogue a été créé en 1971, à l'époque où les États-Unis voulaient démanteler la filière turque de la drogue au moyen d'aides internationales pour les cultures de substitution. Le FNUAD est alimenté par des contributions volontaires, et les États-Unis le financent à près de 50 %. Chaque année, ce fonds propose à la commission des stupéfiants des projets d'aide technique. C'est ainsi que le fonds a dépensé 17 millions de dollars pour remplacer, dans des villages du nord de la Thaïlande, le pavot par des cultures comme le riz, le café ou la pomme de terre. Le FNUAD a évalué à 10 millions de dollars un plan d'action pour des cultures de substitution à la culture de la feuille de coca dans les pays d'Amérique latine. Mais les subsides pour ce vaste projet n'ont pas encore été débouqués.

Le cannabis

Le chanvre à drogue pousse un peu partout dans le monde. On le trouve en Asie du Sud-Est, au Proche-Orient, en Afrique et en Amérique. On estime la production annuelle de cannabis à environ 100 000 tonnes. Sa classification annuelle parmi les « drogues douces », n'entraînant pas de dépendance, en fait un produit largement utilisé par la jeunesse. On a saisi cette année 24,7 tonnes de cannabis en France. 70 % du trafic est organisé par voie maritime.

Le chanvre en provenance du Proche-Orient, principalement de la plaine de la Bekaa au Liban où l'insécurité politique a permis le développement de la production (environ 6 000 tonnes par an), est expédié par bateau en direction des Pays-Bas puis de l'Allemagne, principaux pays consommateurs de résine. Les yachts des trafiquants, battant pavillon de complaisance, ne pénètrent pas dans les eaux territoriales et larguent leur cargaison au large. De petites embarcations les récupèrent et font entrer la drogue dans les pays où elle est acheminée vers les lieux de distribution.

A ce propos, le « groupe de coopération en matière de lutte contre l'abus et le trafic illicite des stupéfiants » doit prochainement se réunir à Paris pour étudier les possibilités d'intervention dans les eaux internationales. Les États-Unis ont déjà passé des accords avec la Grande-Bretagne pour l'abandon des navires suspects américains ou britanniques.

En août 1983, 4,6 tonnes ont été saisies à Marseille ; en septembre, 1,6 tonne à Nantes ; en juillet, 8,3 tonnes de marijuana à Base-Terre, en provenance de Colombie.

Une partie de la production proche-orientale est également acheminée vers l'Europe par les transports routiers internationaux. La production d'Afrique noire est importée en France par avion. 4 tonnes de cannabis ont été saisies en 1983 aux aéroports parisiens. Les porteurs, souvent misérables, sont attendus par des réceptionnaires membres d'organisations bien structurées. L'acheminement par l'Espagne du chanvre marocain risque d'être facilité par de nouvelles dispositions juridiques. L'article 344 du code pénal espagnol du 17 juillet 1983, autorise la détention et l'usage

Les chiffres de 1983

LE TRAFIC DE COCAÏNE
 Afrique : 1 kg (4 saisies).
 Amérique : 2,898 tonnes (321 saisies).
 Europe : 852,729 kg (728 saisies).
 Extrême-Orient : 1 gramme (1 saisie).
 Océanie : 8.
 Proche et Moyen-Orient : 22,5 kg (16 saisies).
 TOTAL : 3,785 tonnes.

LA PRODUCTION D'OPIMUM
 Triangle d'or (Birmanie, Thaïlande, Laos) : 706 tonnes.
 Birmanie, plus de 500 tonnes ;
 Thaïlande, plus de 50 tonnes ;
 Laos, environ 35 tonnes.
 Croissant d'or (Afghanistan, Pakistan, Iran) : environ 900 tonnes.
 Mexique : environ 20 tonnes.
 Inde : environ 35 tonnes.

LE TRAFIC DU CANNABIS
 (statistiques pour les premiers mois de 1983)
 - 301 tonnes saisies pour 341 affaires (934 tonnes pour 3 000 affaires en 1982).
 On estime la production mondiale de chanvre à drogue à 100 000 tonnes.
 (Sources : estimations d'Interpol.)

de la septième session de l'Organe international de contrôle des stupéfiants à Vienne, en février 1983, son opposition à toute libéralisation.

Il reste que l'usage du cannabis, consommé par plusieurs dizaines de milliers de personnes en France, n'est pratiquement plus poursuivi par les tribunaux. Les simples usagers font l'objet d'une admonestation ou d'une injonction thérapeutique, conformément aux dispositions de la loi de 1970.

Epidémiologie et statistiques

Il est assez clair que les données chiffrées dont nous disposons — statistiques du ministère de l'Intérieur, données relatives aux toxicomanes demandeurs de soins — ne sont le reflet que d'un aspect partiel, plus ou moins déformé, de la réalité visible du fait toxicomane. Un certain nombre de travaux, récemment financés par l'INSERM, confirment ce point.

Cela souligne combien les données statistiques habituellement publiées doivent être interprétées avec prudence. En fait, l'épidémiologie en matière de toxicomanie n'en est qu'à ses tout débuts et il ne nous est possible d'évaluer l'ampleur et l'évolution de ce phénomène qu'avec quelques années de recul.

C'est ainsi que le nombre officiel de « suicides » ne rend sans doute pas compte de l'ensemble réel des décès liés à la consommation des drogues, que le nombre d'interpellations est d'abord révélateur des ac-

tés des services de police et que le nombre de toxicomanes demandeurs de soins ne nous indique rien sur l'évolution actuelle et sur la dynamique du phénomène.

Il se confirme cependant, compte tenu de ces restrictions, que la progression constante de la toxicomanie est incontestable depuis une dizaine d'années. Elle se caractérise surtout par une très large diffusion de la consommation d'héroïne, notamment en 1975 et en 1980, concernant non seulement les jeunes mais aussi les adultes de plus de vingt-cinq ans. Cela va de pair avec un vieillissement sensible de l'ensemble des toxicomanes pris en charge, évolution dont il faut désormais bien tenir compte sur le plan des soins et de la réinsertion.

D'où la nécessité de ne pas limiter la recherche épidémiologique sur la pharmacodépendance à une évaluation chiffrée des toxicomanes pris en charge ou interpellés. Il s'agit tout autant d'étudier les mécanismes sociaux et culturels de son développement, les raisons pour lesquelles les usagers de drogue se reconnaissent ou non dans le statut social qui leur est proposé, ainsi que les réponses institutionnelles qui participent à l'élaboration d'un tel statut. C'est à cette condition qu'une approche épidémiologique devient un outil précieux pour la mise en place de mesures adaptées en matière de soins et de prévention.

Dr RODOLPHE INGOLD.
 Mission de lutte contre la toxicomanie.

La cocaïne

Pour la première fois cette année en France, les saisies de cocaïne ont été plus importantes que les saisies d'héroïne. Cette drogue pénètre le marché européen, notamment l'Italie. Les États-Unis absorbent une importante partie de la production sud-américaine, mais les trafiquants ne parviennent plus à couler les quantités de poudre qui inondent le marché. Depuis trois ou quatre ans, les prix de la cocaïne se sont effondrés outre-Atlantique, et les producteurs cherchent à ouvrir de nouveaux comptoirs en Europe.

Plusieurs filières aux mains de membres de la Camorra italienne ont été démantelées notamment à Lima au Pérou. La production de feuilles de coca, qui est transformée ensuite en poudre, est estimée à 72 tonnes pour le Pérou, 90 tonnes pour la Bolivie et 10 tonnes pour la Colombie. En Colombie, pays de transformation de la feuille de coca en poudre, les plantations de coca se sont développées tandis que, au Pérou et en Bolivie, qui, traditionnellement, sont des pays producteurs, on dénombre de plus en plus de laboratoires de transformation.

Dans les grandes villes de ces pays, on assiste à un développement inquiétant de l'intoxication à la pisse

de coca, première étape de la transformation de la feuille en poudre. Cette intoxication touche les jeunes milieux défavorisés, mais également ceux qui sont issus de la bourgeoisie. La pisse de coca produite au moyen de l'éthanol est un produit souvent frelaté qui provoque de graves lésions.

Les filières vers l'Europe passent par deux plaques tournantes : Bogota et Rio-de-Janeiro. Les correspondants en Europe des trafiquants de cocaïne se recrutent parmi les membres des milieux espagnols et portugais qui ont plus d'ouvertures vers l'Amérique du Sud. En France, malgré les importantes saisies qui, ont eu lieu en 1983, la cocaïne n'est pas une drogue couramment utilisée. Certains milieux comme ceux des arts et des spectacles, du journalisme ou de la publicité, seraient essentiellement touchés.

Néanmoins, des saisies opérées dans des endroits coutumiers de la revente de rue, comme récemment dans l'île Chalon, à Paris (12^e), tendraient à prouver que la cocaïne touche une population plus large et moins aisée.

Les médicaments

L'intoxication médicamenteuse prend une ampleur qui inquiète les spécialistes. L'automédication fait des ravages partout dans le monde. On a dénombré dans la pharmacopée française plus de trois cents médicaments pouvant être détournés pour un usage toxicomane. Les toxicomanes les utilisent en les mélangeant à de l'alcool. Malgré la convention sur les psychotropes de 1971, hallucinogènes, amphétamines, barbituriques, tranquillisants sont exportés sans licence ou avec des licences falsifiées vers les pays d'Afrique noire où ils sont à l'origine d'une grave toxicomanie.

Il n'est pas de marché africain, dans les banlieues des grandes villes, où l'on ne puisse trouver de petits comprimés achetés et consommés par la clientèle locale. L'industrialisation, les conditions de vie difficiles, l'exode rural qui amène des centaines de milliers d'Africains à travailler en usine, favorisent la consommation d'excitants et de tranquillisants. Un trafic s'est orga-

nisé : des psychotropes sont exportés illégalement vers les pays africains d'où ils sont réexportés vers l'Europe et vendus sur le marché illégal.

En Europe, à cause d'une mauvaise information des médecins, on assiste au développement d'une toxicomanie chez une clientèle supportant mal le « stress » de la vie moderne. D'autre part, les toxicomanes se procurent trop facilement les médicaments du tableau B, qu'ils obtiennent sous prétexte de manque.

Certains médicaments sont reconnus en tant que produits de substitution à la drogue. C'est ainsi que la Méthadone est largement distribuée en plusieurs points d'Europe.

Un véritable trafic d'amphétamines existe aux États-Unis où des laboratoires clandestins ont été démantelés. Les Américains, très inquiets devant les progrès de la consommation d'amphétamines, ont demandé aux pays fabricants d'interdire les précurseurs de ces produits, tel le phénylacetone.

(Publié)

Chacun d'entre nous possède inconsciemment certains pouvoirs paranormaux dont il constate les effets, mais qu'il ne sait peut-être pas utiliser.

Il s'agit de phénomènes tels que l'INTUITION, la CLAIRVOYANCE, la TÉLÉPATHIE, le DÉDOUBLEMENT DE LA PERSONNALITÉ, l'HYPNOSE, la PRÉMONITION, etc., etc... que chacun a intérêt à connaître, ne serait-ce qu'en son propre intérêt ou pour se protéger contre des influences néfastes.

C'est pourquoi, il était indispensable de rassembler une documentation claire et facilement compréhensible sur ces sujets tout en indiquant ses possibilités et ses moyens d'utilisation. Elle se trouve réunie dans l'ouvrage :

MANUEL DE DÉVELOPPEMENT ET D'UTILISATION DES POUVOIRS PARANORMAUX

rédigé par Philippe VERNEUIL, grapho-psychologue spécialiste qui a ainsi concilié les acquis scientifiques et les concepts ésotériques se basant sur de nombreuses expériences indiscutables. Chacun pourra ainsi libérer et utiliser les forces inconnues qu'il possède dont dépend souvent son bonheur et l'harmonie de sa vie psychique.

un volume in-8 - 208 pages - illustré F 69 (franco 77)

en librairie et chez l'Éditeur GUY LE PRAT,
 5, rue des Grands Augustins - 75006 PARIS

C.C.A.
 CHAMPAGNES - ALCOOLS
 GRANDS VINS

PROMOTIONS

WHISKY AMARY 12 ANS 69,80 F
 JOHNNIE WALKER 75 CL 69,80 F
 (1 STATUTÉ JOHNNIE WALKER EXCEPTIONNEL)
 FAMOUS GROUSE 75 CL 65,80 F
 J AND B 75 CL 65,00 F
 • CANADIAN CLUB 75 CL 75,00 F
 COGNAC ROIS DES ROIS
 FINE VSOP (RECOMMANDÉ) 89,50 F
 TEQUILLA SAUZA 70 CL 79,80 F
 WHISKY PASSION (NOUVEAU) 99,50 F
 • (à l'heure uniquement)
 PRIX POUR ACHAT LOT 150 F

MAGASIN PRINCIPAL Tel. 277 90 27
 103, rue de Turenne 75003 PARIS
 Magasins dépositaires : Forum des Galeries,
 87, rue de la Harpe - 75005 Paris - Valenciennes
 Boulev. à midi 25 rue de Valenciennes

Circuit rapide pour anglais courant.

COURS TRIMESTRIELS
 le 9 avril 1984
 INSCRIPTION IMMÉDIATE

ILC INTERNATIONAL LANGUAGE CENTRE
 20 passage Dauphine
 75006 Paris - Tél. 325.41.37



THÉÂTRE

« PENSE A L'AFRIQUE », au Rond-Point

Une mère coriace

« Pense à l'Afrique, tes soucis te paraîtront bien petits. » Dans le temps, on disait aux enfants qui boulaient la soupe « Pense aux petits Chinois ». Quand même, les soucis qui accablent Madeleine Renard ne sont pas minces. Elle vit dans une vieille demeure isolée, avec son fils aîné, Jean-Pierre Aumont, défiguré par une effroyable envie. Arrivent ses autres enfants, les jumeaux Martine Pascal et Jean Lorrain qui veulent lui faire vendre la maison pour construire à la place des marais. Madeleine Renard refuse, mais elle se casse le bras et, pendant qu'elle est à l'hôpital, Jean-Pierre Aumont signe l'acte de vente, puis, épuisé par son suicide, se pend. A son retour, Madeleine Renard révèle aux jumeaux qu'ils sont les enfants de l'inceste. Vraité ? Fausité ? En tout cas, vengeance efficace.

L'auteur, Gordon Dryland, est néo-zélandais. L'adaptation de Pierre Laville pourrait faire penser à une volonté d'honneur noir à la Chas

COLETTE GODARD.
* Petit Rond-Point, 20 h 30.

A GENÈVE

Métamorphoses de Jean-Luc Bideau

Dans *« L'Élection de Benjamin Franklin »*, adaptation française — en première mondiale — par Peter Cummings d'une pièce de l'Américain Steve Spear, Jean-Luc Bideau, seul en scène, coupe le souffle. Ce drame de la solitude et de la marginalité mal assumée, l'oblige à se métamorphoser sans cesse : mal dans sa peau d'acteur raté et d'homme-musée, Robert O'Brien, le triste antihéros de la pièce, espère trouver une échappatoire dans d'autres peaux, principalement celle de Félix, son minable amant, son élève préféré, qui, grâce à l'impécuniosité de ses parents, M. et Mme Franklin, se présente Benjamin.

Car Robert O'Brien, qui se réclame de Shakespeare, doit, pour survivre, donner des leçons de diction aux bêtes et aux souteneurs. Il aime bien ça, à ses phantasmes, se travestissant, faisant des discours passionnés au poster de Mick Jagger ou à la

théâtre Pitouff, Genève, jusqu'au 30 mars.

LES PERSONNELLS DES THÉÂTRES NATIONAUX. — Comédie-Française, Orléans, Châtelet, TEP, Théâtre national de Strasbourg, Opéra — doivent se réunir en assemblée générale le 23 mars, à l'appel du Syndicat national des professionnels du théâtre et de l'opéra (SYNPACT-OST). Selon la Synthèse, le ministère de la culture a « rompu le dialogue de façon systématique » et multiplie au volant de « voler de ses propres ailes et de son côté le personnel social représentatif des professionnels ».

TRIZZI PLACES A LA VILLA MEDICIS. — Il y aura trois places cette année pour l'Académie de France à Rome (en arts plastiques, architecture, sculpture, création littéraire, cinéma, musique de film et costumes). Les candidats, âgés de vingt à trente-cinq ans, ont jusqu'au 31 décembre 1984, de déposer leur dossier, en un projet de recherche pluridisciplinaire.

CONCOURS CLAUDE KAHN. — Le prix littéraire Claude Kahn, créé en 1978, a récompensé le 15 mars le premier prix du concours Claude Kahn. Le second prix a été attribué au Soviétique Igor Koutousov, qui donnera un concert le 31 mars au Grand Théâtre, en même temps que Dan Rold.

CONCOURS CLAUDE KAHN. — Le prix littéraire Claude Kahn, créé en 1978, a récompensé le 15 mars le premier prix du concours Claude Kahn. Le second prix a été attribué au Soviétique Igor Koutousov, qui donnera un concert le 31 mars au Grand Théâtre, en même temps que Dan Rold.

CINÉMA

LE VI^e FESTIVAL DE FILMS DE FEMMES

Une défense accrue des auteurs

Né ce même temps que le Festival du réel à Beaubourg et lui aussi animé par une équipe essentiellement féminine, sous la direction d'Elisabeth Trehard et de Jackie Bues, le Festival international de films de femmes semble aborder cette année une nouvelle période de sa courte existence.

La présence, dimanche après-midi 18 mars, de M^{me} Danièle Mitterrand, Yvette Roudy, ministre des Droits de la femme, et Colette Andry, à l'occasion de l'hommage rendu à la star cadette de cette dernière, la cinéaste Jacqueline Audry, le discours très militant de M^{me} Roudy, qui promet d'accroître encore l'aide officielle et aimerait voir surgir des initiatives similaires dans d'autres domaines que le cinéma, ont donné le ton d'une manifestation qui reste la première du genre, sinon la seule peut-être aujourd'hui dans le monde.

Jacqueline Audry, née en 1908, morte en 1977 dans un accident, vient au cinéma dès 1933. Elle est d'abord script-girl, puis assistante à la mise en scène (notamment avec G. W. Pabst et Max Ophüls, qui ont dû quitter l'Allemagne). Elle tourne son premier film sous l'Occupation, en 1943, un court métrage; elle réalise en 1944 *« Les Malheurs de Sophie »*, long métrage. Elle s'impose en 1948 par son adaptation de *« Gigi »*, où elle révèle une jeune débutante, Danièle Delorme; en 1950, *« Olivia »*, d'après un roman de Dorothy Bussy, amie de Virginia Woolf, crée un petit scandale par sa manière de traiter librement de l'homosexualité féminine. Revu aujourd'hui, le film date, porte la marque de cette « qualité française » alors dominante, avec photographie luxueuse de Christian Matras, où la réalité apparaît comme sertie dans un écrin.

Mais peut-on faire vraiment autre chose à l'époque ? Le travail d'Agnes Varda, qui perçera un peu plus tard dans les années 50, prend soudain son sens. Nous pensons à *« La Pointe Courte »*, tournée à Sète et interprétée par deux jeunes comédiennes venues du TNP, Philippe Nourit et Silvia Monfort. Agnès Varda préfigure à l'évidence, sans autre agression que son style, ce qu'on appellera plus tard, en référence, et en opposition à l'état de choses existant, le « cinéma d'auteur ». Jacqueline Audry, elle, est acceptée alors dans son métier, mais à quel prix ! Nous nous souvenons d'une rencontre avec Jacqueline Audry et Agnès Varda, en 1961, à l'occasion de la venue à Paris d'Alfred Hitchcock, qui pré-

Riches et pauvres

Rest-ce un hasard si aujourd'hui, porté par la réussite de son entreprise à Sceaux, Elisabeth Trehard éprouve la nécessité d'affirmer l'importance du cinéma d'auteur féminin, veut le défendre en priorité contre les industries culturelles, qui tendent à laminer les styles ? Et si Agnès Varda, également présente à Sceaux, nous dit que la difficulté de travailler dans le genre de cinéma qu'elle connaît et pratique, le cinéma d'auteur, va croissant, et pas seulement pour les femmes cinéastes ?

Cette année, grâce à l'aide des relations extérieures, deux femmes cinéastes du tiers-monde ont fait le voyage de Sceaux. Marilou Diaz-Ayala, des Philippines, et Prema Karanth, de l'Inde. Le comble de l'ironie veut que le Festival de Sceaux, qui l'an dernier rendit un hommage remarqué à la seule grande cinéaste américaine ayant travaillé régulièrement à Hollywood dans les années 30-40, Dorothy Arzner, n'ait pu inviter parallèlement une autre américaine, Penelope Spheeris, cinéaste indépendante, auteure de *« Suburbia »* sur les punks de Los Angeles. Ce film, bien qu'annoncé dans le programme, a dû être retiré de la compétition. Les riches sont parfois pauvres. L'an prochain, le Festival risque de revenir sur cette question, plus aiguë que jamais, de l'extrême difficulté pour une réalisatrice de travailler dans l'industrie. En France, Diane Kurys est l'exception qui confirme la règle. Elle n'a pas d'équivalent aujourd'hui dans le Hollywood des années 80.

Treize films participent à la compétition officielle, qui sera jugée simultanément par deux jurys, l'un constitué par l'ensemble du public, l'autre composé de cinq personnes de la profession, trois femmes et deux hommes. Ils sont projetés chacun trois ou quatre fois au cours de la manifestation.

LOUIS MARCORIELLES.

* Les Gémeaux, 49, avenue Georges-Clemenceau, Sceaux. Tél. : 660-05-64 et 661-39-02. Jusqu'au 25 mars.

MUSIQUE

« KITÈGE », de Rimski-Korsakov

Une clarté exigeante

Il serait inexact d'affirmer qu'on connaît mal en France les opéras de Rimski-Korsakov puisqu'on continue à les ignorer presque complètement. La faute n'en est pas tant aux récepteurs, qui possèdent parfois des connaissances, qu'aux directeurs de théâtre dont, à quelques rares exceptions près, l'esprit d'entreprise s'arrête aux frontières du grand répertoire. La saison lyrique de Radio-France a depuis longtemps pris le contrepied et semble décidée à poursuivre l'exploration des opéras de Rimski si bien commencée cette année avec la *« Légende de la ville de Kitège »*, donnée, en version de concert, au Théâtre des Champs-Élysées (et retransmise par France-Musique) puis au Châtelet.

Généraliser considérablement le chef-d'œuvre de son auteur qui n'écrit pas moins de quinze opéras — Kitège offre d'abord à l'auditeur qui saisit seulement les grandes lignes du livret une orchestration magistrale de clarté, dont chaque détail porte. On remarque également la réus des péroraisons redondantes, la recherche d'une harmonisation aussi discrète que possible des mélodies de caractère populaire et enfin la fluidité des articulations de l'architecture de chaque acte.

La partition ne comporte pas d'airs à proprement parler, mais un récit lyrique exempt d'emphase.

GÉRARD CONDÉ.

ARCHÉOLOGIE

Disparition de l'égyptologue Labib Habachi

L'égyptologue égyptien Labib Habachi est mort récemment au Caire à l'âge de soixante-dix-huit ans. Jocelyne Berlandini-Keller, chargée de recherche au CNRS, qui fut son élève, retrace ici sa carrière.

Né dans une famille copte, Labib Habachi entra, dès 1930, au Service des antiquités d'Égypte où il passa trente années. Treize années de terrain à au cours desquelles il gravit tous les échelons, depuis l'inspecteur des monuments d'Assouan jusqu'à la direction nationale des recherches égyptologiques (1958). Du delta du Nil à la Nubie, en passant par Louxor, il finit par connaître chaque pierre du passé antique de son pays, découvrant les stèles de Kantir (détail) et déployant son zèle en faveur de la restauration des monuments. Il parvint au sauvetage des temples de Nubie.

« FILM », d'Alan Schneider

et « L'ENFANT INVISIBLE », d'André Lindon

Frédéric Mitterrand présente à l'Olympie-Luxembourg un programme composé de *Film*, court métrage écrit par Samuel Beckett, et de *L'Enfant invisible*, long métrage du cinéaste d'animation André Lindon.

Buster Keaton joue Samuel Beckett

« L'œil était dans la tombe et regardait Caïn », aurait dit Victor Hugo, sauf que même Dieu n'est plus sûr. L'homme tel un lézard, mais tellement plus maledroit, est condamné à buter inlassablement contre lui-même, sa conscience de lui-même.

Neuf ans après la première mondiale à Venise, en présence, — ultime présence, ultime ovation — de Buster Keaton, le lézard omniprésent de *Film*, Frédéric Mitterrand a été déchaîné la copie unique, croit-on, tant elle est rayée, essouffée, de cet hommage involontaire au réalisateur-interprète de *La Génération*.

D'un côté, Keaton, masse inerte, face invisible jusqu'aux derniers plans où il doit affronter son propre regard, son angoisse nue, après avoir effacé le dernier regard étranger, le dernier

signe de vie extérieure, de l'autre, le regard décapant de l'auteur de *Fin de partie*, titre programme qui résume l'œuvre d'un des plus grands visionnaires de notre temps. En ouverture, en fermeture de ces vingt-deux minutes, en très gros plans, la paupière craquelée de l'homme-lézard, qui s'ouvre, puis se ferme sur une pupille immense, dilatée.

Alan Schneider donne une interprétation, une lecture, du scénario original de Beckett publié dans le recueil *Comédie et actes divers* : spécimen d'un cinéma « expérimental » avant la lettre et qui aurait conservé la notion de mise en scène, de mise en forme des données littéraires.

L.M.

Le plus bel été

C'est une histoire d'amour définitif, un été. Une petite fille transparente apparaît à un golo. Il est blond comme le Petit Prince, il est tout nu avec ses parents, au rythme des vacances, dans une maison au bord de la mer. Ses pas résonnent sur le bois des parquets et de l'escalier, les abeilles frondent, les vagues et les mouettes chahutent, et une petite musique va, gaillardie.

Il n'y a pas d'autre son, on ne parle pas, dans ce film. Fondement. Une petite silhouette transparente, ce ne parle pas, et ces deux-là, ils n'ont pas besoin de mots ni de noms pour s'appeler, ils s'entendent très bien ainsi. Elle l'entraîne dans l'eau (elle en vient), il lui apprend à faire du vélo, ils chahutent sur la balançoire du jardin, et s'il arrive une séparation, elle n'est pas longue, ils ne se quitteront plus jamais, car, quand elle est là, c'est une folle vie d'acrobates, et quand elle n'est pas là, la mer est seulement grise.

Regardez *L'Enfant invisible*, film né du dessin, dessin animé, animation d'un monde mis en scène, jusqu'au moment où le petit garçon, ni vu ni connu, rejoint le royaume de sa bien-aimée. Un enfant, c'est un gâté, ce qui lui passe par la tête

comme défilés d'images, c'est comme le film d'André Lindon.

D'abord, cela fait un drôle d'effet, un film qui n'a qu'un auteur, André Lindon a dessiné, colorié seul pendant cinq ans. De ses traits et couleurs surgissent tous les sentiments de la vie, et des gestes qu'on est bouleversé de reconnaître : un déhanchement à bicyclette, un peu de frime au tennis, un mouvement d'humour, ou d'ennui, ou de tendresse. Parfois, ce qui émeut le plus, c'est l'idée que le jeune homme a mis des milliers de minutes pour vaincre le flux et le reflux des vagues, et qu'il y est arrivé.

Mais surtout, on voyage dans les dessins, on avale des paysages et des paysages. On fuit avec les nuages per-dessus les falaises. Mystères des roches percées, vertiges des descentes à vélo, envolées précipitées, dégringolades, et retours à la case départ tant que le petit garçon garde les pieds sur terre. Alors, on ne veut plus savoir comment c'est fait, ce travail de la caméra et du montage, ce jeu technique qu'on appelle au cinéma la « transparence », on est seulement ébloui de retrouver, une heure et trois minutes, l'enfant ivre qu'on a été.

CLAIRE DEVARREUX.
* Olympie-Luxembourg.

Lorin Maazel quittera la direction de l'Opéra de Vienne en 1986

Lorin Maazel a décidé de quitter la direction de l'Opéra de Vienne en 1986. C'est Claus Helmuth Dresch, directeur de l'Opéra de Zurich, qui lui succédera, à-t-on appris le 19 mars à Zurich.

Le chef d'orchestre américain aura subi des attaques systématiques, de la part de la presse, qui lui reproche son « arrogance », ses « incapacités de gestion » et « la baisse effrayante du niveau » des représentations — ainsi que de la part du public. L'association des amis de l'Opéra de Vienne a notamment effectué un sondage où l'on retrouve la plupart des critiques émises dans les journaux.

De son côté, le ministre autrichien de l'Éducation et des Arts, M. Helmut Zilk, met l'accent sur le trop peu d'intérêt qu'aurait manifesté Lorin Maazel pour la gestion de l'établissement (Opéra d'État) depuis 1982. Le ministre a estimé toutefois que Lorin Maazel était l'un des plus grands chefs d'orchestre dans le monde », avec lequel l'Opéra de Vienne souhaitait poursuivre une collaboration. — (AFP.)

Victime de la presse

La décision de Lorin Maazel n'est pas une surprise : il l'avait laissée prévoir plusieurs fois. Le chef am-

ricain n'a jamais pu s'imposer vraiment dans la capitale viennoise. Il n'a même pas bénéficié de son arrivée, en 1982, de l'« état de grâce » : par malchance la soirée d'inauguration de sa direction a été marquée par la défaillance catastrophique d'un jeune ténor wagnérien.

Certains spectacles brillants ont ensuite semblé consolider sa position, mais il n'a pu s'acquiescer les faveurs d'une presse viennoise toujours impitoyable (celle-là même qui avait eu la « peau » jadis de Mahler et naguère de Karajan).

Le 7 décembre dernier, Monserat Caballé, à la suite d'une « défaillance cardiaque » abandonna la scène de l'Opéra de Vienne au cours d'une représentation, tandis que Lorin Maazel conduisait Turandot. (ex se faisait siffler) à l'ouverture de la Scala de Milan ; les journaux autrichiens réclamaient sa démission, jugeant que le directeur avait le devoir d'être présent à Vienne pour une soirée de « haut risque ».

Opéra et drame continuent à rimer dans tous les grands théâtres du monde : cela ne met pas en cause le talent de chef de Lorin Maazel.

JACQUES LONGCHAMPT.

Le Monde
dossiers et documentsLE POIDS
DES ARMES

DANS CE NUMÉRO, UN SECOND DOSSIER
ALLEMAGNE FÉDÉRALE :
LA FIN DES CERTITUDES

NUMÉRO DE MARS 1984
CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX 5,50 F

Le Monde

5, rue des Écoles, 75247 PARIS CEDEX 05

THÉÂTRE DE L'OPRIMÉ
AUGUSTO BOAL
SPECTACLES-FORUM

ON A TOUS LES JOURS

CENT ANS

De 7 heures à 23 heures

PORTÉ DE PANTIN
LOCATION : 241-31-53

COMMUNICATION

POINT DE VUE

L'ouverture, pas le chaos

par GEORGES FILLIOUD (*)

M. Georges Fillioud, secrétaire d'Etat chargé des techniques de la communication, inaugure, jeudi 22 mars, le colloque « Télévision 84 » à Evry (Seine-et-Marne), la grande manifestation annuelle des partenaires engagés dans les réseaux câblés.

Depuis l'annonce, le 3 novembre 1982, du plan-câble, le gouvernement a paru hésiter sur sa ligne de conduite, et le conseil interministériel du 8 février dernier s'était séparé sans arrêter de décisions (le Monde du 2 mars).

Dans le texte ci-dessous, M. Georges Fillioud réaffirme les données essentielles de la politique gouvernementale et en souligne la cohérence. C'est une réponse, en particulier, aux propos de M. Jacques Dondeux, directeur général des télécommunications, qui avait remis en cause certains aspects du plan-câble et l'utilité du satellite de télévision directe TDF 1 (le Monde des 7 et 8 mars).

COMME il était aisé de n'avoir pas peur de solutions parce qu'on n'en cherchait point ! Comme il était commode de gérer le présent selon les règles du passé. Et de faire comme si l'on pouvait indéfiniment conjuguer l'avenir au futur antérieur. La rupture politique que la France de 1981 a voulu en porter l'espérance. Déjà, les murs de 1988 en annoncent la venue. Est ainsi arrivé le temps d'une heureuse rencontre entre l'exigence d'autres façons de communiquer et les possibilités d'y répondre par la révolution technologique.

Pour réaliser ce rapprochement, point de modèle : la France n'est ni l'Italie ni l'Amérique. Là comme ailleurs, elle doit assumer son héritage : traditions, mœurs, structures, installations techniques. La table n'est pas rase. Nos réseaux de diffusion existants ont été construits à partir d'initiatives successives, prises selon les données du moment au cours d'une période de plus de cinquante ans. Cela ne s'est forcément pas fait sans quelques incohérences. C'est pour tout bien de ce maillage qu'il faut partir. En l'adaptant.

Nous disposons aujourd'hui en télévision hertzienne de trois réseaux nationaux et d'un réseau régional. L'un de ces réseaux n'était pratiquement plus utilisé. Ainsi est né Canal-Plus. Sous le régime de la concession, pour assurer le respect d'un certain nombre de règles fondamentales, notamment au plan des programmes. Avec un financement assuré par l'abonnement, puisqu'il était impossible aussi bien d'augmenter très fortement la redevance, que d'accroître massivement les ressources publicitaires, sauf à mettre en difficulté d'autres médias.

Quels que soient les choix vers lesquels on s'oriente en vue d'augmenter les capacités de diffusion, on

se trouve toujours confronté à ces mêmes contraintes financières et techniques. C'est l'ensemble de ces éléments d'analyse et de prospective qui guide les pouvoirs publics dans leur recherche. Car il y a recherche. Recherche. Et non point hésitation, timidité ou peur.

Ceux qui nous font le reproche de ne pas aller assez vite devraient mieux mesurer la distance parcourue en deux ans. Ils savent, et nous savons, que, matière de communication plus qu'ailleurs, toute ouverture à la liberté comporte des risques politiques. Le gouvernement et la majorité les ont pris. Huit cents radios locales privées en témoignent. Et nous continuerons dans cette voie, celle qu'a ouverte la loi du 23 juillet 1982. Mais en veillant à éviter les dérégulations brutales qui, à tout coup, seraient meurtrières en ce secteur.

« Liberté à l'italienne... »

Qu'a donné, par exemple, la « liberté à l'italienne » après cinq ans de guerre sans règle sur les ondes ? Il ne subsiste, en fait, à ce jour, que deux ou trois réseaux commerciaux quasi-nationaux diffusant les mêmes programmes importés et médiocres. La télévision publique, elle-même entraînée dans cette ronde, vient de se trouver réduite à consentir à une présentation vade-mecum un contrat sans précédent dans l'histoire de la télévision.

Le cinéma italien, pourtant riche d'une grande capacité créatrice, n'y a pas davantage résisté. Il a vu sa fréquentation diminuer dans le même temps de plus de moitié, et le nombre de longs métrages produits chaque année passer de plus de deux cents à moins d'une centaine. Et cela au bénéfice de groupes multimédias qui, pour réaliser au moindre coût des taux d'audience records, n'hésitent pas à proposer au public uniquement des sous-produits américains assortis d'une telle quantité d'écarts publicitaires qu'il devient parfois difficile d'établir la frontière entre le contenu du programme et le message commercial.

C'est, en particulier, pour éviter l'apparition en France d'une telle situation que les pouvoirs publics ont décidé de s'engager dans une politique de câblage. En effet, seul le câble peut acheminer une grande variété de programmes et de services nouveaux, permettant une communication interactive, grâce, en particulier, aux capacités de la fibre optique. En outre, les coûts d'installation pourront être répartis sans constituer une charge rédhibitoire pour ceux qui proposent des produits plus ambigus, alternatifs et novateurs. Enfin, le développement des réseaux câblés ne saurait se faire que progressivement, permettant ainsi à notre industrie de programmes et aux organismes du service public de trouver leur place sur ce nouveau marché.

(*) Secrétaire d'Etat chargé des techniques de la communication.

AUTEUR DU RAPPORT SUR LES « AVIONS RENIFLEURS »

M. François Giquel va être nommé PDG de la Régie française de publicité

M. François Giquel, conseiller référendaire à la Cour des comptes, doit remplacer prochainement M. Philippe Le Ménétre, maître des requêtes au Conseil d'Etat, comme président-directeur général de la Régie française de publicité (RFP). M. Le Ménétre - dont le deuxième mandat arrive à expiration - avait été nommé à ce poste en 1978, après avoir été conseiller technique aux cabinets de MM. Robert Boulin et Jean-Marie Bailly, puis chargé de mission au secrétariat général du gouvernement de 1973 à 1978.

Son successeur, qui doit être désigné dans les prochains jours par le conseil d'administration de la RFP,

a été directeur de cabinet de Mme Catherine Lalumière, ministre de la consommation, du 10 juillet 1981 au 22 août 1983 ; sa notoriété date surtout du mois de décembre dernier, au moment où fut révélée par le Courant renifleurs l'affaire dite des avions renifleurs. M. François Giquel avait été le rapporteur de la Cour des comptes dont l'enquête sur la société ELF-ERAP.

Sa nomination intervient au moment où la RFP change de dimension. Après avoir longtemps coiffé les deux sociétés de publicité de TF1 et d'Antenne 2, le holding, étend maintenant son activité à FR3, aux stations régionales de la troisième chaîne (Nord, Aquitaine, Alsace...) et à Radio-France outre-mer (RFO).

(Né le 29 avril 1938, M. François Giquel est agrégé des lettres et ancien élève de l'Ecole nationale d'administration. Après avoir été notamment professeur au lycée d'Evreux, il entre à la Cour des comptes en 1967. Il a été chef de la mission culturelle et universitaire auprès de l'ambassade de France au Maroc, de 1975 à 1979, et directeur du cabinet du ministre de la consommation, nommé, en octobre 1983, rapporteur adjoint de la Cour des comptes près le Conseil constitutionnel, et en janvier 1984 rapporteur près la Cour de discipline budgétaire et financière.)

M. Giquel est l'auteur d'un ouvrage sur la Communauté, son budget, ses comptes, aux Editions ouvrières ; il a été rédacteur en chef de la Correspondance municipale, la revue de l'Association pour la démocratie et l'éducation locale et sociale (ADELS).

Des vitres blindées et des calories économisées

Le fameux film anti-effraction Securifilm, appliqué sur vos vitrages, leur confère une résistance de 2,6 tonnes au centimètre carré, est insensible et peu coûteux. (Expéditions en Province). Et pour lutter plus efficacement contre le froid et le bruit, posez vous-même ou faites poser le survitrage DUOFENETRE, très esthétique et l'un des moins onéreux du marché. PRIVAD, 5, rue Charlot, 93320 Pavillons-sous-Bois. Tél. : (1) 848-85-37.

ainsi qu'aux différents partenaires nationaux, régionaux ou locaux de s'exprimer dans le cadre d'une véritable concertation.

Le choix a ainsi été clairement fait, et il ne s'agit plus dès lors de déterminer si il subsiste en tel ou tel point du territoire certaines fréquences hertziennes inexploitées. Il convient cependant de préciser que les études auxquelles a procédé TDF pour assurer la reconstitution du réseau 819 lignes ont fait ressortir que la capacité en la matière est, du fait de l'excellence de la couverture du territoire par les trois chaînes, extrêmement modeste, et que en tout état de cause, l'utilisation en France de l'espace hertzien résiduel ne saurait se concevoir sans entraîner des dépenses considérables.

Encore faut-il ne pas avoir supprimé le monopole de la télévision nationale pour recréer de nouveaux monopoles, locaux, ceux-là. Cela signifie clairement que le câblage de la France doit être uniforme pour ce qui concerne la réalisation des infrastructures. Notamment le prix de la prise installée doit être identique du nord au sud, quel que soit le coût de sa réalisation. Cela signifie encore que les formules d'exploitation de la télédiffusion doivent être, à l'intérieur de ce que la loi autorise, la plus diversifiées possible, et ne pas dépendre du seul bon vouloir des collectivités locales. Ce sont là les conditions nécessaires du véritable pluralisme sur les réseaux à créer.

Danger pour notre industrie

En complémentarité avec ce plan de câblage, la France, bénéficiant de l'avance technologique que lui confère le programme industriel franco-allemand en cours de réalisation, sera en mesure de bientôt exploiter un satellite de télévision directe. Celui-ci, décidé en 1979, et adapté aux spécifications du plan de partage des fréquences adopté à Genève en 1977, pourrait, dès 1988, diffuser trois programmes de télévision à destination d'équipements de réception collectifs ou individuels. Des accords pourraient être conclus avec plusieurs partenaires européens, ayant pour effet de répartir l'amortissement des coûts d'investissement et d'exploitation du système sur plusieurs utilisateurs.

D'ici quatre ou cinq ans, aucun autre pays européen n'est susceptible de se placer sur ce marché, sauf à utiliser des technologies importées d'outre-Atlantique. Cela ne signifie pas qu'il ne faille pas, dès à présent, étudier une nouvelle génération de satellites de télévision directe plus performants et envisager à terme une renégociation des accords de Genève. Il y aurait toutefois un danger majeur à ne pas occuper le terrain, dès lors que d'autres pays européens seraient en mesure de le faire. Danger pour notre industrie, danger pour notre culture.

Il importe par ailleurs de bien voir que, pendant la durée, inévitablement très longue, de la réalisation du plan câble, seuls des équipements de réception individuels pourront réduire l'inégalité de traitement entre ceux qui seront câblés les premiers et ceux qui ne le seront que plus tard. Il y a là, également, un marché considérable pour les industriels européens, sachant qu'il serait tout aussi absurde, sur le plan économique, de vouloir doter massivement les zones urbaines d'équipements de réception individuels que d'étendre le câblage aux zones d'habitat dispersé.

Augmenter, quelle qu'en soit la forme, notre capacité de diffusion, c'est aussi augmenter, dans le même temps, notre capacité de produire. Des initiatives importantes ont été prises par les pouvoirs publics afin de dynamiser le secteur de la production par l'intervention de fonds de garantie ou de fonds de soutien à caractère automatique, ayant pour critères d'attribution la rentabilité optimale de nos productions et qui doivent avoir pour les nouveaux médias, les mêmes recombés qu'a eues le fonds de soutien à l'industrie cinématographique depuis trente ans pour notre cinéma. De même, et le débat qui s'est instauré nous le rappelle, il est essentiel de ne pas oublier le rôle de la télévision à s'adapter à la situation de concurrence qui sera la sienne dans l'avenir et à en tirer des moyens d'un dynamisme accru.

C'est la conjonction de ces éléments qui a orienté le choix du gouvernement en faveur d'une politique de la communication équilibrée, progressive, cohérente. Au fur et à mesure de la mise en œuvre de ses diverses composantes, il importe que le débat reste ouvert et fécond, mais l'objectif essentiel doit demeurer la satisfaction de l'attente du public pour des programmes toujours plus nombreux et plus variés, sans pour autant plonger l'ensemble du secteur dans un chaos où nul ne serait épargné.

Mardi 20 mars

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

- 20 h 35 Les mardis de l'information. Magazine de la rédaction de TF 1 d'A. Denvers. Cinq reportages : L'Argentine, les chemins de la liberté, sur les lieux de détention, sur les traces des disparus ; Paris-XIII ou Chinatown-sur-Seine ; Pékin à Paris, le trafic de drogue ; Comp de main au Kurdistan ; Les supplices de Kibonzi ; Le Gabon de Bongo : une conversation avec le président.
- 21 h 55 Ballet-théâtre : Guignol. De A. Nicolais, par sa troupe de théâtre. R. L. Godev. Avec G. W. Ott, J. Wilson Sayre, J. Auyang... Une suite de tableaux en couleurs, des gestes géométriques, un exercice de style signé par le grand chorégraphe américain Alvin Nicolais et dix danseurs.
- 22 h 15 Caméra une première : le Rat. De E. Huppert, avec J.-L. Bideau, H. Dec, A. Rosier, E. Huppert... Peut-on rompre avec ses rats pour vivre un amour ? Une étrange histoire d'amour filmée avec cruauté et précision par Elisabeth Huppert.
- 23 h 30 Journal.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

- 20 h 40 Cinéma : Le Feu follet. Film français de L. Malle (1963), avec M. Romet, J. Moreau (N.). Sorti d'une clinique de Versailles où il a fait une cure de désintoxication alcoolique, un homme, qui n'a plus le goût de la vie, revêt d'anciens amis. Ils ne peuvent rien lui apporter. Remarquable adaptation d'un roman de Drieu La Rochelle (l'époque et quelques détails ont changé), dans une écriture cinématographique rigoureuse. Tragédie littéraire d'un être désespéré, phénomène du suicide. Et Maurice Romet dans un de ses plus grands rôles.
- 22 h 30 Magazine : Lire, c'est vivre. De P. Dumayet. « Un cœur simple », de G. Flaubert. Un conte de l'auteur de Madame Bovary. Un texte d'une simplicité singulière, l'histoire de Félicité, servante au grand cœur, lue et commentée par Pierre Dumayet et dix invités. Un exercice à mi-chemin entre l'autobiographie et l'ethnologie.
- 23 h 30 Journal.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

- 20 h 35 Cinéma : Les Routes du Sud. Film français de J. Loscy (1977), avec Y. Montand, Mimi-Mou, L. Mallet.

L'engagement politique d'un intellectuel quinquagénaire, fils de réfugiés espagnols, est contesté par son propre fils, tandis que sa femme, partie en mission clandestine à la place d'un militant antifranquiste, est tuée dans un accident de voiture. Les doutes du scénariste Jorge Semprun et d'Yves Montand apparaissent dans cette réflexion sur le nazisme, le stalinisme, la création littéraire et cinématographique. La réalisation de Loscy ne colle pas au sujet. Et cela donne, malheureusement, un film ennuyeux et raté.

FR 3 PARIS - ILE-DE-FRANCE

- 17 h 5 Cinéma italien : Ce merveilleux automne, film de Mauro Bolognini.
- 18 h 55 Court métrage.
- 19 h Informations.
- 19 h 35 Feuilletton : le Chevalier d'Harmant.
- 19 h 45 Dessin animé : Gédéon.

FRANCE-CULTURE

- 20 h Dialogues : Mais parlez-moi d'amour, avec Julia Kristeva et Hector Bianciotti.
- 21 h 15 Les musiciens français contemporains : Georges Hugon.
- 22 h 30 Notes magiques : David Gascoyne ; actualité du surréalisme.

FRANCE-MUSIQUE

- 20 h 30 Concert : Variations pour orchestre sur un thème de Haydn, de Brahms ; trois préludes de Pfitzner, Quatuor pour piano et cordes n° 1 en sol mineur, de Brahms, par l'Orchestre philharmonique de Berlin, dir. E. Leinfelder.
- 22 h 30 Les soirées de France-Musique : à 23 h 10, Jazz club (en direct du New Morning) : le groupe Sphère.

Mercredi 21 mars

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

- 11 h 30 TF1 Vision plus.
- 12 h Le rendez-vous d'Annick.
- 12 h 30 Atout cœur.
- 13 h Journal.
- 13 h 35 Vitamine. Un patchwork de petits sujets allant du sport aux chansons de danse en passant par des jeux vidéo.
- 16 h Jouer le jeu de la santé.
- 16 h 5 Temps X : le prisonnier.
- 17 h 5 Un métier pour demain. Le diplôme universitaire de technologie.
- 17 h 20 Les infos.
- 17 h 30 Le village dans les nuages.
- 17 h 50 Série : Holmes et Yojo.
- 18 h 20 Presse-citron.
- 18 h 25 Jack Spot.
- 18 h 55 Variétés : Jour J.
- 19 h 15 Emissions régionales.
- 19 h 40 Les petits drôles.
- 19 h 53 Tirages du Taotao.
- 20 h Journal.
- 20 h 30 Tirage du Loto.
- 20 h 35 Série : Dallas. Controverse autour du testament de Jack. Elle aura sa part du patrimoine mais se refuse à accepter cette forme de charité.
- 21 h 25 D'homme à homme : Hampete Ba. Emission de Pierre Dumayet. Une nouvelle série mensuelle. La rencontre du grand historien Hampete Ba, suite d'un reportage de Jean Cazenave et Pierre Dumayet, sur les traces des Peuls, peuple de pasteurs nomades, au Mali, en Côte-d'Ivoire. La genèse d'une civilisation. Passionnant.
- 23 h Journal.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

- 10 h 30 ANTIOPE.
- 12 h Journal (et à 12 h 45).
- 12 h 10 Jeu : L'académie des neuf.
- 13 h 35 Feuilletton : l'Infini.
- 13 h 50 Les carnets de l'aventure. « Sous le drapeau des conquistadors », de B. Ollivier.
- 14 h 25 Dessins animés.
- 14 h 30 Récré A2. Papirote, Qua Qua O, Latutu et Lireli, les petites canailles. Les Schtroumpfs, les mystérieux chés d'or...
- 17 h 30 Micro Kid. Les jeux vidéo et la micro-informatique.
- 18 h 45 Placide 45. Avec Culture Club, Beside, D. Balavoine, King Karl, L.N.X.S.
- 18 h 30 C'est la vie.
- 18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
- 19 h 15 Emissions régionales.
- 19 h 40 Le théâtre de Boulevard.
- 20 h Journal.
- 20 h 35 Téléfilm : Emportez-le avec vous. R. L. de J. Sagols, avec J.-M. Thibault, A. Abbadesse. Deux gagnants à un jeu télévisé victimes d'organisations sans scrupules.
- 22 h 10 Magazine : Moi... Je. De B. Bouthier. « Le nécessaire et le superflu » : 1 000 francs et une heure pour les dépenses, que faites-vous ? « Carnet de bal » : une soirée chic, bon genre ; « Les gros » : les sociétés d'amaigrissement ; « Drôle d'Hour » : les nouvelles coiffures ; « Vacation femme-flic ».
- 23 h 10 Journal.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

- 17 h Télévision régionale.
- 17 h 55 Dessin animé : Inspecteur Gadget.
- 20 h 5 Les jeux.
- 20 h 35 Cadrone 3. Emission de Guy Lux et L. Milicic. Avec Michèle Torr et Sim.

- 22 h Journal.
- 22 h 20 Parole de régions. L'Alsace, pôle de recherche.
- 22 h 30 Avec le temps : Sonis. Emission de M. Grégoire.
- 22 h 40 Cinéma : Au fil du temps. Film allemand de Wim Wenders (1975-1976), avec R. Vogler, H. Zischler (v.o. sous-titrée, N.). Un tourneur de cinéma ambulant emmène dans son camion une sorte d'intellectuel vagabond suicidaire. Tous deux apprennent à se connaître en parcourant la région d'Allemagne de l'Ouest longeant la frontière avec l'Allemagne de l'Est. L'histoire de la durée pour faire sentir le poids du temps, confrontation de deux conceptions de la vie, manifeste pour un nouveau cinéma s'opposant à la production de consommation. Mise en scène de comportements et d'idées un peu trop systématique. Mais on ne peut pas ignorer Wenders.

FR 3 PARIS - ILE-DE-FRANCE

- 17 h 5 Téléfilm : ABTV : composez le 32.
- 17 h 45 Vie associative : vie culturelle à Evry. A l'occasion de Télécible 84.
- 18 h 15 Magazine des nouvelles technologies.
- 18 h 30 Magazine : Vie régionale. En direct d'Evry.
- 18 h 54 Gil et Julie.
- 18 h 55 Informations.
- 19 h 35 Feuilletton : le Chevalier d'Harmant.
- 19 h 45 Dessin animé : Gédéon.

FRANCE-CULTURE

- 7 h 2 Matinales : Chanson de poète ; L'Afrique et ses radios ; Les ciné-clubs en six séances.
- 8 h Les chemins de la connaissance : Electre ; à 8 h 32, Les imaginations de l'argile.
- 8 h 50 Echech au hasard.
- 9 h 7 Matinales des sciences et des techniques.
- 10 h 45 La lyre, ouverture sur la vie : Pour vous, les enfants, qu'est-ce que la poésie ? ; commentaires de M. Jack Lang, ministre de la culture.
- 11 h 2 Musique : Les traditions carnavalesques du sud de la France (et à 13 h 30, 17 h 32 et 20 h).
- 12 h 5 Agora avec André Frenaud.
- 12 h 45 Psoriasis : Littérature étrangère.
- 14 h 5 Sons.
- 14 h 5 La lyre, des voix : « Mémoires d'un Parisien de l'autre », de J. Schmidt.
- 14 h 47 L'école des parents et des éducateurs : L'insomnie est un langage.
- 15 h 2 Les après-midi de France-Culture : A Villeneuve-d'Ascq ; à 15 h 35, La radioactivité ; à 16 h 10, Sciences (le vert s'enlève) ; à 17 h, Raison d'être.
- 18 h 30 Feuilletton : La chanson des Nibelungen.
- 19 h 25 Jazz à l'ancienne.
- 19 h 30 Perspectives scientifiques : La richesse animale (les insectes jardiniers), avec le professeur Grasse.
- 20 h Les traditions carnavalesques du sud de la France. Spectacle du Théâtre de la Carrière.
- 22 h 30 Notes magiques : Grandeur nature (Robert Pinget).

FRANCE-MUSIQUE

- 7 h 10 Actualité du disque.
- 9 h 5 Le matin des musiciens : Fidelio (1) : œuvres de Mozart, Beethoven, Wagner, Berlioz, Brahms.
- 12 h 5 Concert : œuvres de Dusapin, Scholz, Berio, Ravel, par l'Orchestre philharmonique des pays de la Loire, dir. M. Soustrot.
- 13 h 32 Les chants de la terre.
- 14 h 2 Jeunes solistes : œuvres de Fauré, Scriabine, Rachmaninov, Lully, Vivaldi, par M. Jaschke, piano.
- 15 h « Microcosmos » : Elle était une fois Blanche-Neige : Un sonal dans la sono ; Sonoscopie...
- 17 h Histoire de la musique.
- 18 h 5 L'imprévu.
- 19 h Le temps du jazz : feuilletton : où jouent-ils ?
- 20 h Magazine de la musique contemporaine.
- 20 h 30 Concert (en direct du Grand Auditorium de Radio-France) : Sonate pour violon et piano en ré majeur, de Leclair ; Sonate pour violon et piano n° 2, Sonate pour violon et piano, de Piaré, par H. Le Floch, violon, B. Vandeweyer, piano.
- 22 h 34 Les soirées de France-Musique : à 23 h 10, Mémoire par le souvenir : œuvres de Bach, Beethoven, Webern, Rameau, Abellard...

Accord TF1-Canal Plus

M. Hervé Bourges, PDG de TF1, et M. André Rousselet, président de Canal Plus, ont signé le 19 mars un protocole d'accord sur la diffusion des films coproduits par TF1.

Canal Plus et TF1 envisagent d'élargir leur collaboration à d'autres domaines de la production audiovisuelle.

an, abandonne sa priorité de diffusion au profit de la quatrième chaîne pour une durée de deux ans.

Canal Plus bénéficierait ainsi du potentiel technique de la chaîne publique, et TF1 aurait accès, en produisant pour Canal Plus, au Fonds de soutien à l'industrie des programmes. Un accord semblable a déjà été signé au mois de février entre Canal Plus et Antenne 2.

مكتبة الأمل

	Le jour	Le jour 7/7
OFFRES D'EMPLOI	83,00	98,44
DEMANDES D'EMPLOI	25,00	29,65
IMMOBILIER	58,00	66,42
AUTOMOBILES	58,00	66,42
AGENDA	58,00	66,42
PROP. COMM. CAPITAL	164,00	194,50

ANNONCES CLASSEES

	Le jour	Le jour 7/7
ANNONCES ENCADREES	47,00	55,74
OFFRES D'EMPLOI	14,00	16,80
DEMANDES D'EMPLOI	36,00	42,70
IMMOBILIER	36,00	42,70
AUTOMOBILES	36,00	42,70
AGENDA	36,00	42,70

* Dégressifs selon surface ou nombre de parutions.



DIRECTIONS . DIRECTIONS

Sociétés Nationales et Internationales

directeur gestion financière

H.F.

France

Par suite de la promotion au niveau européen de l'actuel titulaire du poste, HEWLETT PACKARD France recherche le directeur de la gestion financière France (poste basé au siège social d'Evry).

Dépendant du Directeur Administratif et Financier, il aura la responsabilité directe des services de comptabilité générale, crédit-recouvrement, trésorerie, assurances et la responsabilité technique du département financement des ventes, soit une cinquantaine de personnes. Il participera à la définition des politiques financières et à la mise au point des procédures.

Le candidat, âgé d'environ 35 ans, diplômé d'une école supérieure de commerce, a au moins cinq ans d'expérience d'une direction de services financiers et comptables, de préférence dans une entreprise anglo-saxonne. La maîtrise de l'anglais est indispensable. Le poste offre de réelles possibilités d'évolution pour un candidat de haut niveau.

Ecrire avec CV, photo et prétentions sous réf. L112/M à H. Bouet, Sélection, Centre Miro 16/18, rue Barbès 92126-MONTRouGE.



sema selection

Paris Lille Lyon
Marseille Toulouse

emplois régionaux

EST DE LA FRANCE
(230 km de Paris)

Importante Société, en expansion, spécialisée dans la fabrication de produits destinés à la construction

recherche

ATTACHÉ(E) DE DIRECTION

Sous l'autorité du Directeur Général, il (elle) assurera les missions de relations (Filiales, ...), contrôle (informatique, ...), suivi de dossiers et assistera le DG dans les domaines de la vie interne et de la gestion de la Société.

Le (a) candidat (e) sera âgé (e) de 35 ans environ, de formation universitaire et possèdera une connaissance approfondie de l'anglais.

Il (elle) pourra en outre justifier d'une expérience de quelques années à un poste similaire en milieu industriel.

Les qualités de personnalité : sens affirmé de l'organisation, esprit d'initiative, capacité d'adaptation à des tâches multiples et variées seront considérées dans l'attribution de ce poste.

Si cette offre vous intéresse, envoyez votre candidature (lettre manuscrite, C.V. détaillé et prétentions) à UNIVERSAL COMMUNICATION, sous référence n° LM/520, 122, chée de la Haie, 1050 BRUXELLES, Belgique. Réponse et discrétion assurées.

BATTELLE DIRECTEURS

DE CENTRE DE RECHERCHE
GENÈVE - SUISSE

BATTELLE, importante organisation privée de recherche sous contrat, souhaite engager deux directeurs expérimentés pour des postes de haut niveau, à la division de Genève. Nous cherchons des personnes créatives possédant une grande faculté d'adaptation à l'évolution du marché et ayant démontré leurs aptitudes à prendre des décisions, à communiquer et à motiver leurs collaborateurs.

Nous demandons une bonne connaissance de l'anglais et si possible de l'allemand, 5 à 10 années d'expérience de direction et un diplôme technique (de préférence un doctorat). Ces postes sont décrits avec plus de précision ci-dessous.

DIRECTEUR ADJOINT - Centre de Technologie Industrielle

Ce poste requiert une formation universitaire ou grandes écoles et une expérience de la recherche en sciences physiques ou en ingénierie ainsi que plusieurs années d'expérience de la direction incluant le contrôle des budgets, les ventes, l'analyse du marché et la gestion des ressources humaines. Le candidat devra avoir démontré qu'il est capable de développer et de maintenir des relations d'affaires avec les responsables des entreprises industrielles en Europe. La nationalité suisse est souhaitable.

DIRECTEUR - Centre d'Economie Appliquée

La personne choisie pour ce poste aura une formation universitaire ou grandes écoles en économie ou en administration, en plus d'un diplôme technique. Une expérience de direction en recherche et développement est essentielle. Une expérience de consultant sur une base internationale est également souhaitable. La personne qui occupera ce poste sera capable de développer une clientèle dans un marché hautement compétitif.

Les personnes intéressées sont priées de faire parvenir leurs offres sous pli confidentiel, au chef du personnel, BATTELLE, 7, route de Drize CH - 1227 - CAROUGE, Genève.



Assisted Intelligence Design

PARIS SAN FRANCISCO TOKYO

Bureau d'études MICRO-ELECTRONIQUE
(HARD & SOFT)

Budget : US\$ 3 millions assuré pour 1984

Recherche pour diriger l'entreprise située
au centre de Paris (RER - CHATELET)

le DIRECTEUR

ADMINISTRATIF, FINANCIER, COMMERCIAL

- parfaitement bilingue Anglais/Français
- expérience probante de la gestion d'une PME
- capable de diriger une équipe très jeune et dynamique dont la passion du travail occupe la vie personnelle et familiale.

250000 F/AN + fort incitatif aux résultats.
Lettre manuscrite en ANGLAIS et CV en Français à :
MICRO-ARCH, 79, rue du Temple 75003 PARIS

Pour filiale en création à Singapour

FABRICATION ET VENTE PRODUITS
POUR GROS OEUVRE
IMPORTANT GROUPE FRANÇAIS
recherche

DIRECTEUR ADJOINT

Chargé de développement (futur directeur de la filiale).
Ingénieur constructeur ayant expérience 5 à 10 ans bâtiment, travaux publics, bureau d'études, méthodes, pour fonctions à dominante technico-commerciale en début.

Le candidat doit être parfaitement bilingue
anglais-français.
Liste de travail : SINGAPOUR.
Rémunération minimale : 6 000 dollars Singapour
+ logement + voiture.

Adr. lettre man. et C.V. à CRI, Etablissement André
MURE, 57, cours Albert-Thomé, 69424 LYON Cedex 3.

JEUNE BTS OU DUT

ayant quelques années d'expérience
ANALYSTE PROGRAMMEUR

POUR POSTE

futur chef de projet

dans importante usine située dans la MARNE.

- Apte au travail en groupe • Bon contact humain.
- Persévérant et stable.



Merci d'adresser lettre manuscrite + C.V. +
photo et prétentions au

MICHEL GERARD

19, rue des Tanneurs - B.P. 76
51303 VITRY-LE-FRANCOIS Cedex.

SOCIÉTÉ DE MOULAGE MATIÈRES PLASTIQUES DE LA RÉGION PARISIENNE

recherche

UN DIRECTEUR DE FABRICATION

Le candidat retenu, âgé d'au moins 35 ans, aura accumulé une grande expérience tant dans la conception des outillages de grandes séries que dans leur utilisation intensive.

Un curriculum vitae manuscrit très détaillé est indispensable pour un premier entretien.

Ecrire en précisant bien la référence No 284803 M, Régie Presse
85 bis, rue Réaumur - 75002 PARIS - qui transmettra

INDUSTRIE PAPETIERE

directeur d'établissement

120.000 t / 400 personnes
pleine responsabilité
360.000 F. +

confidentialité totale garantie



Ecrire ou téléphoner
à Monsieur Leconte
4, rue Amiral Courbet
75116 Paris - 727.37.96

emplois internationaux

(et départements d'Outre-Mer)

(et départements d'Outre-Mer)

Corporate Lawyer

for a wide ranging role with international dimensions based in Brussels, Belgium.

Monsanto Company's consolidated sales exceed \$6 billion. It employs over 50,000 people, operates 146 plants, 20 research/technical centers and has sales offices in 65 countries. The company is well positioned in the chemical business, plans to become a major factor in biological sciences and is broadening its activities in such fields as control systems, electronic materials and fabricated products.

Monsanto's operations in Europe, Middle East and Africa are directed from and coordinated by Monsanto Europe S.A., Brussels, Belgium.

The new appointment constitutes an excellent opportunity for a lawyer wishing to move to a developing business environment.

As a member of a legal staff of five, the successful applicant will have excellent academic qualifications and approximately five to ten years experience, primarily in international legal practice. Fluency in English is a prerequisite. Knowledge of more than one legal system and command of one or more other European languages will be significant advantages.

The position calls for dealings with senior and middle level management of different operating units in different countries.

Applications should be addressed to Monsanto Europe S.A., avenue de Tervuren 270-272, box 1, 1150 Brussels, Belgium, attention: Mr. L. Borrell.

Monsanto



emplois internationaux
(et départements d'Outre-Mer)

emplois internationaux
(et départements d'Outre-Mer)

emplois internationaux
(et départements d'Outre-Mer)

INTERNATIONAL TELECOMMUNICATION UNION

invites applications for

EIGHT posts

at the Ministry of Posts, Telegraphs and Telephones, Riyadh
KINGDOM OF SAUDI ARABIA

in the following specialties for Projects 9-SAU/84/21 and SAU/82/003:

Frequency management and radio monitoring (Posts 11.16, 11.17 and 11.18)

(THREE Senior Expert vacancies exist in this specialty)

Responsible for: reorganization Frequency Section, updating country's licensing and recording procedures; reviewing existing Saudi Arabian regulations concerning spectrum management; preparation procedures and manuals for monitoring; preparation national frequency plan. Theoretical knowledge/wide practical experience computerized frequency management/organization radio monitoring services, calculation interference. Knowledge International Radio Regulations. Training experience an advantage. University degree in engineering or science. Thorough knowledge English essential. Knowledge Arabic an advantage.

Documentalist for the Frequency Section (Post 11.19)

Develop up-to-date filing system to be stored on computers, microfilms; develop a procedure for filing; develop a programme for compilation of regulatory documents. Minimum ten years' practical experience in library and documentation work. Ability to work with computers through proper terminal essential. University degree in Arts with evidence of specialization in library/documentation work. Thorough knowledge English and Arabic essential.

Translator, Arabic/English/Arabic, Frequency Section (Post 11.20)

Translate from English into Arabic and vice versa, all technical/administrative material on frequency management aspects; compile a list and card index of all translations into Arabic of telecommunication terms. Continuous professional experience in technical translations from English to Arabic and vice versa - minimum five years' experience essential. University degree in languages with evidence specialization in technical translations. Candidates should be of Arabic mother tongue with full command of classical Arabic and the English language.

Local networks (Post 11.02)

Supervise and approve local network plans; study progress of local network projects; lay down guidelines and procedures for future planning; prepare specifications and tender documents; investigate staff and training requirements. Extensive experience, not less than fifteen years, in Telecommunication Administration mainly in field local networks. Experience in digitalizing local networks is essential as well as knowledge network optimization methods. University degree in engineering or science. Thorough knowledge English essential. Knowledge Arabic an advantage.

Switching systems (Post 11.11)

Advise on matters pertaining to the store programme control telephone exchanges, later also: PRX systems, LME telephone exchanges types AXE, ARE 11 and ARE 13; preparing specifications and tender documents for digital type exchanges; in supervision of contractors; in scrutinizing progress reports & in maintaining a supply of spare parts; in investigating staff and training requirements; Extensive experience, not less than fifteen years, in telecommunication including minimum ten years in switching. Experience in traffic engineering an advantage. University degree in engineering or science. Thorough knowledge English is indispensable. Knowledge of Arabic an advantage.

Message switching system (Post SAU/82/003/11.04)

Advise and assist on development telegraph systems particularly message switching system capable of operating both Arabic and Latin scripts; preparation/implementation detailed plans for expansion/modernization using automation techniques; plant procurement and assisting in technical evaluation of tenders; arrangement for implementation of automation. Wide theoretical knowledge/practical experience in message switching system with its power plant and peripheral equipment. University degree in engineering or science. Thorough knowledge English essential. Knowledge Arabic an advantage.

Duration of each assignment will be for a period of one year (with possibility of extension) commencing as soon as possible.

The final selection will be subject to an interview in either Geneva or Riyadh.

Conditions of employment are in accordance with normal United Nations practice and salary is tax-free.

Please send curriculum vitae (but do not include at this stage copies diploma/documentation) by 28 April 1984 to: ITU, place des Nations, CH-1211 Geneva 26, Switzerland.

INTERNATIONAL TELECOMMUNICATION UNION

invites applications for

eleven Senior Training Expert posts

at the Telecommunications Institutes in Riyadh or Jeddah in the
KINGDOM OF SAUDI ARABIA

in the following specialties for Project SAU/81/001:

Teaching methods (telecommunications) and audio-visual aids (Posts 11.06 and 11.16)

Responsible for development of course material; producing/validating training packages and associated audio-visual materials; preparing instructor guides; training counterpart staff as instructors. (One post each in Riyadh and Jeddah).

Outside plant (Posts 11.09 and 11.19)

Responsible for training in theoretical/practical aspects; reviewing work procedures in field of external plant; organizing training courses; preparing syllabi and training manuals; assisting in establishment of laboratories; specifying training equipment and training aids, demonstration sets, etc.; training counterpart staff as instructors. (One post each in Riyadh and Jeddah).

Telegraphy and data transmission (Posts 11.10 and 11.20)

Responsible for training in theoretical/practical aspects; organizing training courses; preparing syllabi and training manuals; assisting in establishment of laboratories; specifying training equipment and training aids, etc.; training counterpart staff as instructors. (One post each in Riyadh and Jeddah).

General telecommunication subjects (Posts 11.13 and 11.23)

Responsible for training courses in electricity, electronics, fundamentals of telecommunications and broadcasting techniques; specifying equipment, training aids, demonstration sets, etc.; assisting in establishment and maintenance of laboratories; training counterpart staff as instructors. (One post each in Riyadh and Jeddah).

Telephone switching (Post 11.17)

Responsible for training in theoretical/practical aspects of telephone switching: PRX system and LME telephone exchanges types AXE, ARE 11 and ARE 13; organizing training courses; assisting in establishment of laboratories; training counterpart staff as instructors. (One post in Jeddah).

Line transmission and radio relay systems (Post 11.18)

Responsible for training in theoretical/practical aspects carrier and line transmission systems including radio relay systems; preparing syllabi and training manuals; specifying equipment, training aids, demonstration sets, etc.; assisting in establishment and maintenance of laboratories; training counterpart staff as instructors. (One post in Jeddah).

Power plant and general electrical/mechanical workshop practice (Post 11.21)

Responsible for training in theoretical/practical aspects telecommunication power plant; developing and organizing training courses; preparing syllabi and training manuals; specifying training equipment, training aids, etc.; assisting in establishment of laboratories; training counterpart staff as instructors. (One post in Jeddah).

Duration of each assignment will be for a period of one year (with possibility of extension) commencing as soon as possible.

Candidates should possess either a B.Sc. and minimum ten years' experience, or an M.Sc. and minimum five years' experience or a Ph.D. and minimum two years' experience; with at least 30 % candidate's professional career in field of training. A sound knowledge of English is required; a knowledge of Arabic would be an advantage.

The final selection will be subject to an interview in either Geneva or Riyadh.

Conditions of employment are in accordance with normal United Nations practice and salary is tax-free.

Please send curriculum vitae (but do not include at this stage copies diploma/documentation) by 12 April 1984 to: ITU, place des Nations, CH-1211, Geneva 26, Switzerland.



ISO-EUROPEAN SOUTHERN OBSERVATORY

est une organisation européenne intergouvernementale établie par les gouvernements de la Belgique, du Danemark, de la France, de l'Italie, des Pays-Bas, de la République Fédérale d'Allemagne, de la Suède et de la Suisse.

Pour son observatoire à La Silla, situé au Chili à 2.400m d'altitude à l'extrême sud du désert de l'Atacama, à 600 km au nord de

Santiago, ISO recherche un

ADMINISTRATEUR (réf. CAD1-27)

Il sera responsable de la gestion des services administratifs et généraux y compris la gestion locale du personnel, du service des finances, achats, importations, etc. et de la liaison avec les autorités locales.

Il possède un diplôme universitaire (ou équivalent) en administration d'entreprises/sciences économiques, ainsi qu'une très bonne connaissance de l'anglais et de l'espagnol.

Pour son siège à Garching bei München, République Fédérale d'Allemagne, ISO recherche un

CHEF DE SERVICE DU PERSONNEL (réf. EAD1-04)

Il sera responsable de la gestion de quelque 150 membres du personnel en Europe et au Chili. Ceci comprend le développement et la mise en application de la politique et des règles relatives au personnel, le recrutement, l'administration des salaires, les assurances sociales, etc.

Il possède un diplôme universitaire (ou équivalent) en gestion, administration des entreprises ou droit ainsi qu'une très bonne connaissance de l'anglais. La connaissance du français et de l'allemand sera un avantage.

Pour ces deux postes, la rémunération sera fonction des qualifications, de l'expérience et de la situation familiale. Les candidatures doivent être soumises avant le 8 avril 1984, en spécifiant la référence du poste, au service du personnel, European Southern Observatory, Carl-Schwarzschild-Straße 2, D-8046 Garching bei München. Tél: 089/320.06.215-8.

Bien qu'une préférence soit accordée aux ressortissants des états membres de l'ESO, aucune nationalité n'est à priori exclue.

Nous sommes une Société Française de 6000 personnes des secteurs Electricité, Communication et Ingénierie

Nous développons notre Département Génie Civil et la réalisation d'affaires importantes en Afrique.

Construction de bâtiments certifiés préfabriqués TCR - nous sommes à préparer notre structure moyen terme grâce au recrutement sous contrat à durée indéterminée de :

**2 DIRECTEURS TRAVAUX BATIMENT
2 INGENIEURS TRAVAUX BATIMENT**

Nous appliquons le statut de détaché dans le pays concerné.

Nous exigeons une expérience professionnelle de plusieurs années en pays Africains ou Arabes. L'anglais courant est indispensable.

Notre volonté de développer le département Génie Civil crée des possibilités de carrière intéressantes.

Adressez CV, photo et présentations par le canal de CONTESSE PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra 75004 Paris Cedex 01 qui transmettra vos données à 80625.

Nous sommes une société française de 5000 personnes dont 800 ingénieurs et Cadres réalisant plus de 2 Milliards de CA. Nous développons nos activités **INGENIERIE et CONSTRUCTION de BATIMENTS** et nous renforçons notre potentiel en recrutant pour l'ÉTRANGER

Ingénieurs et directeurs de travaux

200/250.000 F

300/400.000 F

Pour les premiers il est requis 5 ans d'expérience en conduite de chantiers et pour les seconds, 10 ans comme responsables de chantiers TCE de 400 à 500 personnes. Vous avez d'expérience G.E. d'ingénierie (P et C CENTRALE, AM, etc.), vous connaissez les procédés de préfabrication pour bâtiments administratifs et scolaires et vous êtes déjà familiarisés avec les conditions de travail dans les pays africains ou arabes. Vous bénéficiez des avantages des détachés... Postes évolutifs.

Prenez contact avec notre Conseil par courrier ou téléphone, et soyez assuré du respect de la confidentialité des informations transmises.



Hervé Le Baut-Consultants

8, rue la Boétie - 75008 PARIS
Tél. : 265.38.39

emplois internationaux

Cette classification permet aux sociétés nationales ou internationales de faire publier pour leur siège ou leurs établissements situés hors de France leurs appels d'offres d'emplois.



**Chef de
adminis
et finan
Franco-Co**

**Ressou
& Dé**

Responsab

Grande école d'ingén

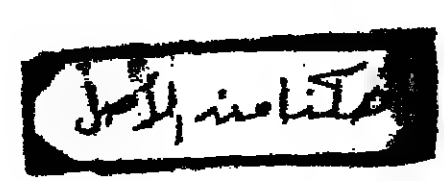
ANALY

LA COM

chef de

CONCE

centor





emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

Chef des services administratifs et financiers

Franche-Comté

En France, nous sommes la filiale industrielle d'un grand groupe anglo-saxon leader dans sa spécialité.

Vous aurez l'entière responsabilité de toute l'administration - finance, du reporting à la maison mère, de la comptabilité analytique - prix de revient usine, du contrôle de gestion, de l'informatique et des relations avec les banques.

Vous êtes diplômé d'une Ecole supérieure de Commerce ou d'une grande Ecole d'Ingénieur, vous parlez anglais et vous faites la preuve d'une première expérience réussie dans une entreprise d'origine anglo-saxonne. L'autonomie du poste, son aspect formateur, la qualité de la vie environnante (les pistes de ski sont à deux pas) devraient apparaître comme des motifs supplémentaires à votre motivation.

Merci d'envoyer votre dossier de candidature à notre Conseil sous la référence 3099/LM.

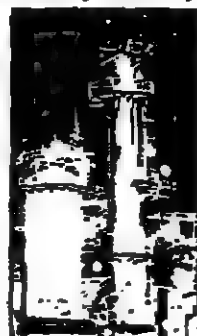
Ressources & Développement
5, rue Casimir Delavigne - 75005 PARIS

Mobil

Mobil Oil Française, une des plus importantes filiales du 4^e groupe industriel mondial, possède deux raffineries, l'une dans l'Hérault, l'autre en Seine-Maritime : cette dernière est spécialisée dans la fabrication des lubrifiants et des produits spéciaux. Pour en assurer la meilleure valorisation, Mobil recherche de

JEUNES INGENIEURS GENERALISTES DE HAUT NIVEAU (Centrale, Mines, Arts et Métiers, IDN, etc.)

Au départ, une période de formation : elle comporte à court terme la prise effective de responsabilités dans les activités de base du raffinage, avec séjours possibles en Europe ou aux USA. Anglais indispensable.



Ensuite, des ouvertures variées sur des carrières plus importantes soit en raffinerie, soit dans des activités diversifiées, au Siège Social ou à l'étranger. Très larges possibilités d'évolution dans des fonctions polyvalentes.

Adresser lettre manuscrite, CV et photo sous référence 90523 à
MOBIL OIL FRANÇAISE - Service Central Recrutement -
Tour Septentrion - 92081 PARIS-14 DEFENSE Cedex 9.

Mobil. Avancez avec nous.

Responsable Fabrication Futur Responsable Production

Grande école d'ingénieurs - option ou expérience en électronique - Filiale d'un groupe international réputé (50.000 personnes), notre Société - 1500 personnes, 300 M. de CA - est spécialisée dans la fabrication et la commercialisation de produits semi-finis aux applications industrielles de pointe. Avant qu'il ne prenne en charge, d'ici deux à trois ans, une Unité de Production - Méthodes, Planning, Ordonnancement - Lancement, Fabrication, Contrôle Qualité - nous voulons confier la responsabilité de la fabrication d'une gamme de produits électroniques à un jeune ingénieur de 28/30 ans environ, désireux d'exercer son sens des responsabilités, son esprit d'initiative, son autorité et son dynamisme au sein d'une entreprise et d'un groupe où il est assuré de trouver de réelles perspectives de carrière. Rattaché au Directeur Usine, il animerait un service de 350 personnes. Cette fonction importante s'adresse à un candidat ambitieux ayant une première expérience réussie en fabrication grande série. Rémunération et perspectives doivent motiver un candidat de valeur. Le poste est situé à proximité d'une agréable ville universitaire - Sud de la Loire.

ORION vous garantit une discrétion absolue et vous remercie de lui adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous référence 403290 M, en précisant si vous le désirez les Sociétés auxquelles vous ne voulez pas que votre dossier soit transmis.

35, rue du Rocher 75008 Paris

ORION
Humain et Technicien

Responsable Production

CENTRALE - ESE - AM ...

SUD EST

Notre Société, filiale d'un important groupe international, fabrique et commercialise des composants électroniques. Le Responsable Production que nous recherchons pour l'un de nos établissements - 600 personnes - dépendra du Directeur Usine. Animateur et gestionnaire des ateliers de fabrication, il optimisera les performances, favorisera l'adaptation permanente du personnel d'encadrement et du personnel d'exécution pour un plan de formation échelonné sur plusieurs années, assurera par son action, son style, son dynamisme, la cohésion et l'émergence d'un bon climat social. Ce poste sera confié à un ingénieur de 30 ans environ, issu d'une grande école d'ingénieurs, ayant réussi une première expérience dans un service production où il aura mis en œuvre ses qualités d'organisateur et de gestionnaire. Nous attendons un candidat de valeur. Sa réussite dans la fonction proposée lui assurera d'importantes perspectives de carrière au sein de notre groupe dont les activités sont multiples et très diversifiées. ORION vous garantit une discrétion absolue et vous remercie de lui adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous réf. 403276 M en précisant si vous le voulez les sociétés auxquelles vous ne souhaitez pas que votre dossier soit transmis.

35 rue du Rocher 75008 Paris

ORION
Humain et Technicien

ANALYSTES, JEUNES INGENIEURS

Vous n'avez pas trouvé les méthodes de travail, les outils, la technicité auxquels vous aspirez.

LA COMPAGNE GENERALE D'INFORMATIQUE

L'une des toutes premières Sociétés de Services et d'Ingénierie en informatique par son développement et ses résultats, étend ses équipes affectées à divers grands projets nationaux, et vous propose d'accéder à un réel professionnalisme informatique. Connaissances techniques appréciées : MIN 6, MOD 400 DTF, DPS8 DM4 TP, applications réparties.

Possibilité d'implantation en Province.

Adresser CV avec photo sous réf. RP/AH à Arlette HALLOT
CGI - 27, rue de Tolbiac - 75013 PARIS.

ei

chef de projet informatique

LAON (02)

Nous sommes la filiale française d'une multinationale américaine de grande notoriété leader sur le marché français. Nous fabriquons et commercialisons du matériel de bureau de qualité.

Notre Directeur Informatique recherche un Chef de Projet. Celui-ci, en étroite collaboration avec les responsables système et exploitation aura pour mission :

- l'animation et la coordination du service ETUDES, l'encadrement d'une équipe d'ANALYSTES-PROGRAMMEURS.

De formation supérieure (MAGE ou équivalent), vous possédez quelques années d'expérience réussie dans une fonction qui vous aura confronté au milieu industriel. Vous avez de solides connaissances en COBOL et en techniques de BASES de DONNEES et TELECOM.

Nous vous offrons une formation adaptée et actualisée que vous connaissez l'ANGLAIS. Merci d'adresser C.V., prétentions sous référence MS 12 à notre Conseil qui traitera les dossiers confidentiellement.

COCEPLAN Tour de Lyon - 185, rue de Bercy - 75012 PARIS

Conseil en Affaires Internationales

CREDIT AGRICOLE DE REIMS

La Banque, l'Agro-Alimentaire, l'Export, trois mots qui s'associent bien, permettent d'entreprendre et de réussir... c'est pourquoi, nous attachons une importance particulière au profil du candidat idéal.

Il lui faut oser les Entreprises de notre circonscription à développer ce type d'activité, promouvoir les techniques, être l'interlocuteur privilégié de nos partenaires exportateurs, etc...

Il faut aussi posséder de solides compétences économiques et bancaires, une connaissance de l'exportation acquise en 4 ou 5 ans de vie professionnelle, après un diplôme de Grande Ecole de Commerce, ou d'Ingénieur Agronome, naturellement l'anglais, et pourquoi pas une seconde langue.

Si vous osez le professionnalisme, un champ d'action vaste, merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. sous référence 54602 M à Madame Claude FAVEREAU

centor

13 bis, rue Henri Monnier
75009 PARIS

Northern Telecom,

TOUTE L'INFORMATIQUE, COMMUNICATIONS COMPRISES.

L'informatique répartie est notre spécialité, les communications sont notre force. Avec sa nouvelle famille de produits VIENNA à la pointe de la technologie, NORTHERN TELECOM DATA SYSTEMS, filiale française, développe et renforce son implantation. Pour faire face à cette nouvelle croissance (+ 95 % en 83) nous recherchons des

ingénieurs commerciaux

(PARIS ET NANTES)

Des produits hautement technologiques, un marché très porteur, un secteur en pleine évolution : voilà ce que nous proposons à un véritable professionnel possédant une réelle formation technique et une solide expérience de la vente de matériel informatique. Responsable du secteur qui vous sera attribué, c'est vous qui rechercherez de nouveaux marchés et entretiendrez notre clientèle existante.

Saisissez l'opportunité de participer au lancement et développement de la famille VIENNA en rejoignant NORTHERN TELECOM DATA SYSTEMS.

nt northern telecom

Adresser votre candidature au Service du Personnel
NORTHERN TELECOM DATA SYSTEMS
41-49, rue de la Gare - 92310 SEVRES

LA MAIRIE DE VITROLLES

Dans les BOUCHES-DU-RHON (25.000 habitants)
envoyage de recruter d'urgence
par voie de mandats

UN SECRÉTAIRE GÉNÉRAL ADJOINT

Adresser candidature plus curriculum vitae à :
Monsieur LE MAIRE
Service du Personnel
B.P. N° 12
13743 VITROLLES CEDEX
avant le 26 MARS 1984.

Etablissement public régional

recherche
pour son service de la programmation
et des affaires financières

UN ATTACHÉ

- Expérience souhaitée dans les domaines financier, budgétaire et comptable.
- Connaissance informatique appréciée.

Adresser candidature et curriculum vitae détaillé à :
REGIE-PRESSE, sous n° 284.935 M
85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris.

Industrie Ouest Bas-Rhin
Fabrication grande série
en expansion
recherche

JEUNE CHEF DES SERVICES FINANCIERS ESC - IECS - DECS, ou autodidacte de valeur

5 à 10 ans d'expérience de comptabilité générale, analytique, de contrôle budgétaire, de gestion financière en liaison avec l'administratif.

Anglais officine indispensable.

Missions :
Il sera responsable des services financiers : comptabilité générale, analytique, dossiers fiscaux et contrôle de gestion.
Prestations de conseil.

Rémunération de départ non inférieure à 200.000 F/an évolutif.

Ad. CV dét. se réf. D à SELETER Conseil

67000 STRASBOURG CEDEX

INGÉNIEUR INFORMATICIEN des gros débits ou très, exp. POP 11 soudeuse, H. de prêt. Groupe de Recherches, INSEEM LYON 77 363-51-51, p. 31-32.

Ass. Tourisme social rest. pr vill. vac. AUVERGNE

Resp. Animation

Expérience de la fonction. Envoyer cand. avec C.V., photo 8/11 7524 à la Mairie à Paris. Service ANNONCES CLASSES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

LE CONSEIL GÉNÉRAL DE L'ISÈRE recherche pour GRENOBLE

RESPONSABLE ETUDES et DÉVELOPPEMENT INFORMATIQUE

- Charge de planifier, organiser et contrôler les activités du groupe et étudier les programmes ; d'assurer l'équilibre d'ensemble et de programmation ; d'assister et conseiller la Direction pour les développements informatiques.

- 45 ans maximum, formation supérieure (Ingénieur Informatique ou équivalent).

- Expérience dans la conduite de projets sur DPS 7/60 sous GCOS et TDS serait souhaitée.

Adresser lettre manuscrite + C.V. + copie diplômes, avant le 15 avril 1984, à :
Mairie du Département de l'Isère
Bureau de Personnel
Rue Fauriol-Léonard
38022 GRENOBLE CEDEX

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

GROUPE



Votre expérience dans l'informatique vous a permis d'acquérir des compétences dans l'un ou plusieurs des domaines suivants :

Sur système IBM : IMS - DL1 - CICS.

Sur système BULL : DPS 7 - DPS 8.

SG2 Groupe puise dans 4000 personnes pour sa rapide expansion dans tous les secteurs de l'informatique.

Nous vous proposons d'appliquer vos compétences et de réaliser vos ambitions grâce à notre savoir-faire dans les domaines de pointe suivants : Conception et réalisation de systèmes de gestion - Plan informatique - Méthodologie de conception et de conduite de projets - Architecture de systèmes - Génie logiciel - Conception et utilisation de réseaux - Réseaux locaux - Bases de données réparties - Monétique et bureautique.

Votre souplesse d'adaptation : créativité, ouverture à la diversité et votre sens de l'autonomie feront de vous le vrai patron d'un projet. C'est ainsi que vous saisissez les chances de réelles perspectives d'avenir.

Vos candidatures (lettre, CV et prétentions) sont à adresser, sous réf. YR 14 M, à SG2 : 12-14 avenue Vion-Whitcomb, 75016 - Paris.

SG2 : L'informatique des idées et des hommes

Informaticiens confirmés,

choisir SG2, c'est choisir la diversité...

Jeune ingénieur, entreprendre une carrière de patron.

Confirmé par une première expérience terrain, vous avez pu vous affirmer auprès d'une équipe. Vous avez aujourd'hui tous les atouts pour évoluer vers une fonction complète et autonome d'encadrement.

Nous sommes filiale d'un Groupe spécialisé dans la gestion de l'énergie. Notre métier a débuté avec l'exploitation de centrales thermiques urbaines et nous sommes devenus des professionnels du chauffage et de la maintenance de bâtiments à usage collectif et industriel.

Structures en unités décentralisées et opérationnelles, nous apportons à nos clients un service efficace d'entretien et de dépannage.

Patron de notre agence parisienne, votre mission est de gérer techniquement, et dans le cadre d'un budget, un parc d'installations thermiques.

Responsable de la production calorifique des appareils, vous définissez les actions d'entretien et de travaux en planifiant les interventions d'une équipe de techniciens. Vous avez l'initiative auprès de votre clientèle d'améliorer les installations existantes dans un souci de rentabilité.

De formation Grande Ecole, vous avez une expérience en production ou dans un service après-vente. Vos qualités techniques et humaines sont essentielles pour accéder progressivement à des responsabilités de patron.

Merci d'adresser votre candidature, C.V. et prétentions sous référence 9896 à ORGANISATION ET PUBLICITE - 2, rue Maréchal - 75001 PARIS, qui transmettra.

IMPORTANT GROUPE FRANCAIS (8000 personnes) leader dans le confort de l'habitat.

Pour compléter différentes équipes usines et Siège recherche :

PROVINCE EST :

RESPONSABLE DES SERVICES CONTROLE & EXPEDITIONS.

Fonderie 530 personnes, pour animer service 65 personnes, chargé des livraisons des commandes, gestion des stocks, ordonnancement. Niveau Maîtrise Sciences ECO - DESS logistique. Réf. 6135 B.

INGENIEUR FONDERIE, ADJOINT CHEF DE FABRICATION.

Fonderie 600 personnes. A & M + ESF. Réf. 6135 C.

CHEF DE PRODUIT ROBINETTERIE.

ESC ou similaire + exp. Marketing. Réf. 6135 E.

Pour tous ces postes, nous souhaitons des Cadres jeunes 30/35 ans, expérience minimum dans une fonction similaire (5 ans). Le salaire sera fonction de l'expérience. Merci d'adresser lettre manuscrite, CV et prétentions à Média-System, 104 rue Réaumur 75002 Paris, qui transmettra, en précisant la référence choisie.

PROVINCE CENTRE :

INGENIEUR ENTRETIEN & TRAVAUX NEUFS ADJOINT CHEF DE DEPARTEMENT.

Fonderie 460 personnes. A & M. Réf. 6135 A.

PARIS SIEGE SOCIAL :

CADRE RESPONSABLE DES FLUX & ET DE LA PROGRAMMATION.

Coordonne toutes les actions programmation et suivi des stocks en liaison avec Commercial et Production de la branche. Réf. 6135 D.

VOUS,

vous avez obtenu un diplôme commercial et vous ferez tout pour ne pas rester derrière un bureau, vous voulez éviter la filière "classique" : Assistant Chef de produit ou Auditeur Junior, vous êtes tenté par l'aventure d'une expatriation, vous souhaitez prendre rapidement des responsabilités de commandement.

NOUS, nous recherchons plusieurs JEUNES DIPLOMÉS ÉCOLE DE COMMERCE (HEC, ESSEC, ESCP, ...)

débutants ou première expérience.

Nous faisons appel à des hommes de terrain, désireux de valoriser leurs talents de commerçants et capables de prendre rapidement en charge

LA DIRECTION COMMERCIALE

d'une de nos filiales étrangères après une période de formation en France d'environ 2 ans.

Nous sommes un Grand Groupe Industriel et Commercial français, leader mondial sur son marché.

Tous renseignements complémentaires seront fournis au cours d'entretiens individuels et la plus grande discrétion est assurée.

Adresser votre candidature à
INTERMEDIA N° 532 B
59, rue La Fayette - 75009 PARIS
qui transmettra.

Pour un ingénieur du bâtiment...

d'environ 30 ans, connaissant bien les problèmes des chantiers d'immeubles et s'étant spécialisé dans la gestion immobilière par une expérience acquise dans une grande entreprise, chez un administrateur de biens ou dans une compagnie d'assurances,

Gérer notre patrimoine immobilier

Directeur adjoint d'un GIE créé à l'initiative de deux importantes sociétés, vous animerez une équipe de 6 personnes chargées de la gestion locative des immeubles : baux, loyers, charges, travaux, entretien...

Vous analyserez la rentabilité des immeubles en ayant toujours à l'esprit l'amélioration de la valeur du patrimoine.

Vous vous caractériserez par votre capacité à aller aisément des problèmes techniques vers des problèmes financiers et de gestion et vous avez des notions d'informatique.

Ce poste évolutif pourra déboucher à terme vers des responsabilités plus larges.

Bernard Julhiet Pyscom vous assure étude sérieuse de votre dossier (lettre, CV, photo), réponse et discrétion. Merci d'écrire sous référence 6911M, 1 rue de Berli - 75008 Paris.

Bernard Julhiet Pyscom

Membre de Syntec

La Caisse Centrale des Banques Populaires renforce son inspection générale et sa structure de contrôle. Dans ce cadre, nous souhaitons rencontrer des jeunes diplômés auxquels nous offrons, en fonction de leur formation et de leur expérience, l'un des postes suivants :

Auditeurs internes

Une expérience dans ce domaine ou dans un cabinet d'audit international ainsi qu'un diplôme de grande école ou de l'enseignement supérieur universitaire ou bancaire.

Vous serez appelés à réaliser des missions variées (audits opérationnels ou fonctionnels, révision comptable...) dans un environnement informatisé performant. (Réf. 2887/A)

Lieu de travail : PARIS.

Des possibilités d'évolutions de carrière seront offertes à tout candidat de valeur.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions en précisant sur l'enveloppe la référence du poste choisi à MEDIA P.A. - 9, boulevard des Italiens - 75002 PARIS, qui transmettra.



Caisse Centrale des Banques Populaires

Contrôleurs internes

Vous possédez de solides connaissances techniques dans les domaines suivants : financier, titres, international, changes, engagements ou opérations de caisse ; ainsi qu'une formation de niveau BTS ou DUT de gestion ou enseignement supérieur universitaire ou bancaire.

Vous serez chargé d'assurer la qualité du contrôle interne pour un secteur déterminé, sous la responsabilité du directeur de ce secteur. (Réf. 2887/B)



CENTRE D'ETUDES ET DE DEVELOPPEMENT D'ARGENTEUIL

recherche pour son S.A.V.

TECHNICIEN

- ayant une formation en électronique, pour installation, mise en service sur le site, essai et assistance technique de matériels de haute technicité,
- formation assurée,
- des déplacements de longue durée à l'étranger sont à prévoir,
- expérience de 2 à 3 ans dans un service S.A.V. souhaitée,
- anglais indispensable,
- poste à pourvoir rapidement.

Adresser CV manuscrit et photo à SAGEM - BP 72 - 95101 ARGENTEUIL cédex ou téléphonez au 947.09.17 - Télex n° 695 108 F

كتابي الأول

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS



LA SCIENCE ET LA TECHNOLOGIE AU SERVICE DE L'INDUSTRIE

Pour apporter à ses clients des technologies nouvelles et performantes, BERTIN & Cie, première Société Européenne de recherche appliquée :

- étudie des phénomènes physiques liés à des problèmes pratiques,
- conçoit des procédés et systèmes de production,
- réalise des équipements clés en main.

La réussite de nos réalisations est basée sur l'interaction des disciplines scientifiques et la valorisation de notre savoir-faire par transfert de technologie.

BERTIN recherche actuellement pour le développement de ses activités dans les domaines :

ENERGETIQUE (Bayonne et Plaisir) : Thermique et mécanique haute température, thermodynamique.

GENIE BIOCHIMIQUE (Bayonne) : Développement de procédés nouveaux en biomasse et biotechnologie.

OPTIQUE (Aix les Milles) : Etudes d'équipements utilisant la technologie des fibres optiques, détecteurs CCD, lasers.

AUTOMATIQUE ET PRODUCTIQUE (Aix les Milles, Plaisir) : Etude de systèmes et réalisations sur spécifications de machines et d'équipements spéciaux.

MECANIQUE DES STRUCTURES (Plaisir) : Conception d'algorithmes d'optimisation et étude d'ensembles automatiques (suspensions asservies, boucles de pilotage...).

INFORMATIQUE (Aix les Milles) : Choix et mise en œuvre des configurations adaptées aux équipements automatiques, conception de logiciels d'application.

JEUNES INGENIEURS GRANDES ECOLES

ayant, si possible, complété leur formation par un Doctorat.
Le caractère pluridisciplinaire des projets qui leur seront confiés nécessite le goût du travail en équipe, ainsi qu'un esprit d'ouverture et de synthèse développés.

L'évolution des responsabilités de ces ingénieurs les amènera à être en relation de plus en plus directe avec leurs clients : propositions de services, gestion de projet. Il est donc nécessaire qu'ils soient aussi motivés pour des relations d'affaires.

INGENIEURS CONFIRMES

ayant une solide formation scientifique de base.

Ils ont déjà réussi une expérience d'une dizaine d'années avec des responsabilités techniques et, si possible, une pratique de la gestion de projet, des négociations commerciales et de l'animation d'équipes.

Nous leur offrons la possibilité de développer cette expérience par la direction de projets importants.

Les candidatures seront traitées confidentiellement par G. NEYRON - Responsable des Relations Sociales.

(Préciser le lieu et le domaine d'activité souhaités).

Un document de présentation de la Société et de ses réalisations sera adressé sur simple demande à :

BERTIN & Cie - BP n° 3 - 78373 PLAISIR Cédex.



SOCIÉTÉ D'EXPERTISE COMPTABLE
ET DE COMMISSARIAT AUX COMPTES
recherche pour son bureau de PARIS (17^e)

ASSISTANTS EXPÉRIMENTÉS et RESPONSABLES DE DOSSIERS

Expérience en cabinet d'audit.
Possibilité d'adhésion rapide.

Env. avec C.V. et photo, s/réf. 8740 à PIERRE LICHAU,
S.A., B.P. 220, 75063 PARIS Cedex 02, qui transmettra.

GROUPE FINANCIER

Leader sur les marchés de financement d'équipements d'entreprises
recherche
pour son département Etudes Marketing

DOCUMENTALISTE

spécialiste (e) dans les domaines économique et financier.

Répondant de son activité devient le Directeur de ce Département, sa mission consistera à :

- Collecter, au travers des publications professionnelles, ou d'intérêt général, des travaux d'organismes spécialisés, les informations nécessaires aux services du Groupe.
- Exploiter ces informations afin d'en effectuer des synthèses et, à la demande, réaliser des recherches complémentaires.
- Aider, en ce domaine, divers services du Groupe.
- Assurer la diffusion systématique ou à la demande, des analyses et / ou résumés de ces informations.

Ce poste, situé à PARIS, nécessite une bonne connaissance de l'organisation du crédit, ainsi qu'une forte capacité d'analyse, de synthèse et de rédaction.

Cette fonction conviendrait à un diplômé d'études supérieures en économie d'entreprise, ayant acquis une première expérience d'au moins deux ans en milieu bancaire.

Adresser C.V., photo et présentations s/réf. 10469 à
PIERRE LICHAU S.A., B.P. 220, 75063 PARIS Cedex 02 qui transmettra.

Ingénieur informaticien

UN GRAND ORGANISME INDUSTRIEL D'ÉTAT à vocation de maîtrise d'œuvre d'équipements de pointe recherche, pour sa Direction Technique, un Ingénieur Informaticien.

Il lui sera confié la responsabilité :

- de définir, avec les services informatiques, les moyens matériels et logiciels des établissements,
- d'assurer un rôle de conseil, d'assistance et de coordination.

Cette fonction comporte des aspects d'études et de contacts avec les constructeurs d'ordinateurs et les S.S.C.I.

Ce poste conviendrait à un ingénieur diplômé grande école, ayant acquis une expérience d'environ 3 ans en S.S.C.I.

Poste intéressant pour candidat motivé par les problèmes techniques et de méthodologie dans un secteur industriel doté de moyens importants.

Le candidat disposera d'un sens marqué des relations et des contacts. Anglais indispensable.

Poste à Paris avec courts déplacements en province.

Ecrire sous réf. RH 372 CM.

4, rue Massenet 75116 Paris

etap



emplois régionaux

contrôler

LILLE

L'une des filiales en pleine expansion, CA F 70 recherche dans les produits de consommation industrielle, d'un tel talent groupe multinationnel français, offre à un jeune CONTRÔLEUR, l'opportunité de faire la preuve de ses capacités et d'acquiescer ses connaissances.

Ce poste correspond à un candidat âgé de 28 ans maximum, formation gestion - comptabilité - finances, orientée, dynamique, motivée par l'utilisation de moyens informatiques ; une expérience de 3 ans acquise dans un contexte industriel est fortement souhaitable.

La rémunération sera négociée en fonction des compétences du candidat.

Envoyez vos candidatures d'adresser votre dossier de candidature : lettre manuscrite, C.V., photo (rétroscannée) et références sous référence 20.885-84 à

CLA RECRUTEMENT
11 AV. DUCASSE 75006 PARIS

GRENOBLE silicone vallée française Sté ingénierie informatique innovatrice

- INFORMATIQUE TEMPS RÉEL ET INDUSTRIEL
- MINI ET MICRO
- LOGICIEL ET MATÉRIEL

- INGENIEURS (diplômés à 3 ans d'expérience) (Supélec, Ensimag, Enstec, NT)
- INGENIEURS CONFIRMÉS (2 à 5 ans d'expérience en téléinformatique réseaux locaux (X.25, ECP, Télécom, Ensimag))
- ANALYSTES PROGRAMMEURS (Fortran 77)

Ecrire avec C.V. et présentations s/réf. 2580,
33, rue du Colonel-Bogdan, 38100 GRENOBLE.

Soyez bien !

Soyez bien, tout simplement comme les femmes et les hommes passionnés par l'informatique et qui intègrent Digital, le deuxième groupe informatique mondial.

Us sont bien parce qu'ils trouvent chez Digital une communication facile, le goût du dialogue, le sens de l'efficacité et une prise en compte de leurs aspirations...

Us sont bien parce qu'ils travaillent dans un environnement professionnel ouvert, avec des gammes de produits performants (plus de 11% du C.A. est consacré à la Recherche et au Développement) parce qu'ils prennent part à des projets d'entreprise particulièrement dynamiques.

Ingénieurs Matériel-Logiciel

Soyez bien : Vous possédez une formation d'ingénieur ou équivalent, et 5 ans d'expérience minimum de la maintenance matériel-logiciel. Excellent organisateur et négociateur, vous avez un sens aigu du service au client. Vous parlez l'Anglais.

Responsable de la maintenance des systèmes informatiques de grandes Sociétés :

- vous coordonnerez pour ces clients les prestations délivrées par les agences de maintenance,
- vous mesurerez et contrôlerez en permanence l'efficacité des prestations fournies,
- vous vendrez les services adaptés à l'évolution de leur parc informatique.

Soyez bien : pour ces postes créés en Région Parisienne, prenez contact sous réf. M 90 avec Colette DAVAZZ Direction du Personnel DIGITAL EQUIPMENT FRANCE, 18 rue Saarlouis 9225 94526 RUNGIS Cedex.

N° 1 de l'informatique interactive

digital

IMPORTANTE SOCIÉTÉ FRANÇAISE
tournée vers l'exportation
de biens de haute technologie
recherche

INGENIEUR DES VENTES CONFIRME

Le candidat retenu justifiera d'une expérience de 10 années environ à l'export dans le domaine des biens d'équipement. réf. A

INGENIEUR DES VENTES DEBUTANT

(2 à 3 ans d'expérience)

Le candidat retenu sera diplômé d'une Ecole de Commerce. réf. B
Pour ces 2 postes, la connaissance de l'anglais est indispensable.

Merci d'adresser C.V., photo en précisant la référence du poste choisi sous référence 90279 à CONTESSÉ PUBLICITÉ, 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01 q.r.

DYNAMIQUE BANQUE PRIVEE
8ème Arrdt, recherche un

GESTIONNAIRE OBLIGATAIRE pour Fonds Communs de Placements SICAV

Portefeuilles Institutionnels et Collectifs

Nous recherchons :

- 28/30 ans environ.
- Formation Ingénieur ou Scientifique Supérieure, exigée.
- 2/3 ans d'expérience, soit dans la Banque, les Assurances ou chez un Agent de Change.

Adresser C.V. détaillé, en précisant votre salaire actuel, sous référence GO 42 à :

CGS - CARRIERES

58 Bd Gouvion-Saint-Cyr, 75017 PARIS

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

Dans le cadre de son expansion rapide à Paris, McDonald's recherche ASSISTANTS-MANAGERS

- Nous offrons :**
- de réelles possibilités de carrière au sein de la première chaîne mondiale de restauration,
 - une formation élargie et pluridisciplinaire (gestion, administration, marketing),
 - des méthodes de travail rigoureuses,
 - une rémunération motivante pour candidats de valeur.

- Nous demandons :**
- de jeunes diplômés de l'enseignement supérieur âgés d'environ 25 ans,
 - le goût du contact humain et du travail en équipe,
 - grande disponibilité,
 - motivation et volonté de réussir,
 - capables de diriger une équipe jeune.
- Les candidats sont priés d'adresser une lettre manuscrite avec C.V. et prétentions sous réf. : GBB/OFE à :
McDonald's System of France 28, avenue de Messine 75008 PARIS



UN GROUPE DE 2700 PERSONNES, SIEGE NICE, RECHERCHE POUR BEAUVAIS (OISE) SON :
CHEF DE DEPARTEMENT FORMATION & DEVELOPPEMENT

220 000 F/an + Avantages sociaux
Les mutations technologiques (informatique, électronique, bâtiment) nous amènent à repenser le contenu de nos formations techniques. Votre candidature nous intéresse si vous répondez aux critères suivants :
• Vous avez une expérience d'encadrement réussie en milieu industriel public ou privé.
• Vous êtes passionné par le management et la communication.
L'essai que nous vous proposons :
"Diriger 17 Formateurs, gérer 15 MF et mettre en œuvre les formations d'aujourd'hui pour les métiers de demain".
Une évolution de votre carrière est possible au sein du Groupe.

Envoyer CV + Photo + Salaire actuel au :
Cabinet Claude YTEET, 6, rue Lauriston
75016 Paris sous référence 84173

CSSE - CENTRE D'ETUDES D'ORSAY (91)
pour développer de nouveaux créneaux
dans les applications de structures informatiques au contrôle et à la conduite de processus industriels correspondant à des projets de 5 à 150 MF
serait son potentiel en

INGENIEURS GRANDES ECOLES INFORMATIENS et AUTOMATIENS

ceux qui trouvent les idées
- équipes de compétences -

- Logiciels industriels temps réel.
- Logiciels de base (SCDB 2ème et 3ème générations).
- Laboratoire d'études de micro informatique (16 bits).
- Responsabilité du centre de calcul (VAX 780 sous VMS).

ceux qui gèrent les idées
- coordination d'affaires -

- Ingénierie de système.
- Conduite technique de projets depuis la réponse à l'appel d'offre jusqu'à la recette client.
- Responsabilité complète d'affaires.

Mobilité volontaire et nécessaire entre fonctions pour lancer ces activités.
Ecrire sous référence 4202, COMPAGNIE DE SIGNAUX ET D'ENTREPRISES ELECTRIQUES - 17 place Etienne Perret 75016 Paris à l'attention de Monsieur Usannas, Service Emploi et Développement des Cadres

2 INGÉNIEURS INFORMATIENS
La Direction des Banques de Données du Groupe SLIGOS
recherche pour

Systèmes Interactifs d'Aide à la Décision

Équipe de Développement

Jeune leader technique
(réf. 1005)

Ingénieur de conception
(réf. 1010)

Ils participeront à l'évolution d'une chaîne logique de services d'un centre serveur jusqu'à des micro-ordinateurs connectés (matériel DEC et IBM).

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV détaillé, photo et prétentions, en précisant la référence du poste qui vous intéresse à FMB Recrutement - 43, rue Liancourt - 75014 PARIS - Tél. (1) 320.69.29.



Organisme central d'un important groupe bancaire

Nous recherchons pour notre département international à Paris des jeunes diplômés d'études supérieures : HEC, ESSEC, Sup. de Co, Sciences Eco, ayant une bonne maîtrise de deux langues étrangères dont impérativement celle de l'anglais.

Des bonnes capacités d'adaptation aux traitements informatiques sont nécessaires.

Ultérieurement, des possibilités de carrière en province pourront être envisagées.

Ecrire avec lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions, en précisant sur l'enveloppe la référence 2888 à



AUDIT INTERNE

Grand Groupe Français - Leader dans son secteur d'activité souhaite recruter des jeunes candidats à fort potentiel, terminant leurs études à HEC/ESCP/ESSEC et désireux d'évoluer vers des responsabilités opérationnelles après un passage de deux à trois ans dans notre service d'AUDIT INTERNE.

Cette offre s'adresse à des hommes (libérés O.M.) et femmes intéressés par la filière financière et ayant choisi une option Finance/Comptabilité/Contrôle au cours de leurs études.

Nous offrons une formation aux techniques modernes de l'Audit, des possibilités de développement de carrière particulièrement motivantes dans une société en plein essor.

Adresser C.V. + photo à N° 90546 à CONTEXTE PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01 qui transmettra

Vous aspirez au métier de CONSULTANT en ORGANISATION-MANAGEMENT-DEVELOPPEMENT

...sans avoir pu encore véritablement l'exercer. Sensibilité aux problèmes d'entreprise par une courte mais intense immersion dans la vie industrielle, vous vous sentez saisi - très bien fait et contacté - pour assurer, avec l'appui de plus expérimentés, des missions d'études et de conseil en grandes entreprises. Diplômé d'une Grande Ecole, vous avez enrichi votre formation de compléments sérieux, tels que comptabilité, informatique, bureautique.

Vous recherchez une équipe de haut niveau, où la qualité du travail est de rigueur, où la confiance réciproque va de soi et à laquelle vous pourrez vous inspirer durablement. Les missions que nous confions s'accompagnent d'une formation appropriée, et nous nous le souviens de votre développement personnel et professionnel. Notre base est à Paris.

Si vous désirez être des nôtres, adressez votre dossier, qui sera traité confidentiellement, sous référence 8563 à

Axiel, 27 rue Taitbout - 75008 Paris

ACOR Informatique

Société d'ingénierie en pleine expansion recherche pour développer son service commercial une

Jeune commerciale

ESC expérimentée ou non, Bac + 2 avec 3 à 4 ans d'expérience commerciale (milieu informatique apprécié).

Nous vous proposons de gérer et développer en toute autonomie un portefeuille de prospects. Pour ce poste qui implique des contacts fréquents avec les responsables informatiques des Grandes Entreprises, vous devez apporter votre dynamisme et faire preuve d'un réel sens de

l'organisation et d'un esprit de synthèse. Des perspectives d'évolution intéressantes s'offrent à vous si vous êtes ambitieuse. La rémunération sera fonction de l'expérience acquise. Merci d'adresser C.V. photo et prétentions à : Acor Informatique, 26, rue Violaine, 75002 Paris

PROFESSIONNEL DE LA MICRO-INFORMATIQUE

Aujourd'hui, RANK XEROX possède une gamme de micro qui autorise de très nombreuses configurations et de nombreux logiciels spécifiques qui augmentent pour les utilisateurs professionnels l'adaptation à leurs problèmes. Aussi, nous pouvons vous offrir une opportunité pour mettre à profit vos qualités sur un marché en croissance forte. Nous vous proposons des postes d'Ingénieurs Technico-commerciaux chargés de

COMMERCIALISER L'ADEQUATION INTIME

entre une configuration micro et un logiciel professionnel. Postes sur les régions Nantes, Strasbourg, Toulouse, Rouen, Tours, Paris.

Merci d'adresser votre candidature et C.V. sous réf. 39 LM 93 à Jean-Pierre Brun RANK XEROX, Service Recrutement, 93607 Aubry-sur-Bois Cedex.

RANK XEROX

OFFRES

Nous sommes une entreprise appartenant au groupe

Energie

Industrie

Génie Civil

Hospitalier

FA DE MAN

Consultant en gestion de projet

FORMATEUR

La formation proposée est

• 2 ans de formation

• 1 an de stage

• 1 an de formation

Après 3 ans d'expérience

de la formation

Merci d'adresser

BANQUE PRIVEE, à Paris

activités CHANGE

Adjoint

1 possède 5 ans d'exp

de l'anglais.

Cambisti

Après 3 ans d'expérien

tude aux relations un

Pour ces deux postes.

Merci d'adresser lettre

sons en indiquant sur l'

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS



Nous sommes une importante Société d'Ingénierie Française appartenant au groupe CGE.

Notre effectif est de 550 personnes dont 300 Experts, Ingénieurs, Economistes ou Techniciens. 70 % de notre chiffre d'affaires se réalise à l'exportation. Nos domaines d'activités : études économiques, travaux publics, transports, bâtiments, hôpitaux, centrales thermiques, réseaux d'électricité, agro-industrie et industries de transformation.

Dans le cadre de notre développement, nous souhaitons intégrer des hommes et des femmes de haut niveau.

Energie

RESPONSABLE D'AFFAIRES

MISSION : Définition des projets, des spécifications. Responsable des suivis des études et des réalisations ainsi que de la mise en service des installations de centrales thermiques importantes.

PROFIL : INGENIEUR diplômé, avec une spécialisation de thermicien. Minimum 10 d'expérience en entreprise. Anglais exigé.

(Réf. M 431)

RESPONSABLE PROJETS

MISSION : Définition des projets, rédaction des spécifications, des appels d'offres. Suivi des études, des réalisations, des mises en service des installations de contrôle et des commandes centralisées. Traitement de l'information, télétransmissions des grands aménagements industriels : centrales thermiques, postes HT, dispatching.

PROFIL : INGENIEUR diplômé grande école, ayant des connaissances approfondies des installations de contrôle et du fonctionnement des centrales. 5 ans d'expérience professionnelle souhaitée. Anglais exigé.

(Réf. M 432)

Industrie

INGENIEUR INFORMATIQUE INDUSTRIELLE

MISSION : Au sein de l'équipe de conception des « usines de demain », concevoir l'automatisation et développer des outils de simulation.

PROFIL : INGENIEUR grande école ou équivalent avec 3 à 5 ans d'expérience en informatique, recherchant une activité très variée. Très à l'aise dans les contacts humains.

(Réf. M 433)

INGENIEUR ORGANISATION DE LA PRODUCTION

MISSION : Dans le cadre du développement de notre équipe chargée de la conception des « usines de demain », concevoir l'organisation de la production mettant en œuvre des systèmes informatiques.

PROFIL : INGENIEUR grande école - 5 ans d'expérience en industrie - Imaginatif - Créatif - Apté à développer cette fonction.

(Réf. M 434)

Génie Civil

CHEF DIVISION

MISSION : Responsable de la division du génie civil industriel. Assurer la prospection commerciale, la négociation et l'établissement des contrats. Superviser les ingénieurs d'affaires chargés du suivi de la réalisation des études.

PROFIL : INGENIEUR diplômé grande école (X, Ponts, Centrale...). Spécialisation dans le domaine des structures de bâtiments classiques ou à caractère industriel, notamment dans le domaine nucléaire. 5 à 10 ans d'expérience dans secteur similaire. Anglais exigé.

(Réf. M 435)

RESPONSABLE D'AFFAIRES

MISSION : Définition des projets, rédaction des spécifications, des appels d'offres. Suivi des études, des réalisations et des mises en service. Dans un premier temps, responsabilité d'affaires concernant des ouvrages d'art exceptionnels au Mexique (ponts et tunnels).

PROFIL : INGENIEUR diplômé ENPC, TP ou équivalent, 5 à 10 ans d'expérience professionnelle dans le domaine des ouvrages d'art en béton précontraint de caractère exceptionnel. Expérience commerciale souhaitée. Anglais et espagnol indispensables.

(Réf. M 436)

Hospitalier

SPECIALISTE BIO-MEDICAL

MISSION : Sous la responsabilité d'un ingénieur chef de mission, assurer le fonctionnement et l'assistance à la maintenance du matériel radiologique et des appareils de laboratoire dans un centre hospitalier (plus de 800 lits). Secondé par technicien biomédical, former du personnel local à la maintenance de tous les équipements médicaux.

PROFIL : INGENIEUR diplômé avec une spécialisation électromécanique, électronique. Formation complémentaire en bio-médical. Anglais exigé.

(Réf. M 437)

TECHNICIEN BIO-MEDICAL

MISSION : Sous la responsabilité de l'ingénieur spécialiste bio-médical, assurer le fonctionnement et l'assistance à la maintenance du matériel médical, notamment montage, microscopes, stérilisation centrale, etc... dans le cadre d'un centre hospitalier (plus de 800 lits). Participer à la formation du personnel local.

PROFIL : Formation IUT ou équivalent complétée par une expérience de 5 ans minimum en milieu hospitalier. Anglais exigé.

(Réf. M 438)

Ces postes nécessitent une mobilité totale pour des missions de courte et longue durée à l'étranger.

Veuillez adresser C.V., photo et prétentions en précisant la référence du poste à la Direction du Personnel SOGELERG - 25, rue du Pont-des-Halles - CHEVILLY LARUE - 94666 Rungis Cedex France

FAIRE ÉVOLUER LE STYLE DE MANAGEMENT DES ENTREPRISES

Conduire, gérer, développer des missions de Conseil et de Formation, telle est la vocation de l'organisme spécialisé d'un important Groupe Bancaire qui cherche, pour renforcer l'action de son équipe, un

FORMATEUR CONSEIL EN MANAGEMENT

La fonction proposée dépasse la simple expérience de l'animation et de la psychologie des groupes. Elle implique :

- d'avoir exercé des responsabilités de management dans une entreprise,
- de savoir se situer et s'investir avec maturité dans les problèmes relationnels,
- d'affirmer un talent de négociateur capable d'écouter, comprendre, convaincre et faire évoluer la demande des divers interlocuteurs de l'entreprise.

Autonomie, créativité, diplomatie sont les corollaires de ce poste, de nature à passionner un professionnel de la formation, soucieux d'évoluer vers des interventions complexes.

Merci d'adresser votre dossier de candidature, sous référence 80827 LM à UNILOG Conseil en recrutement 9, rue Alfred-de-Vigny 75008 Paris.

UNILOG

MEMBRE DE SYNTHEC-Informatique

BISCUITS BELIN

EVRY (25 km Paris Sud)

CHEF SERVICE ENTRETIEN - MAINTENANCE

POUR :

- Mettre en œuvre une politique de maintenance efficace et performante
- Animer un service de plus de 80 personnes
- Participer à un programme d'investissements ambitieux dans une usine créée il y a 10 ans.

NOUS RECHERCHONS :

- Un ingénieur diplômé qui a une expérience de 8 à 10 ans de la maintenance d'installations industrielles sophistiquées et des qualités éprouvées d'organisateur et d'animateur

• REMUNERATION ANNUELLE : 240.000 F +

Envoyer C.V. et rémunération souhaitée à B. BIED-CHARRETON Biscuits BELIN - Boite Postale 93 - 91003 EVRY CEDEX

BANQUE PRIVÉE, à Paris, dans le 8^e, recherche dans le cadre de l'expansion de ses activités CHANGE

Adjoint au chef cambiste

Il possède 5 ans d'expérience minimum dans le Change ainsi qu'une bonne pratique de l'anglais.

Cambiste clientèle confirmé

Après 3 ans d'expérience au moins dans cette fonction, il possède une très bonne aptitude aux relations avec les grandes entreprises. En outre, il connaît l'anglais.

*** Pour ces deux postes, nous offrons un salaire motivant.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions en indiquant sur l'enveloppe la référence 2891/LM à

MEDIA BA

9, Bd des Halles, 75002 Paris

Chef de Projet MF Informatique de Gestion de Pointe

Au sein d'un très important groupe du secteur tertiaire, notre Direction Informatique développe depuis plusieurs années des applications informatiques avancées - équipement actuel : IBM 3033 U et S ; implantation prochaine envisagée d'une base de données DB2 ; importante croissance du télétraitement. L'ancien titulaire du poste ayant été promu, nous recherchons un **Chef de Projet**. Il animera une équipe chargée des aménagements et de la maintenance d'une importante application de gestion. Il travaillera en liaison étroite avec les Directions Centrales utilisatrices (comptabilité, finance, personnel). De niveau de formation minimum B.U.T. + formation complémentaire en gestion d'entreprise, il a une expérience d'au moins 8 ans, de préférence dans le secteur tertiaire (assurances, banques, V.P.C., grands magasins...). Il a acquis une pratique de la conduite de projets.

Ce poste, basé à Paris, intéresse un Chef de Projet ayant le goût du travail en équipe, de l'innovation, et recherchant le "challenge". Les conditions de rémunération et les avantages sociaux offerts sont de nature à intéresser un professionnel de valeur.

Merci de téléphoner ou d'adresser votre candidature sous référence 9203 M à notre Conseil qui garantit la confidentialité.



EQUIPES ET ENTREPRISES

11 bis rue Portalis 75008 PARIS - Tél. 293.18.72

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

MATRA
COMMUNICATION**Pour un ingénieur commercial
soucieux de son futur,
la télématique de MATRA,
c'est le futur au présent.**

Nous sommes :

- Filiale du Groupe MATRA, branche télécommunication.
- Un grand nom de la télématique.
- 1 700 personnes, 600 MF de C.A.
- En fort développement sur un marché très porteur.

Vous avez :

- Une expérience confirmée de la vente dans les domaines bureautique, télématique ou informatique.
- Des résultats qui parlent pour vous.
- Un sens de la négociation à haut niveau.

Nous voulons :

- Mettre en place une équipe performante pour dynamiser notre ACTION COMMERCIALE auprès des grandes sociétés françaises.

Lieu de travail : TRAPPES (78).

Nous souhaitons vous rencontrer très rapidement et vous remercions d'adresser lettre + photo + C.V. sous réf. ICM/1611 à A.C.P. ENTREPRISES - 23, avenue Marceau - 75116 PARIS.

**Entreprises****IMPORTANTE SOCIÉTÉ D'INSTRUMENTATION
DE MESURES SCIENTIFIQUES
DE MATÉRIEL MÉDICAL IMPLANTÉE
DANS LE NORD DE PARIS RECHERCHE**
**INGÉNIEUR BUREAU
ETUDES**

Diplômé Ingénieur A & M, ICAM, ECAM, SUDRIA ou similaire, il sera affecté au Service Etudes & Développement Engineering et dirigera un groupe de travail comprenant dessinateurs et techniciens.

Appelé à développer des études en Electro et micro-mécanique, assemblage de pièces, automatismes industriels, il doit posséder un goût prononcé pour l'innovation technologique.

Ces recherches s'effectueront principalement dans l'application des plastiques de la tôle fine et du traitement des surfaces pour petites et moyennes séries.

Ce poste exige :

- un esprit créatif,
- une aptitude réelle à animer une équipe,
- une bonne connaissance de l'Anglais.

Les avantages sociaux sont importants et nombreux.



Les candidats intéressés sont invités à adresser leur curriculum + photo + salaire actuel au Cabinet Claude VITET, 6, rue Lauriston 75016 Paris s/réf. 83157.

Notre client, une Société d'études et de gestion financière, leader sur son marché et poursuivant une forte croissance, recherche pour développer son équipe :

**UN INGÉNIEUR DE RECHERCHE
ET DEVELOPPEMENT MARKETING**

Nous recherchons un ingénieur (Mines, Centrale, Supélec...) ayant une formation économique (MBA, Insead, ISA...) des qualités d'analyse, de synthèse et de conception, et une expérience en entreprise réussie.

Sa mission consistera à concevoir un modèle d'aide à la décision pour la sélection de produits financiers. Ce modèle sera implanté sur un outil informatique (et télématique) performant.

Ce poste, basé à Paris, offre de larges perspectives d'avenir et une rémunération motivante pour un candidat de valeur.

Les candidatures, composées d'un C.V. détaillant votre formation, votre expérience, votre rémunération, accompagnées d'une lettre rédigée décrivant vos aptitudes et vos objectifs personnels devront être adressées à :

J.R. BOURIN

FINANCE MARKETING INTERNATIONAL
réf. 846 - Conseils en recrutement 33, rue de Mogador - 75009 PARIS.

**IMPORTANTE ENTREPRISE NATIONALE DÉCENTRALISÉE
LOGEMENT SOCIAL**

(300 ÉTABLISSEMENTS, 2.000 PERSONNES, C.A. : 700 M.F.)

recherche pour Paris-15^e, quelques déplacements**2 INGÉNIEURS****ORGANISATION**

RESPONSABLE DE LA FONCTION

- Diplômé CNAM, IESTO...
- 5 ans minimum d'expérience liée à l'informatique (sans être informatique).
- Connaissances bureautiques appréciées.

INFORMATICIEN

RESPONSABLE DE PROJETS

- Diplômé Ingénieur ou équivalent.
- 5 ans d'expérience minimum comportant la mise en œuvre réussie d'un projet important.
- Pratique des Bases de Données et du Télétraitement.

Un challenge pour des personnalités d'étude et d'action travaillant par objectifs, capables d'apporter une contribution majeure à la rénovation d'un Système d'Information (formation complémentaire à la gestion type ICG, IAE... appréciée).

Adressez lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous n° T 044.535 M. Régie-Prime, 85 bis, rue Réaumur, Paris-2^e.

**ALSTHOM
ATLANTIQUE**

TECHNOS - Paris Bèze
Filiale en expansion, spécialisée dans la dépollution des eaux et le nettoyage continu des échangeurs de chaleur.

**CHEF
DE DÉPARTEMENT**

Ingénieur Grande Ecole, avec connaissances techniques en chimie des eaux.

Vous avez eu une expérience commerciale de l'organisation de la vente de matériels industriels de série.

Agé de 30 ans minimum, votre personnalité doit vous permettre de prendre dès à présent la responsabilité complète du département, et d'envisager à terme une fonction plus large.

L'anglais courant est indispensable.

Envoyer C.V., photo et prétentions sous réf. 90472 à CONTEXTE PUBLICITE - 20, avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01 qui transmettra.

Urgent**POUR ANIMER
DES CENTRES
D'INFORMATION RÉGIONAUX
CIVIS Conseil recrute
des CHARGÉ(E)S DE RELATIONS
PUBLIQUES**

NOUS SOUHAITONS :

- Minimum 3 ans d'expérience réussie en agence ou chez un annonceur en qualité de responsable de communication (relations publiques).
- Intérêt (et si possible connaissance) des problèmes d'information locale (élus, autorités administratives, presse locale, population, etc.).
- Capacité à concevoir, préparer et organiser des actions d'information, leurs outils (documents, expositions, etc.) et en assurer le suivi.

NOUS OFFRONS :

- Une poste passionnant en relation avec une équipe de professionnels jeune, dynamique et performante ;
- Une possibilité d'évolution dans le poste ou sur Paris en fonction du succès de l'intervention et des opportunités de développement du groupe ;
- Une rémunération attractive tenant compte de l'expérience, de l'efficacité et de la motivation.

Si vous êtes passionné(e) par la communication et l'information, écrivez sous réf. CIVIS/RP, Jean-Pierre PIOTET, CIVIS Conseil, 2, rue de Saint-Simon, 75007 PARIS.

CIVIS conseil**SERVICES S.A.**

L'un des plus importants organismes de
PRÉVENTION ET DE CONTRÔLE
à implantation nationale
recherche

**INGÉNIEUR
BILANS THERMIQUES
ECONOMIE D'ÉNERGIE
BASE PARIS**

Ingénieur ou Technicien Supérieur qualifié en bilans thermiques industriels et en expertises des établissements de catégories A et B suivant les dispositions de l'arrêté du 5.07.77.

Des connaissances en génie chimique, procédés de fabrication, métallurgie, produits céramiques, électrothermie, papeteries et cimenteries seraient des atouts supplémentaires.

Connaissances des mesures physiques et micro-informatiques appréciées.

Adressez lettre manuscrite indiquant prétentions et C.V. sous référence 315 M à Corinne VAN LOEY,

degré 11, rue La Boétie 75008 PARIS
Conseil

**Chef du
service juridique**

DAF FRANCE S.A. au capital de 33 000 000 F.
C.A. en 1982 : 650 000 000 F.H.T.

recherche un juriste pour assurer, au sein du secrétariat général, la fonction de chef du service juridique.

Il aura pour mission :

- diriger et animer le service contentieux des sociétés du groupe, notamment en matière de recouvrement des créances,
- conseiller les services commerciaux opérationnels dans leurs démarches en clientèle et dans le réseau de distribution,
- rédiger tout contrat engageant les sociétés du groupe,
- assurer le secrétariat des assemblées et des conseils.

Nous souhaitons rencontrer des candidats possédant une maîtrise en droit, au minimum.

La pratique de la langue anglaise est nécessaire ainsi qu'une bonne expérience dans un domaine similaire.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. et prétentions, sous référence CJS à DAF FRANCE - Service du Personnel - SURVILLIERS - B.P. 4 - 95470 FOSSÉS.

DAF FRANCE

Les Sociétés d'ASSURANCES
DU GROUPE DE PARIS
recherche

**UN AUDITEUR
CONFIRME**

25/30 ans,
diplômé d'Ecole Supérieure de Commerce, de
préférence Rouen - Reims.

DECS ou diplôme équivalent.

3 à 5 ans d'expérience d'Audit, soit dans une
Société, soit dans un Cabinet.

Pratique souhaitée de l'anglais et de l'espagnol.

Poste à pourvoir au Siège.

Merci d'adresser CV, photo, lettre manuscrite
de candidature au Service du Recrutement,
21, rue de Châteaudun, 75447 Paris Cedex 09

**L.E.R.S.**

Société de recherche pharmaceutique
du groupe Synthelabo recrute

**2 pharmaciens
galénistes HF**

pour son laboratoire de pharmacotechnie.

Ils seront chargés de la mise au point des nouveaux produits essentiellement en formes sèches. Une expérience de quelques années dans la recherche pharmaceutique est nécessaire pour l'un des postes à pourvoir. L'autre poste pourrait convenir à un candidat débutant ou ayant une première expérience. Lieu de travail : Antony (banlieue Sud de Paris).

Les candidatures seront traitées confidentiellement et devront être adressées accompagnées d'un CV à LERS Direction Administrative 58-60 rue de la Glacière 75013 Paris.



مكتبة الأمل

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

CEPE
filiale THOMSON CSF
leader européen dans son activité piézo-électrique
recherche pour Service EXPORT

2 TECHNICO-COMMERCIAUX
INGÉNIEURS OU ÉQUIVALENT

Formation Électronique de base.
Anglais obligatoire + allemand ou italien.
Déplacements fréquents.

Envoyer lettre + CV à Service du Personnel - CEPE - 44, avenue de la Glacière - 95100 ARGENTEUIL.

THOMSON
BRANCHE COMPOSANTS

Importante entreprise d'études et de réalisation d'équipements électriques industriels et de bâtiment
Proche Banlieue Ouest
recherche

1 INGENIEUR D'ETUDES

Diplômé d'une école d'ingénieurs ou de formation équivalente.
Pour prendre en charge des études de réalisation d'installations basse tension de postes de transformation moyenne, haute et très haute tension.

Animé d'un réel esprit d'équipe, le candidat devra faire preuve d'une aptitude certaine au commandement.

Possibilité d'évolution vers les études de conception de prototypes d'installation de contrôle-commande liés au transport et à la distribution d'énergie.

Adresser CV + prétentions de salaire sous réf. 90547 à CONTEXTE PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01 qui transmettra.

EGOR INDUSTRIE
CONSEIL EN RESSOURCES HUMAINES

Aider et conseiller l'industrie à choisir les hommes de demain qui gagneront les enjeux économiques sur les terrains décisifs qui appellent robotique, ateliers flexibles, productique, cercles de qualité, C.A.O. - Concrétiser ses qualités de négociateur en développant de façon autonome sa propre clientèle.

- Intégrer une équipe compétente, enthousiaste et qui gagne (taux de croissance supérieur à 60 % depuis plusieurs années).

- Moduler son revenu personnel en fonction de la rentabilité de sa propre exploitation.

Ce sont les termes principaux de la proposition faite par EGOR Industrie, une des sociétés du Groupe Egor leader dans le domaine de la recherche des Cadres et des Dirigeants.

Une formation supérieure, une expérience professionnelle d'au moins 5 ans, des qualités particulières de contact, une capacité à entreprendre et à concrétiser semblent être les premiers impératifs pour réussir dans ce métier et dans notre organisation.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle, sous réf. M8/IND 384, à :

EGOR INDUSTRIE
8, rue de Benti 75008 Paris.

PARIS LYON NANTES TOULOUSE MILANO PERUBIA ROMA DUISSELDORF LONDON MADRID MONTREAL

VARIAN ASS., PALO ALTO, CALIFORNIE
(C.A. 760 millions \$ en 83, 13.000 personnes)
recherche pour sa filiale française.

INGENIEUR DE VENTES
pour sa Division INSTRUMENTS

Agé de 30-35 ans, vous aimez vendre et vous l'avez prouvé. Vous avez une solide expérience en absorption atomique, UV - visible, et si possible, en informatique.

Vous avez une bonne connaissance de l'anglais qui vous permettra de suivre régulièrement des stages de formation.

Vous aimez travailler au sein d'une équipe avec des objectifs précis.

Pour ce poste, nous offrons une rémunération particulièrement intéressante, avec voiture de fonction et de nombreux avantages liés au Groupe.

Adresser lettre manuscrite, C.V. et prétentions en précisant la référence M4 à :

VARIAN S.A.
Boite Postale 12
91941 LES ULIS CEDEX.

Importante Société Multinationale du Secteur de la Métallurgie recherche

ACHETEUR
Coefficient 335

Placements / Composants sur catalogue, hydraulique, freinage, embrayage, direction.

Le candidat, sous la responsabilité d'un Chef de Groupe, sera titulaire d'un BTS ou équivalent complété par 5-10 années d'expérience dans la métallurgie.

Anglais souhaité - Disponibilité immédiate.

Ecrire sous réf. 90717 à CONTEXTE PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

Chargé d'études de marché
PARIS

Très important groupe de génie thermique en pleine expansion, nous recherchons pour notre direction du développement un jeune cadre responsable des études de marché.

Nous souhaitons rencontrer un candidat de 25 ans au moins, de formation supérieure (type Sup de CO), possédant déjà une expérience des techniques de statistiques acquise de préférence dans une activité de biens d'équipements ou de prestations de services industriels.

Nous lui confierons outre les études de marché, la préparation et le contrôle des budgets ainsi que le suivi de l'information de la direction du développement.

Il sera l'homme d'information et aura à cet effet des contacts permanents avec l'ensemble des cadres de la direction du développement et de nos différentes agences.

Des qualités de contact, de créativité, de méthode, de synthèse, le goût de la recherche et un excellent esprit d'équipe sont les composantes essentielles de la personnalité recherchée.

Nous offrons à un candidat à fort potentiel un groupe dynamique, des possibilités de carrière intéressantes et une rémunération motivante qui est à négocier en fonction de l'expérience acquise.

Si vous pensez correspondre au profil recherché, adressez votre lettre manuscrite et CV détaillé, sous la réf. 156, à SD Consultants, 35 rue Fortuny 75017 Paris. Réponse et discrétion assurées.

SD Consultants

Société de distribution de matériel de micro-informatique et bureautique, leader sur le marché, filiale d'un groupe important recherche

RESPONSABLE ADMINISTRATIF ET FINANCIER

Rattaché au Directeur Général, sa mission consistera à :

- superviser la comptabilité générale, la trésorerie, la gestion des stocks,
- participer à l'élaboration du budget et en assurer le suivi,
- assurer les relations avec les banques.

Une formation initiale type ESC et une expérience acquise si possible dans la distribution sont nécessaires.

Pour ce poste, situé à Paris, la rémunération envisagée est de 200 000 F +.

Envoyer C.V., photo s / réf. 10468 à PIERRE LICHAU S.A., BP 230 - 75063 PARIS Cedex 02 qui transmettra.

SOCIETE DE PROMOTION
Spécialisée dans la réalisation de grandes opérations d'aménagement recherche

UN RESPONSABLE D'OPERATIONS

Missions :

- Assurer la coordination générale d'opérations immobilières et / ou d'aménagement sous tous leurs aspects : architectural, technique, commercial, juridique, financier, publicitaire.
- Et à terme :
 - leur responsabilité totale,
 - l'initiation, l'étude, la négociation, le montage d'affaires nouvelles.

Profil :

- Formation supérieure (E.T.P., E.C.P. ...)
- 30/35 ans
- Expérience Bâtiment exigée
- Grand sens des contacts et de la négociation
- Réelle capacité d'organisation et de synthèse pour le suivi de nombreux dossiers
- Grande volonté de réussite et goût de l'autorité

Disponible très rapidement.

Adresser lettre manuscrite, CV détaillé, photo et prétentions à :

ESPACE EXPANSION - PROMOTION Direction du Personnel, 83, rue La Boétie - 75008 PARIS

La Fonction de Consultant
vous intéresse

Nous travaillons à concevoir, mettre en place et améliorer les méthodes de gestion s'appuyant sur les moyens les plus modernes (informatiques pour une large part), aptes à harmoniser et faciliter les échanges administratifs entre industriels et grands commerces.

Ouvrir ce rôle de conception et de réalisation, nous aidons à mettre en place les systèmes par l'information et la formation des utilisateurs.

Vous avez 30 ans minimum, une formation supérieure, des qualités de conception et de réalisation, des capacités d'écoute et de dialogue, des talents pédagogiques.

Nous vous offrons l'intégration dans une équipe performante et la pratique d'un métier dans lequel responsabilités personnelles et polyvalence sont les points forts.

Nos bureaux sont à Paris et malgré la répartition géographique de nos interlocuteurs, les déplacements n'excèdent pas 25 à 30 % du temps et sont de courte durée.

Si cette opportunité vous intéresse, nous vous remercions d'envoyer vos candidatures à Elisabeth GREFF sous réf. 720 qui vous garantira la confidentialité.

KEY MEN
10, rue de Rome 75008 Paris

Vous avez une première expérience de l'audit ou du contrôle de gestion (3 à 4 ans).

Vous avez une bonne connaissance des procédures administratives et financières.

Vous avez une formation de type BEC, ESSEC ou ESCA + BECS, un puissant groupe international, implanté dans plus de 60 pays, vous propose un poste d'

Auditeur de gestion

pour rejoindre sa jeune équipe chargée d'effectuer des diagnostics complets d'entreprises exprimés en terme de gestion. Pour cela, il vous faudra accepter d'être mobile, parler anglais et si possible espagnol.

La taille de l'entreprise vous ouvre à terme de larges possibilités de développement de carrière.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous réf. 3956 mentionnée sur l'enveloppe, à Média-System, 104 rue Réaumur 75002 Paris, qui transmettra.

SOCIETE MULTINATIONALE INDUSTRIE METALLURGIQUE recherche

ACHETEUR
Coefficient 335

Sous-traitance produits métallurgiques, pièces forgées et fonte

Ce poste s'adresse à un titulaire BTS ou équivalent qui aura 5-10 années d'expérience, de préférence dans la métallurgie.

Le candidat dépendra d'un Chef de Groupe.

Anglais souhaité - Disponibilité immédiate

Envoyer CV, photo et prét. sous réf. 90499 à CONTEXTE PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra

Télématique
Chef de service gestion commerciale

TRANSPAC, réseau national de transmission de données informatiques, support de la télématique française, se développe à un rythme très rapide et diversifie ses services. Nous sommes maintenant le premier réseau mondial de transmission de données par paquets.

Pour gérer efficacement notre activité, nous mettons en œuvre des structures décentralisées, d'importants moyens téléinformatiques et bureautiques et des méthodes adaptées, en particulier dans les domaines suivants :

- traitement des commandes,
- suivi des comptes clients,
- administration commerciale,
- contrôle de gestion.

Vous avez une formation supérieure de gestion ou de commerce, et une expérience significative dans ces domaines : saisissez l'occasion de vous valoriser dans un secteur d'activité résolument tourné vers l'avenir.

LIEU DE TRAVAIL PARIS.

Adresser votre C.V. au Service du Personnel

TRANSPAC
TOUR MAINE MONTPARNASSE - 75755 - PARIS Cedex 15

Marne la Vallée septembre 84

Pour faire face à son développement continu, la CASDEN-BP regroupe ses effectifs à MARNE LA VALLÉE au 1er septembre 1984 et recrute dès aujourd'hui à Paris dans le cadre de son expansion

SON FUTUR RESPONSABLE DES SERVICES GENERAUX NF

Dans le cadre de la mise en place et de l'organisation des Services ARCHIVES, COURRIER et ENTRETIEN, il proposera toutes solutions tendant à l'optimisation de ces Services.

A 30 ans minimum, il aura un BAC + 2 et une réelle expérience réussie de l'ORGANISATION et de l'ENCADREMENT.

Une connaissance de l'outil informatique serait un atout supplémentaire.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions au Service du Personnel CASDEN - BP - 87, rue Notre-Dame-des-Champs 75272 Paris Cedex 06.

Bank Populaire

Importante Société d'Expertise Comptable bien implantée en province (13 bureaux), cherche pour la direction de son bureau parisien :

EXPERT COMPTABLE
diplômé

Son rôle :

- animation et organisation de l'équipe en place,
- maîtrise des problèmes techniques :
- gestion du bureau.

Adresser lettre manuscrite + C.V. et prétentions + photo sous réf. 284 810 M à REGIE PRESSE 85 bis, rue Nivernais, 75002 PARIS, qui transmettra.

Centre technique industriel SEUG
Département d'informatique Industrielle
Puteaux La Défense
Vous êtes :

INGENIEUR GRANDE ECOLE
(A.M., E.C.P., ou équivalent)

Vous êtes intéressé par le développement de logiciels de calcul de structures dans le domaine des machines à outils.

Vous disposez :

- D'une 1^{re} expérience dans ce domaine,
- D'une connaissance suffisante de la langue anglaise.

Alors venez rejoindre notre équipe travaillant sur des sujets à forte innovation, sur toute une gamme de matériels informatiques.

Adresser lettre manuscrite et C.V. + prétentions au C.T.I.C.M. Service du Personnel 20, rue Jean-Jaures 92807 PUTEAUX CEDEX.

Sol internationale recherche

RESPONSABLE MARKETING

pour prendre en charge les études de marché, la conception des actions commerciales à mener, le suivi des budgets.

Formation supérieure.

2/3 ans expérience professionnelle.

Adresser sous réf. 1.549, C.V. (1^{re} tél.), lettre manuscrite et photo, à PROWAY, 27, rue de Marignan, 75008 PARIS.

SOCIÉTÉ INFORMATIQUE
recherche
APPRÉHENSIF OU INDICATEUR D'AFFAIRES (tous créneaux)
COMMISSIONS MOTIVANTES
Description assurée
Tél. : 358-17-96, p. 421.

OFFRES

Inf administr

AIR LIQ

CONSEIL DE G

EGOR

THOM

EQUIPEME

INGE

ELECT

DE PU

chef d

CADRE COMPT

BILIN

مكتبة

Je suis à la recherche de...

REPRODUCTION INTERDITE

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

Informaticien administrateur de données

SAF, filiale AIR LIQUIDE, recherche un Informaticien, intéressé par les problèmes méthodologiques, capable, au sein de l'équipe système et méthodes, de jouer un rôle moteur dans l'élaboration des méthodes de structuration de données, des mesures de sécurité et dans la gestion du dictionnaire des données.

Il travaillera au sein d'un service doté de moyens importants et procédant actuellement à une refonte profonde des systèmes d'information. Ce poste conviendrait à un candidat :

- diplômé ingénieur ou universitaire,
- ayant 2 à 3 ans d'expérience études (comme analyste ou chef de projet) et ayant travaillé sur matériel Bull DPS 8,
- témoignant de qualités de rigueur et d'organisation ainsi que d'excellentes capacités relationnelles, lui permettant d'avoir un rôle de conseil, de formation et d'information auprès des équipes d'études.

Poste à Saint-Ouen-l'Aumône (proximité Pontoise).

Écrire sous réf. OE 370 AM.

4, rue Massenet 75116 Paris

CONSEIL ET CONTROLE DE GESTION

Cette importante société de Caution Mutuelle renforce l'équipe de son département « engagements et contrôles des risques », et crée deux nouveaux postes :

- Région parisienne « Nord et Est France (15 départements) ».

Sous l'autorité du directeur de service, il intervient chez les adhérents de sa région afin de détecter et apprécier les risques en contrôlant les comptabilités et le respect de la réglementation applicable à la profession. Il contribue par ses recommandations à conseiller l'adhérent dans sa gestion comptable.

De niveau D.E.C.S., ce candidat est, soit un jeune diplômé ayant une première expérience acquise dans un service financier ou en cabinet d'expertise comptable, soit un professionnel de la comptabilité.

Les premiers entretiens se dérouleront dans votre région.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle, sous référence M 7324 AD, en précisant la région, à :

EGOR PROMOTION
63 rue de Poitiers 75008 Paris.

egor

PARIS LYON NANTES TOULOUSE MILANO PÉRIABA ROMA DUISSELDORF LONDON MADRID MONTREAL

**THOMSON-CGR
ÉQUIPEMENTS MÉDICAUX
recherche pour sa DIRECTION TECHNIQUE
INGÉNIEUR
ÉLECTRONICIEN
DE PUISSANCE**

Dans le cadre de l'étude de générateur d'alimentation des tubes à rayon X, il sera responsable des actions de recherche et de développement d'appareils de radiologie de haute technicité.

De formation grande école, il aura acquis une expérience de quelques années dans le domaine de l'électronique de puissance.

Ce poste est à pourvoir en proche banlieue Sud de Paris.

Pour l'étude des candidatures, envoyez curriculum vitae, photo et présentations à Yves KILIG - THOMSON-CGR, 3, rue d'Amiens, 93240 STAINS.

THOMSON
BRANCHE ÉQUIPEMENTS MÉDICAUX

Nous sommes la filiale informatique du second groupe français d'assurances et disposons d'importants moyens informatiques (actuellement 2 IBM 3084 et 1 IBM 3081, 2500 terminaux répartis en France).

Nous recherchons un

chef de projet

Mission :

- Vous aurez la responsabilité des applications liées à une fonction de l'entreprise. Vous intervenerez de l'élaboration du cahier des charges avec les utilisateurs jusqu'à la mise en place du système.
- Vous assurerez le suivi de la maintenance.
- Vous dirigerez une équipe de 15 personnes.

Profil :

- De formation ingénieur ou équivalent, vous avez 5 à 10 ans d'expérience de conception et mise en œuvre de systèmes informatiques de gestion sur gros systèmes avec encadrement d'équipes importantes.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature (C.V. + prétentions) sous la référence M 273 à :

GIE, Direction de Personnel,
Tour Franklin, 92091 Paris la Défense Cedex 11.

BASF En France nous distribuons les produits d'un des premiers groupes mondiaux de la chimie

Nous recherchons pour nos services financiers

CADRE COMPTABLE ET FINANCIER
BILINGUE ALLEMAND

Possédant DECS, plusieurs années d'expérience et déjà bien familiarisé avec l'informatique de gestion, il participera à la mise en forme des budgets, à l'élaboration des plans financiers, au reporting et aux liaisons avec la maison mère. Ce poste est évolutif pour un élément de valeur.

Envoyer C.V., photo et prétentions à André POUANT
Compagnie Française BASF
140, rue Jules-Guesde - 92303 LEVALLOIS-PERRET

**GROUPE
LESIEUR**

**MISEZ SUR
L'AGRO-ALIMENTAIRE**

**PLATS CUISINÉS
EN CONSERVE
WILLIAM SAURIN**

**Chercher et créer
de nouveaux produits**

Chefs de projet intégrés à l'équipe Recherche et Développement de l'usine de Lagny, vous travaillerez en liaison étroite avec le Marketing.

Vous aurez pour mission d'imaginer, de concevoir et de mettre au point une nouvelle gamme de produits :

- proposition de produits nouveaux,
- utilisation de matières premières et de technologies nouvelles,
- art culinaire.

Conduire un projet de la conception à la fabrication du produit sur «pilote» : une expérience très enrichissante pour exprimer vos qualités d'innovation et de dynamisme, que vous soyez débutants ou ayez déjà une première expérience.

N'hésitez pas à prendre contact. Notre programme RD est important, et nous aurons de plus en plus besoin d'ingénieurs de valeur.

Poste 25 kms PARIS EST.

(Référence M 127)

**PLATS CUISINÉS
EN CONSERVE
WILLIAM SAURIN**

**Mettre en place le contrôle de gestion
en milieu industriel**

Ingénieur de formation, maîtrisant le contrôle de gestion, vous aurez à mettre en place un système de prix de revient informatisé sur nos principaux sites industriels.

Pour mener à bien cette mission, qui permettra aux usines d'établir et d'analyser leur propres résultats, vous avez une expérience du monde industriel de 4 à 5 ans, des qualités d'organisation. Vous êtes aussi un homme de dialogue.

A l'issue de cette mission, d'intéressantes perspectives d'évolution pourront vous être proposées en Production, comme en Finance.

Poste 25 kms PARIS EST.

(Référence M 128)

MARGARINES

**Faire vivre le progrès
en milieu industriel**

Jeune ingénieur, de formation type BESA ou équivalent, vous avez une première expérience - 2/3 ans - en production, si possible dans l'Agro-Alimentaire.

Vous souhaitez participer à la mise en œuvre d'une politique de progrès tant au plan technique qu'humain. Nous vous offrons cette opportunité en qualité d'Adjoint au Responsable Production d'une de nos Usines.

Vos missions seront variées :

- lancement de nouvelles chaînes de fabrication,
- mise en place d'un système de gestion informatisé,
- participation active au développement de la politique sociale.

Poste situé à NANTERRE.

(Référence M 129)

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. et photo en précisant la référence du poste à :

LESIEUR COORDINATION Recrutement Cadres - 122, avenue du Général Leclerc - 92103 BOULOGNE

**Jeunes ingénieurs:
conduisez nos chantiers
à l'étranger**

Diplômé d'une Grande Ecole d'Electronique, option Telecom, vous voulez donner d'entrée une dimension internationale à votre carrière : vous êtes pour cela très disponible et parfaitement bilingue anglais ; vous possédez aussi de bonnes notions en espagnol ou arabe par exemple.

Prenez la direction de nos chantiers à l'étranger ! Après une formation d'un an à Orléans, vous assurerez et coordonnerez la réalisation des travaux d'installation et de mise en service d'ensembles de transmission, faisant appel aux techniques d'équipements de ligne, de multiplexage, de télégraphie, par câbles ou faisceaux hertziens...

Interlocuteur privilégié du client, et garant de notre image de marque, vous veillerez tout particulièrement au respect des critères de coûts, de qualité et de délais.

Homme de contact, vous saurez animer et gérer l'équipe (10 à 20 techniciens et monteurs) qui vous sera confiée, recruter selon vos besoins du personnel local. Vos responsabilités seront aussi administratives : documents financiers, rapports d'avancement des travaux, mémoires techniques...

Conduisez votre carrière : adressez-nous votre dossier de candidature, sous référence GIU/ITI.

Service Recrutement Cadres - 10 bis rue Louis-Lorrain
78320 Le Mesnil-Saint-Denis - Tél. 062.41.28

**CIT
4catel**
**DEPARTEMENT
TRANSMISSION**

**BANQUE INTERNATIONALE
Siège PARIS
recherche
ANALYSTE DE CREDIT
(niveau cadre)
POUR SON DEPARTEMENT DU CREDIT**

FONCTION :

Analyse des dossiers de crédit avant présentation au Comité de Crédit. Cette analyse portera tant sur l'appréciation financière de l'entreprise que sur le montage technique des opérations proposées.

PROFIL :

Diplômé de l'enseignement supérieur ayant une bonne formation bancaire (deux ans environ), acquise de préférence dans le Département International d'une banque. Excellentes connaissances de l'anglais indispensables.

Adressez C.V. et prétentions sous n° 7.649
à Le Monde Pub., service ANNONCES CLASSEES
5, rue des Italiens, 75009 PARIS
qui transmettra.

**CAISSE NATIONALE DE
CREDIT AGRICOLE**

un(e) Organisateur(trice)

qui sera chargé(e) de mettre en œuvre un système d'information et de gestion de portefeuille en liaison avec les chefs de projets concernés à l'intérieur du Département et à l'extérieur.

D'autre part, il devra assurer une assistance informatique permanente aux différents services du Département.

Une expérience de quelques années de la conduite de projets informatiques et une formation MIAGE ou équivalent sont exigées.

un(e) Analyste Programmeur

qui devra effectuer les différents travaux d'analyse et de programmation des projets en cours dans le Département.

Une première expérience est souhaitable mais n'est pas exigée, par contre, seules les candidatures possédant le MIAGE ou son équivalent, seront examinées.

Adressez CV, photo, salaire et prétentions sous réf. 6V 1 à
CNCA - Gestion des Personnes - 75116 Paris Brue

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

Important groupe de transports nationaux et internationaux recherche pour son développement général au siège social proche banlieue Ouest (près de La Défense) :

RESPONSABLE ADMINISTRATIF DE FORMATION JURIDIQUE

Il aura la responsabilité au niveau de la société mère et de ses filiales :

- de l'étude, de la négociation et de la gestion des dossiers d'assurance
- de la fiscalité locale (taxes professionnelles, impôts fonciers...)
- de la gestion immobilière (achats ventes biens commerciaux...)
- des publications légales (registre du commerce, BALO...)

Expérience de quelques années en cabinet d'assurance, cabinet juridique ou direction juridique d'entreprises souhaitées.

Adresser C.V., photo, prétentions sous réf. 90470 à CONTEXTE PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra 75004 Paris Cedex 01 qui transmettra.

responsable comptable et administratif

Proche Banlieue Ouest F 180.000 ±

La filiale française d'un groupe, parmi les leaders des appareils de mesure pour l'auscultation des ouvrages de génie civil, recherche un Responsable COMPTABLE et ADMINISTRATIF.

Relevant du Directeur Général, il sera responsable de : la réalisation de tous les travaux de comptabilité générale et analytique ; de la maintenance des applications sur informatique ; de l'élaboration des budgets ; des déclarations fiscales et sociales ; de l'administration du personnel et de la Société.

Mensuellement, il réalisera le tableau de bord nécessaire à la D.G. et trimestriellement un "reporting" pour le Groupe.

Le poste conviendra à un candidat âgé de 28 ans minimum, titulaire du DEC, ayant acquis au moins 3 ans d'expérience dans une entreprise utilisant l'informatique.

Adresser dossier de candidature : lettre manuscrite, C.V., photo (récentes) et prétentions sous référence 21.390-M.

CLA RECRUTEMENT
11 AV. DELOASSE 75008 PARIS

Agro-alimentaire groupe de réputation internationale

recherche :

POUR SON SERVICE PROMOTION-DISTRIBUTION

UN JEUNE CADRE
DIPLOME GRANDE ECOLE, ayant première expérience réussie de 2 à 3 ans. Organisé, précis, réalisateur. Goûts des contacts, sens du service. Disponible rapidement.

POUR SON SERVICE RELATIONS PUBLIQUES

UN JEUNE CADRE
Ayant quelques années d'EXPERIENCE EN AGENCE (avec gestion de budgets). Facilités de rédaction. Autorité dans le conseil et la négociation. Anglais courant.

Adresser C.V., photo et prétentions en précisant le poste choisi sous réf. 044.832 M
RÉGIE-PRESSE, 85, rue Réaumur, Paris-2.

SOCIÉTÉ DE SOUS-TRAITANCE AERONAUTIQUE
PARIS recherche :

ADJOINT DE DIRECTION

Technicien averti, il devra être capable de réaliser une "mission" :

- de coordonner à la fois un homme de terrain et un négociateur de haut niveau.
- véritable bras droit du PDG, ce poste requiert autorité et volonté.
- le candidat, qui peut être débutant, sera obligatoirement de formation Arts et Métiers et parlera couramment l'anglais.

Merci d'adresser C.V. - photo à M. Chabannes s/réf. 747

help international
12, rue Chateaubain 75002 PARIS

IMPORTANTE SOCIÉTÉ DU SECTEUR DE LA MÉTALLURGIE
souhaite intégrer

ACHETEUR
Coefficient 335

Pièces/composants sur catalogues, plans fournisseurs, pièces électriques. Ce poste s'adresse à un candidat de formation BTS ou équivalent, complétée par 5 à 10 ans d'expérience, de préférence dans la métallurgie. Anglais souhaité.

Le candidat sera sous la responsabilité d'un Chef de Groupe.

Disponibilité immédiate.

Merci d'adresser C.V., photo et prét. sous réf. 90497 à CONTEXTE PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra 75004 Paris Cedex 01, qui transmettra.

INGENIEUR GRANDE ÉCOLE

Nous sommes une société d'ingénierie de logiciel en pleine expansion de 70 personnes.

Nous avons conçu le premier atelier logiciel français SOFTPEN.

Nous intervenons sur des projets d'ingénierie en téléphonie, avionique, contrôle de processus.

Nous recherchons, pour ces projets, des ingénieurs (2 à 4 ans d'expérience des systèmes temps réel) désireux de mettre en pratique les méthodes avancées de développement de logiciels.

Adresser votre candidature et prétentions, sous réf. M80 B à : I.P.L. - 26, rue du Renard 75004 Paris.

Les Sociétés d'ASSURANCES DU GROUPE DE PARIS
recherche des

INGENIEURS DIPLOMES

25/35 ans

Ayant une expérience technique ils auront pour mission après un stage de formation :

- d'analyser les risques "incendie, pertes d'exploitation, bris de machines, responsabilité civile" auxquels les entreprises industrielles sont exposées.
- de les conseiller en matière de prévention.
- d'assister techniquement les réseaux commerciaux, auprès de la clientèle du groupe.

Les candidats devront adresser un dossier complet avec photo, CV et prétentions au : Groupe de Paris Service Recrutement 21, rue de Chateaubain 75447 Paris Cedex 09

1ère Société Française de Réassurance Paris La Défense
recherche :

TRADUCTEUR H/F

Anglais (langue maternelle) + Français + éventuellement Italien ou Néerlandais.

Formation ESIT ou équivalent.

Petite expérience d'interprétariat souhaitée.

Horaires 38 heures en 5 jours - 13ème mois - Prime de vacances - Restaurant d'entreprise.

Réponse à toute lettre manuscrite, CV, photo et prétentions adressée sous référence 287 à M. ROY - Immeuble SCOR - Cedex 39 - 92074 PARIS LA DÉFENSE.

Barclays Bank U.K.
recherche :

EXPLOITANT
pour renforcer sa DIRECTION DES GRANDES ENTREPRISES

Nous demandons une formation supérieure et une expérience bancaire de 5 à 7 ans dont au moins 2 ans de relations commerciales avec une clientèle de grandes entreprises orientées sur les échanges internationaux.

Le candidat devra posséder d'excellentes qualités commerciales, une très bonne connaissance des produits bancaires français et internationaux pour ce type de clientèle et bien maîtriser la langue anglaise.

Nous vous prions d'adresser votre candidature avec lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à Madame Michèle SEVAUX Direction du Personnel BARCLAYS BANK S.A. 33, rue du 4 Septembre 75002 Paris.

LE CENTRE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE DU BATIMENT
Etablissement public à caractère Industriel et Commercial recherche :

1 INGÉNIEUR GRANDE ÉCOLE
(Ponts et Chaussées, Mines, Centrale...)

pour effectuer des recherches et études sur la THERMIQUE ET LA VENTILATION DANS LE BATIMENT.

Envoyer C.V., prétentions et tous documents utiles à : Station de Recherche du C.S.T.B. Service Technique et des Enveloppes : 84, avenue Jean-Jaures, CHAMPS-SUR-MARNE, 77428 MARNE-LA-VALLÉE CEDEX 2.

BANQUE INTERNATIONALE ÉTRANGÈRE PARIS

Nous sommes spécialisés dans les opérations financières et nos services de gestion et de conseil sont appréciés par une clientèle de grandes entreprises et d'investisseurs institutionnels. Dans le cadre du développement important de nos activités, nous recherchons un nouveau collaborateur qui sera chargé de :

CONTROLE INTERNE

Directement rattaché au Secrétaire Général, il aura essentiellement pour mission d'analyser et de formaliser l'ensemble des systèmes de contrôle, comptable et financier, d'en vérifier la cohérence et d'en améliorer l'efficacité. Il devra bien sûr s'assurer de leur respect et effectuer à ce titre toutes les vérifications nécessaires.

Cette **CRÉATION DE POSTE** intéressera tout particulièrement un jeune cadre de niveau ESSEC, ESCP, ESC + DEC, ou équivalent, ayant déjà acquis, dans un grand Cabinet d'Audit ou au sein d'une banque internationale, une première expérience d'environ 3-4 ans de la méthodologie moderne des systèmes de contrôle interne.

Des perspectives d'évolution sont intéressantes pour un collaborateur de bon potentiel, précis et imaginatif, capable de s'intégrer au sein d'une petite équipe de haut niveau.

R. BATHOUILLER, notre Conseil, qui nous assiste dans cette recherche, vous garantira la plus totale discrétion si vous voulez bien lui écrire, sous réf. C/RN, en joignant un C.V. détaillé.

R. BATHOUILLER 39 Av. des Champs Elysées 75008 Paris

G.F.F.
Groupe Immobilier S.A. d'I.L.M. 1200 personnes cherche pour son siège à PARIS

UN RESPONSABLE DE PROGRAMMES

chargé de la maîtrise d'ouvrages, d'opérations locatives et en accession.

Sa mission s'étendra de la recherche foncière à la livraison des logements.

Les candidats diplômés de l'enseignement supérieur auront acquis pendant plusieurs années une expérience effective de la maîtrise d'ouvrages dans tous les aspects juridiques, financiers et techniques.

Envoyer C.V. détaillé au G.F.F.

G.F.F. 159, rue Nationale 75640 PARIS Cedex 13

informaticiens TECHNICIENS ET/OU CONCEPTEURS

- VOUS ÊTES UN SPÉCIALISTE, curieux et mobile. L'informatique vous passionne, vous souhaitez élargir votre champ d'action et FAIRE PREUVE DE VOS CAPACITÉS.
- VOUS REJOINDREZ NOTRE CABINET DE REPUTATION INTERNATIONALE. VOUS INTERVIENDREZ dans des secteurs très variés et des entreprises de toutes dimensions.
- VOUS SÉRIEZ CONSEILLERS EN INFORMATIQUE, au sein d'équipes pluridisciplinaires sur des missions de stratégie, de conception et de mise en place de systèmes.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature : lettre manuscrite, C.V., photo (récentes) et rémunération souhaitée sous réf. 73.05-M à I.C.A., 3 rue d'Hauteville 75010 Paris (en mentionnant le nom des cabinets auxquels vous ne souhaitez pas que votre candidature soit communiquée), qui transmettra.

I.C.A. - International Classified Advertisers NEW YORK - PARIS

Hartmann et Braun France

SPECIALISTE INSTRUMENTATION ET SYSTÈMES ÉLECTRONIQUES MESURE/RÉGULATION/AUTOMATISMES
recherche :

UN INGÉNIEUR TECHNIQUE-COMMERCIAL

Spécialisé dans la vente de matériels d'analyse de gaz, régulation et mesure.

- Poste à pourvoir à BAGNOLET (93) ;
- Activité sur régulation et mesure ;
- Salaire attractif pour candidat motivé.

Envoyer lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous réf. 044.709 M - RÉGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur - 75002 PARIS.

IMPORTANTE BANQUE PRIVÉE
quartier OPERA recherche pour sa Direction de la

CLIENTELE PRIVÉE CLASSE IV - V H/F

ayant une expérience bancaire d'environ 5 ans et une bonne connaissance des OPÉRATIONS TITRES ET BOURSE, pour participer à la tenue des comptes gérés et assurer le secrétariat financier du service (suivi des dossiers, établissement des statistiques, mise à jour de la documentation, etc...).

Ce poste demande une formation Bac + 2 min. et/ou bancaire (BP 3) ainsi que des qualités de contacts dans le cadre des relations avec la clientèle et les agences.

Env. C.V., lettre manuscrite, photo et prétentions s/réf. 11472 à PIERRE LICHOU S.A., BP 220, 75063 PARIS Cedex 02 qui transmettra.

Association recherche ANIMATEUR

Pour passer à responsabilité (animateur sur le terrain, coordinateur de l'équipe et du fonctionnement administratif).

- DEFA et BAPD (en cours de formation).
- Age minimum 25 ans.
- Env. lettre manuscrite et C.V. à l'Association du Terrain d'Éveil de Chanteloup-les-Vignes, B.P. 41, 78570 CHANTELoup-LES-VIGNES.

ECOLE DES CADRES
Enseignement Supérieur Commercial
La Défense - Pont de Neuilly recherche :

A POURVOIR DE SUITE UN RESPONSABLE ENCADREMENT PÉDAGOGIQUE ET ADMINISTRATIF
Promotion 3^e année.

Pluri-temps.

7 semaines de congé par an. Cadre 8.000 F x 13 mois. La poste nécessite sans de l'anglais, expérience, leadership, disponibilité, connaissances en pédagogie.

Env. dans l'enseignement ou la formation permanente appréciée.

A POURVOIR DÉBUT SEPTEMBRE

UN PROFESSEUR RESPONSABLE DU DÉPARTEMENT INFORMATIQUE

Cours, encadrement d'une équipe professionnelle, développement de programmes spécifiques.

Formation permanente.

Pluri-temps.

7 semaines de congé par an. Cadre 13.000 F x 13 mois. Supplément pédagogique et d'entreprise inclus.

A POURVOIR DÉBUT SEPTEMBRE

UN RESPONSABLE ENCADREMENT PÉDAGOGIQUE ET ADMINISTRATIF

Pour options (DECs, Bac, professionnelle en technique, informatique, biologie). Méthodes de l'enseignement, méthodes et matériel.

Pluri-temps.

7 semaines de congé par an. 8.000 F x 13 mois.

Adresser C.V., lettre manuscrite + photo à : Christian REBERGER, Directeur E.D.C., 70, galerie des Dardes, Le Défilé 1 - La Défense 1 - 92400 COURBEVOIE.

Groupe Industriel USA-FRANCE
recherche pour l'une de ses filiales internationales :

ENGINEERING 1 GENERAL MANAGER

Formation ingénieur grande école HEC, Centrale (Bac+5) 1^{er} TECHNICIEN MANAGER Formation ingénieur AM-ECAM.

Anglais FRANCO-ANGLAIS. Expérience professionnelle de 5 ans min. après études de 8 à 12 mois en France et USA, le résid. en Afr. ou Amér. du Sud. Rémunération de départ : 30.000 FF. + 1/2 mois + avantages sociaux, selon expérience. Large possibilité d'évolution au sein du groupe.

Afin de préparer les adms. qui se feront à Paris et New-York, envoyer candidatures complètes, lettres manuscrites, C.V., 4 copies diplômes et certificats sous réf. 4188, J.S. Mancy, RS. CANTONNANTS, 20, rue Condorcet, 75008 Paris, qui transmettra.

Étud. des formations admissibles, prof. infirmière, vac. saisonnières, etc.

Tél. (1) 888-63-20.

SOCIÉTÉ INFORMATIQUE
recherche :

APPROFONDISSEMENT INDICATEURS D'AFFAIRES
(tous créneaux).

COMMISSIONS MOTIVANTES
Formation assurée.

Tél. : 338-17-26, poste 421.

J'ai 41 ans. Depuis 10 ans, je dirige un cabinet de conseil et de formation. Je recherche un

COLLABORATEUR CONSULTANT

même débiteur dans la formation pour animer des semaines de formation à la vente et à l'encadrement, et après avoir fait l'acquisition des méthodes et outils de mon cabinet.

Je souhaite que ce collaborateur de plus de 30 ans dispose d'une solide expérience de la vente et ait exercé des responsabilités d'encadrement de commerciaux.

Je voudrais trouver chez lui des aptitudes à conceptualiser pour participer à l'élaboration de modules pédagogiques et un goût marqué pour suivre et développer la clientèle.

Son salaire, soutenu par un minimum, sera défini par ses réalisations et ses ventes.

Région : RÉGION PARISIENNE.

Envoyer lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à René Horvitz Conseil, 222, boulevard Raspail, 75014 PARIS.

ANALYSTE PROGRAMMEUR

Niveau sup. mini-système. Env. C.V., photo, M. Teller, B.P. 2018, 97191 Pointe-à-Pitre, CEDEX.

formation professionnelle

Formation professionnelle au :

CENTRE INTERNATIONAL DE FORMATION INFORMATIQUE

ANALYSTES-PROGRAMMEURS
PRÉPARAT. AD BTS

A partir du 5 avril 1984 208-34-85 341-38-85.

propositions diverses

L'Etat offre des emplois attractifs, bien rémunérés, à toutes et à tous avec ou sans diplôme. Demandez une documentation.

Sur notre revue spécialisée FRANCE CARRIÈRES (IC91) B.P. 402.08 PARIS.

Les possibilités d'emploi à l'étranger sont nombreuses et variées. Demandez une documentation sur les lieux de spécialité MIGRATIONS (LM) B.P. 291.09 PARIS.

Elaboration de Logiciels scientifiques et techniques par centres supérieurs spécialisés.

Env. sous réf. 12.651 M
RÉGIE-PRESSE
85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris.

automobiles

ventes

moins de 5 C.V.

Collaborateur Citroën vend Visa Club, beige clair, novembre 82, modèle 65, 15.000 km., 30.000 F. T. 888-96-11.

de 5 à 7 C.V.

RS CAMPUS
1983, 24.000 km.
Tél. : 834-06-29 sp. 18 h.

divers

A112 Club Card
jusqu'au 24 Mars
PRIX SPECIAL sur les 4 modèles PARIS 14e
(1) 539.57.33

BMW série 3-5-7
83 et 84 peu roulé, garantie. Auto Paris-KV - 533-88-85
63, r. Descourtes, Paris-17.

SONNETS DE M. JACQUES D'EMPI

CHIEFS DE MATIÈRE

INGÉNIEUR

ANALYSTE PROGRAMMEUR

formation professionnelle

CENTRE INTERNATIONAL DE FORMATION INFORMATIQUE

ANALYSTES-PROGRAMMEURS
PRÉPARAT. AD BTS

A partir du 5 avril 1984 208-34-85 341-38-85.

propositions diverses

L'Etat offre des emplois attractifs, bien rémunérés, à toutes et à tous avec ou sans diplôme. Demandez une documentation.

Sur notre revue spécialisée FRANCE CARRIÈRES (IC91) B.P. 402.08 PARIS.

Les possibilités d'emploi à l'étranger sont nombreuses et variées. Demandez une documentation sur les lieux de spécialité MIGRATIONS (LM) B.P. 291.09 PARIS.

Elaboration de Logiciels scientifiques et techniques par centres supérieurs spécialisés.

Env. sous réf. 12.651 M
RÉGIE-PRESSE
85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris.

automobiles

ventes

moins de 5 C.V.

Collaborateur Citroën vend Visa Club, beige clair, novembre 82, modèle 65, 15.000 km., 30.000 F. T. 888-96-11.

de 5 à 7 C.V.

RS CAMPUS
1983, 24.000 km.
Tél. : 834-06-29 sp. 18 h.

divers

A112 Club Card
jusqu'au 24 Mars
PRIX SPECIAL sur les 4 modèles PARIS 14e
(1) 539.57.33

BMW série 3-5-7
83 et 84 peu roulé, garantie. Auto Paris-KV - 533-88-85
63, r. Descourtes, Paris-17.

INFORMATIONS « SERVICES »

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du lundi 19 et mardi 20 mars :

UN DÉCRET

● Portant publication de la convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, ouverte à la signature à New-York le 1^{er} mars 1980.

DES LISTES

● Complémentaire des auditeurs de la vingtième session du Centre des hautes études de l'armement.

● Des élèves de l'école spéciale d'architecture ayant obtenu à la première session 1983 le diplôme d'architecte de cet établissement.

PARIS EN VISITES

JEUDI 22 MARS

- Le prince en terre d'islam », 14 h 30, 13, avenue du Président-Wilson (Approche de l'art).
- L'Opéra », 14 heures, hall (D. Boucard).
- L'École des beaux-arts », 15 heures, 13, quai Malaquais (Connaissance d'ici et d'ailleurs).
- Montmartre », 14 h 30, métro Abbesses (Les Filaneries).
- Delacroix », 15 heures, 6, place Fauriel (Histoire et archéologie).
- Le cœur de Paris », 15 heures, place du Châtelet (Paris autrefois).
- Le Tour Saint-Louis », 14 h 30, métro Pont-Marie (Paris pittoresque et insolite).
- Quartier Saint-Sulpice », 14 h 30, métro Saint-Sulpice (Régénération du passé).
- Le Journal de Poilane », 14 h 30, 87, rue Brancion (M^{me} Roman).

VIE ASSOCIATIVE

« La chair salée »

Pourquoi se cacher dans ses maisons à colombage ? Il y a, dans cette histoire troyenne, un parfum de politique.

Un jeune homme facétieux découpe, un jour de 1973 ou 1974 (il ne sait plus très bien), la signature de M. Robert Galley, alors ministre des armées et maître de Troyes, la colle soigneusement au bas d'un manifeste d'insoumis. Puis il diffuse le tract. Ce jeune garçon est président d'une association plus ou moins culturelle. Il a vingt et un ans. Jugé, condamné à verser un franc symbolique, puis à une amende plus sévère en appel, il est amnistié après l'élection de M. Giscard d'Estaing. Les années passent, le démon culturel agite toujours le jeune homme qui, avec des copains, achète pour quelques dizaines de milliers de francs — une affaire — une vaste maison en pierre au milieu d'un jardin, dans une rue paisible de Sainte-Savine. De l'autre côté de la voie de chemin de fer, passé le pont, Troyes, la belle indifférente, déploie ses charmes endormis et revivifie ses maisons à pans de bois. Les cinq amis, eux aussi, restaurant allègrement : du jeune au vieil homme, du bleu sur le bleu sur la porte, du plâtre au plâtre, dégageant les poutres, aménagent le rez-de-chaussée, la cave, le grenier. Pour leur agrément et celui de l'association qu'ils fondent, en juin 1978, et qu'ils appellent dans leurs murs. La première association, conte-t-elle, s'appelait, c'était La taupe. Pour la nouvelle, qui n'a rien de commun avec l'ancienne, on choisit un nom de baptême... décapant : La chair salée, d'est ainsi qu'on appelle le dragon d'airain crachant le feu et battant des ailes promené jadis dans les rues de Troyes lors des fêtes populaires.

244 pages, artisanal, proche des réalités, qui paraît en 1980. Deux mille exemplaires en deux ans. Après ce succès, l'équipe récidive. *Vivre avec ses enfants dans l'Aube* a moins de chance pour deux raisons : un problème de diffusion et un problème de censure. La FOI, Fédération des œuvres laïques, leur cherche querelle à propos des écoles privées mentionnées, dit-elle, en trop gros caractères. Un troisième ouvrage est en préparation : *A la découverte de l'Aube rurale*.

Dans ces réalisations qui renforcent son image de marque, l'association voit le « passage d'une expérience de créativité marginale à la création d'un outil de communication sociale ». Elle exprime donc le désir de voir reconnu — et donc subventionné — un travail qui sert l'intérêt général. « La passion fait faire les choses, la réflexion vient après. » Ce propos de Jean-Claude Geofroy, fondateur de La chair salée, résume le mode de fonctionnement de l'association. Mais un jour finit toujours par arriver où l'on cherche à rentabiliser les locaux.

Un feu de bois craque dans le cheminée du restaurant. Au mur, les peintures abstraites d'Arthur Billard. Tout à l'heure, c'était le vernissage. Maintenant, on se prépare pour une soirée poétique. Jean Dautan a laissé le vestiaire et s'est vêtu d'une salopette de coton clair. A seize ans, il griffonnait déjà sur des cahiers d'écolier. Après un passage à l'usine, il est aujourd'hui projectionniste dans un cinéma. Du poète, il a les yeux bleus et le doux. Pendant une heure, soutenu par une guitare classique, un violon, et avec l'accompagnement d'une gestuelle, il garde son auditoire attentif.

Après huit ans d'existence, l'association fait une sorte de bilan. A son actif : des publications, des initiatives culturelles, une action en faveur de la vie associative (le Centre du volontariat de Troyes est un sommet, faite de moyens financiers et de personnel). En échange, rien ou si peu : quelques postes pour une durée limitée, une subvention de la Caisse d'allocation familiale pour un catalogue. Et pas de considération.

Un complexe aussi, vie à vie de la municipalité jugée peu participative. On envie ses moyens, on compare ses réalisations en faveur de la conservation du passé, ses opérations de prestige avec ce que l'on voudrait faire, jugé plus créatif : « Nous avons des idées à la pelle, qui collent à la réalité. Nous voudrions que ce soit pris en compte par d'autres. » Demain, au sein de la Coordination des associations troyennes, La chair salée bataillera pour obtenir la maison des associations demandée à la municipalité.

ODEURS

Ce jeudi-là, des fumées exultent à l'échappement de la cuisine. Végétarienne comme on entre en religion, garnit des assiettes en surveillant la cuisson de sa quiche au roquefort. Elle n'a pas le temps de dîner, mais elle importe : c'est son jour de jeûne hebdomadaire. Et puis, « les odeurs, ça nourrit ».

DANIELLE TRAMARD.

* La chair salée, 7, rue des Noms, 10300 Sainte-Savine, tel. : (23) 74-04-63.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 3671

	1	2	3	4	5	6	7	8	9
I									
II									
III									
IV									
V									
VI									
VII									
VIII									
IX									
X									
XI									

HORIZONTALEMENT

1. — Une manière de montrer sa satisfaction ou son mécontentement. — II. N'a donc pas de raison de rester en route. — III. Perd donc l'équilibre. — IV. Drôlement chic. Article. — V. Fit rouler des mécaniques. A la limite du mauvais goût. — VI. Se retire avant de filer. — VII. Démonstratif. Elle a quelques choses d'irritant. — VIII. « Branche » d'oliviers. — IX. Symbole chimique. Ne fait donc pas partie des impondérables. — X. Partie de campagne ou promenade parisienne. Haut de gamme. — XI. Pélus fut pour lui plus un faux frère qu'un demi-frère. Ne s'attache pas sans peine.

VERTICALEMENT

1. Fait toute la lumière en relevant parfois le voile. — 2. Font donc partie du futur contingent. — 3. Accord de moujika. Compagnon de saint Paul. Où l'on voit des étoiles jaunes. — 4. Domestique qui prend plaisir à servir. Terres d'Irlande. — 5. Ligne de démarcation. En le répétant, on ouvre ou on ferme. — 6. Assure en partie la protection du globe. Pour la racine on le « ressu ». — 7. Le moins que l'on puisse dire, c'est qu'elle n'est pas boudée. — 8. Peut être retenu ou se laisser aller. Bon débarras. — 9. Une remise ou une retenue. Fait fermer les écoles.

Solution du problème n° 3670

Horizontalement

1. Flétrir. — II. Gibelotte. — III. Réel. Pén. — IV. Nigéria. — V. Siège. All. — VI. Or. Il. Tét. — VII. Nana. Mla. — VIII. Nient. — IX. Orner. — X. Navires. — XI. Tue. Ta. Ut.

Verticalement

1. Grisonnant. — 2. Hie. Iral. Au. — 3. Ebène. Neuve. — 4. Religion. — 5. Il. Gel. Tort. — 6. Top. Rda. — 7. Itrations. — 8. Etiolee. — 9. Resalt. Trot.

GUY BROUET.

EN BREF

ECONOMIE

ENTREPRENDRE AUTREMENT. — La CEGOS consacre, à Paris, une matinée (le 23 mars) au « management participatif et à la nouvelle efficacité administrative » et une journée d'étude, le 3 avril, au thème « Comment transformer la nécessité en projets d'entreprise ». Six expériences seront analysées : Philad et la décentralisation commerciale, Renault aux États-Unis, la RATP et l'animation du métro, la Société générale et la nouvelle informatique bancaire au service des clients, Guerber et la STAS.

* Association CEGOS-IFOS, Tour Chateaubert, 204, Rond-Point de l'Étoile, 75008 Paris. Tél. : 620-60-00.

SALON

INVENTEURS. — La mairie de Neuilly-Plaisance (Seine-Saint-Denis) donne aux inventeurs la possibilité de se faire connaître des chefs d'entreprise au cours du premier Salon des arts et des inventions. Deux prix de 10000 F chacun ont été attribués : à M. Ribier, constructeur d'un court de squash, et à M. du Chabron, auteur d'une machine à incinerer les ordures ménagères. Ce salon est ouvert jusqu'au 23 mars.

* Renseignements à la mairie de Neuilly-Plaisance : 390-96-16 (service information).

VIE DE QUARTIER

ANIMATION ET CONNAISSANCE MUTUELLE. Pour faire connaître les associations qu'elle regroupe, Inter 5, une association d'information et d'animation du cinquième arrondissement de Paris, organise une exposition itinérante, samedi 24 mars, de 10 heures à 18 heures, à bord d'un autobus de la RATP. Cette association a pour but de favoriser la communication entre les divers mouvements et associations qui animent la vie locale du cinquième arrondissement. Elle souhaite informer les habitants sur les possibilités de leur quartier, indépendamment de toute option politique ou religieuse.

* Inter 5, 240, rue Saint-Jacques, 75005 Paris. Tél. : 354-35-32.

annonces associations

Appels

La Fédération Nationale des Associations d'Usagers des Transports (FNAUT) recherche bénévoles pour : surveillance, sécurité, confort, études.

32, r. L. Lemaître, 75014 PARIS.

(1) 338-02-83 (répondeur).

VACANCES, y compris par 7. Vous pouvez échanger votre maison ou votre appartement.

Renseignements à : « JOURNÉE », Maurice BALDIER, 13770 VENELLES, (42) 61-05-57.

Créations

« L'École en Bateau » publie une revue mensuelle illustrée de dessins et photos : « Le Petit Voyageur ». Les enfants et les adultes vivent cette expérience d'alternative à l'école et y reçoivent leurs voyages, leurs découvertes, leurs rencontres. Abonnez-vous pour un an (200 F), demandez un numéro d'essai (20 F), dédicace, en janvier 1984 (ou le dédicace gratuit des publications (album photo, revues, cartes postales, livres).

« Le Petit Voyageur », 34, avenue Carnot, 42300 ROANNE.

Quelle que soit votre région ou votre profession, vous pouvez vous inscrire à la FNAUT.

1982 : Abonnement (Cadeaux) vous propose :

- une revue d'actualité, ancien et moderne ;
- une revue du grand ancien : la langue de Platon enfin offerte à tous !

Notice de renseignements contre enveloppe timbrée.

Manifestations

L'Association des Anciens Bénévoles et Bénévoles organise :

le 28 mars 1984 au FIAP (salle 8), 30, rue Cabanis, Paris 14^e, à 20 h 30, un concert de musique de chambre avec le concours du Trio Rigler (Bach, Schumann, Schubert).

Entrée : 35 F.

Sessions et stages

Stages d'initiation et de perfectionnement à la manutention Sud-Vendée du 14 avril au 2 juillet au 25 août, 6 stages mais, hébergement possible, 700 F par semaine.

Les Ateliers de la Découverte 82400 FOUSSAIS-PAYRE

Tél. : (01) 00-44-39

BERLIN : UNE SEMAINE ALLER-RETOUR PARIS 1100 F.

Transport, petit déjeuner, logement, contact avec des lycéens allemands, excursion (Berlin, Est, Trier, etc.) compris ! Pour ceux qui ne savent pas encore quel faire du 31 mars au 7 avril, et qui ont moins de 26 ans.

Téléphone au 344-10-06 à 18 heures pour réserver, c'est un voyage subventionné par l'Office Franco-Allemand pour la Jeunesse et organisé par le C.F.J.

(127, rue de Reuilly, Paris 12^e), dernière précision : il reste encore quelques places !

LES ATELIERS D'ÉCRITURE ELISABETH BING

Week-ends de sensibilisation, stages, ateliers hebdomadaires. Formation permanente.

Mardi de 14h à 17h, à 2 F. BP 248, 78227 Paris Cedex 08.

ANGLAIS, ESPAGNOL, CHINOIS, ALLEMAND, FRANÇAIS, RUSSE.

Apprentissage efficace, rapide, joyeux par la suppression de la peur de l'écrit. Tél. 325-22-84.

Il n'est encore que blanc

MARIONNETTES

2 au 6 avril

FORMATION À L'ART-THERAPIE

Assurée par enseignants en pay, et plurilingue. Soins de tel, plus rap. poss.

ATEPP

Les pinsons, 87, rue Moulin-de-Pâle, 75013 Paris.

BB9-46-58 et 588-88-90.

L'UN OU L'AUTRE

MICRO-INFORMATIQUE

STAGES :

- de programmation sur micro ASSEMBLEUR, BASIC, PASCAL, LOGO
- d'utilisation des logiciels de gestion et de bureautique (PROCESSION DE TEXTE, GESTION DES FICHES, BASES DE DONNÉES, COMPAGNIE, etc.)

franc de participation : à partir de 700 F pour 15 heures. Les stages peuvent être pris en charge par la formation continue.

SERVICE DE CONSEIL ET DE FORMATION EN ENTREPRISE

Ass. « L'UN OU L'AUTRE », 8, rue Camille Perrot, 75014 Paris. Tél. : 322-47-28.

INFIRMIERS (ES)

EN PSYCHIATRIE et soins de JOURNÉE NATIONALE

28-27-28 avr 1984 à Clermont-Ferrand. Pris en charge par la formation continue.

LE DEVENIR DE LA PROFESSION

Soins à ANP, 8, place Michel-de-Hospital, 63000 Clermont-Ferrand. Tél. : (73) 28-64-35.

LE CENTRE INTERNATIONAL DE FORMATION EUROPÉENNE

Offre séminaire Jeunes 18/30 ans à Marly, près Paris, du 16 au 21/4 sur thème : la formation professionnelle et la politique d'emploi dans la CEE.

Conférences et débats. Rens. Insc. CIRE 4, bd Carnaud, 06 Nice. (93) 55-05-57 ou 52-37-50.

ASSOCIATION DES ÉTUDIANTS POUR L'INFORMATIQUE

37, passage du Débar, 75010 Paris.

Des étudiants et des enseignants.

— des stages d'initiation

— des stages de perfectionnement

au Bacc. Tarif : 1000 F (des stages de 25 ans, étudiants 500 F). Tél. après-midi au 246-88-47.

Séjours créatifs : maubuis, papiers, laine (filage, tresses, tricotage), Rens. ferme de Falga, 24400 Montjoie.

Initiation à l'informatique, plusieurs sessions en avril.

LFP 238-06-32.

STAGES DE FORMATION RÉMUNÉRÉS (H.F.)

préparant aux fonctions de

1. Animateurs adjoints de direction d'équipements socio-culturels
2. Directeurs d'équipements socio-culturels
3. Directeurs d'équipements de tourisme social
4. Directeurs d'équipements de l'enfance
5. Chargés de l'information dans les collectivités sociales

● d'octobre 1984 à août 1987 à Arles (13).

● sélection : 2^e quinzaine juin 1984.

● d'octobre 1984 à septembre 1985 à Nantes (44).

● sélection : 7 et 8 juin 1984.

● d'octobre 1984 à septembre 1985 à Nantes (44).

● sélection : 10 et 11 septembre 1984.

● d'octobre 1984 à septembre 1985 à Nantes (44).

● sélection : 7 et 8 juin 1984.

● de novembre 1984 à juin 1985 à Villejuif (94).

● sélection : 14 et 15 juin 1984.

Renseignements : écrire à FORMATION ET DÉMOCRATIE - BP 33 - 94110 ARCUEIL.

(joindre une enveloppe timbrée pour la réponse)

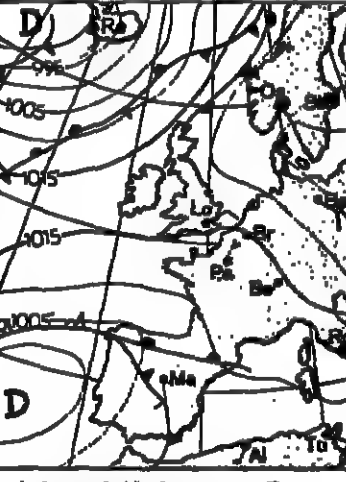
● Prix de la figure 25 F TTC (28 signes, lettres ou espaces).

● Veuillez mentionner l'année et le numéro d'inscription paru au J.O.

● Chèques libellés à l'ordre de Régie-Presses LMA et à adresser au plus tard le jeudi pour parution du mardi de la semaine à Régie-Presses LMA, 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 20.3.1984 A 0 H G.M.T.



Évolution probable du temps en France

entre le mardi 20 mars à 0 h et le mercredi 21 mars à 24 heures.

Des masses d'air chaud et humide remontant d'Espagne, couvriront le Sud-Est du pays et encore un peu le Sud-Ouest, tandis que de l'instabilité diurne se déclenchera dans le Nord-Est. Flux de sud-est diffusant sur le reste de la France.

Demain, sur toutes les régions méditerranéennes et de l'est du Massif Central aux Alpes, jusqu'à Lyon, le temps sera couvert et pluvieux. Les pluies prendront un caractère parfois orageux. Les vents seront modérés de sud à sud-est.

Dans le Sud-Ouest, après quelques pluies résiduelles, le temps deviendra plus variable, avec alternance d'éclaircies et de passages nuageux. Ces passages nuageux pourront encore donner quelques averses l'après-midi.

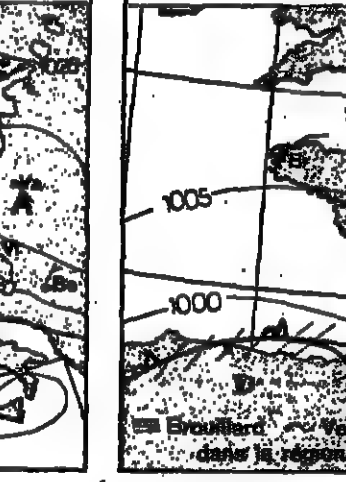
De la Bourgogne aux Vosges, le temps sera d'abord beau et ensoleillé, le matin, puis, l'après-midi, des nuages se développeront. Ils donneront des orages en fin de journée.

Sur tout le reste du pays, le temps sera brumeux en début de journée avec encore des brouillards parfois très denses, mais ces formations brumeuses se dissiperont assez rapidement pour le milieu de la matinée, laissant place à une belle journée ensoleillée. Le matin, il fera - 1 degré dans le Nord-Est, 5 à 8 degrés près de la Méditerranée, 4 à 6 degrés dans le Sud-Ouest, 2 à 3 degrés dans le Centre-Est, 5 degrés dans l'Ouest, 0 à 2 degrés ailleurs.

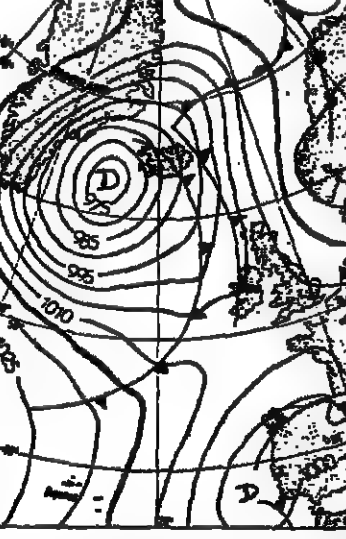
L'après-midi, le thermomètre montera de 12 à 14 degrés sur l'ensemble du pays, sauf du Finistère au Nord-Pas-de-Calais, où il fera 8 à 9 degrés.

Jeudi, le matin, le temps sera encore couvert sur le pourtour de la Méditerranée et sur les Alpes du Sud. Nuages dans le Sud-Ouest. Sur la Bretagne, une zone de pluie et de nuages abondants s'installera dès le début de la matinée, alors que, sur tout le reste du pays, le temps sera ensoleillé avec quelques brumes locales de nord-est. Au cours de la journée, les nuages et les pluies d'ouest vont traverser plus de la moitié du pays, en donnant des pluies plutôt au Nord de la Loire et, à l'arrière, le temps sera variable avec des averses au nord de la Loire et de belles éclaircies plus au sud. Près de la Méditerranée, le ciel revendra l'après-midi, tandis que, dans le Centre-Est et le Nord-Est, la journée

PRÉVISIONS POUR LE 21.3.1984 DÉBUT DE MATINÉE



PRÉVISIONS POUR LE 21 MARS A 0 HEURE (G.M.T.)



sera belle malgré quelques orages isolés qui pourront éclater le soir.

Les températures seront stationnaires avec une légère baisse.

Vendredi, cette zone de pluie s'éclaircira, le temps sera beau et ensoleillé, le temps sera couvert et pluvieux, plus importante que la première, abordera la Bretagne pour se situer, le soir, de la Gironde au Cotentin ; entre les deux, le ciel restera très nuageux, sauf au sud d'une ligne Bordeaux-Grenoble, où de belles éclaircies prédomineront. Les vents de sud-est en Manche et sur l'Atlantique seront forts et tendront peu-être au coup de vent ; près de la Corse, vent assez fort de nord-est.

Samedi, les vents de sud-ouest souffleront assez fort à fort ; une zone de pluie traversera tout le pays pour atteindre les régions de l'Est, le soir, où il neigera au-dessus de 1300 mètres d'altitude. Après ce passage, le temps sera variable avec des averses surtout de la Gascogne à la Manche, accompagnées de pluie.

La pression atmosphérique réduite, au niveau de la mer, à 7 heures, était de 1012,9 millibars, soit 759,6 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours

de la journée du 19 mars ; le second le minimum de la nuit du 19 au 20 mars) :

- Alger, 14 et 3 degrés ; Biarritz, 15 et 8 ; Bordeaux, 15 et 3 ; Bourges, 13 et 0 ; Brest, 9 et 3 ; Caen, 8 et 0 ; Cherbourg, 6 et 1 ; Clermont-Ferrand, 14 et -3 ; Dijon, 12 et -1 ; Grenoble-Saint-Marlin d'Hères, 15 et 0 ; Grenoble-Saint-Genis, 13 et 0 ; Lille, 9 et -1 ; Lyon, 13 et 3 ; Marseille-Marguerite, 14 et 6 ; Nancy, 11 et -4 ; Nantes, 11 et 3 ; Nice-Côte d'Azur, 14 et 6 ; Paris-Montsouris, 11 et 2 ; Paris-Orly, 10 et 1 ; Pau, 15 et 6 ; Perpignan, 14 et 3 ; Rennes, 11 et 1 ; Strasbourg, 11 et 3 ; Tours, 12 et 1 ; Toulouse, 15 et 2 ; Poitiers-Poitiers, 29 et 20.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 17 et 11 degrés ; Amsterdam, 7 et -3 ; Athènes, 15 et 9 ; Berlin, 10 et -6 ; Bonn, 10 et -4 ; Bruxelles, 10 et -1 ; Le Caire, 20 et 9 ; Rio de Janeiro, 22 et 14 ; Copacabana, 2 et -3 ; Dakar, 22 et 19 ; Djibouti, 17 et 12 ; Genève, 11 et -2 ; Jérusalem, 12 et 2 ; Lisbonne, 15 et 9 ; Londres, 8 et 2 ; Luxembourg, 9 et -2 ; Madrid, 11 et 6 ; Moscou, -3 et -14 ; Nairobi, 27 et 13 ; New-York, 8 et 1 ; Palma-de-Majorque, 15 et 3 ; Rome, 14 et 4 ; Stockholm, 1 et -5 ; Taise, 22 et 12 ; Tunis, 17 et 12.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

Maurice DAUMA

AFFAIRES

Les armateurs français demandent à l'Etat plus d'aides et moins d'entraves

« Année de double déception. C'est ainsi que les responsables du Comité central des armateurs de France (CCAF), à l'issue de son assemblée générale du 13 mars, ont caractérisé 1983. « Déception puisque le redémarrage pourtant très net de l'économie de plusieurs pays essentiels pour le niveau des échanges - Etats-Unis dans le premier trimestre, Europe ensuite mais à un moindre degré - n'a pas eu, du fait des déséquilibres persistants, d'effets notables au niveau de l'amélioration des comptes des entreprises en tout cas », lit-on dans le rapport du CCAF qui ajoute : « Déception encore plus caractéristique lorsque l'on examine la scène française, que ce soit du point de vue des moyens de la compétitivité des entreprises ou du fait de l'absence quasi totale de décision positive de la part des autorités de tutelle de notre secteur. »

M. François Rozan, président du comité, a indiqué que les armateurs avaient fondé un grand espoir sur le

transport en 1983, exprimée en tonnes-milles).

De nombreuses entreprises, éprouvant des difficultés de trésorerie graves et qui demandaient une consolidation de leurs emprunts, n'ont rencontré de la part des pouvoirs publics qu'une « indifférence jamais démentie », ont ajouté les responsables du CCAF.

De même, à propos du régime des investissements, les armateurs regrettent que l'administration n'ait toujours pas fait connaître les dispositions financières applicables en cas d'acquisition de navires sur le marché d'occasion. (Au secrétariat d'Etat à la mer, on confirme que les discussions interministérielles engagées sur ce sujet n'ont pas encore abouti.)

C'est un fait que, si l'on excepte Delmas-Vieljeux, les armateurs français n'investissent plus guère en navires neufs. Au 1^{er} janvier, la France comptait 366 navires pour 16,1 millions de tonnes de port en lourd (TPL) au lieu de 379, et 17,3 millions de TPL au plus tôt. Ils expliquent ce recul par leurs difficultés financières, la dépression du marché, le coût du pavillon français (notamment les charges d'équipage). A l'image de ce que font les armateurs allemands, norvégiens ou grecs, ils souhaitent que « les pouvoirs publics leur donnent davantage de facilités pour transférer des navires sous des pavillons étrangers, plus économiques ou mieux adaptés à la défense d'un fonds de commerce, afin de mener une politique de souplesse et de mobilité ».

En conclusion le CCAF presse l'Etat de définir un véritable plan de soutien et de développement de la marine marchande. En même temps - et l'on ne peut pas ne pas y voir une contradiction - l'organisation patronale met en garde contre « une stratégie totalement interventionniste des pouvoirs publics (...). Il serait paradoxal que le transport maritime français soit régi par des mécanismes rigides au moment où le gouvernement confirme une politique d'adaptation de l'économie aux impératifs des évolutions mondiales irréversibles... L'Etat doit concourir à réaliser les souhaits des entreprises, en évitant tout ce qui pénalise et qui entrave » (1). Autrement dit et dans une formule ramassée : l'Etat, oui, lorsqu'il distribue des subventions ; l'Etat, non, lorsqu'il édifie des règles.

F. Gr.

ministère de la mer (dont le titulaire fut M. Louis Le Penec), remplacé en mars 1983 par un secrétaire d'Etat. « Mais depuis l'an dernier nous avons le sentiment que les pouvoirs publics se sont trop exclusivement occupés du secteur de la construction navale, ne portant pas à la marine marchande toute l'attention qu'elle mérite », en cette période de grave crise mondiale (8 % de réduction de la demande de

Le gouvernement britannique accroît les aides publiques à l'électronique

Le gouvernement britannique vient d'adopter une série de mesures pour encourager la production et surtout la diffusion des nouvelles technologies électroniques dans l'industrie. Pour l'essentiel, ces mesures prévoient le relèvement des aides décidées précédemment, venues à expiration. Il s'agit, en particulier, du plan d'aide à la microélectronique d'un montant de 120 millions de livres (1,4 milliard de francs) d'ici à 1990 destiné surtout au développement de nouveaux produits et non à la recherche pure. Il fait suite au plan précédent de 55 millions de livres.

En est de même pour les aides aux industries du logiciel. Le plan prévu de 25 millions de livres d'ici à la mi-1985 voit son enveloppe portée à 37 millions de livres (425 millions de francs). De la même façon, le plan de développement de la « production » britannique (les ateliers flexibles), de 35 millions de livres, arrivé à terme, est relancé par une nouvelle aide de 20 mil-

lions. Les crédits ouverts pour le conseil aux petites entreprises du textile sont augmentés de 1,5 million de livres. Enfin, le nombre de laboratoires de recherche sur l'informatique, subventionnés par l'Etat, passe de cent cinquante à cent soixante-quinze.

Mais de nouvelles mesures sont également décidées. Il s'agit surtout d'aider à la diffusion d'équipements avancés dans les PMI du textile et des industries connexes. Une enveloppe de 20 millions de livres (230 millions de francs) est allouée aux entreprises de moins de cinq cents personnes. Elles recevront des subventions qui pourront représenter 20 % du coût de l'équipement. Même pour la libérale M^{me} Thatcher, il n'y a pas d'industrie condamnée. Seuls les équipements le sont.

La RFA, la semaine passée, avait adopté un plan d'aides à l'électronique de 9,2 milliards de francs pour les quatre années à venir.

LA COMMISSION EUROPÉENNE SE FÉLICITE DES ACCORDS ENTRE DOUZE SOCIÉTÉS EUROPÉENNES D'INFORMATIQUE

La Commission européenne s'est félicitée de la démarche des douze entreprises d'informatique du Vieux Continent visant à adopter des normes communes pour la connexion de leurs ordinateurs (le Monde du 16 mars). La Commission estime que ces propositions correspondent tout à fait à son objectif de combler le retard de la CEE envers les Etats-Unis et le Japon d'ici à la prochaine décennie.

Les douze sociétés signataires sont parties prenantes du programme ESPRIT lancé par Bruxelles, lequel doit renforcer la recherche dans les technologies de l'in-

formation avec un budget communautaire de 1 500 millions d'ECU sur cinq ans financé moitié par Bruxelles, moitié par les industriels.

● Informatique : Commodore veut construire une usine en Grande-Bretagne. — Le groupe américain Commodore, spécialisé dans l'informatique domestique, veut bâtir une usine à Corby, au nord de Londres, destinée à alimenter le marché européen. Après IBM et Apple, Commodore considère qu'il est plus économique de fabriquer ses ordinateurs en Grande-Bretagne.

SOCIAL

L'ACCOMPAGNEMENT DES RESTRUCTURATIONS INDUSTRIELLES

● L'entreprise paiera une partie de la formation des travailleurs mis en congé de conversion

● L'Etat, les firmes et l'UNEDIC financeront l'aide au retour

Annulé le 8 février, en même temps que le plan de restructuration industrielle, le volet d'accompagnement social a fait l'objet d'une ultime réunion interministérielle, le 19 mars, et devait être présenté au conseil des ministres, le 21 mars.

Il ne sera cependant pas complètement arrêté à cette occasion. Le ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale entend laisser la place, par un énoncé assez vague des principes, à de futures négociations entre partenaires sociaux, dans chacun des secteurs concernés (sidérurgie, construction navale, charbonnages).

Dans ses grandes lignes, le volet social s'est nourri des consultations bilatérales, qui ont été organisées au cours de ces dernières semaines et qui, bien souvent, ont été l'occasion, pour les partenaires sociaux, d'exprimer leurs réserves ou leurs craintes.

Itinéraire de reclassement

L'innovation la plus importante de ce dispositif - le congé de conversion - considéré par certains comme des stages-parkings - a été modifiée. Les 10 000 à 15 000 travailleurs, qui seront intéressés, seront ceux qui n'auront pu bénéficier de mesures plus traditionnelles et représenteront donc « le solde » d'un plan social très étudié. Encore faut-il ajouter que la majorité de ces congés sera réservée à la sidérurgie puis aux entreprises de la construction navale et aux charbonnages. Il est aussi prévu que ces placements seront établis dans le temps et n'interviendront pas en une seule fois. Il s'agira de faire partir des travailleurs au rythme des reclassements prévisibles et en fonction des actions industrielles. Ainsi, espérons-le, le congé de conversion permettra « de faire la jonction ». De la sorte, et « par touches successives », ses besoins en formation seraient également définis.

Dans les faits, il reviendra à la sidérurgie, qui sera le premier secteur à emprunter cette voie, à en fixer la méthode, sachant que le congé de conversion s'adresse surtout aux secteurs industriels et pas seulement aux quatorze pôles de reconversion. La construction navale, de Saint-Nazaire, par exemple, pourrait y avoir recours.

Selon le casier qui a été tracé, le salarié placé en congé de reconversion dépendra, pendant une période maximale de deux ans, de l'entreprise qui l'employait à l'origine. Il touchera 70 % de son salaire brut antérieur, soit 82 % de son salaire

net, et sera exonéré de toute cotisation sociale, mais l'on ne sait pas encore sous quelles conditions l'Etat pourrait prendre à sa charge des cotisations de retraite complémentaire. Si l'on prend comme référence le coût global des salaires (charges sociales comprises), soit une base 150, la répartition sera la suivante : il sera supporté pour 50 par les organismes sociaux (sécurité sociale et UNEDIC), qui ne percevront plus les cotisations de salaire et d'employeur, pour 50 par l'entreprise elle-même, pour 32 par l'Etat, par le truchement d'une convention FNE (Fonds national de l'emploi), et pour les 18 restants par le salarié.

L'Etat participera à cette mesure pour 40 % du salaire. L'entreprise devra réaliser une économie, puisqu'elle ne versera plus qu'une partie du salaire et sera exonérée de charges sociales, mais celle-ci est relative. Il est, en effet, prévu que, conjointement avec l'Etat, elle se charge de financer à 50 % la formation du travailleur placé en congé de conversion.

Sur ce point, cependant, on fait observer que les actions de formation n'occuperont pas les deux années de congé conçues comme un « itinéraire de reclassement » ou de « recherche d'un emploi ». Les stages seraient entrecoupés de périodes équivalentes à celles du chômage total partiel. En outre, le travailleur serait soumis à des entretiens et à des évaluations menées conjointement par l'entreprise, l'ANPE et l'AFPA, pour s'assurer du suivi. On souligne même que, le contrat de travail n'étant pas rompu avec l'employeur, tout manquement pourrait être considéré comme une faute professionnelle.

Aides à l'embauche

La encore, le maintien du lien avec l'employeur crée une situation complexe. Le travailleur en congé pourra, par exemple, suspendre une fois, deux fois ou plus son contrat de travail pour entreprendre une période d'essai dans un nouvel emploi et retrouver ses droits en cas d'échec.

Si, au terme des deux ans de congé, il n'a pas trouvé de travail, il sera considéré comme licencié et touchera donc l'intégralité de ses indemnités. Si, par contre, il change d'emploi pendant son congé, il sera reconnu démissionnaire, romptant de lui-même son contrat de travail, et ne percevra aucune indemnité. Toutefois, sachant que ce travailleur peut être amené à accepter un emploi moins bien rémunéré que celui qu'il quitte, il est envisagé de

lui verser, pendant deux ans, une allocation temporaire dégressive. Cette allocation de reclassement ferait l'objet d'une convention FNE signée avec l'entreprise. L'Etat y participerait, à hauteur de 10 000 ou 20 000 F avec un « ticket modérateur », sans doute à la charge de l'entreprise.

De leur côté, les secteurs industriels visés pourraient décider, après négociation, de verser une prime à l'employeur qui accepterait d'embaucher l'un de leurs salariés, dans ou hors l'un des quatorze pôles de conversion. Par exemple, les entreprises de la sidérurgie pourraient proposer un somme de 45 000 F par emploi, correspondant approximativement à une année de cotisations sociales patronales. Dans le même esprit, l'Etat étendrait aux salariés de plus de vingt-cinq ans les modalités particulières et, notamment, les subventions prévues pour les contrats emploi-formation réservés aux jeunes de dix-huit à vingt-cinq ans.

Les travailleurs immigrés

A ces dispositions liées aux secteurs industriels s'ajouteraient une mesure plus spécifique pour les pôles de conversion. Il s'agirait de l'autorisation des départs en préretraite à cinquante-cinq ans des salariés des entreprises du bassin d'emploi, qui, à titre exceptionnel, s'accompagnerait d'un droit au recrutement que le FNE refuse habituellement. Mais l'on insiste beaucoup, au ministère des affaires sociales, pour, d'une façon générale, remettre les mesures d'âge et de préretraite à leur vraie place et ne les accepter que pour « boucler un vrai plan social ».

D'autres mesures, enfin, encore en préparation, auraient une portée plus générale, même si elles trouveraient un premier champ d'application dans le cadre des restructurations industrielles. A l'évidence, elles ouvriront la voie à une autre phase de la politique de l'emploi à un moment où le dispositif en vigueur ne suffit plus à enrayer la montée du chômage. L'une concerne la modification, importante, des contrats de solidarité liés à la réduction du temps de travail. L'autre vise à réinventer une aide au retour des travailleurs immigrés plus incitative.

Dans le premier cas, la réduction du temps de travail, on a pu constater que l'engagement, pour l'employeur, de maintenir ses effectifs pendant trois années, en contrepartie des aides versées pour les contrats de solidarité, avait un caractère par trop contraignant et

ne correspondait plus à la situation économique. On envisage donc un assouplissement qui conduirait à s'assurer seulement que « l'opération est saine ». De plus, on s'est aperçu que le montant des aides était trop faible pour être attractif, en comparaison de ce qui est fait pour les contrats de solidarité préretraite ou même pour le chômage partiel. Une revalorisation substantielle serait à l'étude. On envisagerait aussi de diversifier les types de contrats de solidarité : réduction du temps de travail pour en faire un dispositif à deux vitesses, selon qu'il s'agirait ou non de restructurations industrielles. Ce qui serait une façon de répondre à la CFDT qui préconise trois variantes et demande au gouvernement de faire de la réduction du temps de travail « un point de passage obligé » pour négocier les problèmes de l'emploi.

La deuxième mesure porte sur l'aide au retour des travailleurs immigrés. Après bien des tâtonnements, dont témoigne la tentative de Citroën, proposant une prime de 60 000 F dans le cadre de son plan de licenciement, puis la recherche de solutions diversifiées avancée par la région Rhône-Alpes, on s'oriente vers un « montage » qui associerait les efforts des employeurs, de l'Etat et de l'UNEDIC. Les trois parties pourraient, chacune pour ce qui les concerne, verser des primes de départ variables, définies en fonction de divers éléments d'appréciation, et retenant des critères tels que le projet de réinsertion dans le pays d'origine ou la signature d'un accord bilatéral. L'aide se situerait dans une fourchette qui pourrait être fixée aux alentours de 100 000 F.

Quoi qu'il en soit, en discussion, ce projet paraît aujourd'hui en bonne voie. La commission paritaire nationale de l'UNEDIC, qui se réunit actuellement pour définir les annexes à la nouvelle convention d'assurance-chômage, qui entrera en vigueur le 1^{er} avril, en discute et en aura accepté le principe. M. Chataud, vice-président du CNPF, affirmait, la semaine dernière, pouvoir trouver une solution. La prime versée par l'UNEDIC représenterait une partie, à définir, des droits à l'indemnisation en allocation de base (40 F + 42 % du salaire antérieur) que peut recevoir un travailleur licencié et qui serait versée, dans ce cas, sous forme de capitalisation. L'Etat étudierait de son côté sa participation, et les entreprises, à l'exemple de Renault, pourraient signer des accords en ce sens.

ALAIN LEBEAUBE.

ÉTRANGER

Aux Etats-Unis

LE DÉFICIT DES PAIEMENTS COURANTS A REPRÉSENTÉ 330 MILLIARDS DE FRANCS EN 1983

Washington (AFP). — La balance américaine des paiements courants a enregistré en 1983 un déficit record de 40,8 milliards de dollars (330 milliards de francs). Selon le département du commerce, le précédent déficit record avait été enregistré en 1978, avec 15,5 milliards de dollars. En 1982, cette balance avait été également en déficit de 11,2 milliards de dollars, après avoir été en excédent de 4,1 milliards de dollars en 1981.

La forte aggravation de 1983 a reflété une détérioration majeure de la balance commerciale, à la suite d'une poussée des importations et à un recul des exportations, accentué par la surévaluation du dollar : le déficit atteint le niveau record de 60,6 milliards en 1982. En outre, les transferts unilatéraux, qui incluent notamment l'aide et les investissements à l'étranger, ont totalisé 8,6 milliards de dollars, soit 0,6 milliard de plus qu'en 1982. Enfin, les échanges de services se sont traduits par un excédent en réduction : 38,4 milliards de dollars, contre 33,2 milliards en 1982.

RFA

● Excédent de 30 milliards de francs des comptes courants en 1983. — La balance des comptes courants ouest-allemands a enregistré un excédent de 10,1 milliards de deutschemarks (30 milliards de francs) en 1983, après avoir été excédentaire de 8,6 milliards en 1982.

MONNAIES

REPLI DU DOLLAR 8,11 F

Le vif remonte du dollar, amorcé à la fin de la semaine dernière et continué à un rythme rapide lundi 19 mars, s'est arrêté. Mardi, la devise américaine, dont le cours était passé, à Francfort, de 2,61 DM à 2,65 DM, et à Paris, de 8,06 F à 8,12 F et même à 8,16 F, s'est redressé, revenant en dessous de 2,62 DM à 8,110 F.

Le repli s'est produit au début du regain de tension des taux d'intérêt aux Etats-Unis, avec notamment le relèvement des taux de base des banques (voir ailleurs). Contrairement aux habitudes antérieures, le relèvement n'a pas profité au dollar, qui a été déprimé par l'annonce du creusement du déficit de la balance des paiements américains (plus de 40 milliards de dollars en 1983). La défiance a repris le dessus.

GRANDE-BRETAGNE

● Les Charbonnages britanniques abandonnent leur recours en justice. — La direction des Charbonnages britanniques a, le 19 mars, abandonné le recours qu'elle avait introduit en justice contre le syndicat des mineurs (NUM) pour infraction à la nouvelle législation interdisant les « piquets de grève mobiles ».

L'ORDINATEUR PERSONNEL

HORS SERIE
"SPECIAL IBM-PC"
125 pages d'informations indispensables pour l'achat et l'utilisation du "Personal Computer" d'IBM.
chez votre marchand de journaux

PERPLEXITÉ DES SYNDICATS APRÈS LES DÉCLARATIONS DE M. ANICET LE PORS

Les déclarations de M. Anicet Le Pors au « Grand Jury RTL-Le Monde » (le Monde du 20 mars) ont suscité des réactions de perplexité parmi les organisations syndicales de fonctionnaires qui, pour la plupart, se félicitent toutefois de l'ouverture de négociations « parallèles », notamment pour les bas salaires.

Hormis la CFDT, tous relèvent l'ambiguïté des propos du ministre de la fonction publique. Ils demandent au gouvernement de dire nettement sur quelle base seront calculées les augmentations 1984. FO, qui n'estime « plus possible de négocier dans l'ambiguïté », dénonce « le double langage du gouvernement ». La FEN se déclare prête à « accepter la part gouvernementale pour 1984 si un compromis est trouvé pour 1983 ». La CFTC assure que « le gouvernement veut attendre, avant de se déterminer, de voir comment évolue la conjoncture économique ». La CGT dénonce « ce débat technologique qui tend à évincer les vrais problèmes, comme l'indexation des salaires sur les prix », en proposant une négociation sur les bas salaires sans que soit réglé le contentieux salarial. La CGC, enfin, constate qu'il y a « une différence entre les propos tenus par M. Anicet Le Pors et ceux de Maitron » et demande « que le gouvernement ne tienne qu'un seul langage ».

● Manifestations de sidérurgistes de Neuves-Maisons. — Pour protester contre l'éventuelle fermeture du train à fil d'Usinor Neuves-Maisons, environ deux cents sidérurgistes ont déroulé du fil de fer aux issues de la ville, mardi 20 mars, au matin. Puis ils ont bloqué l'autoroute A-33 de contournement de Nancy.

LE CENTRE NATIONAL DES PROFESSIONS DE SANTÉ PARTICIPERA À LA MANIFESTATION DU 26 AVRIL

A l'issue des assises du Centre national des professions de santé (CNPS), qui rassemblent les syndicats les plus représentatifs du secteur, réunies les 17 et 18 mars, M. Jacques Monnot, président du CNPS, a appelé les professionnels de la santé à manifester le 26 avril avec l'ensemble des professions libérales, pour protester contre la « surimposition » de celles-ci, la limitation à 5 % du relèvement des honoraires en 1984, alors que les cotisations au régime de retraite de base vont être augmentées de 20 %, et la concurrence des différentes formes de centres de santé ou des cabinets mutualistes, qualifiés d'« expériences hasardeuses ».

Toutefois, M. Monnot a affirmé qu'il fallait « tout faire pour réussir avec les partenaires sociaux la révision tarifaire en cours [pour les médecins] même si nous savons qu'elle ne peut être que rigoureuse », afin de maintenir le système contractuel en vigueur, comme y avait invité au cours des assises M. Maurice Durin (Forces ouvrières), président de la Caisse nationale d'assurance-maladie des travailleurs salariés. M. Monnot a appelé aussi à trouver une voie médiane entre « le libéralisme intégral », et le report sur les professionnels des restrictions imposées aux dépenses de santé.

Par ailleurs, M. François Luchaire, délégué aux professions libérales à l'Assemblée nationale, a fait l'éloge de la « concertation ». Son discours a été accueilli par de nombreux applaudissements et quelques murmures.

La lente mutation du syndicalisme

II. - La fin des mythes ?

par MICHEL NOBLECOURT

Le mouvement syndicaliste, qui fête cette année la centième anniversaire de son institution légale, subit une crise d'identité (le Monde du 20 mars).

Crise du syndicalisme ? Question tabou. La société, l'économie, la famille, le capitalisme, le socialisme, l'Eglise sont en crise. Mais le syndicalisme, impossible du haut de ses cent ans d'existence légale, croit dominer la tempête. Crise du mouvement syndical, connais pas, répondent un chœur MM. Krasucki et Bergson. La vieille CGT est éclatée, mais elle réagit. « Nous n'avons pas de crise du syndicalisme à FO, explique le secrétaire général de Forcovoivre. Nous ne perdons pas d'adhésions, nous en gagnons. La difficulté, c'est qu'il n'y a plus rien à négocier à cause du rigorisme du gouvernement... »

Déjà, dans le « socialisme » du syndicalisme, M. Paul Marchelli, délégué général de la CGC, diagnostique un malaise du mouvement syndical parce qu'il n'arrive pas à placer ses responsabilités économiques et sociales à distance suffisante de ses responsabilités politiques. La CGT et la CFDT sont dans le collimateur. Mais tous les maux sont-ils dus à la politique ? Non, bien sûr. Au cours de son histoire, longue, riche, souvent glorieuse, le syndicalisme a été contraint de s'adapter. Il l'a fait. Aujourd'hui, il ne peut, pour assurer son propre avenir, rester à l'écart du changement.

Boguer, pour le syndicalisme, c'est d'abord de livrer à une intrusion. Indépendamment, c'est la CFDT, qualifiée de « mao-syndicalisme » par M. Krasucki ou de « parti syndical » par M. Bergson, qui est allée le plus loin dans cette voie de la remise en cause. Mais, sur le terrain, les militants, souvent désorientés par « les pensées pacifistes », traquent les pieds pour changer. Pour M. Jean Kasper, secrétaire national, « toute une série de certitudes que le mouvement syndical s'est forgées s'écroulent », qu'il s'agisse de la croissance comme moyen de résoudre les problèmes sociaux, de l'unité du salariat, de l'irréversibilité d'une situation acquise ou de la conception d'un champ de

travail constituant l'essentiel de l'activité humaine.

La mutation du syndicalisme passe-t-elle par la fin des mythes sur lesquels il a parfois fondé son combat ? Le gouvernement d'union de la gauche, en faisant voter les lois Auroux — en tout cas celle du 4 août 1982 sur l'expression des salariés, — a en tout cas mis fin à un monopole, celui de l'expression légitime organisée dans l'entreprise, qui, jusqu'à présent, face à l'employeur, revenait aux représentants syndicaux. Certes, dans un pays où le taux de syndicalisation oscille autour de 20 % — moins sans doute, — le patronat avait depuis belle lurette trouvé des parades et organisé ici et là l'expression à sa façon. Occasionnellement, les syndicats étaient ainsi couronnés. Ils le seront désormais plus systématiquement.

L'expression des salariés était une nécessité, presque un impératif, mais elle n'est pas sans risques. L'expression peut avoir deux faces. La meilleure, celle qui libère la parole des salariés pour améliorer les conditions de travail. La pire, pour le syndicalisme, celle qui conduit ces mêmes salariés, en grande majorité non syndiqués, à penser que les syndicats sont devenus moins indispensables.

Intérêt collectif et aspirations individuelles

A l'exception de FO, tous les syndicats font cependant le pari que l'expression des salariés ne sera pas pour eux un cadeau empoisonné. « C'est une chance tout à fait extraordinaire », s'exclame M. Kasper. Ne pas sentir la nécessité de la médiation du syndicat, c'est sous-estimer la richesse du débat collectif d'une organisation syndicale qui peut enrichir le débat des salariés. Et, ajoute-t-il, cela va conduire à une « transformation radicale de nos rapports avec les travailleurs » pour tenir compte de leurs aspirations dans l'élaboration des cahiers revendicatifs.

« Là où les salariés, affirme M. Vismont (CGT), prennent au sérieux le droit d'expression et veulent discuter de tous leurs problèmes — y compris classification et

salaires (1), — il y a reculé du patronat. Si ce droit ne trouve pas son prolongement dans l'action syndicale, pour faire agir le rapport de forces, c'est stérile. » Cette expression, note M. Marchelli, doit être accompagnée et soutenue par les syndicats, sinon ceux-ci disparaîtront. Si M. Jean Bonnard, président de la CFDT, met en garde contre le double écueil « du social et de l'anarchisme », il pense aussi que ce droit nouveau « peut être une ouverture pour une plus grande syndicalisation ».

Gagner un tel pari, indispensable à une mutation réussie, suppose que les syndicats ne s'arrogent pas sur la défense exclusive du sacro-saint intérêt collectif, mais qu'ils aient le souci de mieux prendre en compte les aspirations individuelles.

Les horaires variables et le travail à temps partiel, pour ne prendre que ces deux exemples, n'ont été perçus à l'origine que comme de méchantes manœuvres du patronat pour casser l'action syndicale. Les motivations des employeurs n'étaient sans doute pas toutes innocentes, mais ces nouvelles formes correspondaient à des besoins réels d'une partie des salariés. Les syndicats ont fini par le comprendre. Avec réticence.

Déjà en créant des unions de cadres, les confédérations ouvrières ont reconnu que les problèmes de l'encadrement pouvaient se poser en des termes différents de ceux des autres salariés. M. Krasucki avait souligné cette préoccupation au congrès de l'UGICT-CGT d'avril 1982 : « Conquérir le spécifique et le général : être le syndicat de chacun pour bien être le syndicat de tous ».

Les syndicats ne peuvent ignorer le besoin d'autonomie individuelle. « L'affirmation progressive de nouvelles identités collectives plus proches de l'individu », écrivait M. Edmond Maire dans *Syndicalisme Hebdo*, n° 2 000, est une réalité de notre temps. Elle peut être source d'enrichissement de notre syndicalisme et notre culture et notre prati-

que militante la prennent en compte. »

Cette évolution de la pratique syndicale devient d'autant plus urgente que les changements technologiques vont modifier — et modifieront déjà — en profondeur le paysage économique et social. On a déjà évoqué l'éclatement de la classe ouvrière, la nouvelle configuration, plus diversifiée, du salariat et l'évidence que le syndicalisme tournerait le dos à son avenir s'il continuait à raisonner comme si ses adhérents étaient tous des ouvriers qualifiés, hommes, employés dans des entreprises moyennes ou grandes. La révolution de l'ordinateur, le développement des nouvelles technologies vont accentuer ces changements. D'ici à l'an 2000 — dans seize ans, demain, — la société salariale comptera sans doute plus de techniciens et de « cols blancs » et moins d'ouvriers. Le travail à domicile pourrait connaître un essor. On travaillera autrement. Il faudra bien faire du syndicalisme différencié.

« Nous ne connaissons pas le syndicat qui devra se créer autour d'ateliers superrobotisés où les salariés viendront travailler trente heures », vient d'écrire M. Marc Gagneur, secrétaire général de la fédération agro-alimentaire CFDT (2). Les projets individuels des salariés n'ont jamais été identiques, mais l'évolution de la société et des entreprises a renforcé l'individualisation des besoins, des aspirations, des attitudes. Abandonnons le mythe de l'unité de la classe ouvrière. Provocation ? Tous les militants cégétistes et toutes les confédérations ne sont pas sur cette longueur d'onde. Mais chaque organisation sait qu'elle doit à la fois faire face aux conséquences sociales immédiates des mutations industrielles — qu'elles résultent ou non de changements technologiques.

Des « adaptations » seront nécessaires. Personne ne le nie, mais M. Vismont souligne qu'il ne faut pas donner aux changements technologiques « une vertu inanimée »

dans le processus de changement social. Mis au service des travailleurs, ils permettent d'alléger la peine, de produire plus dans de meilleures conditions et contribuent à l'élévation du niveau moyen de la société. Mais si le critère de mise en œuvre reste la rentabilité, ils peuvent faire des dégâts. Comme la CGC, la CFDT adopte une attitude ouverte : « Si on refuse les changements technologiques, on se suicide », affirme M. Bonnard, mais il faut discuter avec les intéressés les modalités d'application. » Il ne faut pas subir les mutations mais s'y appuyer, explique M. Kasper. Je préfère le risque du changement à la dangereuse quêtude de l'immobilisme ou du dogmatisme. »

Quel champ d'intervention ?

Prendre le risque du changement implique de s'interroger sur le champ d'intervention du syndicalisme. Le vrai problème de frontière est-il avec la politique ou l'économie ? Vieux débat intersyndical entre ceux qui se traitent mutuellement de « mao » ou d'« archéo ». En France, le syndicalisme n'a pas développé, contrairement au DGB en Allemagne fédérale, une activité de service pour ses adhérents, mais il a déjà un rôle gestionnaire dans la société tant avec l'assurance-chômage, les régimes de retraite complémentaire que les caisses de sécurité sociale. De même participe-t-il à la préparation du Plan. Mais dans l'entreprise, sa légitimation n'a pas conduit à lui reconnaître un rôle dans la gestion économique — exception faite de l'élection d'administrateurs — parrainés par les syndicats dans les conseils d'administration des entreprises du secteur public.

Le syndicalisme devra-t-il sauter le pas et s'insérer davantage dans la gestion ? Dans un numéro récent de la Vie ouvrière, un administrateur de la CGT à la SNCF expliquait : « Gérer oui. Mais quel type de gestion ? C'est la question principale. Bien sûr, il n'est pas indifférent que des travailleurs fassent la démonstration de leur capacité à se situer sur le terrain de la gestion. Mais l'essentiel c'est bien de se demander : gérer pour quoi faire et en faveur de qui ? » Cette conception

provoque les foudres de FO qui a même hésité à participer aux élections d'administrateurs salariés dans les entreprises publiques : « Nous ne pouvons admettre, affirmait au comité confédéral de janvier M. Blanc (chimie), que demain des camarades soient porteurs d'un programme de contrôle et de gestion au sein de l'entreprise. »

Le syndicalisme perdrait-il alors sa raison d'être ? Non, réplique M. Marchelli : « Les syndicats doivent avoir la prétention d'être des cogestionnaires tant au niveau micro que macro-économique. La première ligne de défense des intérêts des travailleurs, c'est la défense des intérêts de l'entreprise. Cela suppose de passer obligatoirement dans l'entreprise d'un cadre conflictuel à un cadre consensuel. » Cogestion, consensus, aucune organisation ouvrière n'est prête à aller aussi loin. Mais plusieurs tentent d'élargir le champ de leur intervention.

« Nous ne voulons pas être directeurs », souligne M. Bonnard, mais on est conduit à s'insérer un peu dans la gestion des entreprises pour qu'elles intègrent les préoccupations humaines et sociales. M. Kasper insiste de son côté sur la nécessité pour les syndicats d'avoir une attitude plus positive par rapport à l'entreprise. Mais, ajoute-t-il, « ce n'est pas au syndicalisme en tant que tel de gérer. Il doit être une force de contestation mais montrer par des contre-propositions que d'autres types de gestion, d'organisation du travail, de relations du travail sont possibles ».

Le défi de la mutation du syndicalisme, de son renouveau, passe par un double effort de réalisme et d'imagination, d'ouverture aux changements de la société. S'il doit se méfier des déviations, il doit proposer davantage et assumer jusqu'au bout les responsabilités nouvelles de la défense des intérêts des salariés. A cent ans, tout est possible.

FIN

(1) La loi du 4 août 1982 ne prévoit pas que l'expression concerne les classifications et les rémunérations.
(2) CFDT-Aujourd'hui — mars, avril 1984, n° 66 « Histoires syndicales ».

LA BUREAUTIQUE DOIT AUSSI DESCENDRE VERS LE SOMMET.

Surprenant ?

Au bureau, l'invention la plus sophistiquée du XX^e siècle est réservée aux travaux les plus élémentaires. Bien sûr, un système informatique peut être utilisé pour taper du courrier. Mais le bureau, c'est plus qu'une chaîne de production de lettres.

C'est un endroit où l'on explore des problèmes, analyse l'information, élabore des solutions.

Sperry a conçu un système pour ceux qui décident, autant que pour ceux qui appliquent les décisions : la BUREAUTIQUE SPERRYLINK.

SPERRYLINK ne se contente pas d'automatiser des opérations isolées comme le traitement de texte ou la messagerie électronique.

SPERRYLINK intègre toutes les fonctions dans un système bureautique unique, dont tout le monde bénéficie, la secrétaire comme le Président.

L'intégration peut même aller bien plus loin que la simple bureautique, grâce à l'adjonction de l'INFORMATIQUE MAPPER, outil révolutionnaire de développement d'applications, et d'aide à la décision, qui ne nécessite aucune compétence en matière de programmation.

Le sommet de la hiérarchie dispose enfin de la ressource fondamentale : l'information.

SPERRY

SPERRY : 3, rue Belin 92806 PUTEAUX - Tél. : 778.14.60

MARCA
PARIS

Pays	Monnaie	Taux de change	
		100 francs	100 dollars
Algérie	Dinar	100	100
Argentine	Peso	100	100
Australie	Dollar	100	100
Autriche	Schilling	100	100
Belgique	Franc	100	100
Bolivie	Bolivar	100	100
Brazile	Cruzado	100	100
Bulgarie	Lev	100	100
Canada	Dollar	100	100
Chili	Peso	100	100
Colombie	Peso	100	100
Cote d'Ivoire	CFA franc	100	100
Danemark	Krona	100	100
Equateur	Quintal	100	100
Egypte	Livre	100	100
Espagne	Peseta	100	100
Etats-Unis	Dollar	100	100
France	Franc	100	100
Grèce	Dracme	100	100
Guatemala	Quetzal	100	100
Haïti	Gourde	100	100
Hongrie	Forint	100	100
Inde	Rupie	100	100
Indonésie	Rupie	100	100
Italie	Lira	100	100
Japon	Yen	100	100
Mexique	Peso	100	100
Népal	Rupie	100	100
Niger	CFA franc	100	100
Nigeria	Naira	100	100
Pakistan	Rupie	100	100
Panama	Balbo	100	100
Paraguay	Guarani	100	100
Pérou	Nuevo Sol	100	100
Pologne	Zloty	100	100
Roumanie	Leu	100	100
Royaume-Uni	Livre	100	100
Saoud	Riyal	100	100
Senegal	CFA franc	100	100
Singapour	Dollar	100	100
Soudan	Livre	100	100
Suisse	Franc	100	100
Syrie	Livre	100	100
Taiwan	Nouveau Dollar	100	100
Tanzanie	Shilling	100	100
Tchecoslovaquie	Corone	100	100
Togo	CFA franc	100	100
Tonkin	Dong	100	100
Tunisie	Dinar	100	100
Turquie	Lira	100	100
Uruguay	Peso	100	100
Venezuela	Bolivar	100	100

Journal

MARCHÉS FINANCIERS

PARIS

20 mars

Tassement

Après 3 mois de hausse, dans une semaine, la Bourse de Paris a subi un tassement. Elle a été négative pour la deuxième fois consécutive, ou, au mieux, équilibrée.

Mardi, en effet, les valeurs françaises se sont placées sous le niveau de la veille. Les actions ont subi un tassement de 0,9 %, avec la diminution des ordres d'achat, l'effet exercé par les ventes sur les différents indices n'en a été que plus marqué.

A la clôture, l'indice instantané enregistré une perte, somme toute modeste, de 0,9 %.

L'ambiance était franchement à l'indécision pour les investisseurs, de même, bien sûr, de la proximité de l'échéance mensuelle, mais, aussi, surtout du comportement dénotant de Wall Street.

La baisse observée lundi à la Bourse de Paris n'est pas due à la faiblesse de l'activité ou à la dégradation de la conjoncture, mais, surtout, à la réévaluation de la valeur des titres de la Bourse de Paris.

Les investisseurs étaient bien embarrassés et, surtout, dans une semaine, avec la venue de la crise dans la CEE, ont décidé de remettre à plus tard leurs achats.

L'introduction sur le second marché des actions de la société Guibert, articles de bureau, offerts à 3,40 F, s'est déroulée dans les conditions prévues. Un cours de 405 F a été inscrit.

Une nouvelle fois, Anrep a baissé, ce jour-ci de 3 %. En deux jours, le titre a reperdu plus de 11 %.

La devise-titre a fléchi et s'est échangée à 10,37 F le dollar.

Stati quo sur l'or à Londres : 393,70 dollars l'once contre 393,60 dollars.

A Paris, le lingot a cédé 300 F à 103,10 F et le néphelion 1 F à 640 F.

Le volume des transactions a diminué, passant de 10,40 à 8,71 millions de francs.

NEW-YORK

Rechute

Pour la première fois depuis une semaine, les cours ont baissé à Wall Street, et ce, dans une semaine, à l'exception de la séance, en début d'un sursaut, l'indice des valeurs américaines s'est établi à 1 171,37, soit à 12,96 points en dessous de son niveau du vendredi précédent.

Le bilan de la journée a été très nettement négatif. Sur 1 952 valeurs traitées, 1 209 se sont relevées, 570 ont monté et 373 ont baissé.

La décision prise par les grandes banques américaines de relever de 11 % à 13,5 % les taux d'intérêt privilégiés appliqués à leurs plus gros clients (prime rate) est à l'origine de ce retournement de tendance. Autour de « Big Board », toutes les conversations portaient sur la hausse des taux d'intérêt et le front monétaire. Mais le pessimisme était attendu. Il n'a donc pas créé la surprise, ni, de l'avis des spécialistes, suscité vraiment des appréhensions, mais, en revanche, a entraîné une baisse des cours. Le marché a baissé surtout dans la seconde partie de la séance. L'activité en témoigne : 64,37 millions de titres seulement ont changé de mains contre 118 millions vendredi. Bien des spécialistes restaient convaincus qu'un mouvement de reprise ne devrait pas tarder.

VALEURS	Cours	Différence
Alcoa	42 1/4	+1/4
A.T.T.	16 3/4	+1/4
Boeing	48 1/2	+1/2
Chrysler	47 1/2	+1/2
Deere	47 1/2	+1/2
Dow Jones	47 1/2	+1/2
Eastman	47 1/2	+1/2
General Motors	47 1/2	+1/2
IBM	47 1/2	+1/2
Johnson & Johnson	47 1/2	+1/2
McDonald's	47 1/2	+1/2
Merck	47 1/2	+1/2
Microsoft	47 1/2	+1/2
Motorola	47 1/2	+1/2
Oracle	47 1/2	+1/2
Rockwell	47 1/2	+1/2
Schlumberger	47 1/2	+1/2
Spacelabs	47 1/2	+1/2
Unisys	47 1/2	+1/2
Wang	47 1/2	+1/2
Worldcom	47 1/2	+1/2
Yale	47 1/2	+1/2

LA VIE DES SOCIÉTÉS

GRUPE BULL. - Né du rassemblement des Machines Bull, CIB-Honeywell Bull, SEMS, TRANSCAT et de leurs filiales, le groupe annonce, pour 1983, un chiffre de 625 millions de francs, soit un excédent de 10 millions de francs, soit un excédent de 10 millions de francs, soit un excédent de 10 millions de francs.

IMI GROUP. - Cette société britannique (anciennement Imperial Metal Industries), spécialisée dans les métaux ferreux et la construction mécanique, annonce, pour 1983, un bénéfice avant impôt de 46 % à 31,55 millions de livres, contre 21,6 millions.

Le chiffre d'affaires de IMI Group, en 1983, a augmenté de 7 % à 676,3 millions de livres, contre 632,6 millions l'année précédente.

Le dividende versé sera de 4 pence par action, contre 3,5 pence pour l'exercice précédent, avec un total de 2,5 pence.

BANCO DI ROMA. - Cet institut, le cinquième du crédit italien (soixante-douzième rang au classement mondial), a terminé l'exercice 1983 avec un bénéfice net de 35 milliards de lire (175 millions de francs).

Ce bénéfice est en légère augmentation sur celui d'exercice 1982 (150 milliards de lire) et est le résultat de la croissance de l'activité, de la réduction des pertes et de la réduction des problèmes techniques posés par l'union d'Anagni.

Le nouveau groupe a réalisé, l'an dernier, un chiffre d'affaires de 11,6 milliards de francs (+ 21,3 %). Ses fonds propres (+ 7,2 % du chiffre d'affaires) ont baissé de deux points. Ses investissements (2 milliards de francs) ont augmenté de 20 %.

La recherche et le développement ont compté pour 1,3 milliard.

INDICES QUOTIDIENS
(base 100 = 20 déc. 1983)

Valeur française : 184,4
Valeur étrangère : 184,4
C-DES AGENTS DE CHANGE
(base 100 = 21 déc. 1983)

Indice général : 161,3
Effets privés de 20 ans : 127,5
COURS DU DOLLAR A TOKYO
(1 dollar en yen) : 227

BOURSE DE PARIS Comptant

VALEURS	Cours	Différence
Alcoa	42 1/4	+1/4
A.T.T.	16 3/4	+1/4
Boeing	48 1/2	+1/2
Chrysler	47 1/2	+1/2
Deere	47 1/2	+1/2
Dow Jones	47 1/2	+1/2
Eastman	47 1/2	+1/2
General Motors	47 1/2	+1/2
IBM	47 1/2	+1/2
Johnson & Johnson	47 1/2	+1/2
McDonald's	47 1/2	+1/2
Merck	47 1/2	+1/2
Microsoft	47 1/2	+1/2
Motorola	47 1/2	+1/2
Oracle	47 1/2	+1/2
Rockwell	47 1/2	+1/2
Schlumberger	47 1/2	+1/2
Spacelabs	47 1/2	+1/2
Unisys	47 1/2	+1/2
Wang	47 1/2	+1/2
Worldcom	47 1/2	+1/2
Yale	47 1/2	+1/2

20 MARS

VALEURS	Cours	Différence
Alcoa	42 1/4	+1/4
A.T.T.	16 3/4	+1/4
Boeing	48 1/2	+1/2
Chrysler	47 1/2	+1/2
Deere	47 1/2	+1/2
Dow Jones	47 1/2	+1/2
Eastman	47 1/2	+1/2
General Motors	47 1/2	+1/2
IBM	47 1/2	+1/2
Johnson & Johnson	47 1/2	+1/2
McDonald's	47 1/2	+1/2
Merck	47 1/2	+1/2
Microsoft	47 1/2	+1/2
Motorola	47 1/2	+1/2
Oracle	47 1/2	+1/2
Rockwell	47 1/2	+1/2
Schlumberger	47 1/2	+1/2
Spacelabs	47 1/2	+1/2
Unisys	47 1/2	+1/2
Wang	47 1/2	+1/2
Worldcom	47 1/2	+1/2
Yale	47 1/2	+1/2

Actions au comptant

VALEURS	Cours	Différence
Alcoa	42 1/4	+1/4
A.T.T.	16 3/4	+1/4
Boeing	48 1/2	+1/2
Chrysler	47 1/2	+1/2
Deere	47 1/2	+1/2
Dow Jones	47 1/2	+1/2
Eastman	47 1/2	+1/2
General Motors	47 1/2	+1/2
IBM	47 1/2	+1/2
Johnson & Johnson	47 1/2	+1/2
McDonald's	47 1/2	+1/2
Merck	47 1/2	+1/2
Microsoft	47 1/2	+1/2
Motorola	47 1/2	+1/2
Oracle	47 1/2	+1/2
Rockwell	47 1/2	+1/2
Schlumberger	47 1/2	+1/2
Spacelabs	47 1/2	+1/2
Unisys	47 1/2	+1/2
Wang	47 1/2	+1/2
Worldcom	47 1/2	+1/2
Yale	47 1/2	+1/2

Étrangers

VALEURS	Cours	Différence
Alcoa	42 1/4	+1/4
A.T.T.	16 3/4	+1/4
Boeing	48 1/2	+1/2
Chrysler	47 1/2	+1/2
Deere	47 1/2	+1/2
Dow Jones	47 1/2	+1/2
Eastman	47 1/2	+1/2
General Motors	47 1/2	+1/2
IBM	47 1/2	+1/2
Johnson & Johnson	47 1/2	+1/2
McDonald's	47 1/2	+1/2
Merck	47 1/2	+1/2
Microsoft	47 1/2	+1/2
Motorola	47 1/2	+1/2
Oracle	47 1/2	+1/2
Rockwell	47 1/2	+1/2
Schlumberger	47 1/2	+1/2
Spacelabs	47 1/2	+1/2
Unisys	47 1/2	+1/2
Wang	47 1/2	+1/2
Worldcom	47 1/2	+1/2
Yale	47 1/2	+1/2

Règlement mensuel

VALEURS	Cours	Différence
Alcoa	42 1/4	+1/4
A.T.T.	16 3/4	+1/4
Boeing	48 1/2	+1/2
Chrysler	47 1/2	+1/2
Deere	47 1/2	+1/2
Dow Jones	47 1/2	+1/2
Eastman	47 1/2	+1/2
General Motors	47 1/2	+1/2
IBM	47 1/2	+1/2
Johnson & Johnson	47 1/2	+1/2
McDonald's	47 1/2	+1/2
Merck	47 1/2	+1/2
Microsoft	47 1/2	+1/2
Motorola	47 1/2	+1/2
Oracle	47 1/2	+1/2
Rockwell	47 1/2	+1/2
Schlumberger	47 1/2	+1/2
Spacelabs	47 1/2	+1/2
Unisys	47 1/2	+1/2
Wang	47 1/2	+1/2
Worldcom	47 1/2	+1/2
Yale	47 1/2	+1/2

20 MARS

VALEURS	Cours	Différence
Alcoa	42 1/4	+1/4
A.T.T.	16 3/4	+1/4
Boeing	48 1/2	+1/2
Chrysler	47 1/2	+1/2
Deere	47 1/2	+1/2
Dow Jones	47 1/2	+1/2
Eastman	47 1/2	+1/2
General Motors	47 1/2	+1/2
IBM	47 1/2	+1/2
Johnson & Johnson	47 1/2	+1/2
McDonald's	47 1/2	+1/2
Merck	47 1/2	+1/2
Microsoft	47 1/2	+1/2
Motorola	47 1/2	+1/2
Oracle	47 1/2	+1/2
Rockwell	47 1/2	+1/2
Schlumberger	47 1/2	+1/2
Spacelabs	47 1/2	+1/2
Unisys	47 1/2	+1/2
Wang	47 1/2	+1/2
Worldcom	47 1/2	+1/2
Yale	47 1/2	+1/2

SECOND MARCHÉ

VALEURS	Cours	Différence
Alcoa	42 1/4	+1/4
A.T.T.	16 3/4	+1/4
Boeing	48 1/2	+1/2
Chrysler	47 1/2	+1/2
Deere	47 1/2	+1/2
Dow Jones	47 1/2	+1/2
Eastman	47 1/2	+1/2
General Motors	47 1/2	+1/2
IBM	47 1/2	+1/2
Johnson & Johnson	47 1/2	+1/2
McDonald's	47 1/2	+1/2
Merck	47 1/2	+1/2
Microsoft	47 1/2	+1/2
Motorola	47 1/2	+1/2
Oracle	47 1/2	+1/2
Rockwell	47 1/2	+1/2
Schlumberger	47 1/2	+1/2
Spacelabs	47 1/2	+1/2
Unisys	47 1/2	+1/2
Wang	47 1/2	+1/2
Worldcom	47 1/2	+1/2
Yale	47 1/2	+1/2

SICAV 19/3

VALEURS	Cours	Différence
Alcoa	42 1/4	+1/4
A.T.T.	16 3/4	+1/4
Boeing	48 1/2	+1/2
Chrysler	47 1/2	+1/2
Deere	47 1/2	+1/2
Dow Jones	47 1/2	+1/2
Eastman	47 1/2	+1/2
General Motors	47 1/2	+1/2
IBM	47 1/2	+1/2
Johnson & Johnson	47 1/2	+1/2
McDonald's	47 1/2	+1/2
Merck	47 1/2	+1/2
Microsoft	47 1/2	+1/2
Motorola	47 1/2	+1/2
Oracle	47 1/2	+1/2
Rockwell	47 1/2	+1/2
Schlumberger	47 1/2	+1/2
Spacelabs	47 1/2	+1/2
Unisys	47 1/2	+1/2
Wang	47 1/2	+1/2
Worldcom	47 1/2	+1/2
Yale	47 1/2	+1/2

COTE DES CHANGES

VALEURS	Cours	Différence
Alcoa	42 1/4	+1/4
A.T.T.	16 3/4	+1/4
Boeing	48 1/2	+1/2
Chrysler	47 1/2	+1/2
Deere	47 1/2	+1/2
Dow Jones	47 1/2	+1/2
Eastman	47 1/2	+1/2
General Motors	47 1/2	+1/2
IBM	47 1/2	+1/2
Johnson & Johnson	47 1/2	+1/2
McDonald's	47 1/2	+1/2
Merck	47 1/2	+1/2
Microsoft	47 1/2	+1/2
Motorola	47 1/2	+1/2
Oracle	47 1/2	+1/2
Rockwell	47 1/2	+1/2
Schlumberger	47 1/2	+1/2
Spacelabs	47 1/2	+1/2
Unisys	47 1/2	+1/2
Wang	47 1/2	+1/2
Worldcom	47 1/2	+1/2
Yale	47 1/2	+1/2

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

VALEURS	Cours	Différence
Alcoa	42 1/4	+1/4
A.T.T.	16 3/4	+1/4
Boeing	48 1/2	+1/2
Chrysler	47 1/2	+1/2
Deere	47 1/2	+1/2
Dow Jones	47 1/2	+1/2
Eastman	47 1/2	+1/2
General Motors	47 1/2	+1/2
IBM	47 1/2	+1/2
Johnson & Johnson	47 1/2	+1/2
McDonald's	47 1/2	+1/2
Merck	47 1/2	+1/2
Microsoft	47 1/2	+1/2
Motorola	47 1/2	+1/2
Oracle	47 1/2	+1/2
Rockwell	47 1/2	+1/2
Schlumberger	47 1/2	+1/2
Spacelabs	47 1/2	+1/2
Unisys	47 1/2	+1/2
Wang	47 1/2	+1/2
Worldcom	47 1/2	+1/2
Yale	47 1/2	+1/2

UN JOUR DANS LE MONDE

IDÉES

2. PHILOSOPHIE : « Le darwinisme et ses avatars », par Christian Delcampagne ; « Coup d'envoi au Collège international », par Elie B. Meleah ; « Actualité de Montaigne : rester soi-même », par Raoul Bertrand.
11. GRAMMAIRE : « Grammaire d'objets en tous genres », de Vincent Descombes.

ÉTRANGER

3. LE SOMMET EUROPÉEN
4. DIPLOMATIE
5. PROCHE-ORIENT
5. ASIE
- INDE : violents affrontements au cours d'une grève des dockers.
5. AFRIQUE
- TUNISIE : mesures en faveur de l'emploi et de la jeunesse.
6. AMÉRIQUES

POLITIQUE

8. M. Chirac roule pour lui.

SOCIÉTÉ

9. Après les mutations à la préfecture de police de Paris.
10. FAITS DIVERS : coup de stick.
11. ÉDUCATION : la manifestation du SNEP-SUP.

DOSSIER

12. LE POINT SUR... le trafic de drogue dans le monde.

CULTURE

13. CINÉMA : la Vth Festival de films de femmes ; Film, d'Alan Schneider et l'Enfant invisible, d'André Lindon.
- MUSIQUE : Kripa, de Rimsky-Korsakov ; L'œuvre de Loris Mielzi va quitter la direction de l'Opéra de Vienne.
- THÉÂTRE : Pense à l'Afrique au Rond-Point ; Jean-Luc Bideau à Genève.
16. COMMUNICATION : Point de vue : « L'ouverture, pas la chute », par Georges Fillard.

ÉCONOMIE

32. SOCIAL : l'accompagnement des restructurations industrielles.
33. « La lente mutation du syndicalisme », par Michel Noblecourt.

RADIO-TÉLÉVISION (16) INFORMATIONS - SERVICES - (30) :
 Vie associative ; Journal officiel ; Météorologie ; Mots croisés.
 Annonces classées (17 à 29) ; Carnet (31) ; Programmes des spectacles (14-15) ; Marchés financiers (35).

Le numéro du « Monde » daté 20 mars 1984 a été tiré à 499 942 exemplaires

Halte au Vol

1 serrure à 5 points

PICARD
+ d'autres marques

Matériel GARANTI 5 ANS

+ 1 blindage acier 15/10°

+ 4 goulons d'acier anti-dégondage

+ 3 cornières anti-pince

à l'extérieur sur le pourtour de la porte

OFFRE EXCEPTIONNELLE

3.500 F TTC

Pose et démol. comp. PARIS-BANLIEUE

Sté S.P.P.
11, rue Minard
92130 Les Moutiers
554.58.08
554.41.95

CREDIT GRATUIT 3 MOIS

A B C D E F G

LE CONFLIT IRAKO-IRANIE

Les enfants massacrés

Un jeune reporter de télévision a envoyé à sa famille, qui nous l'a communiqué, cette lettre, datée du 6 mars, sur le front irako-iranien.

Bagdad, le 6 mars 1984.

Nous sommes arrivés au QG de liaison entre le 3^e et le 4^e corps d'armée irakien environ une heure avant la fin de la bataille, et la maison tremblait sous les coups de départ des canons à longue portée installés tout autour. Mais ce qui m'a bouleversé, bien plus que les milliers de morts que nous avons vus le lendemain, c'est l'arrivée directe du champ de bataille des prisonniers poussés par des soldats irakiens.

C'étaient des dizaines et des dizaines d'enfants épuisés, hébétés, saignants, couverts de poudre et de boue. L'un d'eux, les mains attachées dans le dos et les yeux bandés, attendait d'être interrogé, prostré, le nez dans un angle de mur. Il avait neuf ans.

Lorsque l'on nous a permis de leur parler, ce fut une telle terreur que je me suis retrouvé le visage à 10 centimètres de l'un d'eux. Je crois que j'aurais fondé en larmes si je n'avais pas eu à travailler à ce moment-là, lorsqu'il a répondu à un clin d'œil et à un sourire que je lui faisais.

Le général qui commandait l'opération nous a tout de suite dit qu'il avait eu l'impression d'assister à une exécution navrée. C'était exactement notre impression lorsque nous avons découvert le champ de bataille le lendemain matin.

C'est un immense marais d'ajoncs traversés par des digues sur lesquelles sont les routes qui mènent à la terre ferme et à l'objectif des iraniens, c'est-à-dire l'autoroute entre Bassora et Bagdad. Au milieu, il y a quelques villages lacustres de pailles. (Tous les vieux guerriers de la presse disaient que c'était exactement le paysage de la plaine du delta du Tonkin.)

Dès l'entrée de ce qui reste du village de Beida, on marche librement sur des tapis de cadavres qui traînent partout au milieu des maisons qui brûlent. On a l'impression d'être dans une scène d'Apocalypse Now. Mais, plus effrayante que le nombre, ce sont les attitudes parfois calmes, parfois figées en plein mouvement. Toutes donnent l'impression que la riposte à leurs petits péchés a été foudroyante et les a tués par paquets entiers.

Devant une telle boucherie, ce qui frappe d'abord, ce n'est pas comment on a pu tuer tous ces enfants, mais qui est assez dingue, au-delà de toute imagination, pour ordonner une telle opération ?

Ces vingt mille « volontaires » étaient opposés à des tanks, des hélicoptères, des canons, et ils n'avaient que des kalachnikov.

Ces vingt mille enfants ou adolescents se battaient dans les marais contre une armée entraînée à la russe et pratiquement mieux équipée que la nôtre. Mais, dans tout cela, le pire c'est que les renseignements militaires disent que la véritable armée iranienne était derrière eux, de l'autre côté de la frontière, et n'a pas bougé.

En Israël

Des élections anticipées pourraient avoir lieu dans un délai de trois à huit mois

De notre correspondant

Jérusalem. — Dix jours avant la fin de la session parlementaire, la scène politique israélienne a connu lundi 19 mars, un véritable coup de théâtre. M. Aaron Abouhatzera, chef du Tami, petit parti charnière, membre de la coalition au pouvoir — disposant de trois sièges à la Knesset, — a annoncé qu'il déposerait ce mardi 20 mars un projet de loi en faveur d'élections générales anticipées.

Cette proposition a de sérieuses chances d'être approuvée par une majorité de députés. Le vote devrait intervenir mercredi ou jeudi. S'il est positif, le scrutin législatif, normalement prévu pour septembre 1985, se tiendrait dans un délai de trois à huit mois.

M. Abouhatzera a pris tout le monde à contre-pied. Son parti s'était en effet accordé, jeudi 15 mars, un délai de réflexion de deux mois — jusqu'à la fin mai — avant de prendre en considération l'hypothèse d'élections anticipées. Cette dernière avait décidé de soumettre de son côté son propre projet de loi en ce sens, sur lequel la Knesset devait se prononcer jeudi 19 mars. Le Tami voulait à priori la manœuvre travailliste à l'échec.

Mais, en fin de compte — et sauf nouveau revirement dans les vingt-quatre heures — le vote-face du Tami prouve que les travaillistes ont bien joué. Leur initiative visait à forcer la main à ce petit parti qui se veut le porte-parole des Israéliens séfarades les plus défavorisés et hésite depuis des mois à rester fidèle au Likoud. En effet, en cas d'échec du projet de loi travailliste, la situation aurait été légalement « gelée » pour six mois. La Knesset se serait mise en congé et toute nouvelle tentative d'obtenir des élections anticipées eût été repoussée au moins à octobre prochain. Le Tami aurait été largement jugé responsable de ce report. Mis au pied du mur par les travaillistes, il a donc préféré « réactualiser » son propre projet de loi déposé depuis plusieurs mois.

M. Abouhatzera a justifié la décision de son parti, présente comme « irrévocable », en souhaitant qu'un « gouvernement fort soit mis en place pour faire face à la dramatique situation économique et sociale du pays ». Il devait rencontrer mardi le premier ministre, M. Shamir, pour lui demander de soutenir l'initiative du Tami. M. Shamir a rappelé, lundi soir,

son « opposition à des élections législatives anticipées ».

Les députés du Likoud devaient se réunir mardi pour arrêter leur stratégie. Les choix qui s'offrent à eux sont : ou bien prendre le train en marche et se rallier au Tami, ou bien encourager le gouvernement à résister, en prenant le risque d'être contraints, contre leur volonté, à des élections anticipées. Ce serait un précédent dans l'histoire politique d'Israël.

Plusieurs dirigeants de la coalition au pouvoir ont d'ores et déjà exprimé leur hostilité à l'avancement des élections. Pour M. Shapira, chef du parti religieux Agouda Israël, une telle hypothèse « dévasterait affreusement l'économie ».

La position du Tami donnera lieu à un vote très serré. Elle devrait cependant pouvoir recueillir une faible majorité dans le mesure où plusieurs députés membres de la coalition se sont exprimés au cours des derniers mois en faveur d'élections anticipées. C'est le cas notamment de deux libéraux, MM. Berman et Zeigerman. Ceux-ci devraient donc se joindre aux cinquante-neuf députés sur cent vingt, désormais favorables à l'avancement des élections : cinq communistes, quatre communistes, deux membres du parti centriste Shinai et trois élus du Tami.

M. Pères a évidemment accueilli avec une vive satisfaction la décision du Tami. Il souhaite que les élections aient lieu dans les deux mois et ait l'espoir que le Parti travailliste « présentera un front uni ». Le ministre de l'Intérieur, M. Josef Burg, a fait savoir de son côté qu'il était techniquement possible d'organiser les élections dans un délai de trois à quatre mois.

JEAN-PIERRE LANGELLIER.

● Fin de la grève au centre de Montreuil de l'A.E.F.T. — La grève, qui avait commencé le 12 mars au centre de Montreuil de l'Association pour l'enseignement et la formation des travailleurs immigrés, a pris fin le 20 mars. Une secrétaire immigrée, qui devait être licenciée, a été réintégrée, et la direction a accepté d'indemniser les personnes blessées lors d'incidents avec des « éléments armés venus de l'extérieur du centre », le 13 mars.

RÉDUCTION DU DÉFICIT D'EDF

Electricité de France a réduit de 28 % son déficit en 1983, le ramenant à 5,7 milliards de francs contre 7,9 milliards en 1982. « L'entreprise est sur la bonne voie », a donc déclaré son président, M. Marcel Boiteux. L'endettement de l'entreprise est cependant « encore très lourd » (189 milliards de francs), et M. Boiteux, tout en soulignant que cette dette n'est pas plus forte qu'il y a dix ans en pourcentage du chiffre d'affaires, a indiqué les conséquences des effets de change sur la situation de l'entreprise. La moitié du déficit d'exploitation de 1983 tient à la hausse du dollar ; quant à l'endettement, il souffre des emprunts en devises étrangères et de la hausse des taux d'intérêt.

Le bon fonctionnement des équipements nucléaires, qui ont accru leur production de 33 %, et l'augmentation des ventes de courant aux pays voisins — le solde des échanges a triplé à 13,4 milliards de kWh — rendent pourtant optimiste le directeur général d'EDF, M. Jean Guillemaud.

LE CCF PREND UNE PARTICIPATION IMPORTANTE DANS LE CRÉDIT FRANÇAIS INTERNATIONAL

Le Crédit commercial de France (CCF) a racheté à la société américaine Commercial Credit International (groupe Control Data) 46 % du capital du Crédit français international, banque privée sous contrôle étranger qui recueille 100 millions de francs de dépôts et distribue 200 millions de francs de crédits. Outre la société suisse Lynbrook Holding, qui a racheté 5 % de son côté, le Banco de Comercio Industria de Sao Paulo (COMIND) détient 49 % depuis 1980 dans le capital du Crédit français international.

Sur le vif

Chocolats aphrodisiaques

Les sont vraiment cochons, les Soviétiques. Ils ont l'esprit mal tourné. Si, si, je vous assure !

Il surveillent leurs bêtes à longueur de journée. Ils guettent leurs premières pulsions sexuelles, et ils luttent d'arracher pied contre les manifestations d'une précocité malsaine. Attention, écrit le mensuel Zdarovie — traduisez « Santé », — même tout petit, il faut absolument leur interdire de prononcer des gros mots et de se promener nus devant des étrangers. Ce pourrait leur donner des idées !

A ces règles de bonne conduite s'ajoutent des conseils pratiques. Gare aux vêtements trop étroits susceptibles de les exciter. Ne les habillez pas de slips ou de collants serrés. Pas question de les prendre dans votre lit, c'est inadmissible, pour le journal. Il est très lu en URSS. Ne les caressez pas, ne les embrassez pas, ça favorise la stimulation des zones érogènes et le développement précoce de la sensibilité. Gare aux câlins. Même en cas de bobo, ne les chouchoutez pas, vous en feriez des obsédés.

Et surtout, c'est capital, veillez à leur alimentation. Évitez les plats épicés. Supprimez le poivre, le café et même les chocolats. Ne leur donnez pas trop à manger avant de les envoyer se coucher. Une nourriture abondante active la circulation au niveau du bassin inférieur et titille les organes sexuels. (Sic.)

Alors, il, excusez-moi, mais je ne pense pas qu'un Union soviétique les mêmes risquent d'attraper des indigestions. Ça me paraît un prétexte tout indiqué pour les habiller, en cas de pénurie, à un régime jockey. Les Roumains nous avaient déjà fait le coup, il y a deux ou trois ans. A un moment où la production était en chute libre, le régime d'Union soviétique déconseillait vivement de donner du lait aux enfants. C'était très mauvais pour la santé. Ça pouvait leur coller des boutons !

CLAUDE SARRAUTE.

Aux États-Unis

Les banques relèvent leur taux de base de 11 % à 11,5 %

Les banques des États-Unis ont relevé, lundi 19 mars, leur taux de base (prime rate) d'un demi-point, le portant de 11 % à 11,5 %. Ce relèvement est le premier depuis le mois d'août 1983, date à laquelle ce taux de base, qui avait culminé à 21,5 % au début de 1981, puis était graduellement redescendu à 10,5 %, s'était trouvé réajusté à 11 %.

Une telle mesure était attendue (le Monde daté 18-19 mars 1984), en raison de la hausse graduelle des taux d'intérêt à court terme et donc du renchérissement d'une bonne partie des ressources des banques. Elle est due à un double phénomène. D'une part, la reprise de l'économie, qui se poursuit à un rythme rapide, entraîne une augmentation de la demande de crédit, aussi bien des particuliers que des entreprises. De l'autre, cette demande de crédit entre en concurrence avec celle du Trésor pour combler le déficit budgétaire et provoquer une tension croissante sur le marché des capitaux. Ajoutons que les autorités monétaires, soucieuses d'éviter la surchauffe et le retour de l'inflation, se refusent à alimenter le marché en liquidités supplémentaires, ce qui accroît encore la tension.

Tout le problème, maintenant, est de savoir si le rythme de la reprise économique va se maintenir à un niveau aussi élevé. Dans l'affirmative, il est probable que de nouveaux relèvements de taux seront inévitables. Si, en revanche, comme certains le pensent, ce rythme fléchit, la mesure qui vient d'être prise resterait isolée.

En tout cas, elle a provoqué une réaction de la Maison Blanche, qui s'inquiète de ses répercussions, notamment du renchérissement du crédit à la consommation, en année électorale : les autorités monétaires, dont l'indépendance est « respectée », sont néanmoins invitées à ne pas durcir leur politique et à autoriser une augmentation des liquidités suffisante pour permettre une croissance sans inflation. La Maison Blanche, pour justifier cette recommandation, fait état de sa proposition, élaborée avec les parlementaires républicains, de diminuer le déficit budgétaire de 150 milliards de dollars en trois ans. Les autorités monétaires répliquent que la hausse des taux n'est pas de leur fait, mais qu'elle est due à l'énormité du déficit en question, et que, même si elle était votée, la diminution proposée n'aurait pas d'effets avant 1985. D'ici là, estiment-elles, il faudrait prendre des mesures à application immédiate, comme une taxe sur l'énergie, par exemple.

F.R.

En Norvège

L'espion au service du KGB travaillait aussi pour l'Irak

De notre correspondant

Stockholm. — L'espion norvégien Arne Treholt, arrêté le 20 janvier à l'aéroport d'Oslo, n'était pas seulement un agent du KGB soviétique. L'ancien chef du service de presse et d'information du ministère des affaires étrangères travaillait également pour le compte de l'Irak. Selon un communiqué publié le 19 mars par le procureur du Royaume, Arne Treholt a reconnu, au cours de son interrogatoire, avoir noué un premier contact avec l'ambassade irakienne à Athènes en mai 1980. Quinze mois plus tard, il acceptait de fournir régulièrement des informations à ses diplomates en échange d'un « revenu » annuel de 20 000 dollars. Au total, il aurait reçu environ 50 000 dollars, placés sur des comptes bancaires à l'étranger, notamment en Suisse.

Les autorités norvégiennes ont publié plusieurs photos de la dernière rencontre, dans un restaurant de la capitale norvégienne, le 19 octobre 1983, entre Arne Treholt et Radhi Mohamed. Celui-ci est considéré comme un officier de haut rang des services de renseignement de Bagdad (1). Il occupait jusqu'à ces derniers jours les fonctions de premier secrétaire à l'ambassade d'Irak à Paris, figurant sur la liste diplomatique du Quai d'Orsay.

On ignore les raisons exactes qui ont amené Treholt à trahir son pays : elles ne sont probablement pas d'ordre idéologique. Les informations selon lesquelles il aurait un enfant en Tchétchélovaquie, le KGB menaçant de dévoiler cette affaire s'il n'acceptait pas de « collaborer », n'ont pas été confirmées par le procureur. Dans le cas de l'Irak, il semble bien que l'appât de l'argent ait joué un rôle déterminant.

De 1979 à 1982, Arne Treholt était membre de la délégation norvégienne qui siégeait alors au Conseil de sécurité des Nations unies. Il était sans doute en possession d'informations politiques susceptibles d'intéresser les Irakiens. Ceux-ci ont peut-être également reçu des renseignements sur les développements des activités pétrolières norvégiennes en mer du Nord, ainsi que sur les projets de coopération avec l'Europe occidentale. L'enquête n'a pas encore permis d'établir si les Soviétiques étaient au courant des relations pour le compte de l'Irak. Selon un communiqué publié le 19 mars par le procureur du Royaume, Arne Treholt a reconnu, au cours de son interrogatoire, avoir noué un premier contact avec l'ambassade irakienne à Athènes en mai 1980. Quinze mois plus tard, il acceptait de fournir régulièrement des informations à ses diplomates en échange d'un « revenu » annuel de 20 000 dollars. Au total, il aurait reçu environ 50 000 dollars, placés sur des comptes bancaires à l'étranger, notamment en Suisse.

gnements sur les développements des activités pétrolières norvégiennes en mer du Nord, ainsi que sur les projets de coopération avec l'Europe occidentale. L'enquête n'a pas encore permis d'établir si les Soviétiques étaient au courant des relations pour le compte de l'Irak. Selon un communiqué publié le 19 mars par le procureur du Royaume, Arne Treholt a reconnu, au cours de son interrogatoire, avoir noué un premier contact avec l'ambassade irakienne à Athènes en mai 1980. Quinze mois plus tard, il acceptait de fournir régulièrement des informations à ses diplomates en échange d'un « revenu » annuel de 20 000 dollars. Au total, il aurait reçu environ 50 000 dollars, placés sur des comptes bancaires à l'étranger, notamment en Suisse.

ALAIN DEBOVE.

(1) NDLR. — Dans l'entourage des services de contre-espionnage français, on confirme ces informations. Dans la foule de l'interpellation de Treholt à Oslo, on aurait fait comprendre à Radhi Mohamed que ses activités d'espionnage, par-delà ses fonctions diplomatiques, étaient connues. Radhi Mohamed s'apprêtait à quitter la France, si ce n'est déjà fait. Quant à Treholt, on laisse entendre, de source française, qu'il était « traqué » par un général du KGB, ce qui indique son importance dans la hiérarchie des agents soviétiques à l'étranger.

VIOLENT SÉISME EN ASIE SOVIÉTIQUE

Moscou (AFP). — Un violent tremblement de terre (de magnitude 7, selon le Centre sismologique américain de Strasbourg) s'est produit, le mardi 20 mars, à 2 h 28 heure locale (21 h 28 heure française, donc le 19 mars) dans la république d'Ouzbékistan. En début d'après-midi, l'agence Tass a donné quelques précisions sur le séisme : l'épicentre était situé non loin de Samarcande. Dans cette ville et dans les agglomérations voisines, ainsi qu'à Gazli et à Boukhara (distances respectivement de 300 et de 250 kilomètres à l'ouest de Samarcande), le séisme « a causé des destructions d'immeubles ». Le tremblement de terre a été également ressenti dans la république soviétique voisine de Turkménistan, notamment à Mary (l'ancienne Merv) et à Achikbaid, la capitale turkmène (à 800 kilomètres au sud-ouest de Samarcande).

« Une commission du gouvernement ouzbek s'est rendue sur les lieux du séisme dès mardi 20 mars, et des secours ont été envoyés pour venir en aide à la population », indique Tass, sans donner d'autre précision.

Eléments en VRAI BOIS

Tous styles. Tous bois. Nombreuses combinaisons. Toutes les dimensions.

CREDIT FACILE

CAPÉLOU

37 Av. de la République - PARIS 11^e
Métro Parmentier - Tél. 357.46.35

DE LA PLUS SIMPLE RETOUCHE AU PLUS BEAU VÊTEMENT

PRIX EXCEPTIONNELS

avec la garantie d'un grand maître tailleur

PANTALONS
A partir de 500 F

COSTUMES
MESURE 1 550 F

NOUVELLE COLLECTION
3 000 tissus
Luxe et draperies anglaises
Fabrication traditionnelle

Boutique Femme
TAILLEURS, JUPES, MANTEAUX
sur mesure

UNIFORMES ET INSIGNES MILITAIRES
Prêt-à-porter Homme

LEGRAND Tailleur
27, rue de la République, Paris - Opéra
Téléphone : 742-70-61.
Du lundi au samedi, de 10 h à 18 h.

184 ORDINATEURS
PANORAMA
Printemps 84

L'ORDINATEUR INDIVIDUEL

n° 57 - 22 F chez votre marchand de journaux.

Ami, moi